



Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 26 juin 1965

Quebec, Saturday, June 26, 1965

Règlements

Rules

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

3. Specify the number of insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le **mercredi**, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on **Wednesday**, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

28 JUIN 1965

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1.50 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,

ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962.

8903 — 1-52-0

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: \$1.50 per dozen.

Subscriptions: \$10 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,

Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962.

8903 — 1-52-0

Lettres patentes**A & W Drive-In (St. Lawrence) Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Boris J. Berbrier, 4851, Fulton, Montréal, Mark Edmund Gordon, 36, Roxborough, Westmount, et Irving Shapiro, 4750, Plamondon, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « A & W Drive-In (St. Lawrence) Ltd. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie sera 10005, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239

325-65

Aida Lingerie Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Michael Awada, avocat, George A. Bey, avocat, et Lucette Demers, réceptionniste, célibataire, tous trois de 635, Dorchester ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes d'accessoires vestimentaires, sous le nom de « Aida Lingerie Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Letters Patent**A & W Drive-In (St. Lawrence) Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Boris J. Berbrier, 4851 Fulton, Montreal, Mark Edmund Gordon, 36 Roxborough, Westmount, and Irving Shapiro, 4750 Plamondon, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "A & W Drive-In (St. Lawrence) Ltd.", with a capital divided into 1,000 common shares without par value.

The head office of the company will be at 10005 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239-0

325-65

Aida Lingerie Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michael Awada, advocate, George A. Bey, advocate, and Lucette Demers, receptionist, spinster, all three of 635 Dorchester, West, Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel of all kinds, under the name of "Aida Lingerie Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239 2299-65

Alpine Sales Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1965, constituant en corporation: Arthur Greenspoon, marchand, Goldie Samuels, ménagère, épouse séparée de biens dudit Arthur Greenspoon, Desneiges Breton, ménagère, fille majeure, tous trois de 1932, boulevard St-Germain, St-Laurent, et Donald Greenspoon, marchand, 2440, chemin Bedford, Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, administrer des immeubles, hypothèques et placements et en faire le commerce sous le nom de « Alpine Sales Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1932, boulevard St-Germain, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239 2298-65

American Pipe & Tank Lining Co. (Canada) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1965, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, avocat, 5872, Ferncroft, Hampstead, Julius Briskin, avocat et conseil en Loi de la reine, 134, chemin Finchley, Hampstead, Claire Culhane, 2199, Harvard, Montréal, et Grace Blackett, 1451, Closse, Montréal, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Manufacturer des matériaux de construction de toutes sortes et en faire le commerce, sous le nom de « American Pipe & Tank Lining Co. (Canada) Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239 1834-65

Aphia Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1965, constituant en corporation: Roger-Louis Beaulieu, conseil en Loi de la reine, 3044, chemin St-Sulpice, Montréal, Joseph-Lambert Toupin, 227, avenue Lockart, Mont Royal, et René Doucet, 1, rue d'Artois, Préville, tous trois avocats, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239-o 2299-65

Alpine Sales Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arthur Greenspoon, merchant, Goldie Samuels, housewife, wife separate as to property of the said Arthur Greenspoon, Desneiges Breton, housekeeper, fille majeure, all three of 1932 St-Germain Boulevard, St-Laurent, and Donald Greenspoon, merchant, 2440 Bedford Road, Montreal, for the following purposes:

To buy and sell, administrate and to deal in real estate, mortgages and investments, under the name of "Alpine Sales Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1932 St-Germain Boulevard, St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239-o 2298-65

American Pipe & Tank Lining Co. (Canada) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arthur Yanofsky, advocate, 5872 Ferncroft, Hampstead, Julius Briskin, advocate and Queen's Counsel, 134 Finchley Road, Hampstead, Claire Culhane, 2199 Harvard, Montreal, and Grace Blackett, 1451 Closse, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To manufacture and deal in building materials of all kinds, under the name of "American Pipe & Tank Lining Co. (Canada) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239-o 1834-65

Aphia Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger-Louis Beaulieu, Queen's Counsel, 3044, St-Sulpice Road, Montreal, Joseph-Lambert Toupin, 227 Lockart Avenue, Mount Royal, and René Doucet, 1, d'Artois Street, Préville, all three advocates, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de « Aphia Limited », avec un capital total de \$115,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 10,000 actions privilégiées première catégorie de \$10 chacune et 10,000 actions privilégiées deuxième catégorie de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239

2220-65

Les Appartements Lacordaire inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1965, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, avocat, 426, rue Champagnour, Outremont, Jean-Marc Poulin, avocat, 2390, rue Dudemaine, Montréal, et Micheline Corbeil, avocat, fille majeure, 2540, chemin de la Côte-Ste-Catherine, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de détention et d'exploitation par la location de biens immobiliers, sous le nom de « Les Appartements Lacordaire inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o

1957-65

Ray Asselin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1965, constituant en corporation: Raymond Asselin, entrepreneur général, Réjeanne Bolduc, ménagère, épouse séparée de biens dudit Raymond Asselin, tous deux de 14, 4e rue, est, Orsainville, et Marcel Asselin, menuisier, St-Gervais, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en construction, plomberie, électricité, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Ray Asselin inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Orsainville, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o

2367-65

Association des jeunes scientifiques

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Benoit Gonthier, avocat, 8521, St-Gérard, Montréal, Bertrand Bernier, avocat, 1275, De Castelnau, Montréal,

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Aphia Limited", with a total capital stock of \$115,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each, 10,000 first preferred shares of \$10 each and 10,000 second preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239-o

2220-65

Les Appartements Lacordaire inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henri-Paul Lemay, advocate, 426, Champagnour St., Outremont, Jean-Marc Poulin, advocate, 2390, Dudemaine St., Montreal, and Micheline Corbeil, advocate, fille majeure, 2540, Côte-Ste-Catherine Road, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding and operating company through the rental of real estate, under the name of "Les Appartements Lacordaire inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239

1957-65

Ray Asselin inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Asselin, general contractor, Réjeanne Bolduc, housewife, wife separate as to property of the said Raymond Asselin, both of 14, 4th St. East, Orsainville, and Marcel Asselin, joiner, St-Gervais, for the following purposes:

To carry on business as building, plumbing, electrical, heating and refrigerating contractors, under the name of "Ray Asselin inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Orsainville, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239

2367-65

Association des jeunes scientifiques

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Benoit Gonthier, lawyer, of 8521 St. Gérard, Montreal, Bertrand Bernier, lawyer, of 1275 De Castelnau, Montreal,

et Diane Le Menn, secrétaire, célibataire, 7192, des Érables, Montréal, pour les objets suivants:

Grouper en association les étudiants du Québec qui s'intéressent particulièrement aux sciences spéculatives ou naturelles, sous le nom de « Association des jeunes scientifiques ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-0 5872-64

L'Association des techniciens en protection-incendie de la province de Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Fernand Pérusse, chef de la prévention des incendies au Gouvernement du Québec, 115, des Lilas, ouest, Québec, Jean-Paul Bessette, capitaine du Service des incendies de la ville de Montréal, 2566, Sheppard, Montréal, et Eugène Marion, capitaine du Service des incendies de la ville de Montréal, 50, Place Radisson, Repentigny, pour les objets suivants:

Unir pour leur bénéfice mutuel tous ceux dont la tâche est de contrôler les feux, les éteindre ou les prévenir, sous le nom de « L'Association des techniciens en protection-incendie de la province de Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-0 2293-65

Astroff's Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1965, constituant en corporation: Max S. Kaufman, avocat et conseil en Loi de la reine, 574, avenue Claremont, Westmount, J. Roy Hoffman, avocat et conseil en Loi de la reine, 4918, rue Mayfair, Montréal, et Sydney B. Sederoff, avocat, 80, avenue Crestwood, Montréal ouest, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises à la verge, mercerie, cigares, cigarettes, accessoires de fumeurs, articles variés et marchandises se rapportant à ceux, sous le nom de « Astroff's Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239 2322-65

and Diane Le Menn, secretary, spinster, of 7192 des Érables, Montreal, for the following purposes:

To group into an association Quebec students particularly interested in the speculative or natural sciences, under the name of "Association des jeunes scientifiques".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239 5872-64

L'Association des techniciens en protection-incendie de la province de Québec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Fernand Pérusse, chief of the fire prevention service of the Quebec Government, 115 des Lilas West, Quebec, Jean-Paul Bessette, captain of the Fire Service of the city of Montreal, 2566 Sheppard, Montreal, and Eugène Marion, captain of the Fire Service of the city of Montreal, 50 Radisson Place, Repentigny, for the following purposes:

To unite for their mutual benefit all persons whose duty it is to control all fires, put out or prevent same, under the name of "L'Association des techniciens en protection-incendie de la province de Québec".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239 2293-65

Astroff's Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max S. Kaufman, advocate and Queen's Counsel, 574 Claremont Avenue, Westmount, J. Roy Hoffman, advocate and Queen's Counsel, 4918 Mayfair Street, Montreal, and Sydney B. Sederoff, advocate, 80 Crestwood Avenue, Montreal West, for the following purposes:

To deal in dry goods, haberdashery, cigars, cigarettes, smoking supplies, sundries and merchandise related thereto, under the name of "Astroff's Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239-0 2322-65

Auto club Ville Marie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18^e jour de mai 1965, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Richard Boudrias, acheteur, 67, rue Strathcona, Mont-Royal, Jean Belle Rose, représentant, 1777, rue Vienne, Vimont, Robert Lalonde, agent manufacturier, 3727, rue Coronet, app. 8, Montréal, Paul De Lanauze, représentant, Montreal Hilton Aeroport, suite 251, Dorval, et Guy Duranceau, étudiant, 56, rue Merton, Hampstead, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de « Auto club Ville Marie inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-o

1866-65

Automatec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Maurice Riel, 780, Markham, Mont-Royal, Albert-Laurent Bissonnette, 2, Brynmor, Montréal-Ouest, Clermont Vermette, 2658, Croissant Marseille, Brössard, Gérald J. Ryan, 1670, rue Barré, St-Laurent, Jaime W. Dunton, 8, chemin Condover, Pointe-Claire, tous cinq avocats, Kathleen Higgins, secrétaire, fille majeure, 4652, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, et Gisèle Patenaude, secrétaire, fille majeure, 7191, Des Érables, Montréal, pour les objets suivants:

Effectuer tous genres d'études ayant trait à l'automatisation, à l'accroissement du rendement ou de la productivité dans les entreprises, sous le nom de « Automatec inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4200, boulevard Dorchester, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-o

2099-65

Bélisle, éditeur inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Louis A. Bélisle, éditeur, 1404, des Pins, Sillery, Pauline Cantin, secrétaire, fille majeure, Loretteville, et Jacques Taschereau, notaire, 315, avenue Laurier, Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'éditeurs, imprimeurs, compositeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Bélisle, éditeur inc. », avec un capital total de \$80,000,

Auto club Ville Marie inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: J.-Richard Boudrias, purchaser, 67, Strathcona Street, Mount Royal, Jean Belle Rose, representative, 1777, Vienne Street, Vimont, Robert Lalonde, manufacturer's agent, 3727, Coronet Street, apt. 8, Montreal, Paul De Lanauze, representative, Montreal Hilton Airport, suite 251, Dorval, and Guy Duranceau, student, 56, Merton Street, Hampstead, for the following purposes:

To form and manage a sporting club, under the name of "Auto club Ville Marie inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239

1866-65

Automatec inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Riel, 780, Markham, Mount Royal, Albert-Laurent Bissonnette, 2 Brynmor, Montreal-West, Clermont Vermette, 2658, Croissant Marseille, Brössard, Gérald J. Ryan, 1760, Barré St., St-Laurent, Jaime W. Dunton, 8 Condover Road, Pointe-Claire, all five advocates, Kathleen Higgins, secretary, fille majeure, 4652, Sherbrooke St. West, Montreal, and Gisèle Patenaude, secretary, fille majeure, 7191, Des Érables, Montreal, for the following purposes:

To carry out all kinds of studies pertaining to automation, the increase in output or productivity in enterprises, under the name of "Automatec inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be at 4200, Dorchester Blvd. West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239

2099-65

Bélisle, éditeur inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis A. Bélisle, editor, 1404 des Pins, Sillery, Pauline Cantin, secretary, spinster of the full age of majority, Loretteville, and Jacques Taschereau, notary, 315 Laurier Ave., Quebec, for the following purposes:

To carry on business as editors, printers, composers, engravers, book-binders and in other trades, under the name of "Bélisle, éditeur inc.", with a total capital stock of \$80,000, divided

divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 5,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-0 2232-65

BerMor inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1965, constituant en corporation: Syllas Berberi, gérant, Lionel Morin, négociant, et Virginie Dionne, secrétaire, fille majeure, tous trois de St-Georges, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de mercerie, lingerie, confection et marchandises sèches dans toutes ses spécialités, sous le nom de « BerMor inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 8,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Georges, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-0 2362-65

G. H. Bessette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1965, constituant en corporation: Georges-Henri Bessette, entrepreneur général, Marie-Luce Bessette, ménagère, épouse dudit Georges-Henri Bessette, tous deux de 318, rue St-Germain, et Denis Chevalier, étudiant, 218, rue St-Hubert, tous trois de St-Jean, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « G. H. Bessette inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-0 2341-65

Binette & frère Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1965, constituant en corporation: Fernand Binette, constructeur, Arthabaska, Théobald Binette, constructeur, Arthabaska, et Lucien Ruel, télégraphiste, Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Binette & frère Itée », avec un capital total de \$90,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune,

into 300 common shares of \$100 each and 5,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 2232-65

BerMor inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Syllas Berberi, manager, Lionel Morin, trader, and Virginie Dionne, secretary, fille majeure, all three of St-Georges, for the following purposes:

To operate a business dealing in small wares, lingerie, ready-to-wear clothing and drygoods in all its specialties, under the name of "BerMor inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 8,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be at St-Georges, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 2362-65

G. H. Bessette inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Georges-Henri Bessette, general contractor, Marie-Luce Bessette, housewife, wife of the said Georges-Henri Bessette, both of 318 St-Germain Street, and Denis Chevalier, student, 218 St-Hubert St., all three of St-Jean, for the following purposes:

To carry on business as builders and general contractors, under the name of "G. H. Bessette inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Jean, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 2341-65

Binette & frère Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Fernand Binette, builder, Arthabaska, Théobald Binette, builder, Arthabaska, and Lucien Ruel, telegraphist, Victoriaville, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Binette & frère Itée", with a total capital stock of \$90,000, divided into 1,000 common shares of

4,000 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 4,000 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Arthabaska, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-o

2267-65

S. Blum Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat et conseil en Loi de la reine, 5654, avenue MacDonald, Hampstead, Jason Ruby, avocat, 2860, Ekers, Montréal, et John Michelin, avocat, 5200, Prince de Galles, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes les catégories de marchandises de bijouterie, sous le nom de « S. Blum Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 400 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239

2324-65

Bonaventure Reprographic Centre & Supplies Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17^e jour de mai 1965, constituant en corporation: John Barbour Norris, administrateur, 214, St-Louis, Dorval, Robert Norris, administrateur, 5255, O'Bryan, Montréal, Jack Ralph Bogante, avocat et conseil en Loi de la reine, 4252, Hingston, Montréal, et Martin Donald Bogante, avocat, 7915, chemin côte-St-Luc, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'accessoires pour les travaux du génie, la reproduction des plans, la photographie, meubles et articles de bureau, sous le nom de « Bonaventure Reprographic Centre & Supplies Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239

2275-65

Boulangerie Donnacona inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Anne-Marie Hallé, 163, de l'Espinay, Québec, Claudette Tremblay, 418, St-Alexis, Québec, et Marcelle Magnan, 11, Dumoncel,

\$10 each, 4,000 preferred class "A" shares of \$10 each and 4,000 preferred class "B" shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Arthabaska, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239

2267-65

S. Blum Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Orenstein, advocate and Queen's Counsel, 5654 MacDonald Avenue, Hampstead, Jason Ruby, advocate, 2860 Ekers, Montreal, and John Michelin, advocate, 5200 Prince of Wales, Montreal, for the following purposes:

To deal in all classes of merchandise of jewelry, under the name of "S. Blum Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 400 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239-o

2324-65

Bonaventure Reprographic Centre & Supplies Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John Barbour Norris, executive, 214 St-Louis, Dorval, Robert Norris, executive, 5255 O'Bryan, Montreal, Jack Ralph Bogante, advocate and Queen's Counsel, 4252 Hingston, Montreal, and Martin Donald Bogante, advocate, 7915 Côte-St-Luc Road, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To deal in engineering supplies, engineering reproduction, photographic, office furniture and equipment, under the name of "Bonaventure Reprographic Centre & Supplies Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239-o

2275-65

Boulangerie Donnacona inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Anne-Marie Hallé, 163 de l'Espinay, Québec, Claudette Tremblay, 418 St-Alexis, Québec, and Marcelle Magnan, 11 Dumoncel, Beauport, all three secre-

Beauport, toutes trois secrétaires, filles majeures usant de leurs droits, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers, confiseurs et fabricants de biscuits, sous le nom de « Boulangerie Donnacona inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Donnacona, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 2397-65

Braun (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1965, constituant en corporation: Larry Di Bernardo, 10550, Tanguay, Harold Wells, 10857, Tanguay, et Claude De Angelis, 12480, Notre-Dame-des-Anges, tous trois hommes d'affaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de location d'habits, tabliers, serviettes et lingerie de toutes sortes et faire affaires comme buandiers et nettoyeurs, sous le nom de « Braun (Quebec) Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 140, boulevard Henri-Bourrassa, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 2195-65

Brifor inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1965, constituant en corporation: Lucien Brisson, industriel, 365, Flamand, Claude Forget, moniteur, 46, Ste-Anne, Rolland Forget, industriel, 359, Flamand, et Jacques Thérout, comptable, 870, Richard, tous quatre de Joliette, pour les objets suivants:

Faire le commerce de la pierre, chaux, ciment, asphalte, sable, plâtre et autres matériaux de construction, sous le nom de « Brifor inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 2352-65

L. Campbell Apparel Sales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1965, constituant en corporation: Lionel Campbell, administrateur, 823,

spinsters of the full age of majority and in use of their rights, for the following purposes:

To carry on business as bakers, confectioners and biscuit manufacturers, under the name of "Boulangerie Donnacona inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Donnacona, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 2397-65

Braun (Quebec) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Larry Di Bernardo, of 10550 Tanguay, Harold Wells, of 10857 Tanguay, and Claude De Angelis, of 12480 Notre-Dame-des-Anges, all three businessmen, of Montreal, for the following purposes:

To deal in the renting of clothes, aprons, towels, and linens of all kinds and to carry on business as washers and cleaners, under the name of "Braun (Quebec) Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each and into 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 140 Henri-Bourrassa Boulevard East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 2195-65

Brifor inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lucien Brisson, industrialist, 365 Flamand, Claude Forget, moniteur, 46 Ste-Anne, Rolland Forget, industrialist, 359 Flamand, and Jacques Thérout, accountant, 870 Richard, all four of Joliette, for the following purposes:

To carry on business dealing in stone, lime, cement, asphalt, sand, plaster and other construction materials, under the name of "Brifor inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 600 common shares of a nominal value of \$100 each and 400 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 2352-65

L. Campbell Apparel Sales Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lionel Campbell, executive, 823 Alexis Nihon Boulevard, St-

boulevard Alixis Nihon, St-Laurent, Aniceta O'Grady, sténographe, célibataire, 4012, avenue Hampton, Montréal, et David Greenblatt, administrateur, 1745, avenue Cedar, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de d'articles vestimentaires, merceries, produits alimentaires et toutes sortes de marchandises, sous le nom de « L. Campbell Apparel Sales Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239

2257-65

Canadart Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23^e jour de mars 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Adam Sherriff, Scott, peintre, 382A, avenue Metcalfe, Westmount, Victor Zicha, professeur, 3712, rue Jeanne-Mance, Montréal, Sara Dickinson, professeur, épouse séparée de biens de Andrew Dickinson, 38, avenue Selby, Westmount, Jean Desmarais, peintre, 4180, avenue Courtrai, # 310, Montréal, Dimitry P. Tiedeman, ingénieur, Rosamond W. Tiedeman, gouvernante, épouse séparée de biens dudit Dimitry P. Tiedeman, tous deux de 546, avenue Chester, Mont Royal, Edward A. Goodwin, ingénieur, 12245, avenue Colbert, Montréal, Harry E. G. Ricketts, artiste commercial, 212, avenue Kindersley, Mont Royal, Walter Ferrier, artiste commercial, 3468, rue Drummond, Montréal, et Maurice J. Boxer, avocat, 1411, Carol Crescent, Chomedey, pour les objets suivants:

Favoriser tous les beaux-arts dans le Canada, graphiques et plastiques, tels que la peinture, la sculpture, la céramique, le dessin, sculpture sur bois et gravure à l'eau forte, sous le nom de « Canadart Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23^e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239

4743-65

Central Holdings Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Judah Lyon Wolofsky, avocat, 4165, avenue Esplanade, Montréal, Louis Sheiden, comptable agréé, 3241, Forest Hill, app 43, Montréal, et Abie Sheiden, architecte, 3241, Forest Hill, app. 43, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de « Central Holdings Corp. », avec un capital total de

Laurent, Aniceta O'Grady, stenographer, spinner, 4012 Hampton Avenue, Montreal, and David Greenblatt, executive, 1745 Cedar Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, haberdashery, food products and all kinds of merchandise, under the name of "L. Campbell Apparel Sales Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239-o

2257-65

Canadart Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Adam Sherriff Scott, painter, 382A Metcalfe Avenue, Westmount, Victor Zicha, teacher, 3712 Jeanne-Mance Street, Montreal, Sara Dickinson, teacher, wife separate as to property of Andrew Dickinson, 38 Selby Avenue, Westmount, Jean Desmarais, painter, 4180 Courtrai Avenue, # 310, Montreal, Dimitry P. Tiedeman, engineer, Rosamond W. Tiedeman, home supervisor, wife separate as to property of the said Dimitry P. Tiedeman, both of 546 Chester Avenue, Mount Royal, Edward A. Goodwin, engineer, 12245 Colbert Avenue, Montreal, Harry E. G. Ricketts, commercial artist, 212 Kindersley Avenue, Mount Royal, Walter Ferrier, commercial artist, 3468 Drummond Street, Montreal, and Maurice J. Boxer, advocate, 1411 Carol Crescent, Chomedey, for the following purposes:

To promote all fine arts in Canada, graphic and plastic, such as painting, sculpture, ceramics, drawing, wood carving, etching and engraving, under the name of "Canadart Inc."

The amount of the immovable property which may be owned or held by the corporation, is to be limited, is \$1,000,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239-o

4743-65

Central Holdings Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Judah Lyon Wolofsky, advocate, 4165 Esplanade Avenue, Montreal, Louis Sheiden, chartered accountant, 3241 Forest Hill, Apt. 43, Montreal, and Abie Sheiden, architect, 3241 Forest Hill, Apt. 43, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and investment company, under the name of "Central Holdings Corp.", with a total capital stock

\$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3241, Forest Hill, app. 43, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239

2378-65

Centre de consultation conjugale de Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Dr Georges-Albert Bergeron, médecin, vice-doyen de la faculté de médecine de l'Université Laval, 965, Ernest-Gagnon, Québec, Gilles Côté, architecte, 51, St-Charles, sud, Neufchâtel, et André Desmartis, secrétaire de l'Action catholique diocésaine, 745, Place Abbé-Pierre, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Aider les foyers aux prises avec les difficultés conjugales à comprendre et à résoudre leurs problèmes pour en arriver à assumer les obligations du mariage sous tous ses aspects, sous le nom de « Centre de consultation conjugale de Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-o

2280-65

Le Centre d'études des arts du spectacle du Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1965, constituant en corporation: Jean-Pierre Dréan, homme d'affaires, 437, Champagneur, Guy Hoffmann, homme de théâtre, 3205, Jean-Brillant, et Olivier Prat, avocat, 397, Laurier, ouest, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire de l'enseignement d'art dramatique, de la danse, de la musique et de toutes matières se rapportant aux arts du spectacle en général, sous le nom de « Le Centre d'études des arts du spectacle du Québec inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 157, rue St-Paul, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-o

2089-65

Chase Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 3241 Forest Hill, Apt. 43, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239-o

2378-65

Centre de consultation conjugale de Québec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Dr. Georges-Albert Bergeron, doctor, vice-dean of the Medical Faculty of Laval University, of 965 Ernest-Gagnon, Quebec, Gilles Côté, architect, of 51 St. Charles South, Neufchâtel, and André Desmartis, secretary of the Diocesan Catholic Action, 745 Place Abbé-Pierre, Charlesbourg, for the following purposes:

To help homes facing marriage difficulties to understand and solve their problems, so that they can undertake their marriage obligations in every respect, under the name of "Centre de consultation conjugale de Québec".

The amount of which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$1,000,000.

The head office of the corporation will be at Québec, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239

2280-65

Le Centre d'études des arts du spectacle du Québec inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Pierre Dréan, businessman, 437 Champagneur, Guy Hoffmann, theatre man, 3205 Jean-Brillant, and Olivier Prat, advocate, 397 Laurier West, all three of Montreal, for the following purposes:

To teach dramatic art, dancing, music and all matters pertaining to the art of entertainment in general, under the name of "Le Centre d'études des arts du spectacle du Québec inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 157 St-Paul St. West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239

2089-65

Chase Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

du 17^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Howard Maged, actionnaire, 4545, Walkley, Montréal, Anna Stedman, secrétaire, 2445, chemin Sunset, Mont Royal Max Zentner, actionnaire, 45, chemin Belsize, Hampstead, et Sam Zentner, constructeur, 841, avenue Bloomfield, Outremont, pour les objets suivants

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le com de « Chase Realty Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239

2325-65

**La Cie d'aluminium Simalex Itée
Simalex Aluminum Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Jonathan J. Robinson, avocat, 64, chemin Belvédère, Westmount, Theodore H. Shapiro, avocat, 5175, chemin Côte-St-Luc, Montréal, Earl H. Drymer, avocat, 5045, avenue Borden, Montréal, Despina Zannis, secrétaire, fille majeure, 7471, avenue Stuart, Montréal, et Mary Adler, secrétaire, épouse séparée de biens de Martin Adler, 1392, boulevard Elizabeth, Chomedey, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'aluminium, extrudages et produits d'aluminium, sous le nom de « La Cie d'aluminium Simalex Itée — Simalex Aluminum Co. Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 7,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 9,200 actions privilégiées catégorie « A » de \$10 chacune et 1,000 action privilégiées catégorie « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239

2127-65

**La Cie R.O. construction Itée
R.O. Construction Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Jean Beauvais, 2250, Brodeur, Sillery, Robert Truchon, 1286, Fontenay, Ste-Foy, et Jean-Marie Bouchard, 2897, Providence, Ste-Foy, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux pour l'exécution de travaux de toutes sortes, sous le nom de « La Cie R.O. construction Itée — R.O. Construction Co. Ltd. », avec un capital total de \$22,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cap-aux-Meules, comté des Iles-de-la-Madeleine, district judiciaire de Gaspé.

Province of Quebec, incorporating: Howard Maged, investor, 4545 Walkley, Montreal, Anna Stedman, secretary, 2445 Sunset Road, Mount Royal, Max Zentner, investor, 45 Belsize Road, Hampstead, and Sam Zentner, builder, 841 Bloomfield Avenue, Outremont, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Chase Realty Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and 300 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239-0

2325-65

**La Cie d'aluminium Simalex Itée
Simalex Aluminum Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jonathan J. Robinson, advocate, 64 Belvedere Road, Westmount, Theodore H. Shapiro, advocate, 5175 Côte-St-Luc Road, Montreal, Earl H. Drymer, advocate, 5045 Borden Avenue, Montreal, Despina Zannis, secretary, fille majeure, 7471 Stuart Avenue, Montreal, and Mary Adler, secretary, wife separate as to property of Martin Adler, 1392 Elizabeth Boulevard, Chomedey, for the following purposes:

To deal in aluminum, extrusions and aluminum products, under the name of "La Cie d'aluminium Simalex Itée — Simalex Aluminum Co. Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 7,000 common shares of \$1 each, 9,200 class "A" preferred shares of \$10 each and 1,000 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239-0

2127-65

**La Cie R.O. construction Itée
R.O. Construction Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Beauvais, 2250 Brodeur, Sillery, Robert Truchon, 1286 Fontenay, Ste-Foy, and Jean-Marie Bouchard, 2897 Providence, Ste-Foy, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as general contractors to carry out all kinds of works, under the name of "La Cie R.O. construction Itée — R.O. Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of \$22,000, divided into 200 common shares of a nominal value of \$10 each and 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Cap-aux-Meules, county of the Magdalen Islands, judicial district of Gaspé.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 19e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 2377-65

**La Cie Turbide et Jomphe Itée
Turbide and Jomphe Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1965, constituant en corporation: Jean Beauvais, 2250, Brodeur, Sillery, Robert Truchon, 1286, Fontenay, Ste-Foy, et Jean-Marie Bouchard, 2897, Providence, Ste-Foy, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « La Cie Turbide et Jomphe Itée — Turbide and Jomphe Co. Ltd. », avec un capital total de \$120,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cap-aux-Meules, comté des Iles-de-la-Madeleine, district judiciaire de Gaspé.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 19e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 2376-65

**La Compagnie de bois Hurricane Itée
Hurricane Lumber Company Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1965, constituant en corporation: Maurice Dumas, entrepreneur forestier, Thérèse Rodrigue, ménagère, épouse séparée de biens dudit Maurice Dumas, tous deux de St-Côme-de-Kennebec, et Pierrette Rodrigue, ménagère, épouse séparée de biens de Jacques Drouin, St-Georges-Est, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « La Compagnie de bois Hurricane Itée — Hurricane Lumber Company Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Côme-de-Kennebec, comté de Beauce, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 11e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 2215-65

La Compagnie de gestion Gemar Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1965, constituant en corporation: Gérard Chaput, vendeur d'équipement de restaurant, 1, Bayside, Dollard-des-Ormeaux, Marcel Chaput, pharmacien, 465, St-Jean-Baptiste, Duvernay, et Claude Picard, avocat, 168, Notre-Dame, est, Montréal, pour les objets suivants:

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 19th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 2377-65

**La Cie Turbide et Jomphe Itée
Turbide and Jomphe Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Beauvais, 2250 Brodeur, Sillery, Robert Truchon, 1286 Fontenay, Ste-Foy, and Jean-Marie Bouchard, 2897 Providence, Ste-Foy, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "La Cie Turbide et Jomphe Itée — Turbide and Jomphe Co. Ltd.", with a total capital stock of \$120,000, divided into 200 common shares of a nominal value of \$100 each and 1,000 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Cap-aux-Meules, county of the Magdalen Islands, judicial district of Gaspé.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 19th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 2376-65

**La Compagnie de bois Hurricane Itée
Hurricane Lumber Company Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Dumas, wood contractor, Thérèse Rodrigue, housewife, wife separate as to property of the said Maurice Dumas, both of St-Côme-de-Kennebec, and Pierrette Rodrigue, housewife, wife separate as to property of the said Jacques Drouin, of St-Georges-East, for the following purposes:

The industry and business dealing in lumber, under the name of "La Compagnie de bois Hurricane Itée — Hurricane Lumber Company Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Côme-de-Kennebec, Beauce, county, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 11th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 2215-65

La Compagnie de gestion Gemar Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Chaput, salesman of restaurant equipment, of 1 Bayside, Dollard-des-Ormeaux, Marcel Chaput, pharmacist, of 465 St. Jean-Baptiste, Duvernay, and Claude Picard, lawyer, of 168 Notre-Dame East, Montreal, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « La Compagnie de gestion Gemar ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 465, rue St-Jean-Baptiste, Duvernay, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-o

2306-65

La Compagnie R. Hamel limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Michel Côté, avocat, 805, rue Royale, Claudette McCleod, secrétaire, épouse séparée de biens d'Ennio Slivar, 682, Frontenac, et Philippe Germain, notaire, 810, rue Royale, tous trois de Malartic, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et de tout ce qui sert à l'ameublement et à la décoration d'immeubles, sous le nom de « La Compagnie R. Hamel limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 700, rue Royale, Malartic, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-o

1814-65

Comptoir des couleurs Québec ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Louis Perron, comptable, Renée Lapointe, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens dudit Louis Perron, tous deux de 7597, Louis-Hébert, Montréal, et Gilles Cossette, avocat, 702, Davaaar, Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce de peinture, sous le nom de « Comptoir des couleurs Québec ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 108, rue Ste-Famille, Kénogami, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-o

2290-65

Conseil interprofessionnel du Québec Quebec Interprofessional Council

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31^e jour de mai 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Bégin, ingénieur, 3290, rue Cadillac, Jules Deschênes, avocat, 10, rue St-Jacques, Colette Drouin-Naud,

To carry on business as a holding investment, under the name of "La Compagnie de gestion Gemar ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 465 St. Jean-Baptiste, Duvernay, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239

2306-65

La Compagnie R. Hamel limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michel Côté, lawyer, of 805 Royale Street, Claudette McCleod, secretary, wife separate as to property of Ennio Slivar, of 682 Frontenac, and Philippe Germain, notary, of 810 Royale Street, all three of Malartic, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture, including house furnishings and decorations, under the name of "La Compagnie R. Hamel limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 700 Royal Street, Malartic, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239

1814-65

Comptoir des couleurs Québec ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Perron, accountant, Renée Lapointe, secretary, wife separate as to property of Louis Perron, both of 7597 Louis-Hébert, Montreal, and Gilles Cossette, lawyer, of 702 Davaaar, Outremont, for the following purposes:

To carry on business dealing in paint, under the name of "Comptoir des couleurs Québec ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 108 Ste-Famille Street, Kénogami, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239

2290-65

Conseil interprofessionnel du Québec Quebec Interprofessional Council

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Bégin, engineer, of 3290 Cadillac Street, Jules Deschênes, lawyer, of 10 St. James Street, Colette Drouin-

diététiste, fille majeure, 10360, d'Auteuil, Dr Roger R. Dufresne, médecin, 1896, boulevard Dorchester, ouest, Dr Claude Gareau, optométriste, 2194, rue Sherbrooke, est, Henri P. Labelle, architecte, 4300, rue Jean-Talon, J.-André Laferrrière, arpenteur-géomètre, 19, rue Le Royer, ouest, Dr Robert M. LeBlanc, chirurgien-dentiste, 801, rue Sherbrooke, est, John F. Lewis, comptable, agréé, 635, boulevard Dorchester, ouest, Théodore Mongeon, agronome, 8440, boulevard St-Laurent, Jean Dicaire, pharmacien, 1074, Laurier, ouest, tous onze de Montréal, Raymond Cossette, notaire, 280, St-Vallier, ouest, Québec, Gérard Lortie, ingénieur forestier, 500, Grande-Allée, est, Québec, Dr Jean-Marie Dionne, médecin vétérinaire, Montmagny, et Gilles Papineau-Couture, chimiste professionnel, 1025, boulevard Laurentien, St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire la liaison entre les corporations professionnelles qui ont leur siège social dans la province de Québec, pour fins d'échange de renseignements et d'entraide dans les champs communs, sous le nom de « Conseil interprofessionnel du Québec — Quebec Interprofessional Council ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 2255-65

Construction Cyrano inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1965, constituant en corporation: Gérald Cyr, journaliste, Denise Bertrand, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gérald Cyr, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 440, boulevard Bourassa, St-Jérôme, François Cyr, camionneur, et Rita Filion, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit François Cyr, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de 21, rue Gérard, St-Jérôme, pour les objets suivants:

Faire affaires avec une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Construction Cyrano inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 440, boulevard Bourassa, St-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 1891-65

Contract Curing Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1965, constituant en corporation: Julius Briskin, c.r., 134, Finchley, Arthur Yanofsky, 5872, Ferncroft, tous deux avocats,

Naud, diéticien, fille majeure, of 10360 d'Auteuil, Dr. Roger R. Dufresne, doctor, of 1896 Dorchester Boulevard West, Dr. Claude Gareau, optometrist, of 2194 Sherbrooke Street East, Henri P. Labelle, architect, of 4300 Jean-Talon Street, J.-André Laferrrière, land surveyor, of 19 Le Royer Street West, Dr. Robert M. LeBlanc, dentist, of 801 Sherbrooke Street East, John F. Lewis, chartered accountant, of 635 Dorchester Boulevard West, Théodore Mongeon, agronomist, of 8440 St. Lawrence Boulevard, Jean Dicaire, pharmacist, of 1074 Laurier West, all eleven of Montreal, Raymond Cossette, notary, of 280 St. Vallier West, Quebec, Gérard Lortie, land surveyor, of 500 Grande-Allée East, Quebec Dr. Jean-Marie Dionne, veterinary doctor, Montmagny, and Gilles Papineau-Couture, professional chemist, of 1025 Laurentian Boulevard, St-Laurent, for the following purposes:

To make liaison between the professional corporations who have their head office in the Province of Quebec, as a means for exchanging information and helping in common fields, under the name of "Conseil interprofessionnel du Québec — Quebec Interprofessional Council".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239 2255-65

Construction Cyrano inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérald Cyr, journalist, Denise Bertrand, housewife, wife contractually separate as to property of the said Gérald Cyr, and duly authorized by him for these presents, both of 440 Bourassa Blvd., St-Jérôme, François Cyr, trucker, and Ritz Filion, housewife, wife contractually separate as to property of the said François Cyr, and duly authorized by him for these presents, the two latter of 21 Gérard St., St-Jérôme, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Construction Cyrano inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 440 Bourassa Blvd., St-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239 1891-65

Contract Curing Centre Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Julius Briskin, q.c., 134 Finchley, Arthur Yanofsky, 5872 Ferncroft, both advocates, of Hampstead, Claire

de Hampstead, Claire Culhane, secrétaire, fille majeure, 2199, Harvard, Montréal, et Grace Blackett, secrétaire, célibataire, 5622, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires et vêtements de sport, sous le nom de « Contract Curing Centre Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 8,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239

2212-65

Corporation des professionnels en arts plastiques Saguenay & Lac St-Jean inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1^{er} jour d'avril 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Simard, André Boissonneault, avocats, de 70, rue Sacré-Coeur, Léonard Dufour, commis-comptable, 601, St-Sacrement, Hélène Fortin, secrétaire, épouse séparée de biens de Paul H. Fortin, 16, St-Luc, ouest, Nicole Blduc, secrétaire, fille majeure, 608, St-Sacrement, tous cinq d'Alma, et Madeleine Émond, secrétaire, fille majeure, Hébertville-Station, pour les objets suivants:

Promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques, culturels, sociaux et professionnels des membres de la corporation, sous le nom de « Corporation des professionnels en arts plastiques Saguenay & Lac St-Jean inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Alma, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1^{er} jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o

1127-65

Côte-Nord auto électrique Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Charles-Auguste Bourassa, commerçant, 108, Champlain, Roland Hamilton, commerçant, 17, Roberval, et Jean-Claude Bergeron, commis, 155, Lasalle, tous trois de Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Côte-Nord auto électrique Itée », avec un capital total de \$60,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et en 450 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Baie-Comeau, district judiciaire de Hauterive.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o

2233-65

Culhane, secretary, spinster of the full age of majority, 2199 Harvard, Montreal, and Grace Blackett, secretary, spinster, 5622 Sherbrooke Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel and sportswear, under the name of "Contract Curing Centre Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 8,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239-o

2212-65

Corporation des professionnels en arts plastiques Saguenay & Lac St-Jean inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Marcel Simard, André Boissonneault, lawyers, of 70 Sacré-Coeur Street, Léonard Dufour, bookkeeper, of 601 St. Sacrement, Hélène Fortin, secretary, wife separate as to property of the said Paul H. Fortin, of 16 St. Luke West, Nicole Bolduc, secretary, fille majeure, of 608 St. Sacrement, all five of Alma, and Madeleine Émond, secretary, fille majeure, of Hébertville-Station, for the following purposes:

To promote, protect and develop in every way economic, cultural, social and professional interests of the members of the corporation, under the name of "Corporation des professionnels en arts plastiques Saguenay & Lac St-Jean inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Alma, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239

1127-65

Côte-Nord auto électrique Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Charles-Auguste Bourassa, merchant, of 108 Champlain, Roland Hamilton, merchant, of 17 Roberval, and Jean-Claude Bergeron, clerk, of 155 Lasalle, all three of Baie-Comeau, for the following purposes:

To deal in motor vehicles and to do business as garage keepers, under the name of "Côte-Nord auto électrique Itée", with a total capital stock of \$60,000, divided into 150 common shares of \$100 each and into 450 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Baie-Comeau, judicial district of Hauterive.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239

2233-65

Cours Bayard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1965, constituant en corporation: Pierre Senart, administrateur, Marguerite Chollet, directrice d'école, épouse séparée de biens dudit Pierre Senart, tous deux de 3021, avenue Trafalgar, Montréal, et Jean Gravel, ingénieur, 330 Kensington, Westmount, pour les objets suivants:

Établir et administrer une ou des écoles avec tous les services que comporte ce genre d'institution pour l'éducation de la jeunesse et y donner les cours privés et/ou permis par la loi, sous le nom de « Cours Bayard inc. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3021, avenue Trafalgar, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-o

1977-65

Creative Awards Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Kathleen Lines, ménagère, épouse séparée de biens de Kenneth W. Lines, 343, avenue Clark, Westmount, Bruno Cormier, professeur, 5088, Côte-St-Antoine, Montréal, Paul Berman, comptable agréé, 6555, Côte-des-Neiges, Montréal, et Hugh C. MacLennan, professeur, 1535, avenue Somerhill, Montréal, pour les objets suivants:

Fournir de l'aide, financière et autrement, à des personnes au talent créateur qui sont détenues dans des institutions pénales prisons, hôpitaux, écoles de correction et institutions semblables, sous le nom de « Creative Awards Association ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239

1919-65

Cutting Contractors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat, 5654, avenue MacDonald, Hampstead, Jason Ruby, avocat, 2860, rue Ekers, Montréal, et Fleurette Major, secrétaire, fille majeure, 7659, Chabot, app. 1, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce d'entrepreneurs dans la coupe et la couture de vêtements pour dames, jeunes filles, enfants et bébés, sous le nom de « Cutting Contractors

Cours Bayard inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Senart, administrator, Marguerite Chollet, school director, wife separate as to property of the said Pierre Senart, both of 3021 Trafalgar Ave., Montreal, and Jean Gravel, engineer, 330 Kensington, Westmount, for the following purposes:

To establish and manage one or several schools with all the services connected with this type of institution for the education of youth, and to give private courses and/or those permitted by law, under the name of "Cours Bayard inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 3021 Trafalgar Ave., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239

1977-65

Creative Awards Association

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Kathleen Lines, housewife, wife separate as to property of Kenneth W. Lines, 343 Clark Avenue, Westmount, Bruno Cormier, professor, 5088 Côte-St-Antoine, Montreal, Paul Berman, chartered accountant, 6555 Côte-des-Neiges, Montreal, and Hugh C. MacLennan, professor, 1535 Somerhill Avenue, Montreal, for the following purposes:

To provide assistance, financial and otherwise, to persons of creative talent who are detained in penal institutions, prisons, hospitals, schools of correction and similar institutions, under the name of "Creative Awards Association".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess or hold, is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239-o

1919-65

Cutting Contractors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Orenstein, advocate, 5654 MacDonald Avenue, Hampstead, Jason Ruby, advocate, 2860 Ekers Street, Montreal, and Fleurette Major, secretary, fille majeure, 7659 Chabot, Apt. 1, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of cutting contractors and sewing contractors of ladies', misses', children's and infants' wear in all its branches, under the name of "Cutting Contractors Ltd.", with a

Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 4,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27^e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239 1953-65

Roland Dansereau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de juin 1965, constituant en corporation: Roland Dansereau, industriel, Georges-Bertrand St-Pierre, industriel, et Marc Tanguay, plombier, tous trois de Val-d'Or, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « Roland Dansereau inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val-d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1^{er} jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 2439-65

Desrosiers location inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Armand Desrosiers, garagiste, route rurale No 1, Lachute, Pierre Routhier, comptable, 4945, Côte-des-Neiges, Montréal, et Roch Diotte, comptable, 298, St-Louis, Brownsburg, pour les objets suivants:

Faire la location de véhicules automobiles et faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Desrosiers location inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 2073-65

Les Disques « Fantastic » limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Jacques Matti, producteur, Josette Matti, agent de relations extérieures, épouse dudit Jacques Matti, tous deux de 36, rue Carignan, Beloeil, et Hélène Fontayne, secrétaire, fille majeure, rue Clifford, Montréal, pour les objets suivants:

Faire de la production musicale de toutes sortes tant sur disques, films, que musique en feuille, sous le nom de « Les Disques « Fantastic » limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé

total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 4,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239-o 1953-65

Roland Dansereau inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roland Dansereau, industrialist, Georges-Bertrand St-Pierre, industrialist, and Marc Tanguay, plumber, all three of Val-d'Or, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Roland Dansereau inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Val-d'Or, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 2439-65

Desrosiers location inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Armand Desrosiers, garage keeper, of Rural Route No. 1, Lachute, Pierre Routhier, accountant, of 4945, Côte-des-Neiges, Montreal, and Roch Diotte, accountant, of 298, St. Louis, Brownsburg, for the following purposes:

To make a motor vehicle location and to do business as a transport company, under the name of "Desrosiers location inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Lachute, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 2073-65

Les Disques "Fantastic" limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Matti, producer, Josette Matti, public relations agent, wife of the said Jacques Matti, both of 36, Carignan Street, Beloeil, and Hélène Fontayne, secretary, fille majeure, of Clifford Street, Montreal, for the following purposes:

To produce music of all kinds on records, films and sheet music, under the name of "Les Disques "Fantastic" limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of

en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 2231-65

Domaine des Chutes inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1965, constituant en corporation: Luc Geoffroy, avocat, 821, boulevard Briand, Chambly, Denyse Cadieux, réceptionniste, fille majeure, 410, Prieur, est, Montréal, et Jeannette Brodeur, secrétaire, fille majeure, 3450, Durocher, app. 31, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, de portefeuille (holding), de construction et d'immeuble, sous le nom de « Domaine des Chutes inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1258, Desormeaux, Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 2176-65

Yvan Domon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1965, constituant en corporation: Armand Poupart fils, avocat, 217, Varry, St-Laurent, Pierre Thomas, avocat, 250, Des Écores, Pont-Viau, et Jeanne Senay, secrétaire, fille majeure, 298, Desmarchais, Verdun, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding) et de placement, sous le nom de « Yvan Domon inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 10,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1360, rue Notre-Dame, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 2200-65

Dorlex Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1965, constituant en corporation: Murray Lapin, conseil en Loi de la reine, 167, chemin Edgehill, Westmount, Harold Dermer, 47, White Pine Drive, Beaconsfield, et Norman May, 5748, Eldridge, Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

\$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 2231-65

Domaine des Chutes inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Luc Geoffroy, lawyer, of 821, Briand Boulevard, Chambly, Denyse Cadieux, receptionist, fille majeure, of 410 Prieur East, Montreal, and Jeannette Brodeur, secretary, fille majeure, of 3450, Durocher, App. 31, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a management, holding, construction and real estate company, under the name of "Domaine des Chutes inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at 1258, Desormeaux, Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 2176-65

Yvan Domon inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Armand Poupart, Jr., lawyer, of 217 Varry, St. Laurent, Pierre Thomas, lawyer, of 250 Des Écores, Pont-Viau, and Jeanne Senay, secretary, fille majeure, of 298 Desmarchais, Verdun, for the following purposes:

To carry on business as a holding and investment company, under the name of "Yvan Domon inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$100 each and into 10,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be at 1360 Notre-Dame Street, Lachine, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 2200-65

Dorlex Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Murray Lapin, Queen's Counsel, 167 Edgehill Road, Westmount, Harold Dermer, 47 White Pine Drive, Beaconsfield, and Norman May, 5748 Eldridge, Côte-St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, construction et placements, sous le nom de « Dorlex Investments Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 615, boulevard Dorchester ouest, chambre 630, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239

2301-65

Jean D'Orly (1965) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Marc Dufour, avocat, Jean-Baptiste Carré, secrétaire, tous deux de La Malbaie, et Henriette Warren, secrétaire, fille majeure, Pointe-au-Pic, pour les objets suivants:

Faire le commerce du savon et de ses produits, des parfums, teintures, cosmétiques, lotions et autres produits semblables, sous le nom de « Jean D'Orly (1965) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Clermont, comté de Charlevoix-Est, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o

2365-65

Dorwin Investments Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Samuel Chait, c.r., 4, Surrey Gardens, Westmount, Robert S. Litvack, 5217, avenue Ponsard, Montréal, et Arthur I. Bronstein, 5703, avenue Eldridge, Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, construction et placements, sous le nom de « Dorwin Investments Corp. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 870, Grey Circle, St-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239

2355-65

Gérard Dubé Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Gérard Dubé, entrepreneur, Paul Martin, entrepreneur, et Gérard Gagnon, secrétaire,

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Dorlex Investments Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 615 Dorchester Boulevard West, Suite 630, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239-o

2301-65

Jean D'Orly (1965) inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marc Dufour, advocate, Jean-Baptiste Carré, secretary, both of La Malbaie and Henriette Warren, secretary, fille majeure, Pointe-au-Pic, for the following purposes:

To carry on business dealing in soap and its products, in perfume, dyes, cosmetics, lotions and other similar products, under the name of "Jean D'Orly (1965) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Clermont, county of Charlevoix-East, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239

2365-65

Dorwin Investments Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, incorporating: Samuel Chait, q.c., 4 Surrey Gardens, Westmount, Robert S. Litvack, 5217, Ponsard Avenue, Montreal, and Arthur I. Bronstein, 5703, Eldridge Avenue, Côte-St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Dorwin Investments Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each and 5,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 870, Grey Circle, St-Lambert, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239-o

2355-65

Gérard Dubé Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Dubé, contractor, Paul Martin, contractor, and Gérard Gagnon, secretary, all three of La

tous trois de La Pocatière, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Gérard Dubé Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Pocatière, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 1984-65

Gérard Dubé Lumber Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1965, constituant en corporation: Maxime Langlois, avocat, 1439, chemin Ste-Foy, Micheline Forgues, secrétaire, épouse commune en biens de Gilles Thibault, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 1264, 2e Avenue, et Marguerite Tremblay, secrétaire, fille majeure, 1335, François 1er, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Gérard Dubé Lumber Company Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 30 actions ordinaires de \$100 chacune et en 70 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amqui, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 1982-65

Les Éditions M. G. F. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1965, constituant en corporation: J.-Maurice Fafard, opérateur, 145, Commerciale, St-Boniface, Octavien Massicotte, entrepreneur, 340, 118e rue, Shawinigan-Sud, et Raymond Grenier, avocat, 2607, 3e avenue, Shawinigan-Sud, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Les Éditions M. G. F. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Shawinigan, district judiciaire de St-Maurice.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 1808-65

**Les Entreprises Sop-Ko Itée
Sop-Ko Enterprises Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1965, constituant en corporation: Jean Gagné, avocat, 10285, rue Jeanne-

Pocatière, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Gérard Dubé Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at La Pocatière, judicial district of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 1984-65

Gérard Dubé Lumber Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maxime Langlois, lawyer, of 1439 St. Foy Road, Micheline Forgues, secretary, wife common as to property of Gilles Thibault, and duly authorized by him for these presents, of 1264, 2nd Avenue, and Marguerite Tremblay, secretary, fille majeure, of 1335 François 1st, all three of Quebec, for the following purposes:

The industrie and business dealing in lumber, under the name of "Gérard Dubé Lumber Company Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 30 common shares of \$100 each and into 70 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Amqui, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 1982-65

Les Éditions M. G. F. inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Maurice Fafard, operator, 145, Commerciale, St-Boniface, Octavien Massicotte, contractor, 340, 118th St., Shawinigan-South, and Raymond Grenier, advocate, 2607, 3rd Ave., Shawinigan-South, for the following purposes:

To carry on business as editors, printers, engravers, bookbinders and in other similar trades, under the name of "Les Éditions M. G. F. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Shawinigan, judicial district of St-Maurice.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 1808-65

**Les Entreprises Sop-Ko Itée
Sop-Ko Enterprises Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Gagné, advocate, 10285, Jeanne-Mance Street, Norman-

Mance, Normande Gauthier, 2463, rue Chapleau, et Réjeanne Morin, 4389, St-Zotique, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction, sous le nom de « Les Entreprises Sop-Ko Itée — Sop-Ko Enterprises Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6575, 36e avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239 2002-65

**Équipement général (St-Félicien) Itée
General Equipment (St-Félicien) Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1965, constituant en corporation: Jean-Yves Godreau, 1287, Allard, Jean-Marc Godreau, 2781, Le Breton, tous deux de Québec, et Fernand Godreau, 2740, Mont-Royal, Ste-Foy, tous trois industriels, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'accessoires d'automobiles et autres véhicules, sous le nom de « Équipement général (St-Félicien) Itée — General Equipment (St-Félicien) Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Félicien, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-0 2253-65

Equity Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1965, constituant en corporation: Judah Lyon Wolofsky, avocat, 4165, avenue Esplanade, Montréal, Abie Sheiden, architecte, 3241, Forest Hill, app. 43, Montréal, et Louis Sheiden, comptable agrégé, 3241, Forest Hill, app. 43, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de « Equity Investment Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3241, Forest Hill, app. 43, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239 2360-65

Établissements Jobil Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

de Gauthier, 2463, Chapleau Street, and Réjeanne Morin, 4389 St-Zotique, the latter two secretaries, filles majeures, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a construction company, under the name of "Les Entreprises Sop-Ko Itée — Sop-Ko Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 6575, 36th Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239-0 2002-65

**Équipement général (St-Félicien) Itée
General Equipment (St-Félicien) Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Yves Godreau, of 1287 Allard, Jean-Marc Godreau, of 2781 Le Breton, both of Quebec, and Fernand Godreau, of 2740 Mont-Royal, St. Foy, all three industrialists, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobile accessories and other vehicles, under the name of "Équipement général (St-Félicien) Itée — General Equipment (St-Félicien) Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Félicien, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 2253-65

Equity Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Judah Lyon Wolofsky, advocate, 4165 Esplanade Avenue, Montreal, Abie Sheiden, architect, 3241 Forest Hill, Apt. 43, Montreal, and Louis Sheiden, chartered accountant, 3241 Forest Hill, Apt. 43, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and investment company, under the name of "Equity Investment Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 3241 Forest Hill, Apt. 43, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239-0 2360-65

Établissements Jobil Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

du 12e jour de mai 1965, constituant en corporation: Gaëtan E. Lagarde, avocat, 4169 St-Hubert, Montréal, Cécile Messier, 6601, Joseph-Renaud, Anjou, et Gisèle Smith, 3267, Cadillac, Montréal, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Établissements Jobil Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2215, rue Jean-Talon, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 1907-65

F. D. L. plomberie Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1965, constituant en corporation: Guy Lacoste, notaire, 3787, avenue Vendôme, René Forest, fonctionnaire, 4343, avenue Earncliffe, Bernard C. Forest, notaire, 3760, avenue Harvard, Solange Julien, secrétaire, fille majeure, 5306, rue Brodeur, et Monique Véronneau, secrétaire, fille majeure, 4829, rue Marquette, tous cinq de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « F. D. L. plomberie Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 390 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3285, boulevard Cavendish, suite 500, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 2228-65

Farrell Printing Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1965, constituant en corporation: John Fetherstonhaugh, avocat, 46, avenue Strathmore, Dorval, Raymond Michael Harold Bennett, avocat, 25, avenue Galilee, Candiac, et Pauline Jany Hogue, secrétaire, fille majeure, 365, de l'Épée, Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs généraux, sous le nom de « Farrell Printing Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239 2297-65

Province of Quebec, incorporating: Gaëtan E. Lagarde, advocate, 4169 St-Hubert, Montreal, Cécile Messier, 6601 Joseph-Renaud, Anjou, and Gisèle Smith, 3267 Cadillac, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Établissements Jobil Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 2215 Jean-Talon St. east, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 1907-65

F. D. L. plomberie Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Lacoste, notary, 3787 Vendôme Avenue, René Forest, civil servant, 4343 Earncliffe Avenue, Bernard C. Forest, notary, 3760 Harvard Avenue, Solange Julien, secretary, spinster of the full age of majority, 5306 Brodeur St., and Monique Véronneau, secretary, spinster of the full age of majority, 4829 Marquette Street, all five of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigerating contractors, under the name of "F. D. L. plomberie Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 390 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at 3285 Cavendish Boulevard, suite 500, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 2228-65

Farrell Printing Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John Fetherstonhaugh, advocate, 46, Strathmore Avenue, Dorval, Raymond Michael Harold Bennett, advocate, 25 Galilee Avenue, Candiac, and Pauline Jany Hogue, secretary, fille majeure, 365, de l'Épée, Outremont, for the following purposes:

To carry on the business of general printers, under the name of "Farrell Printing Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239-o 2297-65

First National Investment Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Marcus Jacob Wiesefeld, avocat, 6191, chemin côte-St-Luc, Hampstead, Harry Rosen, marchand, 625, avenue Tait, Montréal, Albert Martin, gérant de ventes, 2023, avenue Marlowe, Montréal, et David Stark, administrateur, 5345, avenue Walkley, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « First National Investment Co. Ltd. », avec un capital total de \$250,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 100,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 1,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239

2250-65

Les Fonds P.E.P. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Henri S. Beaulieu, avocat, 1565, Côte-Vertu, St-Laurent, Robert D. Bureau, avocat, 4405, Earncliffe, Montréal, et Marthe Toupin, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Claude Watters, 3068, avenue Maplewood, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Fonds P.E.P. inc. », avec un capital total de \$300,000, divisé en 2,500 actions classe « A » d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 500 actions classe « B » d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-0

2061-65

Le Foyer Notre-Dame de Trois-Pistoles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22^e jour de mai 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Charles-Henri Rioux, bijoutier, 33, Jean-Rioux, Dr Jean-Paul Langlais, médecin, 160, Notre-Dame, et Jean-Louis Deschênes, industriel, 159, Notre-Dame, tous trois de Trois-Pistoles, pour les objets suivants:

Établir et administrer une institution permettant à des couples âgés et à des personnes âgées des deux sexes, de vivre dans l'atmosphère d'un véritable esprit de famille, sous le nom de « Le Foyer Notre-Dame de Trois-Pistoles inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$200,000.

First National Investment Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcus Jacob Wiesefeld, advocate, 6191, Côte-St-Luc Road, Hampstead, Harry Rosen, merchant, 625, Tait Avenue, Montreal, Albert Martin, sales manager, 2023, Marlowe Avenue, Montreal, and David Stark, executive, 5345, Walkley Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "First National Investment Co. Ltd.", with a total capital stock of \$250,000, divided into 5,000 common shares of the par value of \$10 each, 100,000 class "A" preferred shares of the par value of \$1 each and 1,000 class "B" preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239-0

2250-65

Les Fonds P.E.P. inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henri S. Beaulieu, lawyer, of 1565 Côte-Vertu, St. Laurent, Robert D. Bureau, lawyer, of 4405 Earncliffe, Montreal, and Marthe Toupin, secretary, wife contractually separate as to property of Claude Watters, of 3068 Maplewood Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Fonds P.E.P. inc.", with a total capital stock of \$300,000, divided into 2,500 class "A" shares of a nominal value of \$100 each and into 500 class "B" shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239

2061-65

Le Foyer Notre-Dame de Trois-Pistoles inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Charles-Henri Rioux, jeweller, 33 Jean-Rioux, Dr. Jean-Paul Langlais, physician, 160 Notre-Dame, and Jean-Louis Deschênes, industrialist, 159 Notre-Dame, all three of Trois-Pistoles, for the following purposes:

To establish and manage an institution permitting aged couples and aged persons of both sexes to live in an atmosphere of real family spirit, under the name of "Le Foyer Notre-Dame de Trois-Pistoles inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$200,000.

Le siège social de la corporation sera à Trois-Pistoles, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-o

257-65

Frost Food Provisioners Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1965, constituant en corporation: Abel Salick, avocat, 1605, chemin Norway, Mont Royal, Lucille Blagdon, secrétaire, divorcée, 10437, d'Auteuil, Montréal, et Édith Ojalvo, secrétaire, épouse séparée de biens de Maurice Ojalvo, 6525, avenue Wilderton, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tous produits alimentaires frais et congelés, sous le nom de « Frost Food Provisioners Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239

2300-65

Giguère & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1965, constituant en corporation: Joseph-Wilfrid Giguère, entrepreneur, André Giguère, opérateur de pelle mécanique, Benoît Giguère, mécanicien, et René Giguère, teneur de livres, tous quatre de Durham-Sud, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Giguère & fils inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Durham-Sud, district judiciaire de Drummond.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-o

2268-65

L. H. Grisé inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1965, constituant en corporation: Antonio Lamer, avocat, 2094, Bellevue, St-Bruno-de-Montarville, André Ledoux, avocat, 7099, Louis-Émond, Montréal, et Guy Lamarre, avocat, 1630, Lajoie, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de combustibles et lubrifiants de toutes sortes, sous le nom de « L. H. Grisé inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

The head office of the corporation will be at Trois-Pistoles, judicial district of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239

257-65

Frost Food Provisioners Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Abel Selick advocate, 1605, Norway Road, Mount Royal, Lucille Blagdon, secretary, divorced, 10437, d'Auteuil, Montreal, and Édith Ojalvo, secretary, wife separate as to property of Maurice Ojalvo, 6525, Wilderton Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in all fresh and frozen food products, under the name of "Frost Food Provisioners Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239-o

2300-65

Giguère & fils inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph-Wilfrid Giguère, contractor, André Giguère, steam shovel operator, Benoît Giguère, mechanic, and René Giguère, bookkeeper, all four of Durham South, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Giguère & fils inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and into 750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Durham South, judicial district of Drummond.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239

2268-65

L. H. Grisé inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Antonio Lamer, advocate, 2094 Bellevue, St-Bruno-de-Montarville, André Ledoux, advocate, 7099 Louis-Émond, Montreal, and Guy Lamarre, advocate, 1630 Lajoie, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of fuel and lubricants, under the name of "L. H. Grisé inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and 250 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à St-Bruno-de-Montarville, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-0

2092-65

Habitat Developments Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Claude-Armand Sheppard, avocat, 221, avenue Tait, St-Laurent, Theodore H. Shapiro, avocat, 5175, Côte-St-Luc, Montréal, et Claudine Proutat, secrétaire, fille majeure, 175, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Fournir des services de secrétariat, d'administration générale et de dessin, sous le nom de «Habitat Developments Limited», avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3, place Ville Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11329

2097-65

Harauco inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Pauline Laplante, secrétaire, fille majeure, 381, rue Querbes, Outremont, Pierre Magnan, avocat, 310, Dubeau, St-Laurent, et Gaëtan Raymond, avocat, 11781, rue De Meulles, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, de gestion et de portefeuille (holding), sous le nom de «Harauco inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 210, boulevard Crémazie, ouest, suite 4, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-0

1998-65

Homier électrique inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Roméo Homier, André Homier, tous deux de 6770, boulevard L'Assomption, Montréal, Richard Homier, 3824, Caron, St-Vincent-de-Paul, tous trois électriciens, et Irénée Lamarre, commis, 966, St-Antoine, St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de «Homier électrique inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

The head office of the company will be at St-Bruno-de-Montarville, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239

2092-65

Habitat Developments Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude-Armand Sheppard, lawyer, 221 Tait Avenue, St-Laurent, Theodore H. Shapiro, lawyer, 5175 Côte-St-Luc, Montreal, and Claudine Proutat, secretary, fille majeure, 175 Sherbrooke Street West, Montreal, for the following purposes:

To provide secretarial, general administrative and drafting services, under the name of "Habitat Developments Limited", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 3 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239-0

2097-65

Harauco inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pauline Laplante, secretary, fille majeure, of 381 Querbes Street, Outremont, Pierre Magnan, lawyer, of 310 Dubeau, St. Laurent, and Gaëtan Raymond, lawyer, of 11781 De Meulles Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment, holding and management company, under the name of "Harauco inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 210 Crémazie Boulevard West, Suite 4, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239

1998-65

Homier électrique inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roméo Homier, André Homier, both of 6770 L'Assomption Boulevard, Montreal, Richard Homier, 3824 Caron, St-Vincent-de-Paul, all three electricians, and Irénée Lamarre, clerk, 966 St-Antoine, St-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Homier électrique inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 2249-65

Hôtel Donnacona Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Gérard Fortin, Jean-Louis Voisine, tous deux secrétaires, et Louise Hudon, secrétaire, fille majeure, tous trois de 70, Sacré-Coeur, Alma, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes auberges et restaurants, sous le nom de « Hôtel Donnacona Itée », avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Donnacona, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 1712-65

Hôtel Motel Britannia inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1965, constituant en corporation: Philippe Nadeau, surintendant, Bernice Nadeau, ménagère, épouse commune en biens dudit Philippe Nadeau, tous deux de 163, route Trans-Canada, St-Romuald, et Rogert Auger, analyste industriel, 420, rue Cloutier, app. 4, Québec-Ouest, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Hôtel Motel Britannia inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 163, route Trans-Canada, St-Romuald, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 2305-65

**Hôtel-Plage Châteauguay inc.
Châteauguay Beach Hotel Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1965, constituant en corporation: Jean Lussier, entrepreneur, Huntingdon, Claude Meloche, courtier d'assurance, 99, boulevard Normand, Châteauguay-Centre, et Marcel Desgroseilliers, entrepreneur, Ste-Philomène, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Hôtel-Plage Châteauguay inc.—Châteauguay Beach Hotel Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$5 chacune et en 6,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$5 chacune.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 2249-65

Hôtel Donnacona Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Fortin, Jean-Louis Voisine, both secretaries, and Louise Hudon, secretary, fille majeure, all three of 70 Sacré-Coeur, Alma, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Hôtel Donnacona Itée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Donnacona, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 1712-65

Hôtel Motel Britannia inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Philippe Nadeau, superintendent, Bernice Nadeau, housewife, wife common as to property of the said Philippe Nadeau, both of 163, Trans-Canada Highway, St-Romuald, and Robert Auger, industrial analyst, 420, Cloutier St., Apt. 4, Québec-Ouest, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Hôtel Motel Britannia inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 163, Trans-Canada Highway, St-Romuald, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 2305-65

**Hôtel-Plage Châteauguay inc.
Châteauguay Beach Hotel Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Lussier, contractor, Huntingdon, Claude Meloche, insurance broker, 99 Normand Boulevard, Châteauguay-Centre, and Marcel Desgroseilliers, contractor, Ste-Philomène, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Hôtel-Plage Châteauguay inc.—Châteauguay Beach Hotel Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$5 each and 6,000 preferred shares of a nominal value of \$5 each.

Le siège social de la compagnie sera à Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-o

2426-65

Hôtel Plaza (Macamic) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1965, constituant en corporation: Robert Dubuc, Guy Dubuc, tous deux hôteliers, Roméo Dubuc, industriel, et Fernande Provencher, réceptionniste, fille majeure, tous quatre de La Sarre, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Hôtel Plaza (Macamic) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Macamic, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-o

2238-65

Ile de France Seafood Restaurant Hotel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1965, constituant en corporation: Irving Halperin, avocat, 5609, chemin Queen Mary, Hampstead, Daniel Morris, avocat, 6165, Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, et Georgette Lavoie, réceptionniste, fille majeure, 217, rue Georges-Vanier, Pont-Viau, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôtel, motel, taverne, auberge et/ou restaurant ou toute combinaison d'iceux, sous le nom de « Ile de France Seafood Restaurant Hotel Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239

2370-65

Les Immeubles Picard & fils Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1965, constituant en corporation: J.-W.-Napoléon Picard, Albert Picard et Raymond Picard, commerçants, de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Acquérir, posséder des immeubles de quelque nature que ce soit, les vendre, céder, échanger, hypothéquer sans toutefois exercer la profession de courtiers en immeubles, sous le nom de « Les Immeubles Picard & fils Itée », avec un capital total de \$600,000, divisé en 3,800 actions classe « A » de \$100 chacune, 200 actions classe « B » de \$100 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

The head office of the company will be at Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239

2426-65

Hôtel Plaza (Macamic) inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Dubuc, Guy Dubuc, both hotel-keepers, Roméo Dubuc, industrialist, and Fernande Provencher, receptionist, fille majeure, all four of LaSarre, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Hôtel Plaza (Macamic) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Macamic, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239

2238-65

Ile de France Seafood Restaurant Hotel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irving Halperin, advocate, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, Daniel Morris, advocate, 6165 Notre-Dame-de-Grâce, Montreal, and Georgette Lavoie, receptionist, fille majeure, 217 Georges-Vanier Street, Pont-Viau, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, motel, tavern, public house and/or restaurant or any combination thereof, under the name of "Ile de France Seafood Restaurant Hotel Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239-o

2370-65

Les Immeubles Picard & fils Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-W.-Napoléon Picard, Albert Picard et Raymond Picard, merchants, of Chicoutimi, for the following purposes:

To acquire and hold real estate of every kind, and to sell, cede, exchange or hypothecate without actually exercising the profession of land agents, under the name of "Les Immeubles Picard & fils Itée", with a total capital stock of \$600,000, divided into 3,800 class "A" shares of \$100 each, and into 200 class "B" shares of \$100 each and into 2,000 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera 81, rue Jacques-Cartier, ouest, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 2366-65

Les Immeubles P. Simard Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Louise Hudon, fille majeure, Gérard Fortin et Jean-Louis Voisine, tous trois secrétaires, de 70, Sacré-Coeur, Alma, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Immeubles P. Simard Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jérôme, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 1745-65

Industrial Iron Ornaments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1965, constituant en corporation: Eugène Jurisic, 4870, côte-des-Neiges, Montréal, Laszlo Szemenyei, 5012, King Edward, Montréal, tous deux avocats, et Maire Marston, secrétaire, épouse séparée biens de Richard Marston, 1292, Godin, Verdun, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'ornements industriels, sous le nom de « Industrial Iron Ornaments Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239 2152-65

**Les Industries Internationales inc.
International Industries Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1965, constituant en corporation: Jacques Lessard, 1019, Moffat, Verdun, Marcel J. Beauchemin, 485, Beverley, Mont-Royal, tous deux avocats et conseils en Loi de la reine, et Louis-Rhéal Tremblay, avocat, 43, Ritchot, Repentigny, pour les objets suivants:

Faire le commerce de métaux de toutes sortes, sous le nom de « Les Industries Internationales inc.—International Industries Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

The head office of the company will be at 81 Jacques-Cartier Street West, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 2366-65

Les Immeubles P. Simard Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louise Hudon, fille majeure, Gérard Fortin and Jean-Louis Voisine, all three secretaries, of 70 Sacré-Coeur, Alma, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Immeubles P. Simard Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St. Jérôme, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 1745-65

Industrial Iron Ornaments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Eugène Jurisic, 4870, Côte-des-Neiges, Montreal, Laszlo Szemenyei, 5012, King Edward, Montreal, both advocates, and Maire Marston, secretary, wife separate as to property of Richard Marston, 1292 Godin, Verdun, for the following purposes:

To deal in industrial ornaments, under the name of "Industrial Iron Ornaments Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239-o 2152-65

**Les Industries Internationales inc.
International Industries Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Lessard, 1019 Moffat, Verdun, Marcel J. Beauchemin, 485 Beverley, Mount Royal, both advocates and Queen's Counsel, and Louis-Rhéal Tremblay, advocate, 43 Ritchot, Repentigny, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of metals, under the name of "Les Industries Internationales inc.—International Industries Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-o

2384-65

Les Industries Lauzon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Normand Lauzon, entrepreneur, 1^{er} boulevard, chemin des Hauteurs, St-Hyppolyte, Albert Larouche, contremaitre, 611, Bran, St-Jérôme, et Jacques Meilleur, comptable, 10, des Saules, Domaine Laurentien, Lesage, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Industries Lauzon inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-o

2230-65

Institut de danse des Bois Francs inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13^e jour de mai 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Moisan, avocat, 2, rue Perreault, Arthabaska, Claire Houde, secrétaire, fille majeure, 48, Des Érables, Arthabaska, et Micheline Poudrier, secrétaire, épouse séparée de biens d'André Côté, 170, rue Victoria, Victoriaville, pour les objets suivants:

Établir et diriger un institut pour d'enseignement des danses folkloriques et modernes et des autres arts rythmiques, sous le nom de « Institut de danse des Bois Francs inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-o

2266-65

International Bakeries Inc. Boulangeries Internationales inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Stewart R. Holt, économiste, 5461, Cranbrooke, Montréal, Henry Becker, boulanger, 6388, Jogues, Montréal, et Joseph Reiseck, comptable, 1391, Islesmere, Ste-Dorothée, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239

2384-65

Les Industries Lauzon inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Normand Lauzon, contractor, of 1st Boulevard, Hauteurs Roads, St-Hyppolyte, Albert Larouche, foreman, of 611 Bran, St-Jérôme, and Jacques Meilleur, accountant, of 10 des Saules, Domaine Laurentien, Lesage, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Industries Lauzon inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and into 750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239

2230-65

Institut de danse des Bois Francs inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jean Moisan, lawyer, of 2 Perreault Street, Arthabaska, Claire Houde, secretary, fille majeure, of 48 Des Érables, Arthabaska, and Micheline Poudrier, secretary, wife separate as to property of André Côté, of 170 Victoria Street, Victoriaville, pour les following purposes:

To establish and direct an institute to teach folklorique and modern dances and other rhythmic arts, under the name of "Institut de danse des Bois Francs inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239

2266-65

International Bakeries Inc. Boulangeries Internationales inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Stewart R. Holt, economist, 5461 Cranbrooke, Montreal, Henry Becker, baker, 6388 Jogues, Montreal, and Joseph Reiseck, accountant, 1391 Islesmere, Ste-Dorothée, for the following purposes:

Exercer le commerce de boulangers, confiseurs et manufacturiers de biscuits, sous le nom de « International Bakeries Inc.—Boulangeries Internationales inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 25,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239 2310-65

International Motor Exchange Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1965, constituant en corporation: Joseph A. Mendelson, 5622, Jellicoe, Côte-St-Luc, Leonard Sabloff, 575, Glengarry, app. 114, Mont Royal, Martin Gross, 1105, Ridgewood Drive, Chomedey, tous trois avocats, et Sylvia Ruffell, secrétaire, fille majeure, 3871, Martial, app. 5, Montréal Nord, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de moteurs, sous le nom de « International Motor Exchange Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239 2303-65

Investors Acceptance Eastern Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1965, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, 5710, Walseley, Côte-St-Luc, Abraham Gurman, avocat, 485, rue McGill, Montréal, Lawrence Glazer, étudiant, 7920, Kingsley, Côte-St-Luc, et Meta Csirinyi, secrétaire, épouse séparée de biens de Julius Csirinyi, 2700, rue Goyer, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements, sous le nom de « Investors Acceptance Eastern Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 3,000 actions privilégiées première catégorie d'une valeur au pair de \$10 chacune et 5,000 actions privilégiées seconde catégorie d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239 2330-65

Jewish Congregation Beth Yosef

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

To carry on business as bakers, confectioners and biscuit manufacturers, under the name of "International Bakeries Inc.—Boulangeries Internationales inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 15,000 common shares of \$1 each and 25,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239-o 2310-65

International Motor Exchange Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph A. Mendelson, 5622 Jellicoe, Côte-St-Luc, Leonard Sabloff, 575 Glengarry, Apt. 114, Mount Royal, Martin Gross, 1105 Ridgewood Drive, Chomedey, all three advocates, and Sylvia Ruffell, secretary, spinster of the full age of majority, 3871 Martial, Apt. 5, Montreal North, for the following purposes:

To deal in motors of all kinds, under the name of "International Motor Exchange Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11129-o 2303-65

Investors Acceptance Eastern Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Abraham Shuster, advocate, 5710 Walseley, Côte-St-Luc, Abraham Gurman, advocate, 485 McGill Street, Montreal, Lawrence Glazer, student, 7920 Kingsley, Côte-St-Luc, and Meta Csirinyi, secretary, wife separate as to property of Julius Csirinyi, 2700 Goyer Street, Montreal, for the following purposes:

To act as an investment company, under the name of "Investors Acceptance Eastern Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of the par value of \$1 each, 3,000 First preferred shares of the par value of \$10 each and 5,000 Second preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239-o 2330-65

Jewish Congregation Beth Yosef

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

du 14^e jour de mai 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Samuel Bendahan, expéditeur, 3365, rue Goyer, Moïses J. Hassan, retraité, 6259, De Vimy, Salomon Ibgly, rabbin, 2651, Bedford, Elias Ohayon, magasinier, 795, avenue Davaar, Samuel Hassan, teneur de livres, 6259, De Vimy, Joshus Hassan, imprimeur, 6259, De Vimy, Sam Colomay, vendeur, 8635, rue Birnam, Isidore R. Prazoff, avocat, 4936, rue Fulton, et Jacob Danimo, représentant de ventes, 6206, Place Northcrest, tous les neuf de Montréal, pour les objets suivants:

Ériger et maintenir une maison consacrée au culte et y conduire des services en conformité avec la foi et la croyance judaïque orthodoxe, sous le nom de « Jewish Congregation Beth Yosef ».

Le montant auquel sont limitées les biens immobiliers que la corporation peut posséder ou détenir, est de \$400,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239

2302-65

Kebec Truck Center Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Daniel Kingstone, 4985, avenue Iona, Montréal, Dionysia Zerbisias, 5525, Westbourne, Côte-St-Luc, et Brahm L. Campbell, 5500, Snowdon, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles et agir comme garagistes, sous le nom de « Kebec Truck Center Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239

2211-65

L.A.M. Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Louis Witt, manufacturier, Lily Elkin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Louis Witt, tous deux de 27 Holtham Road, Hampstead, et Alec Witt, manufacturier, 1423, Beverly Crescent, Chomedey, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « L.A.M. Holdings Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239

2421-65

Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Samuel Bendahan, shipper, 3365 Goyer Street, Moïses J. Hassan, retired, 6259 De Vimy, Salomon Ibgly, rabbi, 2651 Bedford, Elias Ohayon, stockkeeper, 795 Davaar Avenue, Samuel Hassan, bookkeeper, 6259 De Vimy, Joshua Hassan, printer, 6259 De Vimy, Sam Colomay, salesman, 8635 Birnam Street, Isidore R. Prazoff, advocate, 4936 Fulton Street, and Jacob Danimo, sales representative, 6206 Northcrest Place, all nine of Montreal, for the following purposes:

To erect and maintain a house of worship and to conduct services therein in accordance with the Judaic Orthodox faith and belief, under the name of "Jewish Congregation Beth Yosef".

The amount of which the value of the immoveable property which the corporation may hold or possess, is to be limited, is \$400,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239-o

2302-65

Kebec Truck Center Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Daniel Kingstone, 4985 Iona Avenue, Montreal, Dionysia Zerbisias, 5525 Westbourne, Côte-St-Luc, and Brahm L. Campbell, 5500 Snowdon, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in motor vehicles and to do business as garage-keepers, under the name of "Kebec Truck Center Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239-o

2211-65

L.A.M. Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Witt, manufacturer, Lily Elkin, housewife, wife separate as to property of the said Louis Witt, both of 27 Holtham Road, Hampstead, and Alec Witt, manufacturer, 1423 Beverly Crescent, Chomedey, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "L.A.M. Holdings Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239-o

2421-65

Guy F. Lapointe & fils Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1965, constituant en corporation: Nathaniel-H. Salomon, 4300, avenue Western, Westmount, Nahum Gelber, 4115, Jean-Brillant, Montréal, et Robert S. Litvaek, 5217, avenue Ponsard, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Guy F. Lapointe & fils Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 57, 89e avenue, Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239 2011-65

Guy Laverdure inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1965, constituant en corporation: Lambert Toupin, 227, Lockhart, Mont-Royal, Bertrand Lacombe, 3260, avenue Ridgewood, Montréal, et Michel Gagnon, 3475, avenue Vendôme, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fruits et légumes de toutes sortes et de produits comestibles, sous le nom de « Guy Laverdure inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$25 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 2247-65

**Laviolette Drive Yourself Inc.
Laviolette auto location inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1965, constituant en corporation: Jean Rivard, 100, Youville, Québec, Antoine Gobeil, 1380, Maréchal-Foch, Québec, Charles Cimon, 364, 60e rue, est, Charlesbourg, tous trois avocats, et Suzanne Barcelo, secrétaire, fille majeure, 2470, avenue Perreault, Québec, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise de location de véhicules automobiles, sous le nom de « Laviolette Drive Yourself Inc.—Laviolette auto location inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Guy F. Lapointe & fils Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Nathaniel H. Salomon, 4300 Western Avenue, Westmount, Nahum Gelber, 4115 Jean-Brillant, Montreal, and Robert S. Litvaek, 5217 Ponsard Avenue, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Guy F. Lapointe & fils Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of \$1 each and 36,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 57, 89th Avenue, Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239-o 2011-65

Guy Laverdure inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lambert Toupin, 227 Lockhart, Mount Royal, Bertrand Lacombe, 3260 Ridgewood Ave., Montreal, and Michel Gagnon, 3475 Vendôme Ave., Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of fruit and vegetables and in food products, under the name of "Guy Laverdure inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 400 common shares of \$25 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239 2247-65

**Laviolette Drive Yourself Inc.
Laviolette auto location inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Rivard, of 100 Youville, Quebec, Antoine Gobeil, of 1380 Maréchal-Foch, Quebec, Charles Cimon, of 364, 60th Street East, Charlesbourg, all three lawyers, and Suzanne Barcelo, secretary, fille majeure, of 2470 Perreault Avenue, Quebec, for the following purposes:

To operate a motor vehicle location enterprise, under the name of "Laviolette Drive Yourself Inc.—Laviolette auto location inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St. Foy, judicial district of Quebec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o

2254-65

Layborn Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1965, constituant en corporation: Reginald A. C. Layborn, ingénieur, 224, 100e avenue, Chomedey, William Ferguson, vendeur, 48, 6e avenue, Laval-des-Rapides, et Robert Murray, commis, 12084, rue Brunet, Montréal Nord, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'accessoires électroniques et électriques, sous le nom de « Layborn Enterprises Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239

2186-65

Layton Bros. Air Conditioning Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1965, constituant en corporation: Charles Wolfson, avocat et conseil en Loi de la reine, Richard Boucher, administrateur, et Isabel Brodeur, secrétaire, fille majeure, tous trois de 1010, rue Ste-Catherine ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de régulateurs d'air et dispositifs semblables, sous le nom de « Layton Bros. Air Conditioning Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1170, rue Ste-Catherine ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239

2283-65

Lena & Gerd Hair Stylists Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1965, constituant en corporation: Gerd Ranfft, coiffeur, 4902, Rosedale, Montréal, Edward J. Druker, avocat, 5255, Côte-St-Luc, Montréal, Annette Katz, secrétaire, fille majeure, 5740, Mountain Sights, Montréal, et Jack Boidman, commis en loi, 6205, Fielding, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un salon de beauté et de coiffeurs pour dames, sous le nom de « Lena & Gerd Hair Stylists Co. Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239

2254-65

Layborn Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Reginald A. C. Layborn, engineer, 224, 100th Avenue, Chomedey, William Ferguson, salesman, 48, 6th Avenue, Laval-des-Rapides, and Robert Murray, clerk, 12084 Brunet Street, Montreal North, for the following purposes:

To manufacture and deal in electronic and electrical equipment, under the name of "Layborn Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239-o

2186-65

Layton Bros. Air Conditioning Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Charles Wolfson, advocate and Queen's Counsel, Richard Boucher, administrator, and Isabel Brodeur, secretary, spinster of the full age of majority, all three of 1010 Ste-Catherine Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in air conditioners and similar appliances, under the name of "Layton Bros. Air Conditioning Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1170 Ste-Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239-o

2283-65

Lena & Gerd Hair Stylists Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gerd Ranfft, hair stylist, 4902 Rosedale, Montreal, Edward J. Druker, advocate, 5255 Côte-St-Luc, Montreal, Annette Katz, secretary, fille majeure, 5740 Mountain Sights, Montreal, and Jack Boidman, law clerk, 6205 Fielding, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a ladies' hair stylists and beauty salon, under the name of "Lena & Gerd Hair Stylists Co. Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera 1647, rue Ste-Catherine ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239 2404-65

Lengat Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1965, constituant en corporation: Daniel Morris, avocat, 6165, Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, Phyllis Stern, secrétaire, fille majeure, 3250, Ellendale, Montréal, Irving Halperin, avocat, 5609, chemin Queen Mary, Hampstead, et Georgette Lavoie, réceptionniste, fille majeure, 217, rue Georges-Vanier, Pont-Viau, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de construction, sous le nom de «Lengat Investments Ltd.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1245, rue Sherbrooke ouest, chambre 1740, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239 2241-65

Leroux & Daoust inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1965, constituant en corporation: Normand Leroux, garagiste, Simone Marcoux, ménagère, épouse séparée de biens dudit Normand Leroux, tous deux de 1945, Arvida, Rosaire Daoust, garagiste, et Lucienne Meunier, ménagère, épouse commune en biens dudit Rosaire Daoust, ces deux dernières de 1, Loiseau, tous quatre de St-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de placement, sous le nom de «Leroux & Daoust inc.», avec un capital total de \$125,000, divisé en 1,250 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 16, rue Rabastalière, St-Bruno-de-Montarville, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 2013-65

Jean Claude Levesque Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1965, constituant en corporation: Jean-Claude Levesque, commerçant, 4593, Chabot, Simone Bergeron, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Claude Levesque, 4593, Chabot, et Roger

The head office of the company will be at 1647 Ste-Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239-o 2404-65

Lengat Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Daniel Morris, advocate, 6165 Notre-Dame-de-Grâce, Montreal, Phyllis Stern, secretary, fille majeure, 3250 Ellendale, Montreal, Irving Halperin, advocate, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, and Georgette Lavoie, receptionist, fille majeure, 217 Georges-Vanier Street, Pont-Viau, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and construction company, under the name of "Lengat Investments Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1245 Sherbrooke Street West, Suite 1740, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239-o 2241-65

Leroux & Daoust inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Normand Leroux, garage keeper, Simone Marcoux, housewife, wife separate as to property of the said Normand Leroux, both of 1945 Arvida, Rosaire Daoust, garage keeper, and Lucienne Meunier, housewife, wife common as to property of the said Rosaire Daoust, the latter two of Loiseau, all four of St-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and investment company, under the name of "Leroux & Daoust inc.", with a total capital stock of \$125,000, divided into 1,250 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 16 Rabastalière Street, St-Bruno-de-Montarville, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 2013-65

Jean Claude Levesque Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Claude Levesque, trader, 4593 Chabot, Simone Bergeron, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jean-Claude Levesque, 4593 Chabot, and Roger Parent, salesman

Parent, vendeur, 2045, boulevard St-Joseph, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce des denrées en conserve et des produits alimentaires en général, sous le nom de « Jean Claude Levesque ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4593, Chabot, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-o

2309-65

Les Locations Lague ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19^e jour de mai 1965, constituant en corporation: André Drouin, avocat, 6790, Louis-Hémon, Basil Danchyshyn, avocat, 6612, Des Érables, et Claudel Sirois, avocat, 3445, Papineau, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations de locateurs de machines et de machineries lourdes de toutes sortes, roulantes et stationnaires, sous le nom de « Les Locations Lague ltée », avec un capital total de \$45,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à LeMoyne, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-o

2340-65

Logar Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Melvin Salmon, avocat, 5570, avenue Pinedale, Côte-St-Luc, Moe Moscovitch, avocat, 6077, Wilderton, Montréal, Gloria Grostern, 5593, rue Plantagenet, Montréal, et Iris Kwiat, 5746, Eldridge, Côte-St-Luc, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, construction et placements, sous le nom de « Logar Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1440, rue Ste-Catherine ouest, chambre 601, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239

2430-65

Les Loisirs de St-Hilaire inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

2045 St. Joseph Blvd., all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in preserved foods and food products in general, under the name of "Jean Claude Levesque ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4593 Chabot, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239

2309-65

Les Locations Lague ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Drouin, advocate, 6790 Louis-Hémon, Basil Danchyshyn, advocate, 6612 Des Érables, and Claudel Sirois, advocate, 3445 Papineau, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as lessors of heavy machines and machinery of all kinds, mobile and stationary, under the name of "Les Locations Lague ltée", with a total capital stock of \$45,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at LeMoyne, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239

2340-65

Logar Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Melvin Salmon, advocate, 5570 Pinedale Avenue, Côte-St-Luc, Moe Moscovitch, advocate, 6077 Wilderton, Montreal, Gloria Grostern, 5593 Plantagenet Street, Montreal, and Iris Kwiat, 5746 Eldridge, Côte-St-Luc, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Logar Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of \$1 each and 20,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 1440 Ste-Catherine Street West, Room 601, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239-o

2430-65

Les Loisirs de St-Hilaire inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

du 30e jour d'avril 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Paul Arsenault, manufacturier, 141, Messier, Michel Hamelin, vendeur, 24, Champlain, Guy Malo, entrepreneur, 251, Blain, Roger Dansereau, gérant, 320, Beaulac, Thérèse Larose, ménagère, épouse commune en biens de Louis-Philippe Larose, 62, Plante, Jacques Bergeron, électromécanicien, 107, Brodeur, et Yvon Handfield, électricien, 75 Grenier, tous sept de St-Hilaire, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « Les Loisirs de St-Hilaire inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Hilaire, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-o

1955-65

Les Loisirs St-Charles sur Richelieu inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Derose, débardeur, Paul Bousquet, meunier, Normand Benoit, journalier, Judes Gauthier, mécanicien, et Félix Geoffrion, agent d'assurances, tous cinq de St-Charles-sur-Richelieu, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « Les Loisirs St-Charles sur Richelieu inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Charles-sur-Richelieu, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-o

2122-65

Louray inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1965, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, avocat, 426, Champagneur, Outremont, Jean-Marc Poulin, avocat, 2390, rue Dudemaine, Montréal, Micheline Corbeil, avocat, fille majeure, 2540, chemin Côte-St-Catherine, Montréal, et Les-Gilles Gagnon, avocat, 371, de Lorraine, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire le commerce de substances plastiques de toutes sortes et d'articles faits, totalement ou en partie, de ces substances ou autres semblables, sous le nom de « Louray inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pont-Viau, district judiciaire de Montréal.

Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Paul Arsenault, manufacturer, 141 Messier, Michel Hamelin, salesman, 24 Champlain, Guy Malo, contractor, 251 Blain, Roger Dansereau, manager, 320 Beaulac, Thérèse Larose, housewife, wife common as to property of Louis-Philippe Larose, 62 Plante, Jacques Bergeron, electro-mechanic, 107 Brodeur, and Yvon Handfield, electrician, 75 Grenier, all seven of St-Hilaire, for the following purposes:

To establish and conduct a recreation center, under the name of "Les Loisirs de St-Hilaire inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at St-Hilaire, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239

1955-65

Les Loisirs St-Charles sur Richelieu inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jacques Derose, docker, Paul Bousquet, miller, Normand Benoit, labourer, Judes Gauthier, mechanic, and Félix Geoffrion, insurance agent, all five of St-Charles-sur-Richelieu, for the following purposes:

Establish and direct a recreational center, under the name of "Les Loisirs St-Charles sur Richelieu inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at St-Charles-sur-Richelieu, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239

2122-65

Louray inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henri-Paul Lemay, advocate, 426 Champagneur, Outremont, Jean-Marc Poulin, advocate, 2390 Dudemaine St., Montreal, Micheline Corbeil, advocate, fille majeure, 2540 Côte-St-Catherine Road, Montreal, and Les-Gilles Gagnon, advocate, 371 de Lorraine, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business dealing in plastic substances of all kinds and in articles made wholly or partially of these substances or other similar ones, under the name of "Louray inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,900 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be at Pont-Viau, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 25e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 2363-65

Lucerne Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1965, constituant en corporation: Samuel Chait, c.r., 4, Surrey Gardens, Westmount, Robert S. Litvack, 5217, avenue Ponsard, Nahum Gelber, 4115, Jean-Brillant, tous deux de Montréal, et Arthur I. Bronstein, 5703, avenue Eldridge, Côte-St-Luc, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Lucerne Enterprises Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 718, 1410, rue Stanley, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 18e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239 2318-65

Magnor inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1965, constituant en corporation: Philippe Guay, 400 Kensington, Westmount, Guy Marcotte, 5080, boulevard Pie IX, Montréal, Pierre Sauvé, 155, Ashton, St-Laurent, Jacques Brien, 5598, Woodbury, Montréal, et Claude Tellier, 1740, Ducharme, Outremont, tous cinq avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de moteurs, machines, leurs parties et accessoires, sous le nom de « Magnor inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune, 350 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 2,500 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 7e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 1913-65

Marbre & terrazzo préfini de Québec Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1965, constituant en corporation: Claude Rioux, avocat, 3072, avenue de la Promenade, Ste-Foy, Denyse Thibault, 545, St-Amable, Québec, et Jeannette Parent, 605, rue Lavigne, Québec, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 25th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 2363-65

Lucerne Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel Chait, q.c., 4 Surrey Gardens, Westmount, Robert S. Litvack, 5217 Ponsard Avenue, Nahum Gelber, 4115 Jean-Brillant, both of Montreal, and Arthur I. Bronstein, 5703 Eldridge Avenue, Côte-St-Luc, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Lucerne Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of \$1 each and 36,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Room 718, 1410 Stanley Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 18th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239-o 2318-65

Magnor inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Philippe Guay, of 400 Kensington, Westmount, Guy Marcotte, of 5080 Pie IX Boulevard, Montreal, Pierre Sauvé, of 155 Ashton, St. Laurent, Jacques Brien, of 5598 Woodbury, Montreal, and Claude Tellier, of 1740 Ducharme, Outremont, all five lawyers, for the following purposes:

To carry on business dealing in motors, machines, their parts and accessories, under the name of "Magnor inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 250 common shares of a nominal value of \$10 each, 350 class "A" preferred shares of a nominal value of \$100 each and into 2,500 class "B" preferred shares on a nominal value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 7th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 1913-65

Marbre & terrazzo préfini de Québec Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Rioux, advocate, 3072 de la Promenade Ave., Ste-Foy, Denyse Thibault, 545 St-Amable, Quebec, and Jeannette Parent, 605 Lavigne St., Quebec, the two latter secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes.

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Marbre

de « Marbre & terrazzo préfini de Québec Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 600 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 2357-65

McDace Construction Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Gaston Pouliot, c.r., 102, Highfield, Mount Royal, Maurice Martel, c.r., 1301, rue St-Viateur, ouest, Outremont, tous deux avocats, et Louise Bourdon, secrétaire, célibataire, 2640, Charny, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de constructeurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de « McDace Construction Incorporated », avec un capital actions divisé en 2,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239 1567-65

**J. H. Meilleur & fils Itée
J. H. Meilleur & Sons Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1965, constituant en corporation: Gérald Meilleur, comptable, 28, rue Caron, Hull, Marcel Meilleur, ferblantier, 130, rue Isabelle, Hull, et Éveline Gagné, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Marcel Meilleur, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 130, rue Isabelle, Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires comme ferblantiers, sous le nom de « J. H. Meilleur & fils Itée — J. H. Meilleur & Sons Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hull, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 2338-65

Mercerie Gilbert Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1965, constituant en corporation: Jean-Baptiste Gilbert, 425, Hôtel-Dieu, Chicoutimi, Paul Gilbert, 291, Longchamps, Chicoutimi, tous deux marchands, et Jeannine Dufour, ménagère, épouse séparée de biens dudit

& terrazzo préfini de Québec Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 600 preferred shares of a nominal value of \$50 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 2357-65

McDace Construction Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gaston Pouliot, q.c., 102 Highfield, Mount Royal, Maurice Martel, q.c., 1301 St. Viateur West, Outremont, both advocates, and Louise Bourdon, secretary, spinster, 2640 Charny, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and general contractors, under the name of "McDace Construction Incorporated", with a capital stock divided into 2,000 common shares of no par value and 300 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239-o 1567-65

**J. H. Meilleur & fils Itée
J. H. Meilleur & Sons Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérald Meilleur, accountant, of 28 Caron Street, Hull, Marcel Meilleur, tinsmith, of 130 Isabelle Street, Hull, and Éveline Gagné, housewife, wife separate contractually as to property of the said Marcel Meilleur, and duly authorized by him for these presents, of 130 Isabelle Street, Hull, for the following purposes:

To carry on business as tinsmiths, under the name of "J. H. Meilleur & fils Itée — J. H. Meilleur & Sons Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Hull, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 2338-65

Mercerie Gilbert Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Baptiste Gilbert, of 425 Hôtel-Dieu, Chicoutimi, Paul Gilbert, of 291 Longchamps, Chicoutimi, bot merchants, and Jeannine Dufour, housewife, wife separate as to property of Paul Gilbert,

Paul Gilbert, 291, Longchamps, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, sous le nom de « Mercerie Gilbert ltée », avec un capital total de \$25,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-o

2261-65

Meubles St-Laurent limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1965, constituant en corporation: Gilbert Roy, St-Flavien, Sylvain Larocche, Gentilly, et Marc-André Roy, Laurier-Station, tous trois marchands, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Meubles St-Laurent limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Gentilly, district judiciaire de Nicolet.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-o

2308-65

Willie Michaud & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1965, constituant en corporation: Willie Michaud, industriel, Carmen Michaud, ménagère, épouse de Donat Côté, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 103, Beausnesne, Laurier Michaud, industriel, 1, rue Garneau, Marguerite Michaud, secrétaire, épouse de Richard Tardif, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 27, Perreault, tous quatre d'Arthabaska, et Herman Michaud, industriel, 418, Notre-Dame, est, Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de portes, fenêtres et autres ouvertures, sous le nom de « Willie Michaud & fils inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Arthabaska, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-o

2265-65

Milano Leather Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1965, constituant en corpo-

291 Longchamps, Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business dealing in clothing, under the name of "Mercerie Gilbert ltée", with a total capital stock of \$25,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239

2261-65

Meubles St-Laurent limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilbert Roy, St-Flavien, Sylvain Larocche, Gentilly, and Marc-André Roy, Laurier-Station, all three merchants, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Meubles St-Laurent limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Gentilly, judicial district of Nicolet.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239

2308-65

Willie Michaud & fils inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Willie Michaud, industrialist, Carmen Michaud, housewife, wife of Donat Côté, and duly authorized by him for these presents, both of 103 Beausnesne, Laurier Michaud, industrialist, 1 Garneau St., Marguerite Michaud, secretary, wife of Richard Tardif, and duly authorized by him for these presents, 27 Perreault, all four of Arthabaska, and Herman Michaud, industrialist, 418 Notre-Dame East, Victoriaville, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of doors, windows and other openings, under the name of "Willie Michaud & fils inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Arthabaska, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239

2265-65

Milano Leather Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arthur I.

ration: Arthur I. Bronstein, avocat, 5703, avenue Eldridge, Côte-St-Luc, Bernard Reis, avocat, 4906, rue Fulton, Montréal, et Robert S. Litvack, avocat, 5217, avenue Ponsard, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de pelleterie, peaux vertes, peaux de certains animaux, peaux traitées, cuir et substitus naturels ou artificiels, sous le nom de « Milano Leather Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 389, rue St-Paul, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239

2411-65

Module Design Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1965, constituant en corporation: Lazzlo Szemenyei, avocat, 5012, King Edward, Montréal, Maire Marston, secrétaire, épouse séparée biens de Jacques Marston, 1292, Godin, Verdun, et Renée Mignault, secrétaire, célibataire, 2185, Sauriol, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de dispositifs, d'équipements, d'appareils, de pièces, d'articles, de fournitures et d'accessoires mécaniques, électromécaniques, d'automation et de cannellure, sous le nom de « Module Design Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239

1790-65

Monita Administration Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1965, constituant en corporation: Antonio Biondo, agent, Rosario Blefari, ménagère, épouse séparée de biens dudit Antonio Biondo, tous deux de 1247, 12e avenue, Pointe-aux-Trembles, et Giovanni Rubino, agent, 9177, 12e avenue, St-Michel, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Monita Administration Company », avec un capital total de \$35,000, divisé en 350 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239

2218-65

Bronstein, advocate, 5703 Eldridge Avenue, Côte-St-Luc, Bernard Reis, advocate, 4906 Fulton Street, Montreal, and Robert S. Litvack, advocate, 5217 Ponsard Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of pelts, hides, kips, skins, leather and natural or artificial substitutes, under the name of "Milano Leather Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$1 each and 3,900 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 389 St. Paul Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239-o

2411-65

Module Design Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Laszlo Szemenyei, advocate, 5012, King Edward, Montreal, Maire Marston, secretary, wife separate as to property of Jacques Marston, 1292, Godin, Verdun, and Renée Mignault, secretary, spinster, 2185, Sauriol, Montreal, for the following purposes:

To deal in mechanical, electromechanical, automation, channeling devices, equipment, apparatus, parts, articles, supplies and accessories of all kinds, under the name of "Module Design Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239-o

1790-65

Monita Administration Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Antonio Biondo, agent, Rosaria Blefari, housewife, wife separate as to property of the said Antonio Biondo, both of 1247, 12th Avenue, Pointe-aux-Trembles, and Giovanni Rubino, agent, 9177, 12th Avenue, St-Michel, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Monita Administration Company", with a total capital stock of \$35,000, divided into 350 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239-o

2218-65

Monuments A. Morissette Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1965, constituant en corporation: Alphonse Morissette, vendeur, 630, St-Jacques, St-Jean, Alain Langlois, directeur de funérailles, 28, 4e rue, Iberville, et Ernest Veillette, rentier, 445, rue Mercier, St-Jean, pour les objets suivants:

Fabrication et commerce de monuments, sous le nom de « Monuments A. Morissette Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-o

2239-65

Moss Garment Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1965, constituant en corporation: Daniel Kingstone, 4985, Iona, Montréal, Irving L. Adessky, 56, Place Heath, Hampstead, et Brahm L. Campbell, 5500, Snowdon, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de toutes sortes de vêtements, sous le nom de « Moss Garment Company », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239

2349-65

Murray Hill Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1965, constituant en corporation: Dov Kravetz, avocat, 4969, avenue Isabella, Montréal, George Rosenberg, avocat, 319, avenue Grosvenor, Westmount, et Larry Sazant, étudiant, 5718, rue McMurray, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires, d'une compagnie de placements, sous le nom de « Murray Hill Investment Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239

2326-65

Monuments A. Morissette Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alphonse Morissette, salesman, of 630 St-Jacques, St-Jean, Alain Langlois, funeral director, of 28, 4th Street, Iberville, and Ernest Veillette, annuitant, of 445 Mercier Street, St-Jean, for the following purposes:

To carry on business dealing in monuments, under the name of "Monuments A. Morissette Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 150 common shares of a nominal value of \$100 each and into 250 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Jean, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239

2239-65

Moss Garment Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Daniel Kingstone, 4985 Iona, Montreal, Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Hampstead, and Brahm L. Campbell, 5500 Snowdon, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of clothing, under the name of "Moss Garment Company", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Province Secretary, this 18th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239-o

2349-65

Murray Hill Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Dov Kravetz, advocate, 4969, Isabella Avenue, Montreal, George Rosenberg, advocate, 319, Grosvenor Avenue, Westmount, and Larry Sazant, student, 5718 MacMurray Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Murray Hill Investment Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239-o

2326-65

National Renovaters Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1965, constituant en corporation: Seymour Leibovitch, entrepreneur général, 4315, 8e rue, Chomedey, Benjamin L. Louis c.r., avocat, 551, avenue Roslyn, Westmount, et Martha Bent, secrétaire, fille majeure, 3464, Hutchison, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction sous le nom de « National Renovaters Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune, 2,000 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de 1 chacune et 360 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239 2225-65

North American Realities Inc.
Les Immeubles Nord-Américains inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1965, constituant en corporation: Samuel Chait, conseil en Loi de la reine, 4, Surrey Gardens, Westmount, Nahum Gelber, 4115, Jean-Brillant, Montréal, et Robert S. Livack, 5217, avenue Ponsard, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'agents d'immeubles, sous le nom de « North American Realities Inc. — Les Immeubles Nord-Américains inc. », avec un capital total de \$25,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3970, Plamondon, chambre 11, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239 2150-65

North Perron Molybdenum Mining Corporation Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1965, constituant en corporation: Joseph Baer, courtier en immeubles, 41, avenue Roxboro, Westmount, Samuel Greenstein, administrateur, 7429, avenue Bloomfield, Montréal, et Alexander Issenman, agent de change, 4845, avenue Jean-Brillant, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie minière, sous le nom de « North Perron Molybdenum Mining Corporation Limited » (No Personal Liability), avec un capital total de \$50,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au-delà du montant du prix qu'ils auront

National Renovaters Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Seymour Leibovitch, general contractor, 4315, 8th Street, Chomedey, Benjamin L. Louis, q.c., advocate, 551, Roslyn Avenue, Westmount, and Martha Bent, secretary, fille majeure, 3464, Hutchison, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "National Renovaters Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 class "A" shares of a par value of \$1 each, 2,000 class "B" shares of a par value of \$1 each and 360 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239-o 2225-65

North American Realities Inc.
Les Immeubles Nord-Américains inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel Chait, Queen's Counsel, 4 Surrey Gardens, Westmount, Nahum Gelber, 4115 Jean-Brillant, Montreal, Robert S. Litvack, 5217 Ponsard Avenue, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of real estate agents, under the name of "North American Realities Inc. — Les Immeubles Nord-Américains inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 5,000 common shares of the par value of \$1 each and 20,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 3970 Plamondon, suite 11, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239-o 2150-65

North Perron Molybdenum Mining Corporation Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Baer, realtor, 41 Roxboro Avenue, Westmount, Samuel Greenstein, executive, 7429 Bloomfield Avenue, Montreal, and Alexander Issenman, stock broker, 4845 Jean-Brillant Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a mining company, under the name of "North Perron Molybdenum Mining Corporation Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$50,000, divided into 50,000 common shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount

payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera 486, rue Ste-Catherine Ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239

2252-65

North West Motor Sales Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17^e jour de mai, 1965, constituant en corporation: Guy E. Boisvert, 4976, Glencairn, Montréal, G. Harold Pickel, 47, avenue Arlington, Westmount, et Claude Boisvert, 1505, rue Moore, Chomedey, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles, sous le nom de « North West Motor Sales Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6715, boulevard Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239

2332-65

Pan-Am Equipment and Machinery Ltd. Équipement et machinerie Pan-Am Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, Harvey M. Cooperstone, tous deux avocats, 1010, rue Ste-Catherine ouest, Montréal, et Doris Chazonoff, secrétaire, célibataire, 1412, Elizabeth, Chomedey, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et vendeurs de matériaux et machinerie de construction, sous le nom de « Pan-Am Equipment and Machinery Ltd. — Équipement et machinerie Pan-Am Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239

2327-65

Le Parc de l'Est inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13^e jour de mai 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Paré, employé à la Dominion Textile Co. Ltd., 18^e avenue, Magog, Donald Lizotte, constable, 1135, rue Didace, Magog, et Léonard Bergeron, avocat, 260, rue Bullard, Magog, pour les objets suivants:

of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at 486 Ste-Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239-o

2252-65

North West Motor Sales Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy E. Boisvert, 4976, Glencairn, Montreal, G. Harold Pickel, 47, Arlington Avenue, Westmount, and Claude Boisvert, 1505, Moore Street, Chomedey, all three attorneys, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, under the name of "North West Motor Sales Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 6715, Décarie Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239-o

2332-65

Pan-Am Equipment and Machinery Ltd. Équipement et machinerie Pan-Am Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, incorporating: Murray B. Spiegel, Harvey M. Cooperstone, both advocates, of 1010 Ste-Catherine Street West, Montreal, and Doris Chazonoff, secretary, spinster, 1412, Elizabeth, Chomedey, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers of construction equipment and machinery, under the name of "Pan-Am Equipment and Machinery Ltd. — Équipement et machinerie Pan-Am Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common share of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239-o

2327-65

Le Parc de l'Est inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Gérard Paré, employed at the Dominion Textile Co. Ltd., of 18th Avenue, Magog, Donald Lizotte, constable, of 1135 Didace Street, Magog, and Léonard Bergeron, lawyer, of 260 Bullard Street, Magog, for the following purposes:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Le Parc de l'Est inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Magog, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-o

1091-65

Park Car Wash & Tire Shop Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1965, constituant en corporation: Alexander Biega, c.r., 105, chemin Upper Bellevue, Westmount, Fernand Beauregard, 6437, boulevard Pie IX, Montréal, et Hendrik Kooiman, 396, avenue Glengarry, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Park Car Wash & Tire Shop Ltd. », avec un capital total de \$25,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-o

2222-65

Penguin Knitting Mills Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1965, constituant en corporation: Alfred Zimmerman, 4903, Dornal, Louis Schiff, 5345, Prince de Galles, tous deux avocats de Montréal, et Nancy Howes, secrétaire, célibataire, 3400, 18e rue, Laval ouest, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de tricotage, tissage et confection de lainage, coton, filés et autres tissus et substances fibreuses synthétiques, sous le nom de « Penguin Knitting Mills Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5595, avenue Papineau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

11239

2240-65

Peter & Steve's Snack Bar Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1965, constituant en corporation: Max M. Teitelbaum, 2022, Ward, St-Laurent, Maxwell Shenker, 2015, Drummond, Montréal, et Daniel Lazare, 2015, Drummond, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Organising recreational activities, under the name of "Le Parc de l'Est inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Magog, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239

1091-65

Park Car Wash & Tire Shop Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alexander Biega, q.c., of 105 Upper Bellevue Road, Westmount, Fernand Beauregard, of 6437 Pie IX Boulevard, Montreal, and Hendrik Kooiman, of 396 Glengarry Avenue, Mount Royal, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers, under the name of "Park Car Wash & Tire Shop Ltd.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 50 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239

2222-65

Penguin Knitting Mills Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alfred Zimmerman, 4903, Dornal, Louis Schiff, 5345, Prince of Wales, both advocates, of Montreal, and Nancy Howes, secretary, spinster, 3400, 18th Street, Laval West, for the following purposes:

To carry on the business of knitting, weaving and manufacturing woollen, cotton, worsted and other material and synthetic fibrous substances, under the name of "Penguin Knitting Mills Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 5595, Papineau Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239-o

2240-65

Peter & Steve's Snack Bar Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max M. Teitelbaum, 2022 Ward, St-Laurent, Maxwell Shenker, 2015, Drummond, Montreal, and Daniel Lazare, 2015, Drummond, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Peter & Steve's Snack Bar Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5690, Côte-des-Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239 2145-65

La Pisciculture Mont-Sutton inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30^e jour d'avril 1965, constituant en corporation: William Vanha, pisciculteur, William Vanha fils, étudiant, et Lynette D. Enevoldsen, secrétaire, fille majeure, tous trois du Canton de Sutton, pour les objets suivants:

Exploiter et diriger des établissements de pisciculture, sous le nom de « La Pisciculture Mont-Sutton inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Canton de Sutton, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30^e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 1762-65

Les Placements Opti inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Norman C. Denys, avocat, 116, avenue Jasper, Mont-Royal, René Beaulac, avocat, 268, rue Molières, Laval-des-Rapides, et Michèle Lavoie, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 1383, rue St-Louis, St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Placements Opti inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1100, boulevard Laird, app. 105, Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 2273-65

Les Placements Prestige inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Marcellin Duchesne, surintendant, 220, St-Gérard, Philippe Verreault, traiteur, 192, Côté, Jean-Marc Dupont, gérant de circulation,

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Peter & Steve's Snack Bar Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of the par value of \$100 each and 300 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 5690, Côte-des-Neiges, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239-o 2145-65

La Pisciculture Mont-Sutton inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: William Vanha, pisciculturist, William Vanha Jr., student, and Lynette D. Enevoldsen, secretary, spinter of the full age of majority, all three of the Township of Sutton, for the following purposes:

To operate and manage fish breeding establishments, under the name of "La Pisciculture Mont-Sutton inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 4,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Township of Sutton, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 1762-65

Les Placements Opti inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Norman C. Denys, lawyer, of 116 Jasper Avenue, Mount Royal, René Beaulac, lawyer, of 268 Molières Street, Laval-des-Rapides, and Michèle Lavoie, secretary, fille majeure in the full enjoyment of all her rights, of 1383 St. Louis Street, St. Laurent, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements Opti inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at 1100 Laird Boulevard, App. 105, Mount-Royal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 2273-65

Les Placements Prestige inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcellin Duchesne, superintendent, 220, St-Gérard, Philippe Verreault, caterer, 192, Côté, Jean-Marc Dupont, traffic manager, 11058 du Plateau,

11058, du Plateau, Rémi Roy, courtier, d'assurance, 190, St-Jean-Baptiste, René Verreault, machiniste, 200, St-Denis, tous cinq de Beaupré, Marcel Paré, contremaitre, 1119, 2e avenue, Québec, et Prime Gauthier, gardien, 2, 3e avenue, St-Joachim, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Placements Prestige inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beaupré, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 1619-65

Pot Pourri Gift Boutique Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1965, constituant en corporation: Robert James Stocks, 4725, avenue Grosvenor, Montréal, Peter E. Graham, 3610, Durocher, Montréal, et Frank Swail Boyd, 130, chemin York, Beaconsfield, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une boutique de cadeaux, sous le nom de « Pot Pourri Gift Boutique Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montebello, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239 2353-65

Les Productions Figaro inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1965, constituant en corporation: Roger Gravel, musicien, 5780, Roi-René, Anjou, Gaétan Motard, coiffeur, 4240, Boyce, Montréal, et Denise Lamarche, secrétaire, fille majeure, 1819, Sherbrooke est, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables se rapportant à la musique en général et particulièrement à des disques de phonographe, sous le nom de « Les Productions Figaro inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5780, boulevard Roi-René, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 2093-65

Produits forestiers M.P. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

Rémi Roy, insurance broker, 190, St-Jean-Baptiste, René Verreault, machinist, 200 St-Denis, all five of Beaupré, Marcel Paré, foreman, 1119, 2nd Ave., Quebec, and Prime Gauthier, keeper, 2, 3rd Ave., St-Joachim, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements Prestige inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Beaupré, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 1619-65

Pot Pourri Gift Boutique Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert James Stocks, 4725, Grosvenor Avenue, Montreal, Peter E. Graham, 3610, Durocher, Montreal, and Frank Swail Boyd, 130, York Road, Beaconsfield, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a gift shop, under the name of "Pot Pourri Gift Boutique Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montebello, district judiciaire de Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239-o 2353-65

Les Productions Figaro inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Gravel, musician, of 5780 Roi-René, Anjou, Gaétan Motard, hairdresser, of 4240 Boyce, Montreal, and Denise Lamarche, secretary, fille majeure, of 1819 Sherbrooke East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as editors, printers, engravers, binders and other similar business dealing with music in general and particularly phonograph records, under the name of "Les Productions Figaro inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 5780 Roi-René Boulevard, Anjou, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 2093-65

Produits forestiers M.P. inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

du 21^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Jean-Paul Darveau, industriel, Françoise Darveau, secrétaire, comptable, épouse séparée de biens de René Tremblay, tous deux de St-Thomas-Didyme, et Maurice Darveau, comptable, 209, Du Rocher, Normandin, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Produits forestiers M.P. inc. », avec un capital total de \$80,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Thomas-Didyme, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 2418-65

R. Provost inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Jean-Paul Guimond, comptable agréé, Rouyn, Jean-Paul Langlois, notaire, et Viviane G. Langlois, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Paul Langlois, ces deux derniers de Noranda, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « R. Provost inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cadillac, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 1573-65

Publicité Trans-Québec inc. Trans-Quebec Advertising Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Camille Messara, 109, rue Sanborn, Jean Cormier, 309, Mont-Plaisant, et Gérard Allaire, 1275, Ontario, tous trois avocats, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer les activités d'entrepreneurs et de conseillers en publicité, sous le nom de « Publicité Trans-Québec inc. — Trans-Quebec Advertising Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 2392-65

Quebec Softwood Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19^e jour de mai 1965, constituant en corpo-

Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Darveau, industrialist, Françoise Darveau, secretary, accountant, wife separate as to property of René Tremblay, both of St-Thomas-Didyme, and Maurice Darveau, accountant, 209 Du Rocher, Normandin, for the following purposes:

The industry and business dealing in wood, under the name of "Produits forestiers M.P. inc.", with a total capital stock of \$80,000, divided into 400 common shares of \$100 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Thomas-Didyme, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 2418-65

R. Provost inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Guimond, chartered accountant, of Rouyn, Jean-Paul Langlois, notary, and Viviane G. Langlois, secretary, wife contractually separate as to property of the said Jean-Paul Langlois, the latter two of Noranda, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "R. Provost inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company will be at Cadillac, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 1573-65

Publicité Trans-Québec inc. Trans-Quebec Advertising Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Camille Messara, 109 Sanborn St., Jean Cormier, 309 Mont-Plaisant, and Gérard Allaire, 1275, Ontario, all three advocates, of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as contractors and advisers in publicity, under the name of "Publicité Trans-Québec inc. — Trans-Quebec Advertising Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 2392-65

Quebec Softwood Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roland Le-

ration: Roland LeBlanc, marchand, Yvonne Ouellette, ménagère, épouse dudit Roland LeBlanc, tous deux de 62, rue Plaisance, Jacques-Cartier, et Camille Dubé, camionneur, 6093, Waverley, Montréal, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Quebec Softwood Limited », avec un capital total de \$30,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 2333-65

Quoddy Investment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1965, constituant en corporation: David Fleming, avocat, Stephen Fleming, notaire, et Cécile Dufresne, secrétaire, célibataire, tous trois de 500, rue St-Jacques, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'un commerce de placements, sous le nom de « Quoddy Investment Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$1 chacune et 395 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 400, rue St-Jacques, ouest, chambre 102, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239 2304-65

Raad Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1965, constituant en corporation: Samuel Chait, c.r., 4, Surrey Gardens, Westmount, Robert S. Litvack, 5217, avenue Ponsard, Nahum Gelber, 4115, Jean-Brillant, tous deux de Montréal, et Arthur I. Bronstein, 5703, avenue Eldridge, Côte-St-Luc, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de « Raad Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 718, 1410, rue Stanley, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239 2354-65

Racine & Chamberland inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1965, constituant en corporation: Jacques Lessard, 1019, Moffat, Verdun,

Blanc, marchand, Yvonne Ouellette, housewife, wife of the said Roland LeBlanc, both of 62 Plaisance St., Jacques-Cartier, and Camille Dubé, trucker, 6093, Waverley, Montreal, for the following purposes:

The industry and business dealing in wood, under the name of "Quebec Softwood Limited", with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239 2333-65

Quoddy Investment Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: David Fleming, lawyer, Stephen Fleming, notary, and Cécile Dufresne, secretary, spinster, all three of 500 St. James Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on as a general investment business, under the name of "Quoddy Investment Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$1 each and 395 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 400 St. James Street West, Suite 102, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239-o 2304-65

Raad Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel Chait, q.c., 4 Surrey Gardens, Westmount, Robert S. Litvack, 5217 Ponsard Avenue, Nahum Gelber, 4115 Jean-Brillant, both of Montreal, and Arthur I. Bronstein, 5703 Eldridge Avenue, Côte-St-Luc, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and investment company, under the name of "Raad Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of \$1 each and 36,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Room 718, 1410 Stanley Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239-o 2354-65

Racine & Chamberland inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Lessard, 1019 Moffat, Verdun, Marcel J. Beauche-

Marcel J. Beauchemin, 485, Beverly, Mont-Royal, tous deux avocats et conseils en Loi de la reine, et Louis-Rhéal Tremblay, avocat, 43, Ritchot, Repentigny, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Racine & Chamberland inc. », avec un capital total de \$70,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 6,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1501, rue Everett, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-0

2419-65

Roulette Records of Canada Ltd.
Les Disques Roulette du Canada Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Louis Abraham De Zwirck, avocat et conseil en Loi de la reine, 4850, Fulton, Montréal, Stephen Marcovitch, avocat, 2785, Maplewood, Montréal, et Lawrence Diner, avocat, 4085, Harvard, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de disques musicaux ou documentaires, machines enregistreuses, rubans à enregistrer, appareils de radio, appareils de télévision, accessoires électriques et instruments musicaux, sous le nom de « Roulette Records of Canada Ltd. — Les Disques Roulette du Canada Itée », avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8500, chemin Delmeade, Mont Royal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239

2180-65

Royal David construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Royal Tremblay, menuisier, 31, rue Lebeau, Ste-Thérèse, Rodolphe Blais, menuisier, et Gabrielle Pilon, ménagère, épouse commune en biens dudit Rodolphe Blais, ces deux derniers de 369, Montée Sanche, Ste-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Royal David construction inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 31, rue Lebeau, Ste-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-0

2263-65

Cyrille Roy inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

min, 485 Beverly, Mount Royal, both advocates Queen's Counsel, and Louis-Rhéal Tremblay, advocate, 43 Ritchot, Repentigny, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Racine & Chamberland inc.", with a total capital stock of \$70,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 6,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1501 Everett St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239

2419-65

Roulette Records of Canada Ltd.
Les Disques Roulette du Canada Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Abraham De Zwirck, advocate and Queen's Counsel, 4850, Fulton, Montreal, Stephen Marcovitch, advocate, 2785, Maplewood, Montreal, and Lawrence Diner, advocate, 4085, Harvard, Montreal, for the following purposes:

To deal in musical or documentary, records, recording machines, tape recorders, radio apparatuses, television apparatuses, electrical accessories and musical instruments, under the name of "Roulette Records of Canada Ltd.—Les Disques Roulette du Canada Itée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 8500, Delmeade Road, Mount Royal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239-0

2180-65

Royal David construction inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Royal Tremblay, carpenter, of 31 Lebeau Street, Ste-Thérèse, Rodolphe Blais, carpenter, and Gabrielle Pilon, housewife, wife common as to property of the said Rodolphe Blais, the latter two of 369, Montée Sanche, Ste-Thérèse West, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Royal David construction inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at 31, Lebeau Street, Ste-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239

2263-65

Cyrille Roy inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1965, constituant en corporation: Jean-Pierre Lamothe, marchand, 3235, rue Houde, Trois-Rivières, Cyrille Roy, entrepreneur, 2185, 6e Avenue, Trois-Rivières, et Laurent Roy, entrepreneur, 750, rue Marguerite-Bourgeois, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en électricité, plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Cyrille Roy inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 2288-65

Alphonse Roy & fils limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1965, constituant en corporation: Alphonse Roy, St-Flavien, Marc-André Roy, Laurier-Station, et Gilbert Roy, St-Flavien, tous trois marchands, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et d'accessoires électriques de toutes sortes, sous le nom de « Alphonse Roy & fils limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Flavien, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 2320-65

St. Johns Kinsmen Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Pelletier, courtier agréé en assurance, 323, Ste-Marie, Douglas Sweeney, commis de bureau, 359, rue Phaneuf, et Frank Pressey, pilote instructeur, 432, Neuve France, tous trois de St-Jean, pour les objets suivants:

Promouvoir les objets de l'Association des clubs Kinsmen, sous le nom de « St. Johns Kinsmen Club Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder ou détenir, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239 2111-65

**Salon de coiffure Chez Francine inc.
Francine Hairstylist Studio Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

bearing date the 18th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, incorporating: Jean-Pierre Lamothe, merchant, of 3235 Houde Street, Three Rivers, Cyrille Roy, contractor, of 2185, 6th Avenue, Three Rivers, and Laurent Roy, contractor, of 750 Marguerite-Bourgeois Street, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as contractors in electricity, plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Cyrille Roy inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Three Rivers, judicial district of Three Rivers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 2288-65

Alphonse Roy & fils limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alphonse Roy, St-Flavien, Marc-André Roy, Laurier-Station, and Gilbert Roy, St-Flavien, all three merchants, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture and electrical appliances of all kinds, under the name of "Alphonse Roy & fils limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Flavien, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 2320-65

St. Johns Kinsmen Club Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Roger Pelletier, chartered insurance broker, 323 Ste-Marie, Douglas Sweeney, office clerk, 359 Phaneuf Street, and Frank Pressey, pilote instructor, 432 Neuve France, all three of St-Jean, for the following purposes:

To promote the objects of the Association of Kinsmen Clubs, under the name of "St. Johns Kinsmen Club Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may own or hold, is to be limited, is \$40,000.

The head office of the corporation will be at St-Jean, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239-o 2111-65

**Salon de coiffure Chez Francine inc.
Francine Hairstylist Studio Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1965, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1965, constituant en corporation: Yvan Lareau, coiffeur, Francine Bernard, coiffeuse, épouse commune en biens dudit Yvan Lareau, tous deux de 4025, chemin Chambly, St-Hubert, et Venant Bachand, comptable, 7495, Malo, Brossard, pour les objets suivants:

Exploiter des salons de coiffure et de barbiers, sous le nom de « Salon de coiffure Chez Francine inc.—Francine Hairstylist Studio Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4025, chemin Chambly, St-Hubert, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-o

2134-65

Sand Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1965, constituant en corporation: Morris Chaikelson, avocat, 5162, Isabella, Montréal, Léo Kravitz, avocat, 2305, Paton, St-Laurent, et Mortimer Chaikelson, étudiant en droit, 5893, Clanranald, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de courtiers et agents d'assurance, sous le nom de « Sand Associates Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$1 chacune, 2,500 actions privilégiées catégorie « A » de \$1 chacune et 35,000 actions privilégiées catégorie « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 905, rue Fraser, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239

2323-65

Santos Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1965, constituant en corporation: Alfredo Nunes Santos, marchand, Dionyssia Vithoulka, ménagère, épouse séparée de biens dudit Alfredo Nunes Santos, tous deux de 4126, boulevard St-Laurent, Montréal, et Ambrosia Valente, mécanicien, 3877, rue Drolet, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de « Santos Investment Corp. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 9,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239

2343-65

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Yvan Lareau, hairdresser, Francine Bernard, hairdresser, wife common as to property of the said Yvan Lareau, both of 4025 Chambly Road, St-Hubert, and Venant Bachand, accountant, 7495 Malo, Brossard, for the following purposes:

To operate hairdressing and barber salons, under the name of "Salon de coiffure Chez Francine inc.—Francine Hairstylist Studio Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4025 Chambly Road, St-Hubert, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239

2134-65

Sand Associates Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Morris Chaikelson, advocate, 5162, Isabella, Montreal, Leo Kravitz, advocate, 2305, Paton, St-Laurent, and Mortimer Chaikelson, law-student, 5893 Clanranald, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers and agents, under the name of "Sand Associates Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,500 common shares of \$1 each, 2,500 class "A" preferred shares of \$1 each and 35,000 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 905, Fraser Street, St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239-o

2323-65

Santos Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alfredo Nunes Santos, merchant, Dionyssia Vithoulka, housewife, wife separate as to property of the said Alfredo Nunes Santos, both of 4126, St. Lawrence Boulevard, Montreal, and Ambrosia Valente, mechanic, 3877, Drolet Street, Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment company, under the name of "Santos Investment Corp.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of the par value of \$10 each and 9,500 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239-o

2343-65

Le Secrétariat des syndicats nationaux d'Alma inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Viviane McCarrick, secrétaire, fille majeure, 463, rue Bourassa, est, Alma, Cécile Maltais, secrétaire, fille majeure, 34, rue St-Paul, Hébertville-Station, et Lucette Gravel, secrétaire, épouse séparée de biens de Bertrand Gravel, 919, rue Sacré-Coeur, Alma, pour les objets suivants:

Promouvoir et développer de toutes manières les intérêts matériels, culturels et sociaux des membres de la corporation, sous le nom de « Le Secrétariat des syndicats nationaux d'Alma inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$1,000.

Le siège social de la corporation sera à Alma, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-o

1735-65

Shamrock Transport Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1965, constituant en corporation: Albert Ouellette, avocat, 786, rue Vachon, LaSalle, Robert Beaudet, avocat, 5415, rue Wellington, Verdun, et Marcel Broquet, libraire, 4908, avenue Verdun, Verdun, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de transport, sous le nom de « Shamrock Transport Co. Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 80,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1680, rue William, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239

2064-65

Snap Industrial Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1965, constituant en corporation: Joseph S. Blumer, 5053, avenue Ponsard, Montréal, Judah Lyon Wolofsky, 4165, avenue Esplanade, Montréal, tous deux avocats, et Susanne Reiner, secrétaire, célibataire, 5145, chemin Côte-St-Luc, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs et constructeurs généraux, sous le nom de « Snap Industrial Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le Secrétariat des syndicats nationaux d'Alma inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Viviane McCarrick, secretary, fille majeure, of 463 Bourassa Street East, Alma, Cécile Maltais, secretary, fille majeure, of 34 St. Paul Street, Hébertville-Station, and Lucette Gravel, secretary, wife separate as to property of the said Bertrand Gravel, of 919 Sacré-Coeur Street, Alma, for the following purposes:

To promote and develop in every way the material, cultural and social interests of the members of the corporation, under the name of "Le Secrétariat des syndicats nationaux d'Alma inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$1,000.

The head office of the corporation will be at Alma, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239

1735-65

Shamrock Transport Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert Ouellette, advocate, 786 Vachon Street, LaSalle, Robert Beaudet, advocate, 5415 Wellington Street, Verdun, and Marcel Broquet, bookseller, 4908 Verdun Avenue, Verdun, for the following purposes:

To carry on the business of a transportation company, under the name of "Shamrock Transport Co. Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 80,000 common shares of the par value of \$1 each and 20,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 1680 William Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239-o

2064-65

Snap Industrial Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph S. Blumer, 5053, Ponsard Avenue, Montreal, Judah Lyon Wolofsky, 4165, Esplanade Avenue, Montreal, both advocates, and Susanne Reiner, secretary, spinster, 5145, Côte-St-Luc Road, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Snap Industrial Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239 2373-65

La Société de l'Expo de Shawinigan inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7^e jour de mai 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Armand Lussier, surintendant, 2660, 8^e avenue, Roland Bédard, contrôleur, 1525, 123^e rue, et Robert Lamothe, marchand, 600, 115^e rue, tous trois de Shawinigan Sud, pour les objets suivants:

Grouper en association les personnes qui s'occupent de commerce, affaires, industries, artisanat en la cité de Shawinigan et les environs, sous le nom de « La Société de l'Expo de Shawinigan inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation sera à Shawinigan, district judiciaire de St-Maurice.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 2091-65

La Société d'entraide pédagogique Québec Audivisu inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18^e jour de mai 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Bédard, instituteur, 765, rue Genest, Sherbrooke, Jacques Galipeau, instituteur, 165, 4^e Avenue, Dorion, et Jean-Guy Tellier, dessinateur, 1845, Bédard, Vimont, pour les objets suivants:

Grouper les personnes qui s'occupent d'éducation afin de propager et de diffuser les méthodes d'enseignement, les moyens et instruments audiovisuels et autres, sous le nom de « La Société d'entraide pédagogique Québec Audivisu inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 1610-65

Société Powertron (1965) Itée Powertron Corporation (1965) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30^e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Sydney Lazarovitz, 984, Mont St-Denis, Sillery, Jules Bernatchez, 910, Belvédère, Québec, et Jean McNicoll, 1688, chemin Gomin, Sillery, tous trois avocats, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at Montreal North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239-o 2373-65

La Société de l'Expo de Shawinigan inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Armand Lussier, superintendent, of 2660, 8th Avenue, Roland Bédard, controller, of 1525, 123rd Street, and Robert Lamothe, merchant, of 600, 115th Street, all three of Shawinigan-South, for the following purposes:

Group into an association those dealing in commerce, business, industries and working classes from the city of Shawinigan and the surroundings, under the name of "La Société de l'Expo de Shawinigan inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$40,000.

The head office of the corporation will be at Shawinigan, judicial district of St. Maurice.

Given at the office of the Provincial Secretary this 7th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239 2091-65

La Société d'entraide pédagogique Québec Audivisu inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Marcel Bédard, professor, 765 Genest Street, Sherbrooke, Jacques Galipeau, professor, 165, 4th Avenue, Dorion, and Jean-Guy Tellier, draftsman, 1845 Bédard, Vimont, for the following purposes:

To group together the persons engaged in education in order to popularize and to radiate teaching methods and audio-visual means and instruments and others, under the name of "La Société d'entraide pédagogique Québec Audivisu inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Sherbrooke, judicial district of St-François.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239 1610-65

Société Powertron (1965) Itée Powertron Corporation (1965) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Sydney Lazarovitz, 984 Mont St-Denis, Sillery, Jules Bernatchez, 910 Belvédère, Québec, and Jean McNicoll, 1688 Gomin Road, Sillery, all three lawyers, for the following purposes:

Manufacturer toutes sortes d'appareils, outillage, dispositifs, articles de quincaillerie et matériaux de construction dans le domaine de l'électronique et de l'électricité et en faire le commerce, sous le nom de « Société Powertron (1965) Itée — Powertron Corporation (1965) Ltd. », avec un capital total de \$500,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 4,500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239 2039-65

**Soulanges Industries Limited
Les Industries Soulanges limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1965, constituant en corporation: Richard D. Weldon, 4469, avenue Montrose, Westmount, Ross T. Clarkson, 80, avenue Kenaston, Mont Royal, Jacques Tétrault, 460, avenue Wood, Westmount, James Hugessen, 41, avenue Thornhill, Westmount, Michael Kevin Smyth, 173, avenue Brittany, Mont Royal, Michael Dennis, 3300, avenue Ridgewood, Montréal, et David Terence Dingle, 561, avenue Lansdowne, Westmount, tous sept avocats pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de gestion, développement, finance et location, sous le nom de « Soulanges Industries Limited — Les Industries Soulanges limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239 2364-65

Sparta Restaurant Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1965, constituant en corporation: John Garoufalis, restaurateur, 7539, Wiseman, Montréal, George Angelakos, restaurateur, 8165, de l'Épée, app. 5, Montréal, et Costa Garoufalis, restaurateur, 7539, Wiseman, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Sparta Restaurant Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 769, rue Beaumont, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239 2108-65

Spencer — Lewin & Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

To manufacture and deal in electronic and electrical apparatus, equipment, appliances, hardware and building materials of all kinds, under the name of "Société Powertron (1965) Itée — Powertron Corporation (1965) Ltd.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and 4,500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239-o 2039-65

**Soulanges Industries Limited
Les Industries Soulanges limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Richard D. Weldon, 4469 Montrose Avenue, Westmount, Ross T. Clarkson, 80 Kenaston Avenue, Mount Royal, Jacques Tétrault, 460 Wood Avenue, Westmount, James Hugessen, 41 Thornhill Avenue, Westmount, Michael Kevin Smyth, 173 Brittany Avenue, Mount Royal, Michael Dennis, 3300 Ridgewood Avenue, Montreal, and David Terence Dingle, 561 Lansdowne Avenue, Westmount, all seven advocates, for the following purposes:

To carry on business as a management, development, financing and leasing company, under the name of "Soulanges Industries Limited — Les Industries Soulanges limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Lachine, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239-o 2364-65

Sparta Restaurant Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John Garoufalis, restaurateur, 7539 Wiseman, Montreal, George Angelakos, restaurateur, 8165 de l'Épée, Apt. 5, Montreal, and Costa Garoufalis, restaurateur, 7539 Wiseman, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Sparta Restaurant Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 769 Beaumont Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239-o 2108-65

Spencer — Lewin & Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1965, constituant en corporation: Ian Caldwell Stalker, avocat, Ste-Adèle Nord, Anthony Laratt Smith, administrateur de voyage, Ste-Adèle-en-Haut, et Arlene Ruskin, secrétaire, célibataire, 5755, avenue Blossom, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Spencer — Lewin & Company Ltd. », avec un capital total de 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 950 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Piedmont, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239

2210-65

Spotless Cleaners Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1965, constituant en corporation: Michael Awada, avocat, George A. Bey, avocat, et Lucette Demers, réceptionniste, célibataire, tous trois de 635, boulevard Dorchester, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de teinturier et nettoyeurs, en général, sous le nom de « Spotless Cleaners Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239

2328-65

T. C. C. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Marcel Robidoux, vendeur, 6520, 30e avenue, Montréal, Édouard Gerber, représentant, 1385, Garneau, St-Bruno-de-Montarville, et Jean-Guy Vaugeois, avocat, 3105, St-Zotique, est, Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir la sécurité routière ainsi que l'éducation du code de la route par la publication d'une revue (journal), sous le nom de « T. C. C. inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 8,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5769, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o

1725-65

Les Textiles de Guigues Itée Guigues Textiles Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

bearing date the 5th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ian Caldwell Stalker, advocate, Ste-Adèle North, Anthony Laratt Smith, travel executive, Ste-Adèle-en-Haut, and Arlene Ruskin, secretary, spinster, 5755 Blossom Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Spencer — Lewin & Company Ltd.", with a capital stock divided into 1,000 common shares having no par value and 950 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Piedmont, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239-o

2210-65

Spotless Cleaners Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michael Awada, advocate, George A. Bey, advocate, and Lucette Demers, receptionist, spinster, all three of 635 Dorchester West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general dyeing and cleaning, under the name of "Spotless Cleaners Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239-o

2328-65

T. C. C. inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Robidoux, salesman, of 6520, 30th Avenue, Montreal, Edward Gerber, representative, of 1385 Garneau, St-Bruno-de-Montarville, and Jean-Guy Vaugeois, lawyer, of 3105 St-Zotique East, Montreal, for the following purposes:

To promote highway safety as well as the teaching of the Road Code by the publication of a periodical, under the name of "T. C. C. inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and into 8,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 5769 St. Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239

1725-65

Les Textiles de Guigues Itée Guigues Textiles Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Dr Côme Marchand, médecin-vétérinaire, Omer Lafond, barbier-restauteur, Réjean Lafond, dessinateur industriel, Martial Dupuis, courtier d'assurances, Antonio Paquin, garagiste, Yvon Côté, marchand de meubles, Edmond Drolet, maître-électricien, Horace Paquin, garagiste, Albert Bouffard, menuisier, Marcel Julien, épiciers-boucher, et Félix Paquin, rentier, tous onze de St-Bruno-de-Guigues, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tissus de toutes sortes, naturels ou synthétiques, sous le nom de « Les Textiles de Guigues Itée—Guigues Textiles Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera rue Principale, St-Bruno-de-Guigues, district judiciaire de Témiscamingue.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 1861-65

Total industries inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1965, constituant en corporation: Jacques Lagassé, notaire, Jacques Lagassé fils, étudiant, tous deux de 245, Heneker, et Roger Gauthier, commerçant, 204, Gillespie, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce de la papeterie sous toutes ses formes, sous le nom de « Total industries inc. », avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 2391-65

Tout-Net service inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1965, constituant en corporation: Henry P. Cantin, inspecteur d'assurances, Madeleine Plamondon, ménagère, épouse dudit Henry P. Cantin, tous deux de 2790, Bridgewater, Ste-Foy, Yves St-Hilaire, hôtelier, et Françoise Mailloux, ménagère, épouse dudit Yves St-Hilaire, ces deux derniers de 26, Larrivée, pour les objets suivants:

Faire le nettoyage et l'entretien ménager d'immeubles, sous le nom de « Tout-Net service inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 26, rue Larrivée, St-Romuald-d'Etchemin, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 2294-65

bearing date the 23rd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Dr. Côme Marchand, veterinarian, Omer Lafond, barber-restaurant keeper, Réjean Lafond, industrialist, Martial Dupuis, insurance broker, Antonio Paquin, garage keeper, Yvon Côté, furniture merchant, Edmond Drolet, chief electrician, Horace Paquin, garage keeper, Albert Bouffard, carpenter, Marcel Julien, grocer-butcher, and Félix Paquin, annuitant, all eleven of St-Bruno-de-Guigues, for the following purposes:

To carry on business dealing in fabrics of all kinds, natural or synthetic, under the name of "Les Textiles de Guigues Itée—Guigues Textiles Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Bruno-de-Guigues, judicial district of Témiscamingue.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 1861-65

Total industries inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Lagassé, notary, Jacques Lagassé Jr., student, both of 245 Heneker, and Roger Gauthier, merchant, of 204 Gillespie, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in paper-making in all its forms, under the name of "Total industries inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St. Hyacinthe, judicial district of St. Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 2391-65

Tout-Net service inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henry P. Cantin, insurance inspector, Madeleine Plamondon, housewife, wife of the said Henry P. Cantin, both of 2790 Bridgewater, Ste-Foy, Yves St-Hilaire, hotel-keeper, and Françoise Mailloux, housewife, wife of the said Yves St-Hilaire, the two latter of 26 Larrivée, St-Romuald-d'Etchemin, for the following purposes:

To clean and domestically maintain immovables, under the name of "Tout-Net service inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 26 Larrivée St., St-Romuald-d'Etchemin, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 2294-65

Tradcom Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Donald Newton Byers, Errol Klock McDougall, William Tinling Stewart, tous trois conseils en Loi de la reine, Philippe Casgrain, Herbert Birkett McNally, Paul Frederick Dingle, Vincent François Lefebvre et Frederick William Benn, tous les huit avocats, 507, Place d'Armes, pour les objets suivants:

Faire le commerce de propriétés immobilières, sous le nom de « Tradcom Inc. », avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239

2278-65

Trans Caribbean Research Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Irving L. Adessky, 56, place Heath, Hampstead, Dionysia Zerbisias, 5525, Westbourne, Côte-St-Luc, Brahm L. Campbell, 5500, Snowdon, Montréal, Daniel Kingstone, 4985, Iona, Montréal, tous quatre avocats, Pauline Rollings, 22, Martin, Dorval, Jo-Ann Israel, 3606, Le Boulevard, Westmount, et Jean Fries, 11245, St-Réal, Montréal, ces trois dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, de recherches et de construction, sous le nom de « Trans Caribbean Research Corp. », avec un capital total de \$250,000, divisé en 50,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 200,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239

2245-65

Tremblay & fils (Rouyn) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Normand Grimard, avocat, 99, chemin Tremoy, Noranda, Alfred Leclere, comptable, 165, 15^e rue, Noranda, et Julienne Pilon, secrétaire, fille majeure, 169, rue Monseigneur-Latulipe, ouest, Rouyn, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands généraux, sous le nom de « Tremblay & fils (Rouyn) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Tradcom Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Donald Newton Byers, Errol Klock McDougall, William Tingling Stewart, all three Queen's Counsels, Philippe Casgrain, Herbert Birkett McNally, Paul Frederick Dingle, Vincent François Lefebvre and Frederick William Benn, all eight advocates, of 507 Place d'Armes, Montreal, for the following purposes:

To deal in immoveable property, under the name of "Tradcom Inc.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239-o

2278-65

Trans Caribbean Research Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Hampstead, Dionysia Zerbisias, 5525 Westbourne, Côte-St-Luc, Brahm L. Campbell, 5500 Snowdon, Montreal, Daniel Kingstone, 4985 Iona, Montreal, all four advocates, Pauline Rollings, 22 Martin, Dorval, Jo-Ann Israel, 3606 The Boulevard, Westmount, and Jean Fries, 11245 St-Réal, Montreal, the latter three secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of a holding, research and binding company, under the name of "Trans Caribbean Research Corp.", with a total capital stock of \$250,000, divided into 50,000 common shares of a par value of \$1 each and 200,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239-o

2245-65

Tremblay & fils (Rouyn) inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Normand Grimard, lawyer, of 99 Tremoy Road, Noranda, Alfred Leclere, accountant, of 165, 15th Street, Noranda, and Julienne Pilon, secretary, fille majeure, of 169 Monseigneur-Latulipe Street West, Rouyn, for the following purposes:

To carry on business as general merchants, under the name of "Tremblay & fils (Rouyn) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of \$100 each and into 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 7e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 1914-65

Truchon & fils Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1965, constituant en corporation: J.-Vincent Fleury, avocat, 804, rue Dufour, est, Alma, Yvette Gobeil, secrétaire, fille majeure, 86, rue Morin, Alma, et Rose Potvin, secrétaire, fille majeure, L'Ascension-de-Notre-Seigneur, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de portes, fenêtres et autres ouvertures, sous le nom de « Truchon & fils Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Bruno, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-o 2168-65

The Twenty Seven Sixty-Five Corp. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1965, constituant en corporation: Menashe Broder, 4750, Plamondon, C. Joshua Borenstein, 5891, Decelles, tous deux avocats, et Frances Kravitz, secrétaire, fille majeure, 3800, Bouchette, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « The Twenty-Seven Sixty-Five Corp. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239 2348-65

Vallée isolation limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1965, constituant en corporation: Pierre Durand, avocat, 4027, Vendôme, Montréal, Denis Durocher, avocat, 39, Seigneuriale, St-Bruno-de-Montarville, et Michel Dagenais, avocat, 800, Lakeshore Drive, app. 50, Dorval, pour les objets suivants:

Exécuter de façon générale tous travaux d'isolation, sous le nom de « Vallée isolation limitée », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Elphège, comté d'Yamaska, district judiciaire de Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 1914-65

Truchon & fils Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Vincent Fleury, advocate, 804 Dufour St. East, Alma, Yvette Gobeil, secretary, fille majeure, 86, Morin St., Alma, and Rose Potvin, secretary, fille majeure, L'Ascension-de-Notre-Seigneur, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of doors, windows and other openings, under the name of "Truchon & fils Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at St-Bruno, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239 2168-65

The Twenty Seven Sixty-Five Corp. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Menashe Broder, 4750 Plamondon, C. Joshua Borenstein, 5891 Decelles, both advocates, and Frances Kravitz, secretary, fille majeure, 3800 Bouchette, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "The Twenty Seven Sixty-Five Corp. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239-o 2348-65

Vallée isolation limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Durand, advocate, 4027 Vendôme, Montreal, Denis Durocher, advocate, 39 Seigneuriale, St-Bruno-de-Montarville, and Michel Dagenais, advocate, 800 Lakeshore Drive, Apt. 50, Dorval, for the following purposes:

To execute, in a general way, all insulation works, under the name of "Vallée isolation limitée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-Elphège, county of Yamaska, judicial district of Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 14^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-o

2235-65

Marcel Vézina Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Marcel Vézina, couvreur, 73, rue Breton, Ste-Thérèse, Baruch Pollack, 6085, De Vimy, Montréal, et Aaron Pollack, 1827, Nord, Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et entrepreneurs en construction, sous le nom de « Marcel Vézina Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 20^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239

2401-65

G. Vinet inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Georges Vinet, garagiste, Carmelle Pilon, ménagère épouse dudit Georges Vinet, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 424, rue Le Plateau, et Michel Bédard, gérant, 438, rue St-Jean, tous trois de Gatineau, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « G. Vinet inc. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 750 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 292, rue Notre-Dame, Gatineau, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 17^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11239-o

2279-65

Viway Equipment Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23^e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Roy Calvin Amaron, avocat, 7, avenue Denton, Dorval, Arthur Carey Strafford, Stead, avocat, 275, avenue Dorval, Dorval, et Phyllis Elizabeth Russell, secrétaire, épouse séparée de biens de James Gordon Russell, 138, 5^e avenue, Pincourt, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'équipements pour la construction, l'agriculture et autres, sous le nom de « Viway Equipment Limited », avec un capital-actions divisé en 2,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dorval, district judiciaire de Montréal.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 14th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239

2235-65

Marcel Vézina Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Vézina, roofer, 73 Breton Street, Ste-Thérèse, Baruch Pollack, 6085 De Vimy, Montreal, and Aaron Pollack, 1827 North, Montreal, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on the business of builders and building contractors, under the name of "Marcel Vézina Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 20th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239-o

2401-65

G. Vinet inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Georges Vinet, garageman, Carmelle Pilon, housewife, wife of the said Georges Vinet, and duly authorized by him for these presents, both of 424 Le Plateau St., and Michel Bédard, manager, 438 St-Jean St., all three of Gatineau, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, and to act as garagemen, under the name of "G. Vinet inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 750 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 292 Notre-Dame St., Gatineau, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 17th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11239

2279-65

Viway Equipment Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roy Calvin Amaron, advocate, 7 Denton Avenue, Dorval, Arthur Carey Strafford Stead, advocate, 275, Dorval Avenue, Dorval, and Phyllis Elizabeth Russell, secretary, wife separate as to property of James Gordon Russell, 138, 5th Avenue, Pincourt, for the following purposes:

To deal in construction, agricultural and other type of equipment, under the name of "Viway Equipment Limited", with a capital stock divided into 2,000 common shares having no par value and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Dorval, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 23e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239 1912-65

5850 Côte de Liesse Road Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1965, constituant en corporation: Donald E. Hahamovitch, 5754, avenue Smart, Maurice Steinberg, 5713, avenue Palmer, Albert Gomberg, 5740, avenue Blossom, tous trois de Côté-St-Luc, Louis Schiff, 5345, Prince de Galles, Montréal, Léonard I. Sabloff, 575, avenue Glengarry, Mont Royal, tous cinq avocats, et Bernard H. Litwack, notaire, 6666, avenue Fielding, Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir un certain bien immobilier; construire un édifice commercial sur ledit bien immobilier, et détenir, louer et administrer ledit bien immobilier, sous le nom de « 5850 Côte de Liesse Road Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$10 chacune et 370 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 400B, Montée de Liesse, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 19e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239 2372-65

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 23rd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239-0 1912-65

5850 Côte de Liesse Road Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Donald E. Hahamovitch, 5754 Smart Avenue, Maurice Steinberg, 5713, Palmer Avenue, Albert Gomberg, 5740, Blossom Avenue, all three of Côte-St-Luc, Louis Schiff, 5345, Prince of Wales, Montreal Léonard I. Sabloff, 575, Glengarry Avenue, Mount Royal, all five advocates, and Bernard H. Litwack, notary, 6666, Fielding Avenue, Montreal, for the following purposes:

To acquire a certain immovable property; to build a commercial building on the said immovable, and to hold, lease, and administer the said immovable, under the name of "5850 Côte de Liesse Road Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$10 each and 370 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 400B, Montée de Liesse, St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 19th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239-0 2372-65

Lettres patentes supplémentaires

La Cie de Téléphone Soulanges Ltée

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

SALUT.

Lettres patentes supplémentaires

ATTENDU QUE « La Cie de Téléphone Soulanges Ltée » a présenté au lieutenant-gouverneur en conseil de Notre province de Québec une requête demandant que son règlement numéro 40, adopté par les administrateurs et approuvé par les actionnaires de ladite compagnie le 15 décembre 1964, soit maintenant ratifié par lettres patentes supplémentaires, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de téléphone (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 298) et de la Loi des compagnies de télégraphe (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 297);

ATTENDU qu'il a été établi à Notre satisfaction que ladite compagnie a rempli les formalités prescrites pour l'obtention des lettres patentes supplémentaires désirées, ET VU l'arrêté en conseil numéro 770, en date du 9 avril 1965, ordonnant que telles lettres patentes supplémentaires soient accordées;

Supplementary Letters Patent

La Cie de Téléphone Soulanges Ltée

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]
PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of Commonwealth, Defender of the faith.

To all to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Supplementary Letters Patent

WHEREAS "La Cie de Téléphone Soulanges Ltée" has presented to the Lieutenant-Governor in Council of Our Province of Quebec, a request asking that its by-law number 40, adopted by the directors and approved by the shareholders of the said company on December 15, 1964, now be ratified by supplementary letters patent, pursuant to the provisions of the Telephone Companies Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 298) and of the Telegraph Companies Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 297);

WHEREAS it has been established to Our satisfaction that the said company has fulfilled the formalities prescribed to obtain the desired supplementary letters patent, and IN VIEW OF Order in Council number 770, dated April 9, 1965, ordering that such supplementary letters patent be granted;

À CES CAUSES, LES PRÉSENTES FONT FOI QUE des lettres patentes supplémentaires ont été et sont accordées à « La Cie de Téléphone Soulanges Ltée », augmentant son capital-actions de la manière prévue dans ledit règlement numéro 40, lequel règlement se lit comme suit, savoir:

« Règlement No 40 »

Augmentation et division du capital-actions ordinaires; augmentation du capital d'actions privilégiées; modification du taux de dividende des actions privilégiées; pouvoir de création d'actions privilégiées additionnelles.

1° Le capital-actions de la compagnie est augmenté de \$199,900 à \$350,000, devenant composé de 10,000 actions de \$5 chacune dont 5,000 actions « classe A » et 5,000 actions « classe B » et de 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, à la suite des opérations suivantes:

2° Une action ordinaire de \$100 est créée pour parvenir à la somme de 500 actions ordinaires de \$100 chacune.

3° Ces 500 actions ordinaires d'une valeur totale au pair de \$50,000, sont subdivisées en 10,000 actions d'une valeur au pair de \$5 chacune et sont converties de telle façon que le capital-actions autorisé de la compagnie soit maintenant de 5,000 actions « Classe A » ayant droit de vote, et 5,000 actions « Classe B » non votantes.

4° Les détenteurs actuels d'actions ordinaires entièrement payées de la compagnie auront droit à 10 nouvelles actions « Classe A » et 10 nouvelles actions « Classe B », toutes de \$5 chacune, pour chaque action ordinaire de la valeur au pair de \$100 qu'ils détiennent présentement.

5° Seuls les détenteurs d'actions « Classe A » auront le droit d'être élus ou nommés au conseil d'administration. Les détenteurs des actions « Classe B » n'auront pas le droit, ni en personne, ni par procureurs, d'assister et de voter, comme tels, à une assemblée quelconque des actionnaires de la compagnie, ni de recevoir avis de telle assemblée.

6° Sujet aux droits des détenteurs d'actions privilégiées, les détenteurs d'actions « Classe B » auront droit de recevoir à même les fonds applicables au paiement des dividendes, un dividende annuel, préférentiel, non-cumulatif de \$0.40 par action, payable annuellement, semestriellement ou de tout autre manière déterminée de temps à autre par les directeurs, à compter de la date qui pourra être fixée par ces derniers, ou, si aucune date n'est fixée, à compter de celle de l'attribution desdites actions.

7° Au cours d'une année financière de la compagnie, après le paiement du dividende de \$0.40 par action aux détenteurs des actions « Classe A », les détenteurs des actions « Classe B » et « Classe A » partageront également par action tout dividende additionnel déclaré pour cette même année.

8° Au cas de distribution de l'actif de la compagnie, par dissolution, liquidation volontaire ou forcée, ou autrement; les détenteurs des actions « Classe B » auront droit de recevoir tout dividende déclaré et non payé sur telles actions, et ce avant que les détenteurs des actions « Classe A » puissent participer à l'actif de la compagnie, et ledit actif sera alors distribué entre les détenteurs des actions « Classe A » et « Classe B » sans préférence d'une classe sur l'autre.

9° Tant et aussi longtemps que quelques-unes des actions « Classe B » resteront en circulation, la compagnie ne pourra, sans le consentement

THEREFORE, THE PRESENTS BEAR WITNESS that supplementary letters patent have been granted to "La Cie de Téléphone Soulanges Ltée", increasing its capital stock in the manner provided for in said by-law number 40, which by-law reads as follows, to wit:

"By-law No. 40"

Increasing and division of the common share capital; increasing the capital of the preferred shares; modifying the rate of dividend of the preferred shares; power to create additional preferred shares.

1. The share capital of the company is increased from \$199,900 to \$350,000, being composed of 10,000 shares of \$5 each of which 5,000 are class "A" shares and 5,000 are class "B" shares, and of 3,000 preferred shares of a par value of \$100 each, following the operations below:

2. One common share of \$100 is created bringing the number to 500 common shares of \$100 each.

3. These 500 common shares of a total par value of \$50,000 are subdivided into 10,000 shares of a par value of \$5 each, and are converted in such a way that the authorized share capital of the company is now 5,000 "Class A" shares having the right to vote, and 5,000 non-voting "Class B" shares.

4. The present holders of the company's common shares which are entirely paid will have the right to 10 new "Class A" shares and 10 new "Class B" shares, all of \$5 each, for each common share of a par value of \$100 which they presently hold.

5. Only the holders of "Class A" shares will have the right to be elected or appointed to the Board of Directors. The holders of "Class B" shares will not have the right, either in person or by proxy, to assist and vote, as such, at any meeting whatsoever of the shareholders of the company, nor to receive notice of such meeting.

6. Subject to the rights of the holders of preferred shares, the holders of "Class B" shares will have the right to receive from the funds applicable to the payment of dividends, an annual dividend, preferential, non-cumulative of \$0.40 per share, payable annually, semi-annually or in any other way determined from time to time by the Directors, from and after the date which may be fixed by them, or, if no date is fixed, from and after that of the granting of said shares.

7. In the course of the Company's fiscal year, after the payment of a dividend of \$0.40 per share to the holders of "Class A" shares, the holders of "Class B" and "Class A" shares will share equally, per share, in any additional dividend declared for the same year.

8. In the case of distribution of the assets of the company, by dissolution, voluntary or forced liquidation, or in any other way, the holders of "Class B" shares will have the right to receive any declared and unpaid dividend on such shares, and such before the holders of "Class A" shares are able to share in the company's assets, and the said assets will then be distributed among the holders of "Class A" and "Class B" shares, without preference of one class over another.

9. As long as some of the "Class B" shares remain in circulation, the company may not, without the consent of the holders of at least

des détenteurs d'au moins les trois quarts des actions « Classe B » (mais pourra avec tel consentement) en sus des autres formalités prévues par la loi, demander des lettres patentes supplémentaires ayant pour objet de modifier la structure capitale ou encore de modifier les privilèges et restrictions ci-dessus décrits, ni d'autoriser de nouvelles actions prenant rang avant lesdites actions « Classe B » ou leur étant concurrentes.

10° Le nombre des actions privilégiées est porté de 1,500 à 3,000, par la création de 1,500 actions privilégiées additionnelles d'une égale valeur au pair de \$100 chacune, prenant rang « pari passu » sous tous rapports avec les autres actions privilégiées déjà existantes, afin qu'après l'émission des lettres patentes supplémentaires, le capital d'actions privilégiées de la compagnie soit constitué de 3,000 actions privilégiées à \$100 chacune.

11° Les administrateurs pourront dorénavant pourvoir à l'augmentation du capital privilégié autorisé de la compagnie, par règlement, approuvé par une résolution adoptée par les deux tiers des détenteurs des actions privilégiées émises, et confirmé par l'émission de lettres patentes supplémentaires.

12° Le taux de dividende de 5% relatif aux actions privilégiées et prévu aux lettres patentes originales de la compagnie est augmenté à 6% à l'égard de toutes les actions privilégiées de la compagnie.

13° Le président et le secrétaire sont autorisés et requis de faire toutes les démarches nécessaires et de signer tous documents afin d'obtenir des lettres patentes supplémentaires ratifiant le présent règlement. »

ET NOUS DÉCLARONS qu'à compter de la date de la publication de Nos présentes lettres patentes supplémentaires dans la *Gazette officielle de Québec*, le montant du capital-actions autorisé de « La Cie de Téléphone Soulanges Ltée » sera de trois cent cinquante mille dollars (\$350,000), divisé en cinq mille (5,000) actions classe « A » de cinq dollars (\$5) chacune, cinq mille (5,000) actions classe « B » de cinq dollars (\$5) chacune et en trois mille (3,000) actions privilégiées de cent dollars (\$100) chacune.

EN FOI DE QUOI, NOUS AVONS fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce neuvième jour d'avril l'an de grâce mil neuf cent soixante-cinq et de Notre Règne le quatorzième.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,

11239-0

RAYMOND DOUVILLE.

three-quarters of the "Class B" shares (but may with such consent) in addition to the other formalities prescribed by law, request supplementary letters patent to amend the capital structure or to amend the privileges and restrictions described above, nor to authorize new shares to take rank before the said "Class B" shares or to compete with them.

10. The number of preferred shares is increased from 1,500 to 3,000, by the creation of 1,500 additional preferred shares of an equal par value of \$100 each, ranking "pari passu" in all senses with the other preferred shares already existing, so that after the issuing of the supplementary letters patent, the preferred share capital of the company be constituted of 3,000 preferred shares of \$100 each.

11. The administrators may, henceforth, provide for the increasing of the authorized preferred capital of the company, by by-law, approved by a resolution adopted by two-thirds of the holders of the issued preferred shares, and confirmed by the issuing of supplementary letters patent.

12. The 5% rate of dividend relative to the preferred shares and mentioned in the original letters patent of the company is increased to 6% with respect to all preferred shares of the company.

13. The president and secretary are authorized and required to take all necessary steps, and to sign all documents in order to obtain supplementary letters patent ratifying the present by-law."

AND WE DECLARE that from and after the date of publication of Our present supplementary letters patent in the *Quebec Official Gazette*, the amount of the authorized share capital of "La Cie de Téléphone Soulanges Ltée" will be three hundred and fifty thousand dollars (\$350,000), divided into five thousand (5,000) class "A" shares of five dollars (\$5) each, five thousand (5,000) class "B" shares of five dollars (\$5.00) each and three thousand (3,000) preferred dollars of one hundred dollars (\$100) each.

Our present letters to be made patent, and the

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec. Given in Our Parliament Buildings, in Quebec, this ninth day of April, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-five and in the fourteenth year of our reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,

11239

Assistant Secretary of the Province.

Action en séparation de biens

Fingerhuth vs Lichtig

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 684 737. Dame Eugénia Fingerhuth, ménagère, de la cité et district de Montréal, épouse en communauté de propriété

Action for separation as to property

Fingerhuth vs Lichtig

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 684 737. Dame Eugénia Fingerhuth, housewife, of the city and district of Montreal, wife common as to property

de Ferdinand Lichtig, du même endroit, demanderesse, *versus* ledit Ferdinand Fingerhuth, de la cité et district de Montréal, défendeur.

La demanderesse a institué une action contre son époux, le défendeur, en séparation de propriété le 2^e jour de juin 1965.

Les Procureurs de la demanderesse,

CHAIT ARONOVITCH KLEIN SALOMON,
11240-0 GELBER & BRONSTEIN.

of Ferdinand Lichtig, manufacturer, of the same place, plaintiff *vs* the said Ferdinand Lichtig of the city and district of Montreal, defendant.

The plaintiff has instituted action against the defendant in separation as to property, on the 2nd day of June 1965.

CHAIT ARONOVITCH KLEIN SALOMON

11240-0 GELBER & BRONSTEIN,
Attorneys or plaintiff.

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1104

Québec, le 1^{er} juin 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT certaines concessions fiscales aux Commissaires généraux étrangers, les membres de leur personnel, les fonctionnaires du Bureau International des expositions et l'Exposition Universelle et Internationale de Montréal 1967.

ATTENDU QUE des représentations ont été faites afin que certains fonctionnaires des pays étrangers participant à l'Exposition Universelle de 1967 bénéficient de concessions fiscales durant la période de leur séjour dans la province de Québec;

ATTENDU QU'il est opportun de donner suite à ces représentations.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre du revenu:

1^o QUE les commissaires généraux étrangers et leurs adjoints jouissent des concessions fiscales ci-après énumérées, pourvu qu'ils soient des citoyens de pays étrangers et qu'ils n'exercent pas au Canada une activité commerciale ou des fonctions autres que celle qu'ils remplissent pour ce pays étranger:

a) exemption de l'impôt sur le revenu en conformité avec les dispositions des articles 12 et 78 de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu;

b) exemption des droits imposables en vertu de la Loi des droits sur les successions, sur toute transmission de biens situés dans la province acquis au cours ou à l'occasion de leur résidence dans Québec alors qu'ils remplissaient les fonctions ci-dessus mentionnées. Le Gouvernement de Québec ne mettra aucun obstacle au rapatriement des biens ainsi exonérés si le décès de telle personne a lieu pendant qu'elle remplissait les fonctions mentionnées dans le paragraphe premier;

c) exemption de la taxe payable en vertu de la Loi de la gazoline, par voie de remboursement et suivant la procédure à être établie par le Ministre du revenu;

d) exemption de la taxe payable en vertu de la Loi de l'impôt sur la vente en détail, par voie de remboursement et suivant la procédure à être établie par le Ministre du revenu;

e) exemption du paiement d'honoraires d'enregistrement d'un véhicule de promenade exigibles en vertu du Code de la Route et suivant la procédure à être établie par le ministère des transports et communications quant à l'émission des plaques d'enregistrement et au paiement du coût d'icelles;

2^o QUE les concessions fiscales mentionnées aux paragraphes a) et b) de l'article 1 du présent

Orders in Council

Order in Council Executive Council Chamber

Number 1104

Quebec, June 1, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain fiscal concessions to foreign Commissioners-General, members of their staff, officials of the Bureau of International Exhibitions and the Canadian Universal and International Exhibition, Montreal, 1967.

WHEREAS representations have been made in order to enable certain officials of foreign countries taking part in the Canadian World Exhibition of 1967 to benefit from fiscal concessions for the duration of their stay in the Province of Quebec;

WHEREAS it is deemed advisable to grant such requests;

WHEREFORE it is ordered, upon the recommendation of the Minister of Revenue:

1. THAT the foreign Commissioners-General and their assistants be granted the following fiscal concessions, provided that they are citizens of foreign countries and that they do not operate a business in Canada nor exercise functions other than those which they perform for such foreign country:

(a) exemption from Income Tax in conformity with the provisions of sections 12 and 78 of the Provincial Income Tax Act;

(b) exemption from duties exigible in virtue of the Succession Duties Act, on all transmissions of assets situated in the Province acquired during or upon the occasion of their residence in Quebec while performing the above-mentioned functions. The Government of Quebec shall not impede the repatriation of the assets thus exempted should the death of such person occur during the exercise of the functions mentioned in paragraph number one;

(c) exemption from the tax payable in virtue of the Gasoline Act, by way of reimbursement and according to the procedure to be determined by the Minister of Revenue;

(d) exemption from the tax payable in virtue of the Retail Sales Tax Act, by way of reimbursement and according to the procedure to be determined by the Minister of Revenue;

(e) exemption from the payment of registration fees relative to a pleasure motor vehicle as exigible under the Highway Code and according to the procedure to be determined by the Department of Transportation and Communications concerning the issuance of registration plates and the payment of the cost of such plates.

2. THAT the fiscal concessions mentioned in paragraphs (a) and (b) of section 1 of the present

arrêté en conseil s'appliquent aussi aux membres du personnel des Commissaires généraux étrangers ainsi qu'aux fonctionnaires du Bureau International des expositions, pourvu qu'il s'agisse de personnes non ressortissantes du Canada et de la Province;

3° QUE les présentes concessions fiscales prennent effet à compter du premier janvier 1965 pour se terminer six mois après la fin de l'Exposition 1967.

JACQUES PRÉMONT,
11272-0 *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1207

Québec, le 15 juin 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la reconnaissance de la cité de Rouyn comme centre d'apprentissage des métiers de la construction et la ville d'Amos comme sous-centre d'apprentissage pour les districts électoraux d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Rouyn-Noranda et Témiscamingue.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 2 de la Loi de l'Aide à l'Apprentissage, Statuts refondus de Québec 1945, 9 Geo. VI, chapitre 41, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur recommandation du Ministre du Travail, reconnaître toute municipalité qu'il estime avantageusement située dans une région économique comme centre d'apprentissage d'un métier, d'une profession, d'un emploi ou d'une occupation;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 3 de la même loi, l'Association des Constructeurs de l'Ouest du Québec, la Corporation des Maîtres Électriciens du Québec, la Corporation des Maîtres Mécaniciens en Tuyauterie du Québec, le Syndicat de la Construction du Nord-Ouest Québécois et le Conseil des Métiers de la Construction du Québec-Nord ont fait tenir au Ministre du Travail copie d'une résolution à l'effet que la cité de Rouyn soit reconnue comme centre d'apprentissage des métiers de la construction et la ville d'Amos comme sous-centre d'apprentissage pour les districts électoraux d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Rouyn-Noranda et Témiscamingue;

ATTENDU QU'IL y a lieu de reconnaître la cité de Rouyn comme centre d'apprentissage des métiers de la construction pour les territoires ci-haut désignés;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'Honorable Ministre du Travail:

QUE la cité de Rouyn soit reconnue comme centre d'apprentissage des métiers de la construction et la ville d'Amos comme sous-centre d'apprentissage pour les districts électoraux d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Rouyn-Noranda et Témiscamingue.

JACQUES PRÉMONT,
11273-0 *Greffier du Conseil Exécutif.*

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1210

Section « A »

Québec, le 15 juin 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de coiffeur pour hommes et coiffeur pour dames dans la région de Québec.

Order in Council shall also apply to the members of the staff of the foreign Commissioners-General and to the officials of the Bureau of International Exhibitions, on condition that such persons are not nationals of Canada and of the Province;

3. THAT the present fiscal concessions take effect starting January 1, 1965 and terminate six months after the end of the Canadian World Exhibition of 1967.

JACQUES PRÉMONT,
11272-0 *Associate Clerk of the Executive Council.*

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1207

Quebec, June 15, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the recognition of the city of Rouyn as an apprenticeship center for the construction trades and the town of Amos as a secondary apprenticeship center for the electoral districts of Abitibi-East, Abitibi-West, Rouyn-Noranda and Témiscamingue.

WHEREAS under section 2 of the Apprenticeship Assistance Act (Revised Statutes of Québec 1945, 9 Geo. VI, chapter 41), the Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Minister of Labour, may recognize any municipality which he considers advantageously situated in an economic region as an apprenticeship center for a trade, profession, or occupation;

WHEREAS, pursuant to section 3 of the said Act, *l'Association des Constructeurs de l'Ouest du Québec*, the Corporation of Master Electricians of the Province of Québec, the Corporation of Master Pipe Mechanics of Québec, the *Syndicat de la Construction du Nord-Ouest Québécois* and the *Conseil des Métiers de la Construction du Québec-Nord* have forwarded to the Minister of Labour, copy of a resolution for the purpose of recognizing the city of Rouyn as an apprenticeship center for the construction trades and the town of Amos as a secondary apprenticeship center for the electoral districts of Abitibi-East, Abitibi-West, Rouyn-Noranda and Témiscamingue;

WHEREAS there is reason for recognizing the city of Rouyn as apprenticeship center for the construction trades for the abovementioned territories;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the city of Rouyn be recognized as an apprenticeship centre for the construction trades and the town of Amos as a secondary apprenticeship centre for the electoral districts of Abitibi-East, Abitibi-West, Rouyn-Noranda and Témiscamingue.

JACQUES PRÉMONT,
11273-0 *Clerk of the Executive Council.*

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1210

Section "A"

Quebec, June 15, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Men and Ladies' Hairdressing trades, Québec region.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de coiffeur pour hommes et coiffeur pour dames dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 44 du 14 janvier 1954 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, éditions du 24 avril 1965;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 44, soit modifié comme suit:

1^o Les paragraphes « 3 et 4 » de l'article 101 sont remplacés par les suivants:

« 3 Les districts électoraux de Lévis, Beauce, Dorchester, Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Kamouraska, et Lotbinière ainsi que le district électoral de Mégantic à l'exception du territoire régi par le décret numéro 98 du 29 janvier 1948 et ses amendements.

4^o Les municipalités ci-après mentionnées situées dans le district électoral de *Matapédia*: Causapscal, St-Benoît-Joseph-Labre, Lac-au-Saumon, Sainte-Marie-de-Sayabec, Saint-Léon-le-Grand, Sainte-Florence-de-Beaurivage, Saint-Moïse et Saint-Noël.

Cependant, le présent décret ne s'applique pas à la coiffure pour dames à Saint-Édouard-de-Frampton (Dorchester) et à Saint-Honoré, canton de Shenley, (Beauce). »

2^o À l'article 102, les paragraphes « d » et « g » de la zone II sont remplacés par les suivants:

« d) La cité de Rivière-du-Loup et un rayon de cinq (5) milles de ses limites: Saint-Georges-de-Cacouna, L'Isle-Verte, Notre-Dame-du-Lac, Saint-Louis-du-Ha-Ha, Sainte-Rose-du-Dégelé, Cabano et un rayon de deux (2) milles de leurs limites, Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, Saint-Pierre-d'Escourt, Saint-David-d'Escourt, Saint-Marc-du-Lac-Long, Sainte-Anne-de-la-Pocatière, Saint-André, Andréville, Saint-Pacôme, Saint-Pascal, Saint-Philippe-de-Néri, Saint-Alexandre et Notre-Dame-du-Portage.

g) Les villes de Donnacona et de Saint-Raymond (Portneuf),

gg) Le reste du district électoral de Portneuf. »

3^o L'article 110 est remplacé par le suivant:

« 110 Le salarié a droit pour ses vacances à un montant égal à son salaire hebdomadaire effectif au moment où les vacances lui sont accordées.

Chez les coiffeurs pour hommes seulement, l'employeur doit payer un montant supplémentaire de \$6 au compagnon et de \$3 à l'apprenti, pour tenir lieu de commission. »

4^o Le nouvel article 113-B suivant est ajouté:

« 113-B Chez les coiffeurs pour dames seulement, le salarié qualifié qui a accompli deux (2) années de service continu pour le même employeur au 30 avril, y compris le temps fait comme apprenti, a droit à six (6) jours supplémentaires de congé payé au prorata de la rémunération déterminée pour ses vacances régulières.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Men and Ladies' Hairdressing trades, Quebec region made binding by decree number 44 of January 14, 1954, and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the petition was published in the *Quebec Official Gazette* of April 24, 1965;

WHEREAS no objections was raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree number 44 be amended as follows:

1. Subsection "3 and 4" of section 101 are superseded by the following:

"3. The electoral districts of Lévis, Beauce, Dorchester, Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Kamouraska and Lotbinière, together with the electoral district of Mégantic with the exception of the territory governed by decree number 98 of January 29, 1948 and amendments.

4. The following municipalities within the electoral district of *Matapédia*: Causapscal, St-Benoît-Joseph-Labre, Lac-au-Saumon, Sainte-Marie de Sayabec, Saint Léon-le-Grand, Sainte-Florence-de-Beaurivage, Saint Moïse and Saint Noël.

However, this decree does not apply to ladies' hairdressing in Saint-Édouard-de-Frampton (Dorchester) and Saint Honoré, Shenley district (Beauce)."

2. Sub-sections "d" and "g" of section 102 for Zone II are superseded by the following:

"(d) The city of Rivière-du-Loup and a radius of five (5) miles of its limits. Saint-Georges-de-Cacouna, L'Isle Verte, Notre-Dame du Lac, Saint-Louis du Ha-Ha, Sainte-Rose du Dégelé, Cabano and a radius of two (2) miles of their limits; Saint-Joseph de-la-Rivière-Bleue, Saint-Pierre-d'Escourt, Saint-David d'Escourt, Saint-Marc du Lac Long, Sainte-Anne de la Pocatière, Saint-André, Andréville, Saint-Pacôme, Saint-Pascal, Saint-Philippe de Néri, Saint-Alexandre and Notre-Dame du Portage.

(g) The towns of Donnacona and Saint-Raymond (Portneuf),

(gg) The remainder of the electoral district of Portneuf."

3. Section 110 is superseded by the following:

"110. For his vacations, the employee is entitled to the equivalent of his weekly salary at the time when vacations are granted him.

Men's hairdressers only: an additional \$6.00 must be paid to journeymen and \$3.00 to apprentices, to compensate for the commission."

4. The following new section 113-B is added:

"113-B. Ladies' hairdressers only: six additional vacation days with pay, calculated on the basis of the remuneration paid for regular vacations, are granted the qualified employee who has completed two years of continuous service with the same employer as of April 30, including time spent in apprenticeship.

Ces jours de congé supplémentaires sont accordés, séparément ou consécutivement, en tout temps avant le 30 avril suivant, au choix de l'employeur qui pourra imputer à ce titre les absences pour cause de maladie ou autres causes.

5° Le paragraphe « a » de l'article 123 est remplacé par le suivant:

« a) Salaires — Wages:
Employé régulier — Regular employer:

| | Zones | | |
|---|------------------------|---------|---------|
| | I | II | III |
| | Par semaine — Per week | | |
| Catégorie « A » — Class "A"..... | \$50.00 | \$45.00 | \$40.00 |
| Catégorie « B » — Class "B"..... | 46.00 | 45.00 | 40.00 |
| Apprenti — Apprentice: | | | |
| 1ère année — First year..... | 20.00 | 18.00 | 16.00 |
| de 13 à 18 mois inclusivement — from 13 to 18 months inclusive..... | 25.00 | 22.00 | 20.00 |
| de 19 à 24 mois inclusivement — from 19 to 24 months inclusive..... | 30.00 | 27.00 | 24.00 |
| de 25 à 30 mois inclusivement — from 25 to 30 months inclusive..... | 35.00 | 31.00 | 28.00 |
| de 31 à 36 mois inclusivement — from 31 to 36 months inclusive..... | 40.00 | 36.00 | 32.00 |

Remplaçant ou employé temporaire — Temporary or substituting employee \$ 8.00 \$ 8.00 \$ 7.00 »

6° L'alinéa « l » de l'article 123-A est modifié par l'addition des mots « des zones I-a et I-b » après les mots « Les employés réguliers ».

7° À l'article 125, les horaires de travail des zones II et III sont remplacés par les suivants:

« BARBIERS ET COIFFEURS POUR HOMMES

Zone II

Quarante-six (46) heures par semaine, réparties ainsi:

Le lundi: jour chômé, sauf dans les cas mentionnés à l'article 126;

Les mardi, mercredi, jeudi et samedi: de 8 h. du matin à 6 h. du soir;

Le vendredi: de 8 h. du matin à 8 h. du soir.

Cependant, dans les zones II-a et II-b (Mégantic), II-gg (Portneuf), II-h (Charlevoix) et II-i (Beauce), la durée du travail sera de cinquante et une (51) heures par semaine, réparties ainsi:

Le lundi: jour chômé, sauf dans les cas mentionnés à l'article 126;

Les mardi, mercredi, jeudi et samedi: de 8 h. du matin à 7 h. du soir;

Le vendredi: de 8 h. du matin à 9 h. du soir.

Zone III

Cinquante et une (51) heures par semaine, réparties ainsi:

Le lundi: jour chômé, sauf dans les cas mentionnés à l'article 126;

Les mardi, mercredi et jeudi: de 8 h. du matin à 8 h. du soir;

Le vendredi: de 8 h. du matin à 9 h. du soir;

Le samedi: de 8 h. du matin à 7 h. du soir.

8° L'article 126 est modifié par l'addition de l'alinéa suivant: « Cependant, dans les zones II et III, le lundi saint est un jour chômé ».

9° L'article 126-A est modifié par la substitution des mots « à l'exception de la zone I-c alors que ces fêtes seront jours chômés », aux mots « dans chacune des zones ».

10° L'alinéa suivant est ajouté à l'article 127-A:

« Cependant, dans la zone I-c, on suivra l'horaire de travail du vendredi, la veille des fêtes de l'Ascension, de la Toussaint et de l'Immaculée-Conception. »

11° À l'article 131, les prix minimaux des zones II et III sont remplacés par les suivants:

These additional holidays are granted separately or consecutively at any time before the following April 30, at the employer's choice. The employer may consider absences due to illness or other as holidays.

5. Subsection "a" of section 123 is superseded by the following:

| | Zones | | |
|---|------------------------|---------|---------|
| | I | II | III |
| | Par semaine — Per week | | |
| Catégorie « A » — Class "A"..... | \$50.00 | \$45.00 | \$40.00 |
| Catégorie « B » — Class "B"..... | 46.00 | 45.00 | 40.00 |
| Apprenti — Apprentice: | | | |
| 1ère année — First year..... | 20.00 | 18.00 | 16.00 |
| de 13 à 18 mois inclusivement — from 13 to 18 months inclusive..... | 25.00 | 22.00 | 20.00 |
| de 19 à 24 mois inclusivement — from 19 to 24 months inclusive..... | 30.00 | 27.00 | 24.00 |
| de 25 à 30 mois inclusivement — from 25 to 30 months inclusive..... | 35.00 | 31.00 | 28.00 |
| de 31 à 36 mois inclusivement — from 31 to 36 months inclusive..... | 40.00 | 36.00 | 32.00 |

Par jour — Per day

6. Paragraph "l" of section 123-A is amended by the addition of the words "of zones I-a and I-b" after the words "regular employees".

7. In section 125, the working hours for zones II and III are superseded by the following:

« BARBERS AND MEN'S HAIRDRESSERS

Zone II

Forty-six (46) hours per week, distributed as follows:

Monday, holiday, save for the exceptions listed in section 126;

Tuesday: Wednesday, Thursday and Saturday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.;

Friday: 8:00 a.m. to 8:00 p.m.

However, in zones II-a, II-b (Mégantic), II-gg (Portneuf), II-h (Charlevoix) and II-i (Beauce), the working hours consist of fifty-one (51) hours per week, distributed as follows:

Monday: holiday, save for the exceptions listed in section 126;

Tuesday; Wednesday, Thursday, and Saturday: 8:00 a.m. to 7:00 p.m.

Friday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.

Zone III

Fifty-one (51) hours per week, distributed as follows:

Monday: holiday, save for the exceptions listed in section 126;

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8:00 a.m. to 8:00 p.m.;

Friday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.

Saturday: 8:00 a.m. to 7:00 p.m."

8. Section 126 is amended by the addition of the following words: "However, in zones II and III, Easter Monday will be a holiday".

9. Section 126-A is amended by replacing the words "in all zones" by the following: "with the exception of zone I-c, when these holidays will be observed".

10. The following words will be added to the end of section 127-A:

"However, on the eves of the Ascension, All Saints' Day and the Immaculate Conception, the hours of work are those of Fridays in zone I-c".

11. In section 131, the minimum prices for zones II and III are superseded by the following:

| | Zones | | | Zones | |
|---|--------|--------|---|--------|--------|
| | II | III | | II | III |
| * Coupe de cheveux pour adultes: tous les jours. | \$1.10 | \$0.90 | "Haircut, adults: all days. | \$1.10 | \$0.90 |
| Coupe de cheveux pour enfants de moins de 14 ans: tous les jours. | 0.65 | 0.60 | Haircut, children under 14: all days. | 0.65 | 0.60 |
| Coupe de cheveux en brosse pour adultes: tous les jours. | 1.25 | 1.00 | Brushcut, adults: all days. | 1.25 | 1.00 |
| Coupe de cheveux en brosse pour enfants de moins de 14 ans: tous les jours. | 0.85 | 0.75 | Brushcut, children under 14: all days. | 0.85 | 0.75 |
| Barbe. | 0.75 | 0.60 | Shave. | 0.75 | 0.60 |
| Shampooing teinture avec ou sans coupe de cheveux. | 4.00 | 3.00 | Tinting shampoo, with or without haircut. | 4.00 | 3.00 |
| Flambage des cheveux. | 0.35 | 0.30 | Singeing. | 0.35 | 0.30 |
| Shampooing. | 0.70 | 0.60 | Shampoo. | 0.70 | 0.60 |
| Massage ordinaire. | 0.70 | 0.60 | Regular massage. | 0.70 | 0.60 |
| Lotion ou tonique. | 0.40 | 0.30 | Lotion or tonic. | 0.40 | 0.30 |
| Aiguillage de rasoir. | 0.60 | 0.50 | Razor sharpening. | 0.60 | 0.50 |

12° Le paragraphe « a » de l'article 135 est remplacé par le suivant:

a) Salaires:

Employé régulier — Regular employee:

| | Zones | | |
|---|---------|---------|---------|
| | I | II | III |
| Coiffeur, catégorie « A » — Hairdresser, category "A" | \$45.00 | \$40.00 | \$35.00 |
| Coiffeur, catégorie « B » — Hairdresser, category "B" | 40.00 | 40.00 | 35.00 |
| Coiffeur, catégorie « C » — Hairdresser, category "C" | 37.00 | 35.00 | 30.00 |
| Manucure-esthéticienne — Manicurist-aesthetician. | 23.00 | 23.00 | 20.00 |
| Manucure. — Manicurist. | 20.00 | 20.00 | 17.00 |

Apprenti-coiffeur pour dames — Ladies' apprentice hairdresser:

| | Zones | | |
|---|-------|-------|-------|
| | I | II | III |
| 1er semestre — 1st six months. | 16.00 | 14.00 | 12.00 |
| de 7 à 12 mois inclusivement — from 7 to 12 months inclusive. | 18.00 | 16.00 | 14.00 |
| de 13 à 18 mois inclusivement — from 13 to 18 months inclusive. | 24.00 | 20.00 | 18.00 |
| de 19 à 24 mois inclusivement — from 19 to 24 months inclusive. | 27.00 | 24.00 | 21.00 |
| de 25 à 30 mois inclusivement — from 25 to 30 months inclusive. | 32.00 | 28.00 | 24.00 |
| de 31 à 36 mois inclusivement — from 31 to 36 months inclusive. | 36.00 | 32.00 | 28.00 |

Apprentie manucure esthéticienne — Apprentice manicurist-aesthetician:

| | | | |
|---|-------|-------|-------|
| 1er semestre — 1st six months. | 12.00 | 12.00 | 10.00 |
| 2ème semestre — 2nd six months. | 18.00 | 18.00 | 15.00 |

Apprentie manucure — Apprentice manicurist.

Par jour — Per day

Employé temporaire ou remplaçant — Temporary employee or substitute. . . \$ 8.00 \$ 8.00 \$ 6.00 »

13° Au paragraphe « b » de l'article 135, les mots « Dans les zones I-a et I-b seulement », sont substitués aux mots « Dans la zone I seulement ».

14° A l'article 136, zone I, l'alinéa intitulés « Exception » est remplacé par le suivant:

« Cependant, dans la zone I-c, le lundi est chômé et il y a du travail le samedi de 8 h. du matin à midi. »

15° Les horaires de travail pour les zones II et III apparaissant à l'article 136 sont remplacés par les suivants:

« Zone II

Quarante-cinq (45) heures par semaine, réparties ainsi:

Le lundi: jour chômé;

Les mardi et jeudi: de 9h. du matin à 6 h. 30 du soir;

Les mercredi et vendredi: de 9 h. du matin à 9 h. du soir;

Le samedi: de 8 h. du matin à 5 h. du soir.

Cependant, dans la zone II-c (Montmagny), l'horaire de travail s'étend de 1 h. de l'après-midi à 6 h. du soir, le lundi, et de 8 h. du matin à midi, le samedi.

13. In sub-section "b", section 135, the words "In Zone I only" are replaced by the words "In Zones I-a and I-b only".

14. In section 136 (Zone I), the subdivision entitled "Exception" will be superseded by the following:

"However, in zone I-c, Monday will be a holiday and work will be performed on Saturday from 8:00 a.m. to noon."

15. The working hours for zones II and III listed in section 136 are superseded by the following:

"Zone II

Forty-five (45) hours per week, distributed as follows:

Monday: holiday;

Tuesday and Thursday: 9:00 a.m. to 6:30 p.m.

Wednesday and Friday: 9:00 a.m. to 9:00 p.m.

Saturday: 8:00 a.m. to 5:00 p.m.

In zone II-c (Montmagny), the working hours will be from 1:00 p.m. to 6:00 p.m. on Monday and from 8:00 to noon on Saturday.

Zone III

Quarante-neuf (49) heures par semaine, réparties ainsi:

Le lundi: jour chômé;
Les mardi et jeudi: de 8 h. du matin à 6 h. 30 du soir;

Les mercredi et vendredi: de 8 h. du matin à 9 h. du soir;

Le samedi: de 8 h. du matin à 5 h. du soir. »

16° L'article 137 est remplacé par le suivant:
« 137 À l'exception de la zone I-c, l'horaire de travail s'étend de 9 h. du matin à 9 h. du soir dans les zones I-a et I-b et de 8 h. du matin à 9 h. du soir dans les zones II et III, le mercredi durant les mois d'avril, mai, juin et décembre ainsi que les 21, 22, 23, 28, 29 et 30 décembre. De plus, dans les zones II et III, l'horaire de travail s'étend de 8 h. du matin à 9 h. du soir, les mercredi, jeudi et vendredi de la semaine sainte, ce qui a pour effet d'augmenter d'autant la durée hebdomadaire du travail. »

17° L'article 138 est remplacé par le suivant:
« 138 Dans les zones I-a et I-b, si une semaine contient un des jours de fête chômés énumérés à l'article 103, le congé hebdomadaire sera annulé et l'horaire de travail s'étendra de 9 h. du matin à 6 h. 30 du soir, le lundi et le samedi. »

18° L'article 138-A est modifié par la substitution des mots « à l'exception de la zone I-c alors que ces fêtes sont jours chômés » aux mots « dans chacune des zones ».

19° Les mots « et du premier jour de l'An » sont ajoutés à la fin de l'article 139.

20° L'article 140 est remplacé par le suivant:
« 140 *Veilles de fêtes chômés*: La veille des fêtes chômés, l'horaire de travail est le même que celui déterminé pour le vendredi, sauf la veille de Noël et du premier jour de l'An alors que l'horaire de travail sera de 9 h. du matin à 6 h. 30 du soir dans la zone I et de 8 h. du matin à 6 h. 30 du soir dans les zones II et III. Cependant, dans la zone I-c, on suivra l'horaire de travail du vendredi, la veille des fêtes de l'Ascension, de la Toussaint et de l'Immaculée-Conception. »

21° À l'article 144, les prix minimaux des zones II et III sont remplacés par les suivants:

« COIFFEURS POUR DAMES

| | Zones | |
|---|--------|--------|
| | II | III |
| Coupe de cheveux pour adultes.. | \$1.00 | \$0.85 |
| Coupe de cheveux pour enfants de moins de 14 ans..... | 0.85 | 0.75 |
| « Indéfrisable à froid ou tiède, sans frais supplémentaire pour le shampooing, la coupe de cheveux et d'ondulation à l'eau..... | 6.50 | 6.00 |
| Indéfrisable chimique ou autres, sans frais supplémentaire pour le shampooing, la coupe de cheveux et l'ondulation à l'eau.... | 5.00 | 4.00 |
| Mèche individuelle..... | 0.25 | 0.25 |
| Pour plus de douze (12 mèches, le prix sera celui qui est fixé ci-dessus pour l'indéfrisable appropriée..... | | |
| Teinture des cheveux avec ou sans mise en plis..... | 6.00 | 5.00 |
| Retouche de la teinture ou shampooing-teinture avec ou sans mise en plis..... | 5.00 | 4.00 |
| Décoloration..... | 5.00 | 5.00 |
| Retouche de la décoration..... | 4.00 | 3.00 |
| Rinçage nuanceur..... | 0.75 | 0.75 |
| Ondulation au papier..... | 1.25 | 1.00 |

Zone III

Forty-nine (49) hours per week, distributed as follows:

Monday: holiday;
Tuesday and Thursday: 8:00 a.m. to 6:30 p.m.

Wednesday and Friday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.

Saturday: 8:00 a.m. to 5:00 p.m. »

16. Section 137 is superseded by the following:
"137. With the exception of zone I-c, the working hours will be as follows on Wednesdays during the months of April, May, June and December and December 21, 22, 23, 28, 29 and 30: Zones I-a and I-b: 9:00 a.m. to 9:00 p.m.; Zones II and III: 8:00 a.m. to 9:00 p.m. Furthermore, on Wednesday, Thursday and Friday of Holy Week, the working hours will be from 8:00 a.m. to 9:00 p.m. on Wednesdays in Zones II and III; the duration of the work-week being increased accordingly."

17. Section 138 is superseded by the following:
"138. When one of the observed holidays listed in section 103 occurs during the week, in zones I-a and I-b, the weekly day-off is cancelled and the working hours for Monday and Saturday are from 9:00 a.m. to 6:30 p.m."

18. Section 138-A is amended by replacing the words "in all zones" with the words "with the exception of zone I-c, when these holidays will be observed".

19. The words "New Year's" will be added after the word "Easter Sunday", in section 139.

20. In section 140, the words "when the working hours shall be those determined for Tuesday" will be superseded by the following: "when the working hours shall be from 9:00 a.m. to 6:30 p.m. in zone I and from 8:00 a.m. to 6:30 p.m. in zones II and III. However, on the eves of the Ascension, All Saints' Day and the Immaculate Conception, the working hours in zone I-c are those of Friday."

21. In section 144, the minimum prices for zones II and III are superseded by the following:

« LADIES HAIRDRESSERS

| | Zones | |
|--|--------|--------|
| | II | III |
| Haircut, adults..... | \$1.00 | \$0.85 |
| Haircut, children under 14..... | 0.85 | 0.75 |
| "Cold" or "Tepid" permanent wave, including shampoo, haircut and finger wave..... | 6.50 | 6.00 |
| Chemical or other permanent wave, including shampoo, haircut and finger wave..... | 5.00 | 4.00 |
| Individual strand..... | 0.25 | 0.25 |
| For more than twelve (12) strands, the price will be that listed above for the corresponding permanent wave..... | | |
| Dyeing, with or without setting | 6.00 | 5.00 |
| Dye touch-up or tinting shampoo, with or without setting | 5.00 | 4.00 |
| Bleaching..... | 5.00 | 5.00 |
| Bleach touch-up..... | 4.00 | 3.00 |
| Tinting rinse..... | 0.75 | 0.75 |
| Paper wave..... | 1.25 | 1.00 |

| | Zones | |
|---------------------------------|--------|--------|
| | II | III |
| Ondulation à l'eau..... | \$1.25 | \$1.00 |
| Ondulation au fer..... | 1.00 | 0.75 |
| Shampooing..... | 0.75 | 0.50 |
| Manucure..... | 1.00 | 0.75 |
| Massage facial..... | 2.00 | 1.50 |
| Épilation..... | 0.75 | 0.50 |
| Traitement du cuir chevelu..... | 1.50 | 1.00 |

22° L'article 145 est remplacé par le suivant:
« 145 Dans un salon de coiffure pour dames, le nombre maximal d'apprentis-coiffeurs qu'il est permis d'avoir, par rapport au nombre de salariés qualifiés qui y travaillent est le suivant:

| Salariés qualifiés | Apprentis |
|-------------------------|-----------|
| <i>Toutes les zones</i> | |
| 1 | 2 |
| 2 | 3 |
| 3 | 4 |
| 4 | 6 |
| 5 | 7 |
| 6 | 8 |
| 7 | 9 |
| 8 et plus | 10 |

Les apprenties manucures et les apprenties-manucures-esthéticiennes ne sont pas comprises dans ce nombre. »

11273-o JACQUES PRÉMONT,
Greffier du Conseil Exécutif.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1210

Section « B »

Québec, le 15 juin 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux institutions religieuses, hôpitaux et maisons d'enseignement dans la région de Saint-Hyacinthe.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux institutions religieuses, hôpitaux et maisons d'enseignement dans la région de Saint-Hyacinthe, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil, une modification au décret numéro 491 du 10 février 1945, dans sa teneur modifiée;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 1er mai 1965;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail: QUE ledit décret, numéro 491, soit modifié comme suit:

Le chapitre 6 est remplacé par le suivant:

CHAPITRE 6

Dispositions applicables à tous les employeurs et à leurs salariés assujettis au décret, à l'exception des infirmières

X. Prestations de sécurité sociales:

1. *Assurances collectives:* a) Aux fins du présent chapitre, les employeurs et leurs salariés sont

| | Zones | |
|------------------------|--------|--------|
| | II | III |
| Water wave..... | \$1.25 | \$1.00 |
| Curling iron wave..... | 1.00 | 0.75 |
| Shampoo..... | 0.75 | 0.50 |
| Manicure..... | 1.00 | 0.75 |
| Facial massage..... | 2.00 | 1.50 |
| Depilation..... | 0.75 | 0.50 |
| Scalp treatment..... | 1.50 | 1.00 |

22. Section 145 is superseded by the following:
"145. In a ladies' hairdressing parlour, the permissible ratio of apprentice-hairdressers per qualified employee working therein is as follows:

| Qualified employees | Apprentices |
|---------------------|-------------|
| <i>All zones</i> | |
| 1 | 2 |
| 2 | 3 |
| 3 | 4 |
| 4 | 6 |
| 5 | 7 |
| 6 | 8 |
| 7 | 9 |
| 8 or more | 10 |

Apprentice manicure-aestheticians are not include in the above."

11273-o JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1210

Section "B"

Quebec, June 15, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING an amendment to the decree respecting religious institutions, hospitals and educational establishments, St. Hyacinthe region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement respecting religious institutions, hospitals and educational establishments in the St. Hyacinthe region have petitioned the Minister of Labour to submit an amendment to decree number 491 of February 10, 1945, and amendments to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the petition was published in the *Quebec Official Gazette* of May 1, 1965;

WHEREAS no objection was raised against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour: THAT said decree number 491 be amended as follows:

Chapter 6 is superseded by the following:

CHAPTER 6

Provisions applicable to all employers and their employees subject to the decree, with the exception of nurses

X. Social security benefits:

1. *Group insurance:* (a) For the purpose of this chapter, employers and their employees are

divisés en quatre (4) groupes distincts, ayant chacun leur régime d'assurance collective:

Groupe no 1. Les institutions d'assistance publique (hôpitaux) et leurs salariés.

Groupe no 2. Les institutions religieuses et leurs salariés; les institutions d'enseignement et leurs salariés; les oeuvres et fabriques paroissiales catholiques romaines et leurs salariés à l'exception des sacristains ou bedeaux.

Groupe no 3. Les hospices et leurs salariés.

Groupe no 4. Les Oeuvres et Fabriques paroissiales catholiques romaines et leur sacristain ou bedeau.

b) Tout salarié a droit aux prestations d'une police d'assurance collective qui assure les avantages suivants: assurance-vie, assurance accident et maladie, frais médicaux et d'hospitalisation.

c) Tout salarié, qui a trois (3) mois de service et plus pour le même employeur, doit adhérer au régime d'assurance collective de son groupe et maintenir son adhésion pendant la durée du présent décret.

d) Tout nouveau salarié doit adhérer au régime d'assurance collective de son groupe quand il a accompli trois (3) mois de service pour le même employeur.

e) L'employeur déduira à chaque mois, de la paie du salarié, le montant de la cotisation à l'assurance collective.

f) L'employeur doit verser au comité paritaire, à chaque mois civil, une somme équivalente à celle de son ou de ses salariés.

g) Le ou avant le dix (10) de chaque mois, l'employeur doit remettre au comité paritaire un montant d'argent égal à la somme des cotisations déduites de la paie de son ou de ses salariés pendant le mois précédent avec, en plus sa propre cotisation y correspondant.

h) Ces régimes d'assurances collectives doivent faire l'objet d'un contrat unique pour chaque groupe d'employeurs et de leurs salariés et l'administration doit en être assurée par le comité paritaire qui est chargé de percevoir les cotisations et de les verser à la compagnie d'assurance." »

JACQUES PRÉMONT,
Greffier du Conseil Exécutif.

11273-o

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1210

Section « C »

Québec, le 15 juin 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie et aux métiers du bâtiment dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), une requête a été présentée au Ministre du Travail à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil, une modification au décret numéro 613 du 6 avril 1962 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers du bâtiment dans la région de Montréal;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 8 mai 1965;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

divided into four (4) separate groups, each having its group insurance:

Group no. 1. Public charitable institutions (hospitals) and their employees.

Group no. 2. Religious institutions and their employees; educational establishments and their employees; Roman Catholic parochial institutions and church councils, with the exception of sectons or vergers.

Group no. 3. Homes for the aged and their employees.

Group no. 4. Roman Catholic parochial institutions and church councils and their sexton or verger.

(b) Every employee is entitled to the benefits of a group insurance policy providing the following advantages: life insurance, accident and sickness insurance, medical and hospitalization expenses.

(c) Every employee with three (3) months' service or more with the same employer is eligible for his group's insurance plan. He must participate therein and maintain same throughout the duration of this decree.

(d) Every new employee should participate in his group's insurance plan upon completion of three (3) months' service with the same employer.

(e) Each month, the employer shall deduct the group insurance premium from his employees' wages.

(f) Each calendar month, the employer shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to that of his employee(s).

(g) On or before the 10th of each month, the employer must remit to the Parity Committee an amount equivalent to the total of the premiums deducted from the wages of his employee(s) for the preceding month and include his own corresponding thereto.

(h) Such group insurance plans should always be negotiated in one contract for each group of employers and their employees and be administered by the Parity Committee who is responsible for the collection of premiums and the remittance of same to the insurance company".

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

11273-o

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1210

Section "C"

Quebec, June 15, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree respecting the Construction industry and trades, Montreal region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has been petitioned to submit an amendment to decree number 613 of April 6, 1962 and amendments (Construction Industry and trades in the Montreal region) to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the petition was published in the *Quebec Official Gazette* of May 8, 1965;

WHEREAS no objection was raised against the approval of the proposed amendment;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 613, soit modifié comme suit:

Le « Syndicat de la construction de Montréal (C.S.N.) » est substitué, comme partie contractante de deuxième part, à « Le Conseil des Syndicats des métiers de la Construction de Montréal », partout où le nom de cette partie contractante est mentionné dans ledit décret et les diverses sections qui y sont annexées.

11273-0

JACQUES PRÉMONT,
Greffier du Conseil Exécutif.

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said decree number 613 be amended as follows:

"Le Conseil des Syndicats des métiers de la Construction de Montréal" is replaced by the "Syndicat de la construction de Montréal (C.S.N.)", as contracting party of the second part, wherever the name of the former contracting party is mentioned in the said decree and in the various

11273-0

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

Ministère du Travail

Department of Labour

Avis d'approbation d'amendement de règlements

Notice of amendment by-laws approval

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que, par l'arrêté en conseil numéro 1210 du 15 juin 1965, section « F », l'article 18 des règlements spéciaux du Comité conjoint de l'industrie de la construction de Québec, approuvé par l'arrêté en conseil numéro 601 (D) du 12 juin 1957, rendant obligatoires le certificat de qualification et le carnet d'apprentissage, modifié par les arrêtés en conseil numéros 1686 (C) du 2 août 1961, 214 (D) du 13 février 1962 et 2326 (B) du 2 décembre 1964, a été de nouveau amendé en y ajoutant immédiatement après la municipalité de « Clermont » les municipalités suivantes:

« Saint-Pierre et Saint-Paul de Baie Saint-Paul et la ville de Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix ».

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 26 juin 1965.

11273-0

Avis

Employés de garage
Shawinigan, Shawinigan-Sud, Grand'Mère

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue

Entre:

Ouvriers Unis des Textiles d'Amérique, section locale 390, Section Garages,
d'une part, et:

L'Union Commerciale Mauricienne Inc., Section Garagistes & Détaillants d'Essence;
d'autre part,

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions ci-après décrites:

Article 1. Définitions:

1.00. Aux fins du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ici donnée:

1.01. Le mot « salarié » désigne tout apprenti, manoeuvre, compagnon ou employé qui exécute individuellement, en équipe ou en société, du travail régi par le décret et toute personne tra-

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that section 18 of the special by-laws of the Joint Committee of the Construction Industry of Quebec (approved by Order in Council number 601 (D) of June 12, 1957, making competency certificates and apprentice booklets compulsory, amended by Orders in Council numbers 1686 (C) of August 2, 1961, 214 (D) of February 13, 1962 and 2326 (B) of December 2, 1964) has once again been amended by the addition of the following municipalities, immediately after that of "Clermont":

"Saint-Pierre and Saint-Paul de Baie Saint-Paul and the town of Baie Saint-Paul, Charleboix county". This was amended by Order in Council number 1210, section "F" of June 15, 1965.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 26, 1965.

11273-0

Notice

Garage Employees
Shawinigan, Shawinigan-South, Grand'Mère

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties hereinafter mentioned have petitioned him to make binding the collective labour agreement entered into between:

The United Textile Workers of America, local 390, arage Section
and

L'Union Commerciale Mauricienne, Inc., Section Garagistes & Détaillants d'Essence,

for the employers and employees of the Industry and trades concerned, according to the conditions outlined below:

Section 1. Definitions:

1.00. For the purpose of the decree, the following words and terms have the meaning hereafter given them:

1.01. The word "employee" designates any apprentice, labourer, journeyman or employee who performs any work governed by this decree whether alone, in a crew or in partnership. It

vaillant à salaire pour le compte d'un employeur ou d'un employeur professionnel régi par le décret.

1.02. Le mot « artisan » désigne tout salarié faisant seul, en équipe ou en société, un travail régi par le décret pour son propre compte et dans un but lucratif, soit à forfait, soit par convention verbale, écrite ou autrement. Doit être considéré comme « artisan » régi au décret, toute personne physique ou morale, société ou corporation qui, pour son propre compte, répare un ou plusieurs véhicules-moteurs, fait du travail de carrosseries, fait le réglage des moteurs ou exécute tout autre travail régi par le décret sur le ou les dits véhicules, dans un but de vente ou de spéculation. Également, toute personne qui entreprend, dans une même année, la réparation de plus d'un véhicule-moteur dans un tel but.

Tout artisan pour avoir le droit d'opérer un garage ou atelier de réparation, doit être lui-même un compagnon de classe minimale « B » ou doit avoir à son emploi au moins un compagnon de classe « B » ou « A ».

1.03. Le mot « compagnon » désigne tout salarié qui a terminé son apprentissage et obtenu le certificat de qualification requis pour pratiquer l'un des métiers de l'industrie de l'automobile régis par le décret tels que: charron, carrossier, électricien, forgeron, machiniste, mécanicien, bourrelier, dégraisseur de garnitures intérieures, peintre-soudeur, spécialiste de radiateur, spécialiste de l'alignement des roues, spécialiste du différentiel, spécialiste des freins, spécialiste du réglage du moteur, spécialiste de châssis, spécialiste de système d'échappement, vitrier, vérificateur, rembourreur, spécialiste de transmission automatique, spécialiste de suspension, etc.

1.04. Le mot « apprenti » désigne tout salarié qui apprend un des métiers régis par le décret.

1.05. Le mot « garage » désigne tout endroit où les véhicules-moteurs sont vendus, réparés, transformés, démolis, ou remisés. Sont considérés, comme garages et par conséquent assujettis au décret, tous les établissements où se fait exclusivement et autrement la réparation ou reconditionnement des moteurs, des accessoires ou pièces nécessaires à la conduite ou au perfectionnement d'un véhicule-moteur que ces accessoires ou pièces soient séparés du véhicule-moteur ou non.

1.06. Le terme « véhicule-moteur » désigne tout véhicule ou toute machine mue par une force autre que musculaire et adaptée soit à la traction, soit au transport des personnes ou des choses.

1.07. Le terme « atelier de mécanique » désigne un établissement où l'on refait, reconditionne, répare, ajuste ou travaille moteurs, transmissions et diverses autres parties ou pièces de véhicules-moteurs.

1.08. Le terme « homme de service » désigne tout salarié qui vend de l'essence ou des lubrifiants, graisse, lave ou conduit les véhicules-moteurs, fait le nettoyage ou le chauffage de l'établissement, change ou répare les pneus, change les silencieux, les amortisseurs, les courroies, les accumulateurs, les boyaux, les thermostats, les pointes, les bougies, les essuie-vitres, les lumières, les filtres, les bandes de freins et toutes autres pièces qui peuvent être ajoutées ou enlevées sans nuire au bon fonctionnement normal des véhicules-moteurs.

also designates any salaried person working for an employer or professional employer governed by the decree.

1.02. The word "artisan" designates any employee who carries out any work governed by the decree, alone, in a crew or in partnership, whether on his own account for pecuniary gain, by contract, by written or verbal agreement or otherwise. Should be considered as "artisans" any person, association or corporation who, on its own account, does body work, tune-ups, or carries out any other work governed by this decree on one or more of the said vehicles, for sale or speculation purposes. Also, any person who undertakes the repair of more than one motor vehicle with this intent in the course of the same year.

In order to have the right to operate a garage or repair shop, an artisan must himself be at least a class "B" journeyman or must have a class "B" or "A" journeyman in his employ.

1.03. The word "journeyman" designates any employee who has completed his apprenticeship and has obtained the necessary proficiency certificate for plying one of the following automobile industry trades governed in this decree: bodyman, electrician, blacksmith, machinist, mechanic, upholsterer, upholstery cleaner, painter-welder, radiator specialist, wheel alignment specialist, tune-up specialist, brake specialist, differential specialist, frame specialist, exhaust system specialist, glazier, tester, upholsterer, automatic transmission specialist, suspension specialist, etc.

1.04. The word "apprentice" designates any employee who learns one of the trades governed by the decree.

1.05. The word "garage" designates any place where motor vehicles are sold, repaired, modified demolished or stored. The following are also considered as garages and therefore subject to this decree: all establishments where motor repair and reconditioning is done exclusively or otherwise, together with improving accessories or parts necessary for driving or improving a motor vehicle, whether these accessories or parts be part of the motor vehicle or not.

1.06. The term "motor vehicle" designates any vehicle or machine whose motive power is not muscular and is adapted to the haulage or transportation of persons or things.

1.07. The term "machine shop" designates an establishment where motors, transmissions and various motor vehicle parts are reconditioned, repaired, adjusted or worked upon.

1.08. The term "serviceman" designates any employee who: sells gasoline or lubricants; lubricates, washes or drives motor vehicles; cleans the establishment and looks after its heating; changes or repairs tires; changes mufflers, shock-absorbers, belts, batteries, hoses, thermostats, contact points, spark plugs, windshield wipers, lights, filters, brake linings and all other parts which can be added to or removed from the motor vehicle without impairing its normal operation.

Le montage des postes de radio, des appareils de climatisation d'air et des interrupteurs de clignotants doit être fait par un compagnon.

1.09. Le terme « vendeur détaillant de gazoline et lubrifiants » désigne toute personne à titre de propriétaire, ou locataire ou opérateur à commission, qui exploite, seule ou en société, un débit d'essence.

1.10. Le terme « pompiste » désigne tout salarié qui travaille dans un débit ou poste d'essence.

1.11. Le terme « débit d'essence » ou « poste d'essence » désigne tout endroit fixe ou mobile où l'on vend seulement essence ou lubrifiants pour véhicules-moteurs.

1.12. Le terme « station service » désigne tout poste dans lequel: a) on vend la gazoline et les lubrifiants; b) vend, monte et répare les pneus; c) lave, nettoie, polit, lubrifie et remise les véhicules-moteurs; d) on peut donner divers services de dépannage d'urgence; e) on vend et installe des accessoires de véhicules-moteurs tels que régis par le décret.

Toutefois si une station service possède une section de mécanique ou de réparation de véhicules-moteurs, la dite station est considérée aux fins du décret, comme un garage et assujettie aux conditions de travail des garages ou ateliers de mécanique.

1.13. Le terme « accessoires de véhicules-moteurs » comprend les silencieux, les amortisseurs, les courroies, les accumulateurs, les boyaux, les thermostats, les pointes, les bougies, les essuie-vitres, les lumières, les filtres, les bandes de freins, et toutes autres pièces qui peuvent être ajoutées ou enlevées sans nuire au bon fonctionnement normal de tout véhicule-moteur.

1.14. Le mot « démolisseur » désigne toute personne qui fait la démolition ou est employé à la démolition des véhicules-moteurs dans le but de vendre ou d'emmagasiner les pièces ou d'en vendre le métal comme rebut (scrap).

1.15. Le terme « terrain de démontage » désigne tout endroit où les véhicules-moteurs ou certaines parties d'iceux sont mis en pièces dans un but de vente, d'emmagasinement, de réparation, ou sont démolis pour en vendre le métal comme rebut.

Article 2. Champ d'application:

2.00. *Champ d'application professionnel:* Le décret s'appliquera aux employeurs, aux employeurs professionnels, aux artisans et aux salariés de garages, de postes d'essence, de stations-service, d'ateliers de mécanique, de postes de lavage, de terrains de stationnement, de terrains de démontage, d'ateliers de vulcanisation, d'établissements de vente de pneus, de vente et de posage de silencieux, de postes de vente d'accessoires ou pièces et de magasins de pièces situés dans le champ d'application territorial du décret.

Exemption: Le décret ne s'appliquera pas aux établissements industriels exploitant de façon accessoire un garage, un atelier de mécanique, une station-service ou un débit d'essence, en tant qu'ils limitent exclusivement leurs services à leurs besoins et à leurs propres biens et qu'ils n'accomplissent aucun travail pour la clientèle publique.

2.01. *Champ d'application territorial:* Le décret s'appliquera aux cités de Shawinigan et Grand-Mère, à la ville de Shawinigan-Sud ainsi qu'à tout le territoire compris dans un rayon de dix (10) milles à vol d'oiseau de leurs limites.

2.02. Le terme « poste de vente d'accessoires » désigne et comprend les marchands ou garagistes qui vendent au gros et au détail des parties ou accessoires d'automobiles.]

Radio, air conditioner and flasher switch installations must be done by a journeyman.

1.09. The term "gasoline and lubricants retailer" designates any person who, as a lessee, proprietor or commissioned operator, operates a gasoline station alone or in partnership.

1.10. The word "pumpman" designates any employee who works in a gasoline station.

1.11. The term "gasoline station" designates any mobile or stationary place where only motor vehicle gasolines and lubricants are sold.

1.12. The term "service station" designates any station where: (a) Gasoline and lubricants are sold; (b) tires are sold, installed and repaired; (c) motor vehicles are washed, cleaned, polished, lubricated and stored; (d) emergency break-down service is given; (e) motor vehicle accessories, as governed by the decree, are sold and installed.

If, however a service station has a mechanical or repair department, such service station is considered, for the purpose of enforcing this decree, as a garage. It is then subject to the working conditions for garages and machine shops.

1.13. The term "motor vehicle accessories" includes: mufflers, shock absorbers, belts, batteries, hoses, thermostats, points, plugs windshield wipers, lights, filters, brake linings and all other parts which can be added to or removed from any motor vehicle without impairing its normal operation.

1.14. The word "wrecker" designates any person who demolished or is employed in demolishing motor vehicles for the purpose of selling or storing parts or selling them as scrap metal.

1.15. The term "wrecking yard" designates any place where motor vehicles or certain component part thereof are dismantled for the purpose of selling, storing, repairing or are dismantled to be sold as scrap metal.

Section 2. Jurisdiction:

2.00. *Professional jurisdiction:* The decree shall apply to employers, professional employers, artisans and employees in garages, gasoline stations, service stations, machine shops, car washes, parking lots, wrecking yards, vulcanizing shops, tire sale establishments, muffler sale and installation shops, accessory or parts outlets and parts stores located within the territorial jurisdiction of the said decree.

Exception: The decree will not cover industrial establishments operating a garage, machine shop or service station as an accessory thereto, provided that services are restricted to their own vehicles or needs and perform no work for outsiders.

2.01. *Territorial jurisdiction:* The decree will encompass the cities of Shawinigan and Grand-Mère and the town of Shawinigan-South, including and aerial radius of ten (10) miles from their limits.

2.02. The term "accessory outlets" designates and includes dealers or garagemen who sell automobile parts or accessories on a retail or wholesale basis.

Article 3. Cours de perfectionnement:

3.00. L'employeur peut exiger de tout employé qu'il assiste à des cours de perfectionnement en dehors des heures de travail, et cela sans rémunération, pourvu qu'un avis d'au moins vingt-quatre (24) heures soit donné et que tels cours n'occupent pas plus de deux (2) soirées par mois et qu'ils aient lieu dans les cités de Trois-Rivières, Shawinigan ou Grand'Mère. Cependant, pour les mécaniciens, ce maximum pourra être porté à quatre (4) soirées par mois et/ou vingt-quatre (24) par année.

Sous réserve du même avis, pourvu que l'employeur acquitte tous les frais de déplacement alors encourus et que l'employé ne subisse aucune perte quant aux gages de base qu'il aurait gagnés s'il était demeuré à son emploi habituel. L'employeur peut exiger de tout employé qu'il assiste à des cours de perfectionnement à l'extérieur de Trois-Rivières, de Shawinigan ou de Grand'Mère.

Article 4. Heures de travail:

4.00. a) Dans les garages et ateliers de mécanique, de débossage et de peinture, la journée normale sera de neuf (9) heures, entre sept (7) heures du matin et six (6) heures de l'après-midi, du lundi au vendredi inclusivement, et le samedi, entre sept (7) heures du matin et midi.

b) Pour les préposés aux pièces, les heures seront les mêmes que ci-dessus.

c) La semaine normale de travail est de quarante-neuf (49) heures.

d) Pour les préposés à la remorque, la semaine et les heures de travail sont indéterminées.

e) Les gardiens et les concierges ont une semaine normale de travail de soixante (60) heures.

f) Par entente mutuelle entre les parties, des cédules de travail pour une équipe de nuit peuvent être mises en vigueur.

4.01. Dans les postes d'essence et les stations-service, la journée sera de neuf (9) heures et la semaine normale sera de cinquante-quatre (54) heures, du lundi au dimanche inclusivement, avec une (1) journée de repos par semaine déterminée par l'employeur, à moins d'entente entre les parties.

4.02. a) Pour les garages, les ateliers de mécanique, de débossage et de peinture, les heures travaillées au-delà de la cédule mentionnée aux paragraphes 4.00 a) b) et c) seront payées salaire et demi (1½).

Cependant, tout travail commencé avant la fin de la journée normale de travail, et qui devrait être normalement complété dans les trente (30) minutes suivantes, sera rémunéré au taux régulier.

b) Pour les postes d'essence et de station-service, les heures travaillées au-delà de la cédule mentionnée au paragraphe 4.01 seront payées au taux de salaire et demi (1½).

c) Dans une semaine où sera pris un congé chômé et payé, les heures normales de tel congé seront comptées pour établir la semaine normale de travail.

4.03. Cependant, dans le cas d'un employé qui, en raison de son âge, de son état de santé, ou pour quelqu'autre raison particulière, ne peut continuer à remplir adéquatement sa tâche habituelle, les parties peuvent convenir de déroger au présent article.

Article 5. Congés:

5.00. Excepté dans les cas d'urgence, il n'y aura pas de travail les jours suivants, et les employés qui ont trois (3) mois de service continu pour le même employeur, seront payés

Section 3. Refresher courses:

3.00. An employer may request that an employee take refresher courses outside working hours and without additional pay, provided that a twenty-four (24) hour notice be given. These courses should not take up more than two (2) nights per month and be given in the cities of Trois-Rivières, Shawinigan or Grand'Mère. However, for mechanics, this maximum may be raised to four (4) nights per month and/or twenty-four (24) per year.

Contingent on the same notice, the employer may request that an employee take refresher courses outside of Trois-Rivières, Shawinigan or Grand'Mère, provided that he pay the expenses incurred and that the employee does not lose any of the regular basic wages, had he remained at work.

Section 4. Hours of work:

4.00. (a) In garages, machine, body and paint shops, the normal day is of nine (9) hours as follows: Monday to Friday inclusively, from 7:00 a.m. to 6:00 p.m.; Saturday, from 7:00 a.m. and noon.

(b) For the parts department personnel, the hours are the same as above.

(c) The regular work-week consists of forty-nine (49) hours.

(d) For men on towing service, the working hours and work-week are undetermined.

(e) Watchmen and caretakers have a 60 (sixty)-hour work-week.

(f) Work schedules for a night shift may be drawn up by mutual agreement between the parties concerned.

4.01. In gasoline stations and service stations, the work-day will be of nine (9) hours and the regular work-week of fifty-four (54) hours, Monday to Sunday inclusively, with one (1) day of rest per week assigned by the employer, unless otherwise agreed by the parties.

4.02. (a) For garages, machine, body and paint shops, hours worked over and above the schedule given in subsections 4.00 (a), (b) and (c) above will be paid at time and one half.

However, all work started before the end of the regular workday and to be completed within thirty (30) minutes will be paid at the regular rate.

(b) For gasoline stations and service stations, hours worked over and above the schedule given in subsection 4.01 above will be paid at time and one-half.

(c) When a paid holiday is observed during the week, the regular hours of this holiday will be taken into account to determine the regular work-week.

4.03. However, should an employee, because of age, health or other personal reason, be unable to adequately discharge his duties, the parties may make an exception to this section.

Section 5. Holidays:

5.00. Except for emergencies, no work is to be done on the following days and employees having three (3) months of continuous service for the same employer will be paid at their regular rate

à leur taux régulier pour l'observance de ces jours: le Premier de l'An, la Saint-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, la Noël.

Article 6. Vacances:

6.00. Tout employé, étant au service continu d'un même employeur, aura droit au premier mai de chaque année, à des vacances payées, d'après la table des calculs de paie de vacances ci-après:

Table de calcul de la paie de vacances:

Moins d'un (1) an de service: Deux pour cent (2%) du salaire gagné par l'employé pendant la période de qualification précédant le 1^{er} mai.

Un (1) an et plus: Deux pour cent (2%) du salaire gagné.

Cinq (5) ans et plus: Une (1) journée additionnelle de vacance par année de service, jusqu'à concurrence d'un maximum de deux (2) semaines de vacances.

601. La paye de vacances payable à chaque employé d'après la table des calculs de paie de vacance, devra lui être remise au commencement de la période de vacances. Les vacances de chaque employé devront être accordées entre le 1^{er} mai et le 1^{er} décembre.

6.02. Afin de faciliter les vacances des employés et de ne pas affecter le rendement de l'entreprise, l'employeur peut, au sein d'une même classification, déterminer le nombre de salariés qui peuvent prendre leurs vacances en même temps. Le choix des périodes de vacances se fera dans la première semaine de mai et par ordre d'ancienneté. Quant à la période de vacance au-delà d'une (1) semaine, elle sera prise aux jours déterminés par l'employeur, sauf entente mutuelle entre les parties.

Article 7: Garantie de travail:

7.00. Du lundi au vendredi inclusivement, tout mécanicien, peintre, aide-mécanicien, carrossier ou aide-carrossier requis de se rapporter au début d'une journée normale de travail, est assuré d'un travail minimum équivalant à huit (8) heures de travail, au taux régulier, selon les cartes de productivité; quant au samedi, ce minimum est de quatre (4) heures, le tout à la condition que l'employé accepte tout travail qui pourrait lui être confié par son employeur.

Article 8. Autres conditions de travail:

8.00. Tout employé temporairement transféré de son occupation à une autre, dont le taux de salaire est supérieur, reçoit le taux supérieur pour tout le temps travaillé dans cette occupation, à l'exception de la première journée ainsi travaillée.

8.01. Tout employé temporairement affecté de son occupation à une autre dont le taux de salaire est inférieur, continue d'être payé le taux de son occupation régulière pour la première journée ainsi travaillée.

8.02. Si un employé se rend compte qu'il est incapable de se rapporter au travail à cause d'un accident, de maladie ou de toute autre raison légitime, il avertira son employeur, si possible avant le début de sa journée de travail ou aussitôt que possible après.

8.03. En cas d'absence d'un employé pour cause de maladie ou d'accident, l'employeur peut exiger à ses frais, un examen de l'employé par un médecin choisi par consentement mutuel des parties et peut obtenir de tel médecin un rapport qui devra être accepté par les deux parties.

8.04. Tout employé, sauf les préposés à la remorque, rappelé d'urgence pour faire un travail, sera payé au taux de salaire et demi (1½) pour toutes les heures travaillées en dehors de ses heures régulières de travail et recevra un

pour l'observance de ces jours: New Year's Day, Saint-John the Baptist Day, Labour Day, Christmas Day.

Section 6. Vacations:

6.00. On May 1st of each year, any employee having been in the same employer's continuous service, will be entitled to vacations with pay, according to the following vacation-pay schedule:

Vacation-pay schedule:

Less than one (1) year's service: Two percent (2%) of wages earned during the qualifying period prior to May 1st.

One year or more: Two percent (2%) of wages earned.

Five (5) years or more: One (1) extra day for each year of additional service, up to a maximum of two (2) week' vacation.

601. Vacation-pay owing each employee according to the above schedule must be given him at the beginning of the vacation period. Vacations should be granted between May 1st and December 1st.

6.02. In order to facilitate the taking of vacations and so as to not affect the establishment's operation, the employer may determine the number of employees of the same classification who may take their vacation at the same time. The choice of vacation periods will be made during the first week of May and according to seniority. Vacation periods over one (1) week, will be taken on days determined by the employer, unless the parties have agreed otherwise.

Section 7. Work guarantee:

7.00. Monday to Friday inclusively, every mechanic, painter, mechanic's helper, bodyman, bodyman's helper requested to report for work at the start of a regular working day is assured of eight (8) hours' work at the regular rate, according to the work cards. This minimum is of four (4) hours on Saturday, provided that the employee accept all work which the employer may assign.

Section 8. Other working conditions:

8.00. Any employer who is temporarily transferred from his occupation to a better-paying one, continues to be paid at the higher rate for all the time worked at this occupation, save for the first day.

8.01. Any employer who is temporarily transferred from his occupation to a lower-paying one, continues to be paid at the rate of his regular occupation for the first day so worked.

8.02. Should an employee realize that he is unable to report for work because of an accident, sickness or any other legitimate reason, he should advise his employer before the start of the work-day or as soon as possible thereafter.

8.03. Should an employee be away from work because of illness or accident, the employer may request, at his own expense, that a doctor chosen by mutual consent of the parties, examine the employee. The doctor's report must be accepted by both parties.

8.04. Except for men on towing service, any employee who is called in to work on an emergency must be paid at time and one-half (1½) for all work performed over and above his regular working hours. He will also receive a minimum

minimum de deux (2) heures de paie à son taux régulier, pourvu qu'il accomplisse tout travail que l'employeur pourra lui assigner.

Article 9. Bien-être:

9.00. Les plans d'assurance-groupe actuellement existant devront être maintenus, avec une contribution de trente-trois et un tiers pour cent (33-1/3%) de la part de l'employeur. Il est convenu qu'au cours de la première année du présent décret, les parties se rencontreront pour discuter de toute modification qui pourra être apportée auxdits plans.

9.01. Si un employeur n'a pas de régime d'assurance-groupe en force, il doit, dans les trente (30) jours suivant la mise en vigueur du décret, établir un régime d'assurance-groupe en faveur de ses employés, moyennant une contribution de sa part de trente-trois et un tiers pour cent (33-1/3%).

Article 10. Outils et uniformes:

10.00. Le coût de l'uniforme imposé par l'employeur doit être payé à cinquante pour cent (50%) par l'employeur et à cinquante pour cent (50%) par l'employé.

10.01. Le nettoyage des salopettes sera à la charge de l'employeur. Les vêtements en question seront fournis à l'employé, à la discrétion de l'employeur, au moins une (1) fois par semaine.

10.02. L'employé engagé comme homme de métier doit fournir les outils nécessaires à l'exercice de son métier jusqu'à un pouce et quart (1 1/4) de capacité. L'employeur pourra déterminer le minimum d'outillage requis pour que l'employé puisse accomplir son travail convenablement et donner un rendement satisfaisant.

Article 11. Fidélité:

11.00. L'employé peut sortir ses outils du garage de son employeur, pour réparer sa propre voiture, mais il est strictement interdit à un employé, sous peine de mesures disciplinaires, de réparer des voitures autres que la sienne, en dehors de l'établissement de l'employeur.

Article 12. Taux de salaire minimaux et classification:

| | |
|--|--------|
| Compagnon mécanicien, carrossier et peintre, | |
| Classe 1: | \$1.83 |
| Classe 2: | 1.65 |
| Classe 3: | 1.47 |
| Sableur, | 1.10 |
| Aide Sableur, | 90¢ |
| Apprenti mécanicien, carrossier et peintre. | |
| 1ère année: | 90¢ |
| 2ième année: | 1.16 |
| 3ième année: | 1.31 |
| Préposé au service, | |
| 1ère année: | 88¢ |
| 2ième année: | 1.10 |
| 3ième année: | 1.25 |
| Préposé aux pièces, | |
| 1ère année: | 90¢ |
| 2ième année: | 1.10 |
| 3ième année: | 1.20 |
| 4ième année: | 1.35 |
| Commis classe B, | 1.35 |
| Commis classe A, | 1.45 |
| Soudeur de radiateur, | |
| Classe 1: | 1.83 |
| Classe 2: | 1.65 |
| Rebobineur, | |
| Classe 1: | 1.83 |
| Classe 2: | 1.65 |

of two (2) hours at the regular rate, provided that he perform all work assigned by the employer.

Section 9. Welfare:

9.00. The existing group insurance plans must be maintained, with the employer contributing thirty-three and one-third per cent (33-1/3%). It is agreed that during the first year of the decree, the parties will meet in order to discuss any changes to be made to the said plans.

9.01. Should an employer have no group insurance plan, he must, within thirty (30) days of the effective date of the decree, establish such a plan for his employees and contribute thirty-three and one-third percent (33-1/3%) thereto.

Section 10. Tools and uniforms:

10.00. Should an employer request a special uniform worn, he will bear fifty percent (50%) of the cost and the employee fifty percent (50%).

10.01. Employees shall bear the cost of overall laundering. These should be distributed to employees at least once a week, at the employer's discretion.

10.02. An employee who is hired as tradesman must furnish the tools necessary for carrying out his trade, up to a one and one-quarter inch (1 1/4") capacity. The employer may determine the minimum tools required so that the employee may perform his work suitably and give a satisfactory performance.

Section 11. Trustworthiness:

11.00. An employee may take his tools from his employer's garage to work on his own vehicle. However, under penalty of disciplinary measures an employee is forbidden to repair vehicles other than his own, outside of his employer's establishment.

Section 12. Minimum wage rates and classifications:

| | |
|---|--------|
| Journeyman mechanic, bodyman and painter. | |
| Class 1 | \$1.83 |
| Class 2 | 1.65 |
| Class 3 | 1.47 |
| Sander | 1.10 |
| Sander's Helper | 90¢ |
| Apprentice mechanic, bodyman and painter. | |
| First year | 90¢ |
| Second year | 1.16 |
| Third year | 1.31 |
| Serviceman. | |
| First year | 88¢ |
| Second year | 1.10 |
| Third year | 1.25 |
| Parts man. | |
| First year | 90¢ |
| Second year | 1.10 |
| Third year | 1.20 |
| Fourth year | 1.35 |
| Clerk, class B | 1.35 |
| Clerk, class A | 1.45 |
| Radiator welder. | |
| Class 1 | 1.83 |
| Class 2 | 1.65 |
| Rewinder. | |
| Class 1 | 1.83 |
| Class 2 | 1.65 |

| | |
|---|--------|
| Reconditionneur. | |
| Classe 1:..... | \$1.83 |
| Classe 2:..... | 1.65 |
| Classe 3:..... | 1.47 |
| Apprentis soudeur, rebobineur, reconditionneur. | |
| 1ère année:..... | .88¢ |
| 2ème année:..... | 1.10 |
| 3ème année:..... | 1.25 |
| Chasseur, concierge et gardien,..... | 1.00 |

Article 13. Durée:

13.00. Le décret sera valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et il le demeurera pour une période de douze (12) mois. Il se renouvellera automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai d'au moins trente (30) jours et d'au plus soixante (60) jours avant la date d'expiration dudit décret. Copie de tel avis doit également être adressée au Ministre du Travail, ainsi qu'au Comité Paritaire.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 26 juin 1965. 11273-0

Avis de modification

Employés de garages
Dolbeau, Roberval et St-Félicien

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de garages dans les régions de Roberval, St-Félicien et Dolbeau, rendue obligatoire par le décret numéro 194 (B) du 19 mars 1959 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Les mots « à l'exception des vendeurs de véhicules moteurs à commission » apparaissant à la fin du paragraphe « a » de l'article I seront biffés.

2° Le paragraphe « d » de l'article I sera biffé.

3° Les mots « et les autos-neige ou ski-mobiles » seront ajoutés à la fin de la première phrase du paragraphe « e » de l'article I.

4° L'alinéa suivant sera ajouté au paragraphe « j » de l'article I:

« Toutefois, si une station-service possède une section de mécanique ou de réparation de véhicules à moteur, ladite section est considéré, aux fins du présent décret, comme un garage et est assujettie aux conditions de travail des garages ou ateliers de mécanique et plus spécialement aux dispositions de l'article XII concernant l'apprentissage. »

| | |
|---|--------|
| Reconditionner. | |
| Class 1..... | \$1.83 |
| Class 2..... | 1.65 |
| Class 3..... | 1.47 |
| Apprentice welder, rewinder, reconditioner. | |
| First year..... | 88¢ |
| Second year..... | 1.10 |
| Third year..... | 1.25 |
| Messenger, watchman and caretaker..... | 1.00 |

Section 13. Term:

13.00. The decree will be valid from the date of its publication on the *Quebec Official Gazette* and will so remain for a period of twelve (12) months. It automatically renews itself from year to year thereafter unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary no less than thirty (30) and no more than sixty (60) days before the said decree's expiry date. Copy of this notice must also be forwarded to the Minister of Labour as well as to the Parity Committee.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, June 26, 1965. 11273-0

Notice of amendment

Garage employees
Dolbeau, Roberval and Saint-Félicien

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting Garage Employees in the Dolbeau, Roberval and Saint-Félicien regions made binding by decree number 194(B) of March 19, 1959 and amendments, have petitioned him to submit the following amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

1. The words "with the exception of motor vehicle salesmen paid on a commission basis" will be deleted from subsection "a", section I.

2. Subsection "d" of section I is deleted.

3. The words "snowmobiles or skimobiles" will be added at the end of the first sentence in subsection "e", section I.

4. The following paragraph will be added to subsection "j", section I:

"However, for the purpose of this decree, should a service station have a mechanical or motor vehicle repair department, the said section is considered as a garage. It is then subject to the working conditions for garages or machine shops and especially to the provisions of section XII dealing with apprenticeship."

5° Le paragraphe 1° de l'article IV sera remplacé par le suivant:

« IV. *Durée du travail:* 1° Dans les garages et dans les ateliers de mécanique: a) La semaine normale de travail pour tous les salariés est de quarante-six heures et demie (46½). La répartition des heures de travail est la suivante: du lundi au vendredi inclusivement le travail commence à 8.30 heures a.m. et se termine à 6 heures p.m., avec une interruption d'une (1) heure pour le repas du midi. Le samedi, le travail commence à 8 heures a.m. et se termine à 12.00 heures (midi).

b) Une (1) heure par semaine au taux normal est aussi allouée pour terminer certains travaux à finir chaque jour.

c) Le gardien de nuit, dont le travail consiste à protéger la propriété de l'employeur, à chauffer et à nettoyer l'établissement, fait les heures de travail prévues à l'ordonnance numéro 4 de la Commission du Salaire Minimum.

d) *Conducteur de remorqueuse:* La semaine normale de travail pour le conducteur de remorqueuse est la même que celle qui est mentionnée au présent article. Pour toute sortie en plus de quarante-six heures et demie (46½), le salaire horaire normal est applicable mais avec un minimum de \$2.00 par sortie. »

6° Le paragraphe « b » de l'article V sera remplacé par le suivant:

« b) Sauf pour les gardiens de nuit, tout travail accompli entre minuit et 8.30 heures du matin doit être rémunéré au taux de salaire double. »

7° L'article VII sera remplacé par le suivant:

« VII. *Jours fériés:* Les jours fériés sont les suivants: tous les dimanches, le jour de l'An, le 2 janvier, le lundi de Pâques, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, Noël et le 26 décembre. Ces jours doivent être observés comme jours de congé et aucun salarié ne doit être requis de travailler ces jours-là, sauf en cas d'urgence. Tout salarié qui travaille pendant l'un de ces jours doit être payé au taux de salaire double. »

8° L'article VIII sera remplacé par le suivant:

« VIII. *Jours fériés et payés:* a) Tous les salariés doivent recevoir la rémunération d'une journée de huit heures et demie (8½) au taux régulier de leur occupation à l'occasion du 2 janvier, du lundi de Pâques, de la Saint-Jean-Baptiste, de la Confédération, de la Fête du travail et du 26 décembre. Si l'une de ces fêtes tombe un samedi ou un dimanche, le lundi suivant doit être considéré fête chômée et payée. En 1967, Noël sera ajouté aux jours fériés et payés, ce qui portera à sept (7) le nombre de fêtes chômées et payées.

b) Toutefois, pour bénéficier de ces fêtes chômées et payées, il faut que le salarié ait travaillé la veille et le lendemain à moins d'avoir obtenu une permission d'absence de son gérant de service ou du gérant général, ou avoir une raison valable (maladie, deuil, état des routes, etc.).

c) Si un jour férié et payé survient pendant la période de vacances d'un salarié, ce ou ces jours lui seront remis au taux régulier par un ou des congés additionnels ou lui seront payés au taux régulier après entente avec le salarié. »

9° L'article X sera remplacé par le suivant:

« X. *Vacances:* a) Le salarié qui n'a pas au 1er mai de chaque année un (1) an de service pour l'employeur a droit à autant de demi-journées de congé payé qu'il a travaillé de mois

5. Subsection 1 of section IV will be superseded by the following:

“IV. *Hours of work:* 1. In garages and machine shops: (a) For all employees, the regular work week is of forty-six and one-half (46½) hours. The working hours distribution is as follows: Monday to Friday inclusive: 8:30 o'clock a.m. to 6:00 o'clock p.m., with one hour off for the noon meal; Saturday: 8:00 o'clock a.m. to noon.

(b) An allowance of one (1) hour per week at the regular rate is made in order to complete certain work to be finished daily.

(c) Night watchmen work the hours provided for in ordinance number 4 of the Minimum Wage Commission. Their work consists in protecting the employer's property and in cleaning and heating the establishment.

(d) *Tow truck drivers:* Their regular work week is the same as that mentioned in this section. The regular hourly rate applies for all calls over forty-six and one-half (46½) hours, with a \$2.00 minimum for each call.”

6. Subsection “b”, section V will be superseded by the following:

“(b) Except for night watchmen, all work performed between midnight and 8:30 o'clock a.m. must be paid at double time.”

7. Section VII will be superseded by the following:

“VII. *Holidays:* They are as follows: Sundays, New Year's Day, January 2, Easter Monday, Saint John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Christmas Day and December 26. These days must be observed as holidays and no employee can be requested to work thereon, except in an emergency. Any employee working on any one of these days must be paid at double time.”

8. Section VIII will be superseded by the following:

“VIII. *Holidays with pay:* (a) All employees shall receive eight and one-half (8½) hours' pay at the regular rate for their occupation on: January 2, Easter Monday, Saint John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day and December 26. Should one of these holidays fall on a Sunday or a Saturday, the following Monday will be considered as a holiday with pay. In 1967, Christmas Day will be added to the list of holidays with pay, bringing the number of these to seven (7).

(b) However, to be entitled to these holidays with pay, employees must work the day before and the day after such holidays unless he has received permission for his absence from his service manager or general manager or have a valid reason (illness, mourning, road conditions, etc.).

(c) Should a holiday with pay occur during an employee's vacation period, he will either receive an additional day's pay or an additional day off for each such case, at his choice.”

9. Section X will be superseded by the following:

“X. *Vacations:* (a) As of May 1st of each year, an employee who does not have one (1) year of continuous service with an employer is entitled to one half-day's holiday with pay for each

entiers. La rémunération de vacances est calculée à raison de 2% du salaire gagné au 1er mai.

b) Le salarié qui, au 1er mai de chaque année, a un (1) an de service continu pour son employeur a droit à une semaine de vacances payées. La rémunération sera calculée à raison de 2% du salaire gagné entre le 1er mai de l'année précédente et le 30 avril de l'année courante où il a acquis le droit aux vacances.

c) Les employés qui ont deux ans de service pour un même employeur ont droit à une semaine de vacances plus un jour. Ils ont droit à une journée additionnelle de vacances pour chaque année de service en plus de deux ans jusqu'à concurrence de deux semaines de vacances après cinq ans de service.

d) Le salarié qui a deux ans de service continu a droit à une rémunération de vacances équivalente à 2½% de son salaire gagné entre le 1er mai de l'année précédente et le 30 avril de l'année courante où il a acquis le droit aux vacances; il a droit à une rémunération de vacances de 3% s'il a trois ans de service, de 3½% s'il a quatre ans de service et de 4% s'il a cinq ans de service.

e) Le salarié qui, au 1er mai de chaque année, a complété quinze (15) années de service continu pour le même employeur, a droit à trois (3) semaines de vacances payées. La rémunération totale des vacances sera de 6% du salaire gagné entre le 1er mai de l'année précédente et le 30 avril de l'année courante où il a acquis le droit aux vacances.

f) La première semaine de vacances doit être donnée entre le 1er mai et le 1er novembre de l'année courante, au temps déterminé par l'employeur, au cours du mois d'avril, et cela, après consultation avec le salarié concerné, tout en tenant compte de l'ancienneté de chacun. Il peut y avoir un changement, si l'employeur et le salarié sont d'accord.

g) L'allocation de congé doit être payée au salarié lorsqu'il part en congé ou au moment de son départ, s'il est mis à pied ou est congédié.

h) Un salarié victime d'un accident ou d'une maladie et non guéri avant le début de la période choisie pour son congé, pourra le prendre à une autre date, après entente avec l'employeur.

i) Le salarié a le droit de connaître par écrit au moins quinze (15) jours à l'avance, la période de son congé.

j) *Congé obligatoire*: Il est interdit à l'employeur de remplacer par une indemnité compensatrice le congé prescrit par le décret.

k) *Résiliation du contrat de travail*: Lors de la résiliation de son contrat de travail, le salarié recevra l'allocation payable pour tels congés décrits dans le présent article et accumulés depuis le 1er mai précédent. »

10° L'article X-A suivant sera ajouté:

« X-A. *Absence pour devoirs sociaux*: Tout salarié peut bénéficier de son plein salaire pour les heures régulières de travail des jours ouvrables qu'il perd dans les cas suivants: deux (2) jours, lors du décès du père, de la mère, de l'épouse, d'un enfant, à condition qu'il s'agisse de jours ouvrables survenus entre le décès et les funérailles. Si le décès survient pendant la période de vacances du salarié, la présente clause ne s'applique pas. »

11° L'article XI sera remplacé par le suivant:

« XI. *Taux de salaire minimaux*: Les taux minimaux de salaire sont les suivants:

month worked. Vacation pay is computed at 2% of wages earned up to May 1.

(b) As of May 1 of each year, an employee who has one (1) year of continuous service with his employer is entitled to one week's vacation with pay. Vacation pay will be computed at 2% of wages earned between the preceding May 1 and April 30 of the current year, when the right to vacations was acquired.

(c) Employees having two years' service with the same employer are entitled to one week's vacation plus a day. They are entitled to one extra day for each year of service after two years up to a maximum of two week's vacation after five years' service.

(d) An employee having two years of continuous service is entitled to a vacation pay equivalent to 2½% of the wages earned between May 1 of the preceding year and April 30 of the current year, when the right to vacations was acquired. He is entitled to a 3% vacation pay if he has three years' service, 3½% if he has four years and 4% if he has five years' service.

(e) As of May 1 of each year, an employee who has completed fifteen (15) years' continuous service with the same employer is entitled to three (3) weeks' vacation with pay. Total vacation pay will be 6% of wages earned between May 1 of the preceding year and April 30 of the current year when he has acquired the right to vacations.

(f) The first week's vacation must be given between May 1 and November 1 of the current year. The employer determines the vacation periods during April, after consulting the employee and taking each one's seniority into account. Changes may be made if the employer and employee agree thereon.

(g) Vacation pay must be given an employee before his leaving on vacation or upon separation should he be laid off or dismissed.

(h) If on account of an accident or illness an employee has not returned to work before his chosen vacation period, vacations may be taken at another time, after agreement with the employer.

(i) An employee should be advised of his vacation period at least fifteen (15) days in advance.

(j) *Compulsory vacation*: An employer is forbidden to replace a vacation period laid down in this decree by a monetary compensation.

(k) *Termination of work contract*: Should his work contract be terminated, an employee shall receive an allowance for the vacations outlined in this section and accumulated since the preceding May 1."

10. The following section X-A will be added:

"X-A. *Leave for social obligations*: Every employee is entitled to his full salary for the regular hours of working days lost in the following instances: two (2) days in the event of death of his father, mother, spouse or child, provided that the days between the time of death and the obsequies are working days. Should the death occur during an employee's vacation period, this clause does not apply."

11. Section XI will be superseded by the following:

"XI. *Minimum wage rates*: Minimum wage rates are as follows:

| | <i>Taux horaires</i> <i>Hourly rates</i> | | |
|--|---|---------|---------|
| | <i>11 fév. 11 fév.</i> <i>Feb. 11, Feb. 11,</i> | | |
| | <i>1966 1967</i> | | |
| Compagnons mécanicien, machiniste, vulcanisateur, aligneur de roues, peintre, carrossier, soudeur: — Journeyman, mechanic, machinist, vulcaniser, wheel aligner, painter, bodyman, welder: | | | |
| Classe « A » — Class "A"..... | \$2.05 | \$2.10 | \$2.15 |
| Classe « B » — Class "B"..... | 1.92 | 1.97 | 2.02 |
| Classe « C » — Class "C"..... | 1.77 | 1.82 | 1.87 |
| Les classes ci-haut mentionnées sont déterminées par les certificats de qualification ou de classification émis par le comité paritaire — The classes listed above are determined by competency or classification certificates issued by the Parity Committee. | | | |
| Apprenti mécanicien, machiniste, vulcanisateur, graisseur, aligneur de roues, peintre, carrossier, soudeur: — Apprentice mechanic, machinist, vulcaniser, greaser, wheel aligner, painter, bodyman, welder: | | | |
| 1er semestre — First six months..... | \$1.15 | \$1.20 | \$1.25 |
| 2e semestre — Second six months..... | 1.24 | 1.29 | 1.34 |
| 2e année — Second year..... | 1.30 | 1.35 | 1.40 |
| 3e année — Third year..... | 1.43 | 1.48 | 1.53 |
| 4e année — Fourth year..... | 1.56 | 1.61 | 1.76 |
| Homme de service — Service man..... | 1.66 | 1.71 | 1.76 |
| | <i>Salaire hebdomadaire</i> <i>Weekly salary</i> | | |
| Préposé aux pièces: — Parts man: | | | |
| 1ère année — First year..... | \$40.72 | \$43.04 | \$45.36 |
| 2e année — Second year..... | 45.72 | 48.04 | 50.36 |
| 3e année — Third year..... | 50.72 | 53.04 | 55.36 |
| 4e année — Fourth year..... | 55.72 | 58.04 | 60.36 |
| 5e année — Fifth year..... | 60.72 | 63.04 | 65.36 |
| 6e année — Sixth year..... | 65.72 | 68.04 | 70.36 |
| Gérant de service, gérant de pièces, gérant des ventes — Service manager, parts manager and sales manager..... | 78.22 | 80.54 | 82.86 |
| Assistant-gérant — Assistant-manager..... | 75.72 | 78.04 | 80.36 |
| Commissionnaire — Messenger: | | | |
| Embauchage jusqu'à 3 mois — Hiring, up to 3 months..... | 25.00 | | |
| Après 3 mois — After 3 months..... | 28.00 | | |
| Après 1 an — After one year..... | 30.00 | | |

Après deux (2) ans, il est considéré comme apprenti ou comme préposé aux pièces, 1ère année.

Dispositions spéciales: a) Lorsqu'un salarié régi par le présent décret, doit s'absenter de son travail, par suite d'un accident de travail survenu le même jour, pour recevoir des traitements, il a droit à sa rémunération pour le solde des heures régulières de travail, mais jusqu'à concurrence d'une demi-journée (1/2) seulement en autant que sa blessure ou son traitement justifie son absence pour le reste de sa demi-journée (1/2) de travail.

b) Il est interdit en convenant d'un salaire plus élevé que celui fixé par le présent décret, de stipuler que le supplément peut servir à acquitter tout montant dû par l'employeur pour du travail supplémentaire.

12° L'article XVI sera remplacé par le suivant:

« XVI. *Durée du décret:* Le décret demeure en vigueur jusqu'au 11 février 1968. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 26 juin 1965.

11273-0

After two (2) years, he is considered as an apprentice or as a first-year parts man.

Special provisions: (a) Should an employee governed by this decree be absent from work in order to receive treatment as a result of an accident incurred on the same day, he is entitled to the balance of the regular work hours up to a maximum of one half-day (1/2) only provided that his injury or treatment justifies his absence for the remainder of his half day's (1/2) work.

(b) When agreement is reached on a salary above that of this decree, it is forbidden for the employer to stipulate that the differential be used to pay off an amount which the employer may owe an employee for overtime.

12. Section XVI will be superseded by the following:

“XVI. *Term of the decree:* The decree remains in force until February 11, 1968.”

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 26, 1965.

11278-0

Avis de modification

Industrie du meuble — Province de Québec

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (R.S.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du meuble dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 505 du 7 mai 1952 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° L'énumération des parties contractantes sera remplacée par la suivante:

« D'UNE PART:

L'Association des Manufacturiers de Meubles de la Province de Québec Incorporée;

Et, D'AUTRE PART:

La Fédération des Travailleurs du Bois ouvré du Canada; l'Union Internationale des Rembourseurs de l'Amérique du Nord; »

2° L'article I sera remplacé par le suivant:

« I. *Champ d'application*: Le champ d'application territorial du décret comprend toute la province de Québec. Pour les fins d'application du décret, ce champ d'application est divisé en trois (3) zones, de la façon suivante:

Zone I: L'île de Montréal et le territoire de toute municipalité comprise en tout ou en partie dans un rayon de quinze (15) milles à vol d'oiseau d'un point situé au croisement du boulevard Décarie et de la rue Jean-Talon et, sans restreindre la généralité des termes qui précèdent, les territoires des municipalités suivantes: Ste-Thérèse-de-Blainville, St-Lin, Terrebonne, St-Bruno, St-Philippe de Laprairie, Maple Grove et St-Mathieu de Laprairie.

Zone II: La province de Québec, à l'exception des territoires des zones I et III.

Zone III: Les municipalités de la province ayant moins de 3,000 âmes au dernier recensement du Canada, pourvu que les établissements situés dans la présente zone n'emploient pas plus de trente (30) ouvriers. »

3° L'article II sera remplacé par le suivant:

« II. *Champ d'application industriel*: Le champ d'application industriel du décret comprend la fabrication, y compris la réparation de tout ameublement de maison ou tout ameublement commercial, accessoires et composants, faits de bois ou composés de bois et de toute autre substance ainsi que l'assemblage, le posage et l'installation de tout ameublement tel que susdit, préfabriqué à l'usine et même si ensuite il devient immeuble par destination, à l'exception des meubles faits exclusivement de métal, en particulier:

a) Tout ameublement de salle à dîner, incluant cabinets à argenterie, cabinets de coin, chaises, tables, tables à extension, tables à service, wagnonnets à thé, faits de bois ou composés de bois et de toute autre substance.

b) Tout ameublement de chambre à coucher, incluant lits en bois, lits pliants, lits d'enfants, bureaux, coiffeuses, chiffonniers, commodes, coffres, costumiers, tables de toilette, tables de nuit, chaises, garde-robes et toute combinaison des articles ci-dessus, faits de bois ou composés de bois et de toute autre substance.

c) Tout ameublement de cuisine et de salle à déjeuner, incluant buffets, cabinets, bases, chai-

Notice of amendment

Furniture Industry — Province of Quebec

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapitre 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Furniture Industry in the Province of Quebec made binding by decree number 505 of May 7, 1952 and amendments have petitioned him to submit the following amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

1. The list of contracting parties will be superseded by the following:

« *L'Association des Manufacturiers de Meubles de la Province de Québec Incorporée;*

and,

La Fédération des Travailleurs du Bois ouvré du Canada; the Upholsterers' International Union of North America; »

2. Section I will be replaced by the following:

« I. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the decree comprises the entire province of Quebec. For the purposes of enforcement of the decree, such jurisdiction is divided into three (3) zones, as follows:

Zone I: The Island of Montreal and the area of any municipality included in whole or in part within a radius of fifteen (15) miles (bird's eye view) from a point situated at the intersection of Décarie Boulevard and Jean-Talon Street and, without limiting the generality of the foregoing, the territory of the following municipalities: Ste-Thérèse-de-Blainville, St-Lin, Terrebonne, St-Bruno, St-Philippe de Laprairie, Maple Grove and St-Mathieu de Laprairie.

Zone II: The Province of Quebec, with the exception of the areas comprised in zones I and III.

Zone III: The municipalities of the Province having less than 3,000 souls according to the last census of Canada, provided the establishments located in this zone do not employ more than thirty (30) workmen. »

3. Section II will be replaced by the following:

« II. *Industrial jurisdiction*: The industrial jurisdiction of the decree comprises the manufacturing and the repairing of all household furniture and commercial furniture, accessory and component parts, made of wood or combination of wood and any other material and in like manner the assembling, the putting up and installation of any furniture as aforesaid, prefabricated at the plant and even if subsequently it becomes immoveable by its destination, excepting all metal furniture, as follows:

(a) All dining room furniture, including silverware cabinets, corner cupboards, chairs, tables, extension tables, serving tables, tea wagons, made of wood or combination of wood and any other material.

(b) All bedroom furniture, including wooden beds, folding beds, children's beds, cots and cribs, dressers, chiffonniers, vanities, chest of drawers, chests, costumers, dressing tables, night tables, commodes, benches, chairs, wardrobes and any combination of the above articles, made of wood or combination of wood and any other material.

(c) All kitchen and breakfast room furniture, including buffets, cabinets, bases, chairs, cup-

ses, armoires et armoires préfabriquées, petits bancs, tabourets, escabeaux, planches à repasser, tables, faits de bois ou composés de bois et de toute autre substance.

d) Tout ameublement de maison non énuméré dans les paragraphes « a », « b » et « c », incluant bancs, bibliothèques et étagères, chaises, bureaux et secrétaires, nouveautés et cadeaux, fougères, étagères à magazines, piédestaux, étagères à livres, jardinières, porte-parapluies, tabagies et les tables de tous genres, cabinets à liqueurs, cabinets de téléphone, cabinets de couture, cabinets de machine à coudre, bacinets de fumeurs, cabinets de mur, cabinets de coin, cabinets de radio, cabinets de télévision, cabinets de musique, cabinets pour gramophone, cabinets pour disques, pianos, orgues de maison et harmoniums, faits de bois ou composés de bois et de toute autre substance.

e) Tout ameublement de bureau, incluant cabinets, armoires, chaises, pupitres, tables, patères, paniers à papier, plateaux, bibliothèques, étagères, faits de bois ou composés de bois et de toute autre substance.

f) Tout ameublement d'école, incluant pupitres, chaises, chaises pliantes, tables, bibliothèques, étagères, ameublement de laboratoire, de salles de science domestique, d'entraînement manuel, meubles, faits de bois ou composés de bois et de toute autre substance.

g) Tous bancs, chaises ou tables pour pelouses, parcs, porches, balançoires et tout meuble d'été, faits de bois ou composés de bois et de toute autre substance.

h) Tous meubles divers, incluant meubles pour enfants, tables et chaises et parcs d'amusement pour enfants, paniers à linge, pharmacies, lampes, cendriers, fumoirs, bibliothèques et étagères, coffres de cèdre, charpentiers de « chesterfield », de sets de studio ou de tous les articles rembourrés, pièces de meubles entièrement ou partiellement fabriqués spécialement pour l'assemblage d'un article d'ameublement, faits de bois ou composés de bois et de toute autre substance.

i) Tout ameublement préfabriqué fait de bois ou composés de bois et de toute autre substance, pour églises, hôpitaux, hôtels, salles publiques, clubs, restaurants, tavernes, maisons et magasins, incluant tout article énuméré dans les paragraphes précédents.

L'énumération des articles ci-haut est énonciative et non limitative.

4° L'article III sera remplacé par le suivant :

« III. *Taux de salaires*: Les taux minima de salaires des salariés, y compris les membres du personnel féminin, travaillant à la fabrication ou réparation des meubles ou autres articles inclus dans la juridiction industrielle du présent décret, y compris ceux travaillant à l'assemblage, posage et installation de meubles préfabriqués à l'usine, de même que ceux des chauffeurs de bouilloires, des gardiens-chauffeurs de bouilloires, des mécaniciens de machines fixes, des gardiens, des personnes principalement préposées à l'expédition, des préposés au transport, des préposés à l'entretien ou à la réparation des machines et immeubles sont les suivants :

Zone I

a) À compter du jour de la publication des amendements au présent décret dans la *Gazette Officielle de Québec*, le salaire moyen ne doit pas être inférieur à \$1.45 l'heure pour la première année du décret et \$1.50 l'heure pour la deuxième année et les années subséquentes au cas de renouvellement.

boards and prefabricated cupboards, stools stepladders, ironing boards, tables, made of wood or combination of wood and any other material.

(d) All household furniture not enumerated in subsections "a", "b" and "c", including benches, bookcases and bookracks, chairs, desks and secretaries, novelty and gift furniture, ferneries, magazine racks, pedestals, book stands, flower stands, umbrella stands, smokers' sets and tables of all descriptions, cellarets, telephone cabinets, sewing cabinets, sewing machine cabinets, smokers' cabinets, wall cabinets, corner cabinets, radio cabinets, television cabinets, music cabinets, gramophone cabinets, record cabinets, pianos, house organs and harmoniums, made of wood or combination of wood and any other material.

(e) All office furniture, including cabinets, cupboards, chairs, desks, tables, coat and hat racks, waste paper baskets, trays, bookcases, stands, made of wood or combination of wood and any other material.

(f) All school furniture, including desks, chairs, folding chairs, tables, bookcases, stands, laboratory, domestic science, manual training, furniture, made of wood or combination of wood and any other material.

(g) All lawn, porch, park and summer furniture, including chairs, swings, tables, benches, made of wood or combination of wood and any other material.

(h) All miscellaneous furniture, including juvenile furniture, tables, chairs and play pens, hampers, medicine chests, lamps, wooden ash stands and smokers, bookcases and stands, cedar chests, frames of chesterfields, studio sets and all other upholstered articles, furniture parts, manufactured specifically for incorporating into an article of furniture, made of wood or combination of wood and any other material.

(i) All prefabricated furniture made of wood or combination of wood and any other material, for churches, hospitals, hotels, public halls, clubs, restaurants, taverns, houses and stores, including all articles enumerated in the preceding paragraphs.

The foregoing enumeration is enunciative and not limitative."

4. Section III will be replaced by the following:

"III. *Wage rates*: The minimum wage rates of employees, including those of the female staff, working at the manufacturing or repairing of furniture or other articles included in the industrial jurisdiction of the present decree, including those working at the assembling, putting up and installation of furniture prefabricated at the plant, and those of firemen, watchmen firemen, stationary enginemen, watchmen and persons whose work principally concerns shipping, transportation and maintenance or repair of machines and buildings, shall be as follows:

Zone I

(a) From the day of the publication of the amendments to this decree in the *Quebec Official Gazette*, the average wage rate shall not be less than \$1.45 per hour for the first year of the decree and \$1.50 per hour for the second year and subsequent years in case of renewal.

b) Aux fins de calcul de la moyenne, le total des salaires gagnés par tous les salariés assujettis au décret (primes pour temps supplémentaire et les salaires et bénéfices marginaux des contremaîtres et de toute personne occupant une position supérieure à celle de contremaître étant exclus, mais incluant les bénéfices marginaux suivants: les montants payés par l'employeur pour l'assurance-groupe, assurance-maladie, fonds de pension quels qu'ils soient, vacances, fêtes et congés chômés et payés (obligatoires ou additionnels) est divisé par le total des heures travaillées.

Aux fins d'application des présentes, le mot « contremaître » signifie une personne dont la fonction est de surveiller ou diriger un ou plusieurs salariés, et qui habituellement ne travaille pas à la production.

Les salaires minima sont établis et doivent être payés indépendamment de tout temps supplémentaire, bénéfice, boni ou prime quelconque, comme suit:

| | <i>L'heure</i> |
|--|----------------|
| Premier trimestre..... | \$0.97 |
| Deuxième trimestre..... | 1.02 |
| Après le 1er semestre..... | 1.08 |
| Après un (1) an..... | 1.14 |
| Après deux (2) ans..... | 1.19 |
| Étudiants pendant leur période de vacances du 1er mai au 30 septembre de chaque année..... | 0.87 |

Les salaires minima suivants s'appliquent aux gardiens seulement:

| | <i>L'heure</i> |
|----------------------|----------------|
| Première année..... | \$1.01 |
| Après un (1) an..... | 1.06 |

Zone II

a) À compter du jour de la publication des amendements au présent décret dans la *Gazette Officielle de Québec*, le salaire moyen ne doit pas être inférieur à \$1.35 l'heure pour la première année du décret et \$1.40 l'heure pour la deuxième année et les années subséquentes au cas de renouvellement.

b) Aux fins de calcul de la moyenne, le total des salaires gagnés par tous les salariés assujettis au décret (primes pour temps supplémentaire et les salaires et bénéfices marginaux des contremaîtres et de toute personne occupant une position supérieure à celle de contremaître étant exclus, mais incluant les bénéfices marginaux suivants: les montants payés par l'employeur pour l'assurance-groupe, assurance-maladie, fonds de pension quels qu'ils soient, vacances, fêtes et congés chômés et payés (obligatoires ou additionnels) est divisé par le total des heures travaillées.

Aux fins d'application des présentes, le mot « contremaître » signifie une personne dont la fonction est de surveiller ou diriger un ou plusieurs salariés, et qui habituellement ne travaille pas à la production.

Les salaires minima sont établis et doivent être payés indépendamment de tout temps supplémentaire, bénéfice, boni ou prime quelconque, comme suit:

| | <i>L'heure</i> |
|--|----------------|
| Premier trimestre..... | \$0.92 |
| Deuxième trimestre..... | 0.96 |
| Après le 1er semestre..... | 1.01 |
| Après un (1) an..... | 1.06 |
| Après deux (2) ans..... | 1.10 |
| Étudiants pendant leur période de vacances du 1er mai au 30 septembre de chaque année..... | 0.82 |

(b) For the purpose of computing the average, the total wages earned by all employees regulated by the decree (overtime premiums and the wages and fringe benefits of foremen and of any other person holding a position above the rank of foreman being excluded, but including the following fringe benefits: the sums paid by the employer for group-insurance, sickness-insurance, pension funds of whatsoever nature, vacation, holidays and statutory holidays with pay (obligatory or additional)) shall be divided by the total hours worked.

For the purpose of this decree, the word "foreman" means a person whose duty is to supervise or manage one or several employees, and who habitually does not work at the production.

The minimum wages are established and shall be paid irrespective of any overtime, benefit, bonus or premium of whatsoever nature, as follows:

| | <i>Per hour</i> |
|--------------------------|-----------------|
| First three months..... | \$0.97 |
| Second three months..... | 1.02 |
| After six months..... | 1.08 |
| After one (1) year..... | 1.14 |
| After two (2) years..... | 1.19 |

Students during their vacation period from May 1 to September 30 of each year... 0.87

The following minimum rates apply to watchmen only:

| | <i>Per hour</i> |
|-------------------------|-----------------|
| First year..... | \$1.01 |
| After one (1) year..... | 1.06 |

Zone II

(a) From the day of the publication of the amendments to this decree in the *Quebec Official Gazette*, the average wage rate shall not be less than \$1.35 per hour for the first year of the decree and \$1.40 per hour for the second year and subsequent years in case of renewal.

(b) For the purpose of computing the average, the total wages earned by all employees regulated by the decree (overtime premiums and the wages and fringe benefits of foremen and of any other person holding a position above the rank of foreman being excluded, but including the following fringe benefits: the sums paid by the employer for group-insurance, sickness-insurance, pension funds of whatsoever nature, vacation, holidays and statutory holidays with pay (obligatory or additional)) shall be divided by the total hours worked.

For the purpose of this decree, the word "foreman" means a person whose duty is to supervise or manage one or several employees, and who habitually does not work at the production.

The minimum wages are established and shall be paid irrespective of any overtime, benefit, bonus or premium of whatsoever nature, as follows:

| | <i>Per hour</i> |
|--------------------------|-----------------|
| First three months..... | \$0.92 |
| Second three months..... | 0.96 |
| After six months..... | 1.01 |
| After one (1) year..... | 1.06 |
| After two (2) years..... | 1.10 |

Students during their vacation period from May 1 to September 30 of each year. 0.82

Les salaires minima suivants s'appliquent aux gardiens seulement:

| | <i>L'heure</i> |
|----------------------|----------------|
| Première année..... | \$0.96 |
| Après un (1) an..... | 1.01 |

Zone III

a) À compter du jour de la publication des amendements au présent décret dans la *Gazette officielle de Québec*, le salaire moyen ne doit pas être inférieur à \$1.25 l'heure pour la première année du décret et \$1.30 l'heure pour la deuxième année et les années subséquentes au cas de renouvellement.

b) Aux fins de calcul de la moyenne, le total des salaires gagnés par tous les salariés assujettis au décret (primes pour temps supplémentaire et les salaires et bénéfices marginaux des contremaîtres et de toute personne occupant une position supérieure à celle de contremaître étant exclus, mais incluant les bénéfices marginaux suivants: les montants payés par l'employeur pour l'assurance-groupe, assurance-maladie, fonds de pension quels qu'ils soient, vacances, fêtes et congés chômés et payés (obligatoires ou additionnels) est divisé par le total des heures travaillées.

Aux fins d'application des présentes, le mot « contremaître » signifie une personne dont la fonction est de surveiller ou diriger un ou plusieurs salariés, et qui habituellement ne travaille pas à la production.

Les salaires minima sont établis et doivent être payés indépendamment de tout temps supplémentaire, bénéfice, boni ou prime quelconque, comme suit:

| | <i>L'heure</i> |
|--|----------------|
| Premier trimestre..... | \$0.87 |
| Deuxième trimestre..... | 0.90 |
| Après le 1er semestre..... | 0.94 |
| Après un (1) an..... | 0.98 |
| Après deux (2) ans..... | 1.01 |
| Étudiants pendant leur période de vacances du 1 mai au 30 septembre de chaque année..... | 0.77 |

Les salaires minima suivants s'appliquent aux gardiens seulement:

| | |
|----------------------|--------|
| Première année..... | \$0.89 |
| Après un (1) an..... | 0.93 |

La durée de service dans l'industrie du meuble en général doit déterminer les taux minima ci-dessus pour fins d'application immédiate.

Les augmentations de salaires que tout employeur doit accorder pour atteindre la moyenne de sa zone, doivent être réparties également, d'une manière uniforme, parmi tous les salariés.

Si pendant la durée du présent décret, le Comité paritaire de l'industrie du Meuble fait des réclamations de salaires parce que la moyenne minimum n'a pas été observée, les sommes perçues doivent être distribuées par le Comité paritaire à tous les salariés rapportés durant cette période, proportionnellement aux heures de travail accomplies durant ladite période.

Pour fins de calcul de la moyenne des salaires prévue au présent article, tous salaires du ou des propriétaires des industries soumises aux dispositions du présent décret, et dans le cas d'une compagnie limitée ou incorporée, tous salaires des membres du conseil d'administration et officiers de la compagnie ne peuvent être compris dans la computation d'une moyenne.»

The following minimum rates apply to watchmen only:

| | <i>Per hour</i> |
|-------------------------|-----------------|
| First year..... | \$0.96 |
| After one (1) year..... | 1.01 |

Zone III

(a) From the day of the publication of the amendments to this decree in the *Quebec Official Gazette*, the average wage rate shall not be less than \$1.25 per hour for the first year of the decree and \$1.30 per hour for the second year and subsequent years in case of renewal.

(b) For the purpose of computing the average, the total wages earned by all employees regulated by the decree (overtime premiums and the wages and fringe benefits of foremen and of any other person holding a position above the rank of foreman being excluded, but including the following fringe benefits: the sums paid by the employer for group-insurance, sickness-insurance, pension funds of whatsoever nature, vacation, holidays and statutory holidays with pay (obligatory or additional) shall be divided by the total hours worked.

For the purpose of this decree, the word "foreman" means a person whose duty is to supervise or manage one or several employees, and who habitually does not work at the production.

The minimum wages are established and shall be paid irrespective of any overtime, benefit, bonus or premium of whatsoever nature, as follows:

| | <i>Per hour</i> |
|---|-----------------|
| First three months..... | \$0.87 |
| Second three months..... | 0.90 |
| After six months..... | 0.94 |
| After one (1) year..... | 0.98 |
| After two (2) years..... | 1.01 |
| Students during their vacation period from May 1 to September 30 of each year.... | 0.77 |

The following minimum rates apply to watchmen only:

| | <i>Per hour</i> |
|-------------------------|-----------------|
| First year..... | \$0.89 |
| After one (1) year..... | 0.93 |

The duration of service in the furniture industry in general shall determine the minimum rate for the purpose of immediate application.

Wage increases which every employer has to grant in order to attain the average of his zone shall be distributed equally, in a uniform manner among all employees.

If during the term of the present decree, the Joint Committee of the Furniture Industry makes claims for wages because the minimum average has not been observed, the amounts thus collected shall be distributed by the Joint Committee to all employees reported during this period, in proportion to hours worked during the said period.

For the purpose of computing average wages provided for under this section, all wages of the owner or owners of industries governed by the provisions of the present decree and, in the case of a limited or incorporated company, all wages of the members of the Board of Directors and officers of the company shall not be included in the computation of an average.»

5° L'article V sera remplacé par le suivant:

« V. *Durée du travail et temps supplémentaire:*

a) La semaine régulière de travail ne doit pas dépasser quarante-cinq (45) heures à compter de la première période de paie complète suivant le jour de la publication des amendements au présent décret dans la *Gazette officielle de Québec*, soit pas plus de neuf (9) heures par jour dans les trois zones, du lundi au vendredi inclusivement. Tout travail exécuté en dehors des heures régulières mentionnées dans le présent paragraphe doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

b) Le travail, durant la semaine régulière ci-haut décrite, doit être exécuté entre 7 a.m. et 6 p.m. du lundi au vendredi inclusivement. Tout travail exécuté en dehors des heures régulières mentionnées dans le présent paragraphe doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

c) Nonobstant le paragraphe « b », l'employeur peut mettre en vigueur un régime d'équipes additionnelles dont la semaine régulière de travail ne doit pas dépasser celle de l'équipe régulière prévue au paragraphe « a » du présent article, soit neuf (9) heures par jour et quarante-cinq (45) heures par semaine, après quoi la règle de temps supplémentaire s'applique. Tout travail exécuté par les équipes additionnelles sera sujet à une prime additionnelle de sept cents (\$0.07) l'heure.

d) Nonobstant ce qui précède, l'employeur a le droit d'employer une équipe régulière de nuit, sauf le samedi soir et le dimanche. Les salariés faisant partie de telle équipe additionnelle doivent recevoir une prime de sept cents (\$0.07) l'heure. Tout travail exécuté en dehors des horaires établis et en sus des heures régulières, soit neuf (9) heures par jour et quarante-cinq (45) heures par semaine, doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

e) La semaine régulière de travail des préposés à l'expédition et à l'entretien ne doit pas dépasser quarante-cinq (45) heures à compter de la première période de paie complète suivant le jour de la publication des amendements au présent décret dans la *Gazette officielle de Québec*. La journée régulière de travail ne doit pas dépasser neuf (9) heures, sans restriction quant à l'heure du commencement et de la cessation du travail. Tout travail exécuté en dehors des horaires établis et en sus des heures régulières, soit neuf (9) heures par jour et quarante-cinq (45) heures par semaine, doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

f) La semaine régulière des chauffeurs de bouilloires, des gardiens-chauffeurs de bouilloires, des mécaniciens de machines fixes, des chauffeurs de camions et aides, des préposés aux camions, des conducteurs de voiture à traction animale et aides ne doit pas dépasser cinquante-six (56) heures, sans autre restriction. Tout travail exécuté après cinquante-six (56) heures doit être rémunéré au taux de salaire et demi. Cependant, si les chauffeurs de bouilloires, les gardiens-chauffeurs de bouilloires ou les mécaniciens de machines fixes travaillent à quelqu'autre opération, ils doivent être payés à temps supplémentaire pour tout travail exécuté en surplus de quarante-cinq (45) heures par semaine.

g) Les dispositions précédentes ne s'appliquent pas aux gardiens. Cependant les gardiens travaillant à quelqu'autre opération que celle de gardien sont sujets aux dispositions des paragraphes « e » et « f » du présent article.

h) *Définitions:* Pour fins d'application du décret, les mots suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

5. Section V will be replaced by the following:

« V. *Regular hours and overtime:* (a) The regular work week shall not exceed forty-five (45) hours as of the first complete pay period following the day of publication of the amendments to the present decree in the *Quebec Official Gazette*, that is, no more than nine (9) hours per day, in all three zones, from Monday to Friday inclusive. All time worked beyond the regular hours mentioned in this subsection shall be remunerated at the rate of time and a half.

(b) During the regular working week described above, work shall be performed between 7:00 a.m. and 6:00 p.m., from Monday to Friday inclusive. All work performed after the regular hours mentioned in this subsection shall be remunerated at the rate of time and a half.

(c) Notwithstanding subsection "b", the employer may set up additional shift systems with regular work week not exceeding that of the regular shift as provided in subsection "a" of this section, that is, nine (9) hours per day and forty-five (45) hours per week, and beyond which overtime rates shall apply. An additional premium of seven cents (\$0.07) per hour shall be paid for all work performed by the additional shifts.

(d) Notwithstanding the foregoing, the employer has the right to employ a regular night shift, except on Saturday night and Sunday. Employees of such additional shift shall be paid a premium of seven cents (\$0.07) per hour. All work performed beyond established schedules and in addition to the regular hours, that is nine (9) hours per day and forty-five (45) hours per week, shall be remunerated at the rate of time and a half.

(e) The regular work week for shipping and maintenance employees, shall not exceed forty-five (45) hours from the first complete pay period following the day of publication of the amendments to the present decree in the *Quebec Official Gazette*. The regular work day shall not exceed nine (9) hours, without restriction as to starting and finishing time. All work performed beyond established schedules and in addition to the regular hours, that is nine (9) hours per day and forty-five (45) hours per week, shall be remunerated at the rate of time and a half.

(f) The regular work week for firemen, watchmen firemen, stationary enginemen, truck drivers and their helpers, truckmen (préposés aux camions), horse-drawn vehicle drivers and their helpers, shall not exceed fifty-six (56) hours, with no other restriction. All work performed beyond fifty-six (56) hours shall be remunerated at the rate of time and a half. However, if the firemen, the watchmen firemen or the stationary enginemen work at any other operation, they must be paid overtime for work performed beyond forty-five (45) hours per week.

(g) The foregoing provisions do not apply to watchmen. However, the watchmen working at any operation other than that of watchmen, fall under the provisions of subsections "e" and "f" of the present section.

(h) *Definitions:* For the purpose of the decree the meaning of the following words is as hereinafter set forth:

1) Les mots « chauffeur de bouilloires » désignent tout salarié occupé seulement à chauffer, surveiller ou entretenir une bouilloire;

2) Les mots « gardien-chauffeur de bouilloires » désignent tout salarié occupé seulement à poinçonner les horloges en plus de chauffer, surveiller ou entretenir une bouilloire;

3) Les mots « mécanicien de machines fixes » désignent tout salarié qui dirige ou surveille le fonctionnement d'une machine fixe ou voit à son entretien ou à sa vérification;

4) Le mot « gardien » désigne tout salarié occupé seulement à la surveillance d'un établissement.

6° L'article VI sera remplacé par le suivant: « VI. *Dimanches et jours de fête:* a) Doit être rémunéré au taux de salaire double, tout travail exécuté le dimanche, le Premier de l'An, le 2 janvier, le Vendredi-Saint, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le Jour de Noël ainsi que le 26 décembre.

Après entente entre l'employeur et les salariés concernés et avec l'approbation préalable du comité paritaire, il est permis de remplacer le temps perdu à cause de chômage, la journée qui précède ou la journée qui suit immédiatement tous jours de fête, par un nombre équivalent d'heures de travail rémunérées au taux régulier au cours d'un ou de plusieurs jours convenus mutuellement.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas cependant aux chauffeurs de bouilloires, gardiens-chauffeurs de bouilloires, mécaniciens de machines fixes, de même qu'aux gardiens.

b) Les jours suivants sont des jours chômés et payés:

Pour la première année: le Vendredi-Saint, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la Fête du Travail et la veille du Jour de l'An (31 décembre 1965).

Pour la deuxième année et les années subséquentes: le Vendredi-Saint, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la Fête du Travail, le 26 décembre et le 2 janvier.

Le montant remis à chaque salarié pour chacun des jours de congé chômés et payés ci-haut mentionnés, doit être l'équivalent du salaire auquel il aurait droit pour une journée de neuf (9) heures de travail au taux normal. Pour bénéficier de ces congés, le salarié doit travailler le jour ouvrable qui précède et le jour ouvrable qui suit immédiatement tel congé, à moins qu'il n'obtienne, à l'avance, la permission de son employeur.

c) Toutefois, les dispositions des paragraphes « a » et « b » du présent article ne s'appliquent pas dans le cas où les parties ont déjà convenu par une convention collective particulière de conditions égales ou plus avantageuses que celles prévues par ces mêmes paragraphes.

d) Après entente entre l'employeur et les salariés concernés et avec l'approbation préalable du Comité paritaire, il est permis de remplacer le temps perdu à cause de chômage tous jours de fête non mentionnés au paragraphe « a » de l'article VI, par un nombre équivalent d'heures de travail au taux régulier, au cours d'un ou de plusieurs jours convenus mutuellement.

e) Aucun nouvel employé ne pourra bénéficier de ces jours de fête payés et chômés, tels que prévus au paragraphe « b » ci-dessus, aussi longtemps qu'il n'aura pas été à l'emploi de l'employeur concerné pour une période entière de trente (30) jours.

(1) The word "fireman" means any employee whose sole occupation is to fire up, supervise or maintain a boiler;

(2) The words "watchman fireman" mean any employee whose sole occupation is to punch the clocks in addition to firing up, supervising or maintaining a boiler;

(3) The words "stationary engineman" mean any employee who controls or supervises the operation of a stationary engine or looks after its maintenance or its verification;

(4) The words "watchman" means any employee whose sole occupation is to watch a building."

6. Section VI will be replaced by the following: "VI. *Sundays and holidays:* (a) All time worked on Sunday, New Year's Day, January 2, Canada Day, Labour Day, Christmas Day as well as December 26 shall be paid at the rate of double time.

Upon agreement between the employer and the employees concerned and with previous approval of the Parity Committee, it is permitted to replace all time lost through unemployment the working day preceding or following immediately all holidays, by an equivalent number of hours of work remunerated at the regular rate, during one or more days mutually agreed upon.

The provisions of this section do not apply to firemen, watchmen firemen, stationary enginemen or watchmen.

(b) The following days shall be Statutory Holidays with pay:

For the first year: Good Friday, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day and the day before New Year's Day (December 31, 1965).

For the second year and the subsequent years: Good Friday, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, December 26 and January 2.

The amount paid to every employee for each one of the above mentioned Statutory Holiday with pay, shall be the equivalent of the wages to which he would be entitled for a nine (9) hour day at the basic rate. To be entitled to these holidays, an employee must work the work day immediately preceding and the work day immediately following such a holiday, unless his absence be previously authorized by the employer.

(c) However, the provisions of the preceding subsections "a" and "b" do not apply in any case where the parties have already agreed, in a private collective agreement, to equally or more advantageous conditions than those herein stipulated.

(d) Upon agreement between the employer and the employees concerned and with the previous approval of the Parity Committee, it is permitted to replace all time lost through unemployment all holidays not mentioned in subsection "a" of section VI by an equivalent number of hours of work remunerated at the regular rate, during one or more days mutually agreed upon.

(e) To be entitled to these paid holidays as provided for in subsection "b" above, any new employee must have worked for the employer concerned for an entire period of thirty (30) days.

f) Les équipes dont les heures sont celles mentionnées à l'article V, paragraphes « c » et « d », peuvent terminer la période de travail déjà commencée et qui dépasse minuit les jours de fête spécifiés à l'article VI, paragraphes « a » et « b », sans être assujetties à la règle de temps supplémentaire telle que mentionnée à l'article VI, paragraphe « a ». Toutefois, les fêtes spécifiées à l'article VI, paragraphe « b », devront être payées en plus des heures de travail permises par le présent paragraphe. »

7° L'article VII sera remplacé par le suivant:

« VII. Aucun employeur n'a le droit de punir ou de menacer de punir, directement ou indirectement, un ouvrier qui s'absente du lieu de travail un dimanche, un jour de fête chômé ou un des jours de fête chômés et payés mentionnés à l'article VI. »

8° L'article IX sera remplacé par le suivant:

« IX. Paiement du salaire: Paiement sous enveloppe: le salaire, lorsque payé en espèces, doit être remis au salarié sous enveloppe cachetée.

Bulletin de paie: tous salariés doivent recevoir avec sa paie un bulletin contenant les renseignements suivants:

- a) le nom de l'employeur;
- b) le nom du salarié et ses prénoms;
- c) la période de paie;
- d) le total de ses heures de travail et son surtemps indiqué séparément;
- e) le taux de son salaire;
- f) le salaire gagné;
- g) le montant des déductions;
- h) le montant remis.

9° L'article X sera remplacé par le suivant:

« X. Congés annuels payés: a) Droit au congé: Tout salarié assujéti au décret a droit à des congés payés conformément aux dispositions suivantes:

1) Après un (1) an de service continu pour son employeur, à un congé annuel continu payé d'une durée minimum de sept (7) jours; et,

2) S'il n'a pas un an de service continu pour son employeur, à un congé annuel continu payé d'une durée minimum d'autant de demi-jours qu'il a de mois de calendrier de service continu pour son employeur.

b) Période de service continu donnant droit au congé: Pour chaque congé annuel payé, la période de service continu pour un employeur donnant droit à tel congé, s'établit du premier mai d'une année au trente avril de l'année subséquente.

c) Services continus: « La durée des services continus » signifie la période pendant laquelle le salarié est lié à son employeur par un contrat de travail, même si l'exécution de celui-ci a été interrompue sans qu'il y ait résiliation de contrat. Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant la durée des services continus, les jours de maladie, si le contrat n'a pas été résilié, les jours de fermeture, les périodes de congé annuel, le délai-congé, les absences autorisées, si le travailleur n'a pas occupé pendant ces journées un autre emploi rémunéré.

Dans la durée des services, les mois de calendrier durant lesquels un salarié n'a pas en fait travaillé quoiqu'il n'y ait pas eu résiliation de son contrat de travail, ne sauraient être comptés.

(f) The shifts, the hours of which are those mentioned in section V, subsections "c" and "d", may terminate their period of work already started and which finishes after midnight on the holidays specified in section VI, subsections "a" and "b", without being subject to the overtime provisions, as mentioned in section VI, subsection "a". Nevertheless, the holidays mentioned in section VI, subsection "b", must be paid over and above the working hours allowed under present subsection."

7. Section VII will be replaced by the following:

"VII. No employer has the right to punish or threaten to punish, directly or indirectly, a worker who is absent on a Sunday, a religious holiday or any of the Statutory Holidays with pay mentioned in section VI."

8. Section IX will be replaced by the following:

"IX. Payment of salary; Payment in envelope: the salary, when paid in cash, must be remitted to employee in a sealed envelope.

Salary check-list: every employee must receive with his salary a check-list indicating the following information:

- (a) the name of the employer;
- (b) the name of the employee and his surnames;
- (c) the pay period;
- (d) the total hours worked and the overtime indicated separately;
- (e) the hourly rate;
- (f) the salary earned;
- (g) the amount to the deductions;
- (h) the amount remitted.

9. Section X will be replaced by the following:

"X. Vacation with pay: (a) Right to vacation: Every employee subject to the decree is entitled to vacation with pay, pursuant to the following provisions:

(1) After one (1) year's continuous service in the employ of his employer, to a continuous annual vacation with pay having a minimum duration of seven (7) days; and,

(2) If he has not yet completed a year's service in the employ of his employer, to a continuous annual vacation with pay having a minimum duration of as many half-days as the number of calendar months during which he has been continuously in the employ of his employer.

(b) Period of continuous service which gives right to the aforesaid vacation: For each annual vacation with pay, the period of continuous service in the employ of an employer which gives right to such vacation, begins on the first day of May of one year and ends on the thirtieth day of April of the following year.

(c) Continuous Service: By "duration of continuous service" is meant the period during which the employee is bound by a labour contract to work for his employer, even if the carrying out of the aforesaid contract has been interrupted without the contract being cancelled. Shall not be considered as interrupting the duration of continuous service, days of absence through illness, if the contract has not been cancelled, and also days on which the establishment remains closed, the annual vacation, the term of notice and authorized absences, provided that during such days the employees did not hold any other remunerated employment.

Shall not be counted in the period of continuous service, the calendar months during which an employee has not effectively worked even though his labour contract has not been cancelled.

d) Rémunération: Tout salarié ayant moins de cinq (5) ans de service a droit à une rémunération équivalente à 2% de son salaire brut total.

Tout salarié ayant cinq (5) ans de service ou plus a droit à une rémunération équivalente à 4% de son salaire brut total.

Le salaire brut total comprend toute rémunération gagnée ou reçue et, sans restreindre la généralité des termes qui précèdent, comprend plus particulièrement: le salaire pour temps ordinaire, le salaire pour temps supplémentaire, les salaires pour fêtes chômées et payées ainsi que pour vacances obligatoires et additionnelles. Il ne doit être tenu aucun compte dans le calcul du salaire brut total des déductions faites sur le salaire de l'employé pour les impôts provinciaux et fédéraux, assurances, fonds de pension, assurance-chômage, etc. La rémunération pour congé annuel payé doit être calculée sur le salaire brut total du salarié durant la période s'étendant du 1er mai au 30 avril précédant la date du congé annuel payé.

e) Avantages additionnels: Durant le congé de son salarié, l'employeur doit continuer à lui procurer les avantages en nature et autres auxquels il a droit, tels que la contribution à un fonds de pension, la contribution à une police d'assurance-groupe sur la vie, les bénéfices de soins médicaux, etc.

f) Échéance de la rémunération: Avant le départ du salarié visé par le paragraphe « d » du présent article, l'employeur doit lui payer sa rémunération pour congé.

g) Période de prise de congé: Chaque congé doit être donné dans les douze (12) mois de la date à laquelle le droit à tel congé est acquis, i.e. au 1er mai de chaque année.

h) Fixation de la période de congé: Le salarié a le droit de connaître au moins quinze (15) jours à l'avance la période de son congé.

i) Résiliation du contrat de travail: Lors de la résiliation de son contrat de travail, le salarié a droit à une indemnité représentant deux pour cent (2%) ou quatre pour cent (4%) suivant le cas, du salaire gagné depuis le premier mai précédant la date de son départ.

j) Nonobstant les dispositions des paragraphes « a » à « i » inclusivement du présent article, il est loisible à tout employeur de remplacer par une indemnité monétaire égale à la rémunération prévue au paragraphe « d », le congé annuel payé prescrit par le présent décret, à condition que chaque salarié visé en donne son consentement par écrit. »

10° L'article XI sera remplacé par le suivant:

« XI. *Durée du décret:* Le décret est valable pour une période de deux ans à compter de la publication de ses amendements dans la *Gazette Officielle de Québec*. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite à moins qu'il ne soit dénoncé par l'une ou l'autre des parties par un avis écrit signifié à l'autre partie dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant la date d'expiration du terme original ou avant la date d'expiration de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement.

(d) Remuneration: Every employee with less than five (5) years service is entitled to a remuneration equal to 2% of his total gross salary.

Every employee with five (5) years service or more is entitled to a remuneration equal to 4% of his total gross salary.

The total gross salary includes any remuneration earned or received and, without limiting the generality of the foregoing, includes more particularly: the salary for regular time, the salary for overtime, the salary for statutory paid holidays in addition to obligatory or additional vacations. The amounts deducted for federal and provincial income taxes, insurance, pension funds, unemployment insurance, etc. must not be taken into account in calculating the total gross salary. The remuneration for the annual paid holidays shall be calculated on the total gross salary of the employee during the period extending from May 1 to April 30 preceding the date of the annual paid holidays.

(e) Additional advantages: During the vacation of his employee, the employer shall continue to procure for him the advantages, to which he is entitled, whether in kind or of another nature, such as the contribution to a pension fund, the contribution to a group life-insurance policy, sick benefits, etc.

(f) Date of payment of remuneration: The vacation pay shall be given by the employer to his employee governed by paragraph "d" of this section, before the said employee's departure on vacation.

(g) Period during which vacation is to be taken: Every vacation shall be given within twelve (12) months from the date on which the right to such vacation is acquired, i.e. the 1st of May of every year.

(h) Fixing the date of vacation: The employee has the right to know the date of his vacation at least fifteen (15) days in advance.

(i) Cancellation of labour contract: At the time of the cancellation of his labour contract, the employee himself is entitled to an indemnity consisting of two percent (2%) or four percent (4%) as the case may be of the wages earned after the first of May preceding the date of his departure.

(j) Notwithstanding the provisions of subsections "a" to "i" inclusive of the present section, any employer may replace by a cash indemnity equal to the remuneration provided in subsection "d", the annual vacation with pay stipulated in the present decree, provided that every employee concerned shall give his consent thereto in writing."

10. Section XI will be replaced by the following:

"XI. *Duration of the decree:* The decree shall remain in force for a period of two (2) years from the publication of its amendments in the *Quebec Official Gazette*. It then renews itself automatically from year to year, unless it is denounced by either of the parties by a written notice served upon the other party within a delay of no more than sixty (60) days nor less than thirty (30) days before the original termination date or before the termination date of any subsequent year. Such notice shall also be sent to the Minister of Labour."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made bind-

L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 26 juin 1965. 11273-0

Avis de modification

Employés de garages — Granby

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Carrier Fortin, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, qu'il a l'intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante au décret numéro 701 du 8 avril 1964, relatif aux salariés de garages dans la cité de Granby et un rayon de dix (10) milles de ses limites;

Le paragraphe suivant sera ajouté à l'article III:

« Tout apprenti qui a fréquenté une école visée par la Loi de l'Enseignement spécialisé ou qui a acquis de l'expérience ailleurs, doit recevoir un crédit proportionné à la durée de ses études et aux résultats de ses examens. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 26 juin 1965. 11273-0

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'Industrie des chapeaux en toile et des casquettes pour hommes, garçons et enfants dans la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 385 du 19 avril 1956 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1210 du 15 juin 1965, section « D », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 30 juin 1965 au 30 juin 1966; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

ing only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 26, 1965. 11273-0

Notice of amendment

Garage employees — Granby

In pursuance of the procedure provided for in section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends submitting the following amendment to decree number 701 of April 8, 1964 (Garage employees in the city of Granby and a radius of ten (10) miles of its limits), to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

The following subsection will be added to section III:

"Every apprentice who has attended a school governed by the Specialized Schools Act, or who has acquired experience elsewhere, must receive a credit proportionate to the duration of his studies and the results of his examinations."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 26, 1965. 11273-0

Notice of levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Men and Boys' Hat and Cap Industry for the Province of Québec (established in pursuance of decree number 385 of April 19, 1956 and amendments) has been authorized to levy dues on the professional employers and employees subject to the said decree, according to the conditions outlined below. A by-law, approved by Order in Council number 1210, section "D" of June 15, 1965, authorizes this levy.

1. Dues

The contribution period extends from June 30, 1965 to June 30, 1966. It is carried out as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 385 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 385 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, le montant perçu pendant la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

Les employeurs professionnels doivent voir à ce que les rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire tous les mois.

Les employeurs professionnels doivent percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de leurs salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ledit Comité paritaire a le droit d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

Sur réception dudit rapport, le Comité paritaire en fera la vérification et débitera ou créditera le compte de la partie intéressée selon que les montants transmis seront plus ou moins élevés que le montant dû.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité conjoint de l'industrie des chapeaux en toile et des casquettes pour hommes, garçons et enfants dans la province de Québec, pour la période comprise entre le 30 juin 1965 et le 30 juin 1966.

LE COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DES CHAPEAUX EN TOILE ET DES CASQUETTES POUR HOMMES, GARÇONS ET ENFANTS DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 30 juin 1965 et le 30 juin 1966.

Recettes:

| | |
|-------------------------------------|------------|
| Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%): | |
| Employeurs professionnels..... | \$3,000.00 |
| Salariés..... | 3,000.00 |
| | \$6,000.00 |

Déboursés:

| | |
|--|------------|
| Dépenses de bureau (loyer, frais de déplacements, banque, frais légaux et dépenses générales)..... | \$3,000.00 |
|--|------------|

(a) Professional employers governed by said decree number 385 and amendments must pay the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the fixed salaries and percentages paid to their employees.

(b) Employees governed by said decree number 385 and amendments must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages.

2. Collection method

In order to facilitate the collection of these dues, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms indicating the work hours, amount collected during the week and the amounts turned over to the Parity Committee.

Professional employers must see that these reports be completed and forwarded monthly to the Parity Committee.

At the end of each week, professional employers must deduct the amounts owing the Parity Committee from the wages of their employees.

The professional employer's report must be signed before being forwarded to the Parity Committee. The said Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

The report together with the dues must be forwarded to the Parity Committee on or before Wednesday following the expiry date of the period for which it is required.

After receiving the said report, the Parity Committee will check same and debit or credit the interested party's account if the amounts forwarded are more or less than the amount due.

3. Financial report

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee must submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following set dates: March 31, June 30, September 30 and December 31 of each year.

Attached hereto is a statement of estimated receipts and disbursements of the Joint Committee of the Men and Boys' Hat and Cap Industry for the Province of Québec, for the June 30, 1965 to June 30, 1966 period.

THE JOINT COMMITTEE OF THE MEN AND BOYS' HAT AND CAP INDUSTRY FOR THE PROVINCE OF QUEBEC

Statement of estimated receipts and disbursements for the June 30, 1965 to June 30, 1966 period.

Receipts:

| | |
|------------------------------|------------|
| Dues ($\frac{1}{2}$ of 1%): | |
| Professional employers..... | \$3,000.00 |
| Employees..... | 3,000.00 |
| | \$6,000.00 |

Disbursements:

| | |
|--|------------|
| Office expenses (rent, travelling expenses, banking, legal fees and general expenses)..... | \$3,000.00 |
|--|------------|

| | |
|---|-------------------|
| Dépenses de l'administrateur, dépenses des inspecteurs, salaire du bureau et secrétaire-trésorier | \$3,000.00 |
| | <u>\$6,000.00</u> |

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 26 juin 1965. 11273-0

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité Paritaire des Métiers de la Métallurgie de la région de Québec, établi en exécution du décret numéro 973 du 30 juin 1948 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1210 du 15 juin 1965, section « E », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 10 juillet 1965 au 10 juillet 1966; cette cotisation s'exerce ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 973 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 973 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire moyen de \$70.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 973 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5)

| | |
|--|-------------------|
| Administration expenses, inspectors' expenses, office and secretary-treasurer's salaries | \$3,000.00 |
| | <u>\$6,000.00</u> |

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 26, 1965. 11273-0

Notice of levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Metal Trades of the Quebec district (established in pursuance of decree number 973 of June 30, 1948 and amendments) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions outlined below. A by-law, approved by Order in Council number 1210, section "E" of June 15, 1965, authorizes this levy.

1. Dues

The contribution period extends from July 10, 1965 to July 10, 1966. It is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said decree number 973 and amendments must pay the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree.

(b) Artisans governed by said decree number 973 and amendments must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the average weekly salary of \$70.00.

(c) Employees governed by said decree number 973 and amendments must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages.

2. Collection method

In order to facilitate the collection of these dues, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer must complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer must collect this levy by means of a direct deduction from his employees' wages.

The professional employer must forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees must accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) days' notice so

jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité paritaire des Métiers de la Métallurgie de la région de Québec, pour la période comprise entre le 10 juillet 1965 et le 10 juillet 1966.

LE COMITÉ PARITAIRE DES MÉTIERS DE LA MÉTALLURGIE DE LA RÉGION DE QUÉBEC
108, 13^{ième} rue, Québec.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 10 juillet 1965 et le 10 juillet 1966.

| | |
|---|-------------|
| <i>Recettes:</i> | |
| Cotisations (½ de 1%) | |
| Employeurs professionnels | \$10,200.00 |
| Salariés | 10,200.00 |
| Artisans | 200.00 |
| | \$20,600.00 |
| <i>Déboursés:</i> | |
| Salaires: | |
| Secrétaire | \$ 5,600.00 |
| Inspecteur | 5,400.00 |
| Frais de déplacement: | |
| Inspecteur | 500.00 |
| Administration | 1,215.00 |
| Loyer de bureau | 1,100.00 |
| Frais légaux | 700.00 |
| Papeterie, impressions, timbres, téléphone | 800.00 |
| Ameublement et accessoires de bureau | 400.00 |
| Vérification des livres | 150.00 |
| Assurance et frais de cautionnement, fonds de pension | 750.00 |
| Jetons de présence et frais d'assemblées | 1,750.00 |
| Bureau des examinateurs | 1,700.00 |
| Dépréciation | 400.00 |
| Dépenses diverses et imprévues | 135.00 |
| | \$20,600.00 |

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 26 juin 1965. 11273-0

that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

In compliance with the Collective Agreement Act, the Parity Committee must submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following set dates: March 31, June 30, September 30 and December 31 each year.

Attached herewith is a statement of estimated receipts and disbursements of the Parity Committee of the Metal trades of the Quebec district for the July 10, 1965 to July 10, 1966 period.

THE PARITY COMMITTEE OF THE METAL TRADES OF THE QUEBEC DISTRICT
108, 13th Street, Quebec

Statement of estimated receipts and disbursements for the July 10, 1965 to July 10, 1966 period.

| | |
|---|-------------|
| <i>Receipts:</i> | |
| Dues (½ of 1%) | |
| Professional employers | \$10,200.00 |
| Employees | 10,200.00 |
| Artisans | 200.00 |
| | \$20,600.00 |
| <i>Disbursements:</i> | |
| Salaries: | |
| Secretary | \$ 5,600.00 |
| Inspector | 5,400.00 |
| Travelling expenses: | |
| Inspector | 500.00 |
| Administration | 1,215.00 |
| Office rent | 1,100.00 |
| Legal fees | 700.00 |
| Stationery, printing, postage, telephone | 800.00 |
| Office furniture and equipment | 400.00 |
| Auditing of books | 150.00 |
| Insurance and fidelity bond, pension fund | 750.00 |
| Attendance tokens and meeting expenses | 1,750.00 |
| Board of Examiners | 1,700.00 |
| Depreciation | 400.00 |
| Miscellaneous and unforeseen expenses | 135.00 |
| | \$20,600.00 |

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 26, 1965. 11273-0

Association coopérative

Le Chantier coopératif de l'U. C. C. de Natashquan (Association coopérative)

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Le Chantier coopératif de l'U.C.C. de Natashquan (Association coopérative) ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Natashquan, Québec, dans le district électoral de Duplessis.

Québec, le 31 mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11249-0

Cooperative Association

Le Chantier coopératif de l'U. C. C. de Natashquan (Association coopérative)

(Cooperative Associations Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "Le Chantier coopératif de l'U.C.C. de Natashquan "(Association coopérative)."

The head office of this cooperative association is situated at Natashquan, Quebec, in the electoral district of Duplessis.

Quebec, May 31, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11249

Avis

Iscovitch et al

Prenez avis que le requérant « Clyde Iscovitch », demeurant et domicilié à 595, boulevard Laurentien, app. 309, cité de Saint-Laurent, a présenté une requête au Secrétaire de la province de Québec, afin de changer son nom et celui de son épouse, née Sharon Greenspoon, en celui de « Clyde Covit et Madame Clyde Covit ».

11155-25-2-o
Les Procureurs,
GUÉRIN & CLICHE.

Iscovitch et al

Prenez avis que le requérant « Leo Etcovitch — Leon Iscovitch », domicilié et demeurant à 2165, rue Stevens, cité de St-Laurent, a présenté une requête au Secrétaire de la province de Québec, afin de changer son nom en celui de Leon Covit, de même que celui de son épouse, née Ruth Segal, également celui de ses enfants mineurs, à savoir: Sharon et Tema, pour le nom de famille de « Covit » au lieu de Etcovitch — Iscovitch.

11155-25-2-o
Les Procureurs,
GUÉRIN & CLICHE.

Milton Hendriks

Avis est donné par la présente que M. Milton Hendriks M.A., professeur, désire présenter une requête au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour faire changer son nom conformément à la loi 13-14 Elizabeth II, Bill 31. Son épouse, dame Noëlla E. Dionne de St-Georges dans le comté de Beauce, province de Québec et ses trois garçons: Édouard 9 ans, Ferdinand 8 ans et René 2 ans tous d'origine Canadienne française bénéficieront du même privilège. Le requérant et sa famille demeurent sur l'avenue Bellevue au numéro 813, Québec 10, Province de Québec, Canada.

11220-25-2-o
Le Requérant,
M. HENDRIKS.

Gerhard Franz Otto Karl Fink

Avis est donné que « Gerhard Franz Otto Karl Fink », résidant à 437, avenue Eleanor, Otterburn Park, dans le district de St. Hyacinthe, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour l'adoption d'un ordre changeant son nom de famille et celui de ses enfants mineurs, Peter Harold et Susan Karin Maria, tous résidant à 437, avenue Eleanor, Otterburn Park, dans le district de St. Hyacinthe, en celui de Finch, celui-ci devant prévaloir à toutes fins que de droit.

Montréal, 18 juin 1965.
Les Procureurs du réclamant,
11268-26-2 LAIDLEY, CAMPBELL & KISILENKO.

Notices

Iscovitch et al

Take notice that the petitioner, "Mr. Clyde Iscovitch", domiciled at 595 Boulevard Laurentien, Apt. 309, city of St-Laurent, had made an application to the Provincial Secretary of Quebec, in order to have his name and that of his wife, born Sharon Greenspoon, changed into the name of Mr. and Mrs. "Clyde Covit".

11155-25-2-o
GUÉRIN & CLICHE,
Attorneys.

Iscovitch et al

Take notice that the petitioner "Leo Etcovitch — Leon Iscovitch", domiciled at 2165 Stevens Street, city of St-Laurent, had made an application to the Provincial Secretary of Quebec, in order to have his name and that of his wife, born Ruth Segal, changed into the name of Mr. and Mrs. Leon Covit, as well as his minor children's name Sharon and Tema, for the family name of "Covit", instead of Etcovitch — Iscovitch.

11155-25-2-o
GUÉRIN & CLICHE,
Attorneys.

Milton Hendriks

Notice is hereby given that Mr. Milton Hendriks M.A., professor, wishes to present to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec a request to change his name according to: 13-14 Elizabeth II, Bill 31. His wife, Mrs. Noëlla E. Dionne of St-Georges, County of Beauce, Province of Quebec, and his three sons Édouard 9 years old, Ferdinand 8 years old, and René 2 years old, all of French-Canadian descent will benefit from the same privilege. Mr. Hendriks and his family reside at 813 Bellevue Avenue Quebec 10, Province of Quebec, Canada.

11220-25-2-o
M. HENDRIKS,
Petitioner.

Gerhard Franz Otto Karl Fink

Notice is hereby given that "Gerhard Franz Otto Karl Fink", residing at 437 Eleanor Avenue, Otterburn Park, in the district of St. Hyacinthe, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec, for the adoption of an order changing his surname and that of his minor children, Peter Harold and Susan Karin Maria, all residing at 437, Eleanor Avenue, Otterburn Park, in the district of St. Hyacinthe, to that of Finch, the same to avail for all legal purposes.

Montreal, June 18, 1965.
LAIDLEY, CAMPBELL & KISILENKO,
11268-26-2-o Attorneys for claimant.

Caisses d'épargne et de crédit

La Caisse d'Économie des employés
de l'Hôpital St-Charles Borromée

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « La Caisse d'Économie des employés de l'Hôpital St-Charles Borromée ».

Savings and Credit Unions

La Caisse d'Économie des employés
de l'Hôpital St-Charles Borromée

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Honourable Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "La Caisse d'Économie des employés de l'Hôpital St-Charles Borromée".

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les employés de l'Hôpital St-Charles Borromée de Montréal.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Montréal, Québec, dans le district électoral de Montréal-St-Louis.

Québec, le 17 juin 1965.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

112284-o

La Caisse Populaire de St-Simon Apôtre (Montréal)

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé que le territoire dans lequel « La Caisse Populaire de St-Simon Apôtre (Montréal) », peut recruter ses membres soit étendu, des limites de la paroisse de St-Simon Apôtre de Montréal, aux limites de la Ville de Montréal.

Québec, le 17 juin 1965.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

112285-o

The Regent Credit Union

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé que le territoire dans lequel « The Regent Credit Union », peut recruter ses membres, qui comprend actuellement les districts postaux 28 et 29 bornés au sud par Upper Lachine Road, à l'ouest par la rue Mont-Vernon, au nord par les voies ferrées du Canadien National et du Canadien Pacifique, et à l'est par les rues Lemieux et Claremont, soit étendu pour comprendre tout le district électoral provincial de Notre-Dame de Grâce.

Québec, le 17 juin 1965.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

112286-o

Chartes — Abandon de

McLean Press Limited

Avis est donné que « McLean Press Limited », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 16e jour de juin 1965.

Les Procureurs,
11241 BRODERICK & McQUILLAN.

Zem Apartments Inc.

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, « Zem Apartments Inc. », donne avis qu'elle demandera au Secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte et son annulation à compter d'une date à être fixée par lui.

Montréal, le 15 juin 1965.

Zem Apartments Inc.,
11242 *Per le Président,*
ABRAHAM ZEMEL.

The group in which the union will recruit its members will be the employees of "l'Hôpital St-Charles Borromée de Montréal".

The head office of this savings and credit union is situated at Montreal, Quebec, in the electoral district of Montreal-St-Louis.

Quebec, June 17, 1965.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.
112284

La Caisse Populaire de St-Simon Apôtre (Montréal)

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Honourable Provincial Secretary has approved that the territory in which "La Caisse Populaire de St-Simon Apôtre (Montréal)", may recruit its members be extended from the limits of the parish of St-Simon Apôtre de Montréal to the limits of the city of Montreal.

Quebec, June 17, 1965.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.
112285

The Regent Credit Union

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Honourable Provincial Secretary has approved that the territory in which "The Regent Credit Union", may recruit its members, which comprises presently the postal districts 28 and 29 bounded on the south by Upper Lachine Road, on the west by Mont-Vernon Street, on the north by the Canadian National and the Canadian Pacific Railways, and on the east by Lemieux and Claremont Streets, be extended so as to comprise all the electoral provincial district of Notre-Dame de Grâce.

Quebec, June 17, 1965.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.
112286

Charters — Surrender of

McLean Press Limited

Notice is hereby given that "McLean Press Limited", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 16th day of June, 1965.

11241-o BRODERICK & McQUILLAN,
Attorneys.

Zem Apartments Inc.

Under the provisions of the Quebec Companies Act, "Zem Apartments Inc.", hereby gives notice that it will make application to the Provincial Secretary for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation as and from a date to be fixed by him.

Montreal, June 15, 1965.

Zem Apartments Inc.,
11242-o *Per: ABRAHAM ZEMEL,*
President.

Abénakis Montréal Limitée

Avis est donné que « Abénakis Montréal Limitée », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social à St-François-du-Lac, district de Richelieu, province de Québec, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à St-François-du-Lac, le 9^e jour de mai 1965.

11250-o *Le Président,*
J.-OMER BIRON.

Credo Holdings Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Credo Holdings Ltd. », ayant son bureau chef dans la cité et district de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de et après la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 15^{ième} jour de juin 1965.

11251-o *Les Procureurs de la requérante,*
SPIEGEL, SHRIAR, POLAK
& COOPERSTONE.

Le Téléphone de St-Hugues de Bagot Inc.

Avis est par les présentes donné que « Le Téléphone de St-Hugues de Bagot Inc. », dont le bureau principal est situé à St-Hugues, dans le comté de Bagot, fera une demande au Secrétaire de la province pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

St-Hyacinthe, le 17 juin 1965.

11252-o *Le Procureur de*
Le Téléphone de St-Hugues de Bagot Inc.
EUGÈNE TOUSIGNANT.

Abénakis Montréal Limitée

Notice is hereby given that "Abénakis Montréal Limitée", a corporation constituted under the Quebec Companies Act, and having its head office at St-François-du-Lac, district of Richelieu, province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the province of Quebec for leave to surrender its charter, under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at St-François-du-Lac, this 9th day of June 1965.

11250-o J.-OMER BIRON,
President.

Credo Holdings Ltd.

Notice is hereby given that "Credo Holdings Ltd.", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 15th day of June, 1965.

11251-o SPIEGEL, SHRIAR, POLAK
& COOPERSTONE,
Attorneys for the petitioner.

Le Téléphone de St-Hugues de Bagot Inc.

Notice is hereby given that "Le Téléphone de St-Hugues de Bagot Inc.", which has its head office in the village of St. Hugues, county of Bagot will make application to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Quebec Companies Act.

St. Hyacinthe, June 17, 1965.

11252-o EUGÈNE TOUSIGNANT,
Attorney for Le Téléphone
de St-Hugues de Bagot Inc.

**Divers
Compagnies**

Tarif des droits exigibles en vertu de la Loi des compagnies de Québec, édicté par les arrêtés en conseil numéros 981 du 11 mai 1965 et 1908 du 1^{er} juin 1965. Ce tarif entre en vigueur le 1^{er} juillet 1965

COMPAGNIES AVEC CAPITAL-ACTIONS**Lettres patentes:**

Sur demande de lettres patentes:

- 1) Lorsque le capital proposé est de \$40,000 ou moins les droits sont de \$100;
- 2) Lorsque le capital proposé excède \$40,000, mais ne dépasse pas \$200,000, les droits sont de \$100 et de \$1 pour chaque \$1,000 ou fraction de \$1,000 en excédent de \$40,000;
- 3) Lorsque le capital proposé excède \$200,000, mais ne dépasse pas \$500,000, les droits sont de \$260 et de 50¢ pour chaque \$1,000 ou fraction de \$1,000 en excédent de \$200,000;
- 4) Lorsque le capital proposé excède \$500,000, les droits sont de \$410 et de 20¢ pour chaque \$1,000 ou fraction de \$1,000 en excédent de \$500,000;

5) Pour les fins de ce tarif, les actions d'une valeur nominale inférieure à \$1 sont évaluées à \$1 et les actions sans valeur nominale sont évaluées selon la considération totale pour laquelle

**Miscellaneous
Companies**

Tariff of fees exigible under the Quebec Companies Act, enacted by Orders in Council numbers 981 of May 11, 1965 and 1908 of June 1, 1965. This tariff comes into force on July 1, 1965.

JOINT STOCK COMPANIES**Letters patent:**

On application for letters patent:

- (1) Where the proposed capital is \$40,000 or less, the fees are \$100;
- (2) Where the proposed capital exceeds \$40,000 but is not more than \$200,000, the fees are \$100 plus \$1 for each \$1,000 or fraction thereof over \$40,000;
- (3) Where the proposed capital exceeds \$200,000 but is not more than \$500,000, the fees are \$260 plus 50¢ for each \$1,000 or fraction thereof over \$200,000;
- (4) Where the proposed capital exceeds \$500,000, the fees are \$410 plus 20¢ for each \$1,000 or fraction thereof over \$500,000;

(5) For the purpose of this tariff, shares with a par value less than \$1 are valued at \$1 and shares without par value are valued according to the total consideration for which they can be

elles peuvent être émises, si cette considération est mentionnée dans la demande ou le règlement à l'appui, sinon elles sont évaluées à \$100 chacune.

Fusion:

6) Sur demande de lettres patentes confirmant un acte d'accord ayant trait à la fusion de compagnies, les droits sont calculés comme pour une demande de lettres patentes.

Lettres patentes supplémentaires:

Sur demande de lettres patentes supplémentaires:

7) Dans tous les cas, sauf ceux ci-après prévus, les droits sont de \$100;

8) Dans le cas de changement de nom, les droits sont de \$50;

9) Dans le cas d'augmentation du capital autorisé ou de la considération totale pour laquelle des actions sans valeur nominale peuvent être émises, les droits payables sont calculés en considérant le montant de l'augmentation comme le capital proposé lors d'une demande de lettres patentes.

10) Dans le cas de demande de subdivision d'actions sans valeur nominale, les droits payables sont calculés comme lors d'une demande de lettres patentes, en tenant compte de la considération totale pour laquelle les nouvelles actions non émises peuvent être émises, si cette considération est mentionnée dans la demande ou le règlement à l'appui, sinon elles sont évaluées à \$100 chacune.

11) Lorsque les lettres patentes supplémentaires ont pour but d'effectuer plus d'un changement, seul le plus élevé des droits prévus est payable.

Abandon de charte:

12) Sur demande d'abandon de la charte d'une compagnie, les droits sont de \$50.

CORPORATIONS SANS CAPITAL-ACTIONS

Lettres patentes:

13) Sur demande de lettres patentes constituant une corporation sans capital-actions, les droits sont de \$25.

Fusion:

14) Sur demande de lettres patentes confirmant un acte d'accord ayant trait à la fusion de corporation sans capital-actions, les droits sont de \$25.

Lettres patentes supplémentaires:

15) Sur demande de lettres patentes supplémentaires d'une corporation sans capital-actions, les droits sont de \$15.

Abandon de charte:

16) Sur demande d'abandon de charte d'une corporation sans capital-actions, les droits sont de \$25.

Divers:

17) Sur dépôt d'un document au secrétariat de la province, lorsque la loi prescrit tel dépôt, les droits sont de \$2, sauf lorsqu'il s'agit d'un document transmis pour publication dans la Gazette officielle de Québec.

issued, if this consideration is mentioned in the application or in the by-law in support thereof, and in default of such mention, they are valued at \$100 each.

Amalgamation:

(6) On application for letters patent confirming an agreement dealing with the amalgamation of companies, the fees are calculated as on application for letters patent.

Supplementary letters patent:

On application for supplementary letters patent:

(7) The fees are \$100 in instances not provided for hereinafter;

(8) To change the name, the fees are \$50;

(9) To increase the authorized capital or the total consideration for which shares without par value may be issued, the fees payable are calculated by considering the increase as the proposed capital on application for letters patent;

(10) To subdivide shares without par value, the fees payable are calculated as on application for letters patent, on the total consideration for which the new unissued shares can be issued, if this consideration is mentioned in the application or in the by-law in support thereof, and in default of such mention, they are valued at \$100 each.

(11) Where supplementary letters patent serve more than one purpose, only the greatest of the fees applicable are payable.

Surrender of charter:

(12) On application for surrender of a charter by a company, the fees are \$50.

CORPORATIONS WITHOUT SHARE CAPITAL

Letters patent:

(13) On application for letters patent incorporating a corporation without share capital, the fees are \$25.

Amalgamation:

(14) On application for letters patent confirming an agreement dealing with the amalgamation of corporations, the fees are \$25.

Supplementary letters patent:

(15) On application for supplementary letters patent by a corporation without share capital the fees are \$15.

Surrender of charter:

(16) On application for surrender of a charter by a corporation without share capital, the fees are \$25.

Miscellaneous:

(17) When the act prescribes that a document must be transmitted to the Department of the Provincial Secretary, the fees are \$2 for each document transmitted, save those transmitted for publication in the Quebec Official Gazette.

18) Sur demande d'annulation de la charte d'une compagnie ou d'une corporation, les droits sont de \$25.

19) Sur demande de révocation de l'annulation d'une charte, les droits sont de \$100 dans le cas d'une compagnie avec capital-actions et de \$25 dans le cas d'une corporation sans capital-actions.

20) Pour les fins du tarif, des lettres patentes en vertu de la deuxième partie de la Loi des compagnies sont considérées comme des lettres patentes supplémentaires.

11060-23-4-o

Durable Upholsterers Limited

Avis est donné que « Durable Upholsterers Limited », a changé le nombre de ses directeurs de 3 à 4.

Le Secrétaire-trésorier,
ALEC PANTEL.

11243

4117-46

Service des loisirs Précieux-Sang

Avis est donné que le Secrétaire de la province a, le 10^e jour de mai 1965, approuvé les règlements généraux du « Service des loisirs Précieux-Sang », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11244-o

2844-64

Sherbrooke-Cavendish Corporation

Avis est donné que « Sherbrooke-Cavendish Corporation », a changé le nombre de ses directeurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,
SAMUEL CHAIT.

11245

755-64

Waddington Galleries Inc.

Avis est donné que « Waddington Galleries Inc. », a diminué de 4 à 3 le nombre de ses directeurs.

Le Secrétaire,
MURRAY LAPIN.

11246

13722-58

Association Professionnelle des meuniers du Québec

Avis est donné que l'« Association Professionnelle des meuniers du Québec », a changé le nombre de ses administrateurs de 19 à 18.

Le Secrétaire,
RENÉ BLANCHARD.

11253-o

15144-61

Association Professionnelle des meuniers du Québec

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 14 juin 1965, approuvé les modifications aux règlements généraux et les règlements numéros 2 et 3 de l'« Association Professionnelle des meuniers du Québec », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16^e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11253-o

15144-61

(18) On application to annul the charter of a company or a corporation, the fees are \$25.

(19) On application to revoke the annulment of a charter, the fees are \$100 for a joint stock company and \$25 for a corporation without share capital.

(20) For the purpose of this tariff, letters patent issued under Part II of the Companies Act are considered as supplementary letters patent.

11060-23-4-o

Durable Upholsterers Limited

Notice is hereby given that "Durable Upholsterers Limited", has changed the number of its directors from 3 to 4.

ALEC PANTEL,
Secretary-Treasurer.

11243-o

4117-46

Service des loisirs Précieux-Sang

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on the 10th day of May, 1965, approved the general by-laws of "Service des loisirs Précieux-Sang", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11244

2844-64

Sherbrooke-Cavendish Corporation

Notice is hereby given that "Sherbrooke-Cavendish Corporation", has changed the number of its directors from 3 to 5.

SAMUEL CHAIT,
Secretary.

11245-o

755-64

Waddington Galleries Inc.

Notice is hereby given that "Waddington Galleries Inc.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

MURRAY LAPIN,
Secretary.

11246-o

13722-58

Association Professionnelle des meuniers du Québec

Notice is hereby given that l'« Association Professionnelle des meuniers du Québec », has changed the number of its directors from 19 to 18.

RENÉ BLANCHARD,
Secretary.

11253

15144-61

Association Professionnelle des meuniers du Québec

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on June 14, 1965, approved the modifications of the general by-laws and by-laws number 2 and 3 of l'« Association Professionnelle des meuniers du Québec », and such, pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11253

15144-61

Lebeau Combing Mills Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Lebeau Combing Mills Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le Secrétaire,

MARIE-JEANNE BEAUDOIN LEBEAU,
11254-o 6455-50

Club autos sport La Licorne inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 4 juin 1965, approuvé le règlement numéro 1 du « Club autos sport La Licorne inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8 juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11269-o 1648-65

E. G. Electric Co.

Avis est donné que « E. G. Electric Co. », a changé le nombre de ses directeurs de 3 à 4.

Le Président,
E. GREENSPOON.

11270 13810-56

Advanced Food Products Ltd.

Avis est donné que « Advanced Food Products Ltd. », a changé le nombre de ses directeurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
CHARLES OUAKNINE.

11277 2187-63

Icanda Québec limitée

Avis est donné que la compagnie « Icanda Québec limitée », a changé le nombre de ses administrateurs de 10 à 7.

Le Secrétaire,
ANDRÉ SIMARD.

11278-o 11401-52

Association de Chasse et de Pêche de Lac-Saint-Paul inc.

Avis est donné que l'« Association de Chasse et de Pêche de Lac-Saint-Paul inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 10.

Le Président,
ADRIEN VENNE.

11281-o 3712-64

Association de Chasse et de Pêche de Lac-Saint-Paul inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 20 mai 1965, approuvé les règlements généraux de l'« Association de Chasse et de Pêche de Lac-Saint-Paul inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11281-o 3712-64

Candiac Development Corporation

Avis est donné que « Candiac Development Corporation », a changé le nombre de ses directeurs de 17 à 13.

Le Secrétaire,
J. FAVREAU.

11282 10108-55

Lebeau Combing Mills Ltd.

Notice is hereby given that "Lebeau Combing Mills Ltd.", has changed the number of its directors from 5 to 3.

MARIE-JEANNE BEAUDOIN LEBEAU,
Secretary.

11254 6455-50

Club autos sport La Licorne inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on June 4, 1965, approved the by-law number 1. of "Club autos sport La Licorne inc.", and such, pursuant to the provisions of article 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this June 8, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11269 1648-65

E. G. Electric Co.

Notice is hereby given that "E. G. Electric Co.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

E. GREENSPOON,
President.

11270-o 13810-56

Advanced Food Products Ltd.

Notice is hereby given that "Advanced Food Products Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

CHARLES OUAKNINE,
Secretary.

11277-o 2187-63

Icanda Québec limitée

Notice is hereby given that "Icanda Québec limitée", has changed the number of its directors from 10 to 7.

ANDRÉ SIMARD,
Secretary.

11278-o 11401-52

Association de Chasse et de Pêche de Lac-Saint-Paul inc.

Notice is hereby given that the "Association de Chasse et de Pêche de Lac-Saint-Paul inc.", has changed the number of its directors from 5 to 10.

ADRIEN VENNE,
President.

11281 3712-64

Association de Chasse et de Pêche de Lac-Saint-Paul inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on May 20, 1965, approved the general by-laws of the "Association de Chasse et de Pêche de Lac-Saint-Paul inc.", and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11281-o 3712-64

Candiac Development Corporation

Notice is hereby given that "Candiac Development Corporation", has changed the number of its directors from 17 to 13.

J. FAVREAU,
Secretary.

11282-o 10108-55

American Express Company

Avis est donné que, par nouvelle procuration en date du 10 juin 1965, dont une copie a été transmise au secrétaire de la province, Mr. J. Paul B. Paris, du 1200, rue Peel, Montréal, a été nommé, en remplacement de Mr. Roscoe Murphy, agent principal dans la province, de « American Express Company », compagnie à fonds social étrangère, dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec en vertu des dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

Avis est aussi donné qu'en vertu de la nouvelle procuration ci-haut mentionnée, le bureau principal de ladite compagnie est établi à 1200, rue Peel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18^e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11287-o

2085-06

American Express Company

Notice is hereby given that, by new power of attorney dated June 10, 1965, copy of which has been transmitted to the Provincial Secretary, Mr. J. Paul B. Paris, 1200 Peel Street, Montreal, has been appointed, in replacement of Mr. Roscoe Murphy, principal agent in the province of "American Express Company", an extra-provincial company, duly authorized to carry on business in the province of Quebec pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

Notice is also given that pursuant to the new power of attorney abovementioned, the principal office of the said company is established at 1200 Peel Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the province.

11287

2085-06

Sièges sociaux**A. J. Dupuis Inc.**

Avis est donné que la compagnie « A. J. Dupuis Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 26 avril 1965, a établi son bureau à Rouyn, à 175 rue Principale, Rouyn.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré comme étant le bureau principal de la compagnie.

Daté à Rouyn, ce 26^e jour d'avril 1965.

La Secrétaire-trésorière,

Mme L. PERRON.

11247-o

1860-65

Head Offices**A. J. Dupuis Inc.**

Notice is hereby given that "A. J. Dupuis Inc.", incorporated by letters patent under date the April 26, 1965, has established its head office at Rouyn, at 175 Main Street.

As and from this date, the said office is considered by the company as being its principal office.

Dated at Rouyn, this 26th day of April 1965.

Mme L. PERRON,

Secretary-Treasurer.

11247-o

1860-65

**Association Professionnelle
des meuniers du Québec**

Avis est donné que l'« Association Professionnelle des meuniers du Québec », a changé son siège social de St-Hyacinthe, au numéro 355, 1^{ère} rue, Limoilou, Québec (C.P. 191).

Le Secrétaire,

RENÉ BLANCHARD.

11253-o

15144-61

**Association Professionnelle
des meuniers du Québec**

Notice is hereby given that l'« Association Professionnelle des meuniers du Québec », has changed its head office from St-Hyacinthe, to 355, 1st Street, Limoilou, Quebec (C.P. 191).

RENÉ BLANCHARD,

Secretary.

11253

15144-61

**Association de Natation Briarwood Inc.
Briarwood Swimming Association Inc.**

Avis est donné que l'« Association de Natation Briarwood Inc. — Briarwood Swimming Association Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 juin 1965, et ayant son bureau principal dans Pierrefonds a établi son bureau sur la rue Gravel.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Pierrefonds, ce 15 juin 1965.

Le Président,

JEAN GUILBEAULT.

11255-o

2478-65

**Association de Natation Briarwood Inc.
Briarwood Swimming Association Inc.**

Notice is hereby given that "Association de Natation Briarwood Inc. — Briarwood Swimming Association Inc." incorporated by letters patent dated June 10, 1965, and having its head office in Pierrefonds, has established its office on Gravel Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Pierrefonds, June 15, 1965.

JEAN GUILBEAULT,

President.

11255

2478-65

**Marbre Carrara Inc.
Carrara Marble Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Marbre Carrara Inc. — Carrara Marble Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec en date du 26 avril 1965 et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, dis-

**Carrara Marble Inc.
Marbre Carrara Inc.**

Notice is hereby given that "Carrara Marble Inc. — Marbre Carrara Inc.", a company incorporated by letters patent issued under Part one of the Quebec Companies Act on April 26, 1965, and having its head office in Montreal, district of Montreal, has established its office at 9827,

trict de Montréal, a établi son bureau au 9827 de la rue Verville, à Montréal dans ledit district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 10e jour de juin 1965. *Marbre Carrara Inc. — Carrara Marble Inc.,*

Par le Président,
SILVANO MENGHI.

11256-o 1910-65

Construction Ploërmel Inc.
Ploermel Construction Inc.

Avis est donné que la compagnie « Construction Ploërmel Inc. — Ploermel Construction Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de décembre 1959, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 56, de la rue St-Pierre, l'a transporté au numéro 81, de la rue St-Pierre.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce septième jour de juin 1965.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
MAURICE DE COSTER, JR.
11257 1658-48

Credit Total Inc.

Avis est par les présentes donné que « Credit Total Inc. », une compagnie formée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes émises le 18 janvier 1965, a son principal bureau d'affaires à 480 rue St-Georges en la cité de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, dans la province de Québec.

Daté à St-Jérôme, ce 7 avril 1965.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
PAULE O. JOHNSON.
11258-o 236-65

Davida Inc.

Avis est donné que « Davida Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec en date du vingt et un avril mil neuf cent soixante-cinq et ayant son siège social dans la cité de Québec, a établi son bureau à 132, rue St-Pierre, en ladite cité.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Québec, le sixième jour du mois de juin mil neuf cent soixante-cinq.

Le Secrétaire,
JEAN CANTIN.
11259-o 1873-65

Emdeco Limitée
Emdeco Limited

Avis est donné que la compagnie « Emdeco Limitée — Emdeco Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du neuvième jour de février 1955, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 56, de la rue St-Pierre, l'a transporté au numéro 81, de la rue St-Pierre.

Verville Street, in Montreal, in the said district of Montreal.

From and after the date of the present notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 10th day of June, 1965. *Carrara Marble Inc. — Marbre Carrara Inc.,*

Per: SILVANO MENGHI,
President.
11256-o 1910-65

Construction Ploërmel Inc.
Ploermel Construction Inc.

Notice is hereby given that "Construction Ploërmel Inc. — Ploermel Construction Inc.", incorporated by letters patent dated of the twenty-second day of December 1959, and having its head office in the city of Québec, where its office was situated up to to-day at number 56, St-Peter St., has moved it to number 81, St-Peter Street.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Québec, this seventh day of June, 1965.

(Seal) MAURICE DE COSTER, JR.
Secretary.
11257 1658-48

Credit Total Inc.

Notice is hereby given that "Credit Total Inc.", a company incorporated under part I of the Quebec Companies Act, by letters patent issued on January 18, 1965, has its head office at 480, St-George St., in the city of Saint-Jérôme, county of Terrebonne, in the province of Québec.

Dated at St-Jérôme, April 7, 1965.

(Seal) PAULE O. JOHNSON,
Secretary.
11258 236-65

Davida Inc.

Notice is hereby given that "Davida Inc.", incorporated by letters patent issued under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act dated the twenty-first of April one thousand nine hundred and sixty-five and having its head office in the city of Québec, has established its office at 132 St-Peter Street, in the said city.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Québec, the sixth day of the month of June one thousand nine hundred and sixty-five.

JEAN CANTIN,
Secretary.
11259 1873-65

Emdeco Limitée
Emdeco Limited

Notice is hereby given that "Emdeco Limitée — Emdeco Limited", incorporated by letters patent dated the ninth day of February, 1955, and having its principal office in the city of Québec where it had its office situated up to now at number 56 St-Pierre Street, has moved it to number 81 St-Peter Street.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce septième jour de juin 1965.

Le Secrétaire,
(Sceau) MAURICE DE COSTER, JR.
11260-o 10352-55

Les Entreprises de l'Est Inc.
Eastern Enterprises Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises de l'Est Inc. — Eastern Enterprises Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de décembre 1961, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 56, de la rue St-Pierre, l'a transporté au numéro 81, de la rue St-Pierre.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce septième jour de juin 1965.

Le Secrétaire,
(Sceau) Dame VIOLETTE H. DE COSTER.
11261-o 12545-62

Les Immeubles Guertin Ltée

Prenez avis que la compagnie « Les Immeubles Guertin Ltée », incorporée par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec le 29^e jour de décembre 1964, a établi son siège social et sa principale place d'affaires au 837 rue Cherrier, dans les dités et district de Montréal.

Montréal, le 11 juin 1965.

Le Secrétaire,
(Sceau) JANINE G. LAROCQUE.
11262 5924-64

Papineau Transport Inc.

Avis est par les présentes donné que « Papineau Transport Inc. », une compagnie formée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes émises le 11 décembre 1964, a son principal bureau d'affaires à St-Antoine des Laurentides, comté de Terrebonne, dans la province de Québec.

Donné à St-Antoine des Laurentides, ce 19 mai 1965.

La Secrétaire,
(Sceau) Mme CARMEL M. PAPINEAU.
11263-o 4757-64

Renaud & fils Assurances Inc.

Avis est par les présentes donné que « Renaud & fils Assurances Inc. », une compagnie formée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes émises le 23 avril 1965, a son principal bureau d'affaires à Lesage, comté de Terrebonne, dans la province de Québec.

Daté à Lesage, ce 9 juin 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
(Sceau) JEAN-GUY RENAUD.
11264-o 1471-65

Du-Mon Verdure inc.

Avis est donné que la compagnie « Du-Mon Verdure inc. », a changé son siège social de St-Hilaire, au numéro 3714, rue Ontario, est, Montréal.

Le Secrétaire,
RAYMOND MONETTE.
11288-o 1365-65

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its principal office.

Given at Quebec, this seventh day of June, 1965.

MAURICE DE COSTER, JR.,
(Seal) Secretary.
11260 10352-55

Les Entreprises de l'Est Inc.
Eastern Enterprises Inc.

Notice is hereby given that « Les Entreprises de l'Est Inc. — Eastern Enterprises Inc. », incorporated by letters patent dated the twenty-ninth day of December, 1961, and having its principal office in the City of Quebec where its office was situated up to now at number 56 St-Peter Street, has moved it to number 81 St-Peter Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its principal office.

Given at Quebec, this seventh day of June, 1965.

Dame VIOLETTE H. DE COSTER,
(Seal) Secretary.
11261 12545-62

Les Immeubles Guertin Ltée

Take notice that « Les Immeubles Guertin Ltée », a corporation duly constituted by letters patent issued on December 29, 1964 under Part I of The Quebec Companies Act, has established its head office and principal place of business at 837 Cherrier Street, in the city and district of Montreal.

Montreal, June 11, 1965.

JANINE G. LAROCQUE,
(Seal) Secretary.
11262-o 5924-64

Papineau Transport Inc.

Notice is hereby given that « Papineau Transport Inc. », a company incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent issued on December 11, 1964, has its head office at St-Antoine des Laurentides, county of Terrebonne, in the province of Québec.

Dated at St-Antoine des Laurentides, May 19, 1965.

(Seal) Mme CARMEL M. PAPINEAU,
Secretary.
11263 4757-64

Renaud & fils Assurances Inc.

Notice is hereby given that « Renaud & fils Assurances Inc. », a company incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent issued on April 23, 1965, has its head office at Lesage, county of Terrebonne, in the province of Quebec.

Dated at Lesage, June 9, 1965.

(Seal) JEAN-GUY RENAUD,
Secretary-Treasurer.
11264 1471-65

Du-Mon Verdure inc.

Notice is hereby given that « Du-Mon Verdure inc. », has changed its head office from St-Hilaire, to number 3714 Ontario Street East, Montreal.

RAYMOND MONETTE,
Secretary.
11288 1365-65

Les Placements J. G. F. inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Placements J. G. F. inc. », a changé son siège social du numéro 5701, rue Christophe-Colomb, Montréal, au numéro 65, Place Belvédère, Westmount.

Le Président,

JACQUES FRANCOEUR.

11289-o

5982-64

Les Placements J. G. F. inc.

Notice is hereby given that "Les Placements J. G. F. inc.", has changed its head office from 5701, Christophe-Colomb Street, Montreal, to 65, Place Belvédère, Westmount.

JACQUES FRANCOEUR,

President.

11289

5982-64

Examen du Barreau

Bar Examination

Barreau de Hull — Bar of Hull

Candidats pour l'admission à la pratique
Candidates for the admission for the practice

| Noms — Surnames | Prénoms — Given Names | Age | Résidence — Residence |
|-----------------------|-----------------------------|-----|--------------------------------------|
| Levasseur | Edgar | 49 | 297 Riverdale, Ottawa, Ont. |
| Roger | Gilles | 28 | 40 Jogues, Hull, Qué. |
| D'Amours | Edmond-Pierre | 24 | 16 Bisson, Hull, Qué. |
| Labbé | Paul | 26 | 77 Boucherville, App. 2, Hull, Qué. |
| Major | Guy-Paul | 26 | 1129 Meadowlands Drive, Ottawa, Ont. |
| Sauvé | Pierre | 29 | 347 Nelson, Ottawa, Ont. |
| Bazin | Jean | 25 | 45 Rideau, App. 406, Ottawa, Ont. |
| Moreault | Michel | 28 | R. R. 1, Lucerne, Qué. |
| Dufour | Pierre | 23 | 11, rue Murray St. Hull, Qué. |
| Moreault | Pierre | 25 | R. R. 1, Lucerne, Qué. |

Hull, 16 juin 1965 — Hull June 16, 1965.

*Le Secrétaire-trésorier adjoint,
ME MICHEL PHARAND,
Associate Secretary-Treasurer.*

11291-o

Liquidation — Avis de

Winding up Notices

Syndicat de Travail de St-Edmond

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale des membres du syndicat coopératif « Syndicat de Travail de St-Edmond », tenue à St-Edmond, le 16e jour de mai 1965, il a été résolu que les affaires de ladite société soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, le tout conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 290) et de la Loi de la liquidation des compagnies à fonds social (Ibid., chapitre 278), et que M. Joseph Toussaint a été nommé liquidateur.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11290-o

1206-47

Syndicat de Travail de St-Edmond

Notice is hereby given that, at a general assembly of the co-operative syndicate members, "Syndicat de Travail de St-Edmond", held at St-Edmond, the 16th day of May, 1965, it was decided that the business of the said society be liquidated, and that the same be dissolved, the whole pursuant to the Quebec Co-operate Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 290), and of the Winding-Up Act (Ibid., Chapter 278), and that M. Joseph Toussaint was named liquidator.

Given at the office of the Provincial Secretary, the 17th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11290

1206-47

Ministère de l'Éducation

Department of Education

Saint-Nazaire-de-Berry

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Saint-Nazaire-de-Berry dans le comté d'Abitibi-Est en celui de « Rivière Davy ».

Québec, le 9 juin 1965.

Le Ministre de l'Éducation,

PAUL GÉRIN-LAJOIE.

11191-25-2-o

Saint-Nazaire-de-Berry

Application is made to change the name of the school municipality of Saint-Nazaire-de-Berry in the county of Abitibi-East, to that of "Rivière Davy".

Quebec, June 9, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

11191-25-2

Saint-Barnabé

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Barnabé, dans le comté de St-Maurice, les lots 444, 445, 447 à 453 inclusivement, 455 et 456 du rang Grande Rivière Sud du cadastre officiel de la municipalité scolaire de St-Barnabé, dans le comté de St-Maurice, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Étienne-des-Grès, dans le même comté.

Québec, le 10 juin 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

11187-25-2-o

93-65

La commission scolaire régionale de Chambly

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 1113 en date du 8 juin 1965, d'admettre les commissions scolaires de Chambly, Ville de Fort Chambly et La Commission des Écoles Catholiques de Longueuil, dans le comté de Chambly, dans La commission scolaire Régionale de Chambly.

Pour les fins de la représentation prévue à l'article 496b, les neuf commissaires d'écoles sont parmi les délégués de toutes les commissions scolaires membres, mais en aucun cas une commission scolaire n'a droit à plus d'un commissaire d'écoles à la commission scolaire régionale.

Cette représentation remplace celle qui a été déterminée par la section 4 de l'arrêté en conseil numéro 1010 en date du 18 juin 1963.

Cet arrêté en conseil prendra effet à compter du 1er juillet 1965.

Québec, le 15 juin 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

11279-o

1075-57

La commission scolaire régionale Lanaudière

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 1112 en date du 8 juin 1965, d'admettre les commissions scolaires de Berthierville, St-Barthélémy, St-Cuthbert, St-Damien, St-Michel-des-Saints et St-Norbert, dans le comté de Berthier; Ste-Élizabéth, dans le comté de Joliette; St-Gérard et St-Roch-de-L'Achigan, dans le comté de L'Assomption; St-Calixte, dans le comté de Montcalm dans La commission scolaire régionale Lanaudière.

Cet arrêté en conseil prend effet à compter du 1er juillet 1965.

Québec, le 16 juin 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

11279-o

8-62

Matane

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 1112 en date du 8 juin 1965, d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de la Paroisse de St-Jérôme, dans le comté de Matane, à la municipalité scolaire de Matane, dans le comté de Matane.

Cet arrêté en conseil prend effet le 1er juillet 1965.

Québec, le 16 juin 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

11279-o

323-58

Saint-Barnabé

Application is made to detach from the school municipality of St-Barnabé, in the county of St-Maurice, lots 444, 445, 447 to 453 inclusively, 455 and 456 of range Grande Rivière South of the official cadaster for the school municipality of St-Barnabé, in the county of St-Maurice, to annex them to the school municipality of St-Étienne-des-Grès, in the same County.

Quebec, June 10, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

11187-25-2

93-65

The regional school board of Chambly

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 1113 dated June 8, 1965, to admit the school commissions of Chambly, Ville de Fort Chambly and La Commission des Écoles Catholiques de Longueuil, dans le comté de Chambly, in La commission scolaire Régionale de Chambly.

For the purposes of the representation provided for in section 496b, the nine school commissioners are chosen among the delegates of all the member school commissions, but in no case a school commission has the right to more than one school commissioner on the regional school board.

This representation replaces that which has been determined by section 4 of Order in Council number 1010 dated June 18, 1963.

This Order in Council will take effect from and after July 1, 1965.

Quebec, June 15, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

11279

1075-57

The Lanaudière regional school board

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council, number 1112, dated June 8, 1965, to admit the school commissions of Berthierville, St-Barthélémy, St-Cuthbert, St-Damien, St-Michel-des-Saints and St-Norbert, in the county of Berthier; Ste-Élizabéth, in the county of Joliette; St-Gérard and St-Roch-de-L'Achigan in the county of L'Assomption; St-Calixte in the county of Montcalm, in the Lanaudière Regional School Board.

This Order in Council takes effect from and after July 1st, 1965.

Quebec, June 16, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

11279

8-62

Matane

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 1112 dated June 8, 1965, to annex the present territory of the school commission of the parish of St-Jérôme, in the county of Matane, to the school municipality of Matane, in the county of Matane.

This Order in Council takes effect on July 1, 1965.

Quebec, June 16, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

11279

323-58

La commission scolaire régionale de l'Outaouais

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 1011 en date du 18 mai 1965, d'annexer la commission scolaire de Farrellton, dans le comté de Gatineau, dans La commission scolaire régionale de l'Outaouais.

En vertu de l'article 496b, le nombre des commissaires d'écoles de la commission scolaire régionale de l'Outaouais est fixé à neuf selon la représentation suivante: trois commissaires choisis parmi les délégués de la Commission des Écoles catholiques de Hull; un commissaire choisi parmi les délégués de la commission scolaire de Pointe-à-Gatineau; un commissaire choisi parmi les délégués de la commission scolaire de Gatineau « cath. »; un commissaire choisi parmi les délégués des commissions scolaires de Ville d'Aylmer, Rapide-des-Chênes « cath. », Eardley; un commissaire choisi parmi les délégués des commissions scolaires de village de Templeton, Perkins; un commissaire choisi parmi les délégués des commissions scolaires de La Pêche, Limbour « cath. », St-Pierre-de-Wakefield, St-Étienne-de-Chelsea, Cantley, Farrellton; un commissaire choisi parmi les délégués des commissions scolaires de Ste-Marie-de-Quyon, Campbell's Bay « cath. », Fort-Coulonge « cath. », Calumet, Chapeau.

Cette représentation remplace celle qui a été déterminée dans l'arrêté en conseil numéro 1584 en date du 19 septembre 1963.

Cet arrêté en conseil prend effet à compter du 1er juillet 1965.

Québec, le 16 juin 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

11279-o 1524-61

Ville de Rimouski

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 1112 en date du 8 juin 1965, de porter à sept (7) le nombre des commissaires d'écoles pour la municipalité de la Ville de Rimouski, dans le comté de Rimouski.

Québec, le 16 juin 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

11279-o 1524-61

Ste-Louise

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 1010 en date du 18 mai 1965, de détacher de la municipalité scolaire de St-Roch-des-Aulnets, dans le comté de L'Islet, les lots 395, 406, 409 et 415 du cadastre officiel de la seigneurie de St-Roch-des-Aulnaies pour être annexés à la municipalité scolaire de Ste-Louise, dans le comté de L'Islet.

Cet arrêté en conseil prend effet le 1er juillet 1965.

Québec, le 15 juin 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

11279-o 801-64

La commission scolaire régionale de la Baie des Chaleurs

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 1177 en date du 15 juin 1965, d'admettre les commissions scolaires de St-Siméon-de-Bonaventure, St-Jules, L'Anse-aux-Gascons et Port-Daniel, dans le comté de Bonaventure, dans La commission scolaire de la Baie des Chaleurs.

The regional school board of l'Outaouais

The Lieutenant-Governor, by Order in Council number 1011, dated May 18, 1965, to annex the school Commission of Farrellton, in the county of Gatineau, in The regional school board of l'Outaouais.

In virtue of section 496b, the number the school commissions of the regional school board of l'Outaouais is fixed at nine according to the following representation: three commissioners chosen among the delegates of the Catholic School Commission of Hull; a commissioner chosen among the delegates of the School Commission of Pointe-à-Gatineau; a commissioner chosen among the delegates of the School Commission of Gatineau "Cath."; a commissioner chosen among the delegates of the School Commission of Town of Aylmer, Rapide-des-Chênes "Cath.", Eardley; a commissioner chosen among the delegates of the School Commissions of the Village of Templeton, Perkins; a commissioner chosen among the delegates of the School Commissions of La Pêche, Limbour "Cath.", St-Pierre-de-Wakefield, St-Étienne-de-Chelsea, Cantley, Farrellton; a school commissioner chosen among the delegates of the School Commissions of Ste-Marie-de-Quyon, Campbell's Bay "Cath.", Fort-Coulonge "Cath.", Calumet, Chapeau.

This representation replaces the one which has been determined in the Order in Council number 1584, dated September 19, 1963.

This Order in Council takes effect from and after July 1, 1965.

Québec, June 16, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

11279 1524-61

Town of Rimouski

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 1112 dated June 8, 1965, to change to seven (7) the number of the school commissioners for the municipality of the Town of Rimouski, in the county of Rimouski.

Québec, June 16, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

11279 1524-61

Ste-Louise

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 1010 dated May 18, 1965, to detach from the school municipality of St-Roch-des-Aulnets, in the county of L'Islet, lots 395, 406, 409 and 415 of the official cadaster of the seigniorie of St-Roch-des-Aulnaies to be annexed to the school municipality of Ste-Louise, in the county of L'Islet.

This Order in Council takes effect on July 1, 1965.

Québec, June 15, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

11279 801-64

The regional school board of Baie des Chaleurs

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 1177 dated June 15, 1965, to admit the school commissions of St-Siméon-de-Bonaventure, St-Jules, L'Anse-aux-Gascons and Port-Daniel, in the county of Bonaventure, in The regional school board of Baie des Chaleurs.

Cet arrêté en conseil prend effet à compter du 1er juillet 1965.

Québec, le 22 juin 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

11279-0 2361-60

**La commission scolaire régionale
Honoré Mercier**

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1177, en date du 15 juin 1965, d'admettre les commissions scolaires de Marieville, Village de Richelieu, St-Mathias et Ste-Angele-de-Monnoir, dans le comté de Rouville; St-Jacques-Le-Mineur, dans le comté de Napierville-Laprairie, dans La commission scolaire régionale Honoré-Mercier.

Cet arrêté en conseil prend effet à compter du 1er juillet 1965.

Québec, le 22 juin 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

11279-0 232-62

**La commission scolaire régionale
Meilleur**

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1177, en date du 15 juin 1965, d'admettre les commissions scolaires de St-François-Xavier-de-Shefford « cath. » et Béthanie « cath. » dans le comté de Shefford, dans La commission scolaire régionale Meilleur.

Pour les fins de la représentation prévue à l'article 496b, ces deux commissions scolaires ont été ajoutées au groupe des commissions scolaires qui choisissent deux commissaires.

Cet arrêté en conseil prend effet à compter du 1er juillet 1965.

Québec, le 22 juin 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

11279-0 820-61

**La commission scolaire régionale
Des Monts**

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1177, en date du 15 juin 1965, d'admettre les commissions scolaires de St-Thomas-de-Cherbourg, St-Léandre, St-Paul-des-Capucins, St-Nil, St-René-Goupil et St-René-de-Matane, dans le comté de Matane, dans La commission scolaire régionale Des Monts.

Pour les fins de la représentation prévue à l'article 496b, les commissions scolaires de St-Léandre et St-René-de-Matane ont été ajoutées au groupe des commissions scolaires de Baies-des-Sables, St-Ulric; les commissions scolaires de St-Thomas-de-Cherbourg, St-Nil, St-René-Goupil ont été ajoutées au groupe des commissions scolaires de St-Paulin-Dalibaire, St-Jean-de-Cherbourg et St-Luc; la commissions scolaires de St-Paul-des-Capucins a été ajoutée au groupe des commissions scolaires de Cap-Chat, St-Octave-de-l'Avenir.

Cet arrêté en conseil prend effet à compter du 1er juillet 1965.

Québec, le 22 juin 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

11279-0 1177-61

**La commission scolaire régionale
Pascal-Taché**

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 1177 en date du 15 juin 1965,

This Order in Council takes effect from and after July 1, 1965.

Quebec, June 22, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

11279 2361-60

**The Honoré Mercier regional
school board**

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1177, dated June 15, 1965, to admit the school commissions of Marieville, Village of Richelieu, St-Mathias and Ste-Angele-de-Mannoir, in the county of Rouville; St-Jacques-Le-Mineur, in the county of Napierville-Laprairie, in The Honoré-Mercier regional school board.

This Order in Council takes effect from and after July 1, 1965.

Quebec, June 22, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

11279 232-62

**The Meilleur regional
school board**

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1177 dated June 15, 1965, to admit the school commissions of St-François-Xavier-de-Shefford "cath." and Béthanie "cath." in the county of Shefford, in The Meilleur regional school board.

For the purposes of the representation provided for in section 496b, these two school commissions have been added to the group of school commissions that choose two commissioners.

This Order in Council takes effect from and after July 1, 1965.

Quebec, June 22, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

11279 820-61

**The Des Monts regional
school board**

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1177 dated June 15, 1965, to admit the school commissions of St-Thomas-de-Cherbourg, St-Léandre, St-Paul-des-Capucins, St-Nil, St-René-Goupil and St-René-de-Matane, in the county of Matane, in The Des Monts regional school board.

For the purposes of the representation provided for in section 496b, the school commissions of St-Léandre and St-René-de-Matane have been added to the group of the school commissions of Baie-des-Sables, St-Ulric; the school commissions of St-Thomas-de-Cherbourg, St-Nil, St-René-Goupil have been added to the group of the school commission of St-Paul-Dalibaire, St-Jean-de-Cherbourg and St-Luc; the school commission of St-Paul-des-Capucins has been added to the group of school commissions of Cap-Chat, St-Octave-de-l'Avenir.

This Order in Council takes effect from and after July 1, 1965.

Quebec, June 22, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

11279 1177-61

**The Pascal-Taché regional
school board**

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 1177 dated June 15,

d'admettre les commissions scolaires de Rivière-Ouelle et St-Pacôme, dans le comté de Kamouraska; St-Philémon, dans le comté de Bellechasse, dans La commission scolaire régionale Pascal-Taché.

Cet arrêté en conseil prend effet à compter du 1er juillet 1965.

Québec, le 22 juin 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

11279-o 521-62

La commission scolaire régionale de la Péninsule

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 1177 en date du 15 juin 1965, d'admettre les commissions scolaires de Val d'Espoir, Barachois « cath. », dans le comté de Gaspé-Sud; Murdochville, dans le comté de Gaspé-Nord, dans La commission scolaire régionale de La Péninsule.

Cet arrêté en conseil prend effet à compter du 1er juillet 1965.

Québec, le 22 juin 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

11279-o 640-61

Ville de Rimouski

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 1177 en date du 15 juin 1965, d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de Rimouski-Est, dans le comté de Rimouski, à la municipalité de la ville de Rimouski, dans le comté de Rimouski.

Cet arrêté en conseil prendra effet à compter du 1er août 1965.

Québec, le 21 juin 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

11279-o 139-65

La commission scolaire régionale du Cuivre

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 1010 en date du 18 mai 1965, d'admettre la commission scolaire de Remigny, dans le comté de Rouyn-Noranda, et les commissions scolaires de Laforce, Laverlochère, Nédelec et St-Romuald-de-Moffet, dans le comté de Témiscamingue, dans La Commission scolaire régionale du Cuivre à compter du 1er juillet 1965.

Pour les fins de la représentation telle que prescrite à l'article 496b les commissions scolaires de Laforce, Laverlochère, Nédelec et St-Romuald-de-Moffet ont été ajoutées au groupe de commissions scolaires mentionnées au paragraphe « a »; la commission scolaire de Remigny a été ajoutée aux groupes de commissions scolaires mentionnées aux paragraphes « b » et « d »; le tout référant à l'arrêté en conseil numéro 2382 en date du 16 décembre 1964.

Québec, le 18 juin 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

11279-o 860-62

La commission scolaire régionale Lalonde

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 1010, en date du 18 mai 1965, d'admettre les commissions scolaires de Ste-Germaine, St-Janvier, Laferté et Authier, dans le comté d'Abitibi-Ouest, dans la commission scolaire régionale Lalonde.

Pour les fins de l'article 496b les commissions scolaires de Ste-Germaine, St-Janvier, Laferté et

1965, to admit the school commissions of Rivière-Ouelle and St-Pacôme, in the county of Kamouraska; St-Philémon, in the county of Bellechasse, in The Pascal-Taché regional school board.

This Order in Council takes effect from and after July 1, 1965.

Québec, June 22, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

11279 521-62

The regional school board of La Péninsule

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 1177 dated June 15, 1965, to admit the school commissions of Val d'Espoir, Barachois "cath.", in the county of Gaspé-Sud; Murdochville, in the county of Gaspé-Nord, in The regional school board of La Péninsule.

This Order in Council takes effect from and after July 1, 1965.

Québec, June 22, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

11279 640-61

Town of Rimouski

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 1177 dated June 15, 1965, to annex the present territory of the school Commission of Rimouski-Est, in the county of Rimouski, to the municipality of the town of Rimouski, in the county of Rimouski.

This Order in Council will take effect from and after August 1, 1965.

Québec, June 21, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

11279 139-65

The Cuivre regional school board

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 1010, dated May 18, 1965, to admit the school commission of Remigny, in the county of Rouyn-Noranda, and the school commissions of Laforce, Laverlochère, Nédelec, and St-Romuald-de-Moffet, in the county of Temiscamingue, to the Cuivre Regional School Board from and after July 1, 1965.

For the purposes of the representation as prescribed in section 496b the school commissions of Laforce, Laverlochère, Nédelec and St-Romuald-de-Moffet have been added to the group of school commissions mentioned in paragraph "a"; the school commission of Remigny was added to the groups of school commissions mentioned in paragraphs "b" and "d"; the whole in reference to Order in Council number 2382, dated December 16, 1964.

Québec, June 18, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

11279 860-62

The Lalonde regional school board

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 1010 dated May 18, 1965, to admit the school commissions of Ste-Germaine, St-Janvier, Laferté and Authier, in the county of Abitibi-West, in the regional school board Lalonde.

For the purposes of section 496b the school commissions of Ste-Germaine, St-Janvier, La-

Authier ont été ajoutées au groupe des commissions scolaires de Beaucanton, Desmeloizes, Dupuy, Duparquet, La Reine, Palmarolle, Rapide-Danseur, Ste-Anne-de-Roque maure, Ste-Hélène, Ste-Jeanne-d'Arc, St-Laurent-de-Palmarolle, St-Mathias, Val Paradis, Val St-Gilles, Vilbois, Taschereau et Colombourg.

Cet arrêté en conseil prend effet à compter du 1^{er} juillet 1965.

Québec, le 21 juin 1965.

Le Ministre de l'Éducation,

PAUL GÉRIN-LAJOIE.

11270-o

1945-61

ferté and Authier have been added to the group of school commissions of Beaucanton, Desmeloizes, Dupuy, Duparquet, La Reine, Palmarolle, Rapide-Danseur, Ste-Anne-de-Roque maure, Ste-Hélène, Ste-Jeanne-d'Arc, St-Laurent-de-Palmarolle, St-Mathias, Val Paradis, Val St-Gilles, Vilbois, Taschereau and Colombourg.

This Order in Council takes effect from and after July 1, 1965.

Quebec, June 21, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,

Minister of Education.

11279

1945-61

Ministère des Finances Assurances

La Sécurité, Compagnie d'Assurances
Générales du Canada
General Security Insurance
Company of Canada

Avis de changement de siège social

Avis est donné, par les présentes, que « La Sécurité, Compagnie d'Assurances Générales du Canada — General Security Insurance Company of Canada », constituée en corporation dans la province de Québec par lettres patentes délivrées le 28 décembre 1940, et par une Loi spéciale du Parlement du Canada sanctionnée le 14 juin 1941, a changé l'adresse de son siège social du numéro 261 ouest, rue St-Jacques, Montréal, au numéro 1259, rue Berri, Montréal.

Donné à Montréal, ce 10^{ème} jour de mars 1965.

Le Secrétaire,

OSCAR MERCURE, M.S.C., C.A.

11265-o

Department of Finance Insurance

La Sécurité, Compagnie d'Assurances
Générales du Canada
General Security Insurance
Company of Canada

Notice of change of head office

Notice is hereby given that "La Sécurité, Compagnie d'Assurances Générales du Canada — General Security Insurance Company of Canada", incorporated in the Province of Quebec by letters patent issued on the December 28, 1940, and by a Special Act of the Parliament of Canada assented to the 14th of June 1941, has changed the address of its head office from number 261, St. James Street West, to number, 1259, Berri Street, Montreal.

Given at Montreal, this 10th day of March 1965.

OSCAR MERCURE, M.S.C., C.A.,

Secretary.

11265-o

Ministère de l'Industrie et du Commerce

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coques

Vu la décision du Ministre de la Santé Nationale et du Bien-Être Social à l'effet que les coques des régions coquillères situées le long des côtes et des eaux:

G-22.2: Région s'étendant du Phare du Cap Blanc — Coin du Banc sont toxiques à un point qui les rends dangereuses pour la consommation à l'état cru.

À ces causes et conformément à l'article 5, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coques provenant desdites régions.

La présente interdiction ne s'applique pas cependant aux producteurs licenciés (Arrêté en Conseil, Québec 1963-779) pour la mise en conserve seulement.

Québec, le 17 juin 1965.

Le Ministre de l'Industrie et Commerce,

11280-o

GÉRARD LEVESQUE.

Department of Industry and Commerce

Fisheries Act

Quebec Fishery Regulation

Notice of Clam Fishing

In view of the decision by the Minister of National Health and Welfare to the effect that clams in shellfish areas located along the shores and waters:

G-22.2: Region extending from the Phare du Cap Blanc — Coin du Banc are toxic to a degree unsafe for use as a raw food.

Therefore, pursuant to section 5, paragraph 1, of the Quebec Fishery regulations, the Minister hereby closes the said areas and forbids anybody whatsoever to fish, take or to have in his possession, clams from the said areas.

The present interdiction does not apply however to licensed producers (Quebec Order in Council, 1963-779) for canning purposes only.

Quebec, June 17, 1965.

GÉRARD LEVESQUE,

11280

Minister of Industry and Commerce.

**Ministère des Terres et Forêts
Cadastre**

**Department of Lands and Forests
Cadastre**

Canton de Bellecourt

Township of Bellecourt

Cadastre officiel du canton de Bellecourt, municipalité de la Côte Nord du Golfe St-Laurent, division d'enregistrement de Sept-Iles.

Official cadastre of the township of Bellecourt, municipality of the Côte Nord du Golfe St-Laurent, registration division of Sept-Iles.

Avis est par la présente donné que les lots 3 à 11, rang de la rivière Natagamiou sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 3 to 11, range de la rivière Natagamiou are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 8 juin 1965.

Quebec, June 8, 1965.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

11248-o

11248-o

Paroisse de St-Jean-Chrysostome

Parish of St-Jean-Chrysostome

Cadastre officiel de la paroisse de St-Jean-Chrysostome, municipalité de la paroisse de St-Jean-Chrysostome, division d'enregistrement de Lévis.

Official cadastre of the parish of St-Jean-Chrysostome municipality of the parish of St-Jean-Chrysostome, registration division of Lévis.

Avis est par la présente donné que dans le rang II, concession Taniata, le lot 156-B est annulé et les lots 156-A et 156-C sont corrigés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that in the range II, concession Taniata, lot 156-B is cancelled and lots 156-A and 156-C are corrected in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 20 mai 1965.

Quebec, May 20, 1965.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

11248-o

11248-o

Proclamations

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
PAUL COMTOIS

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chel du Commonwealth, Défenseur de la foi.

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

SALUT.

GREETING.

Proclamation

Proclamation

Le Sous-procureur,
général,
JULIEN CHOUINARD. **A**TTENDU que l'article 10 de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1941, chapitre 319), il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, quand il le juge à propos, d'appliquer, par proclamation, les dispositions de la section 1 de cette loi à toute autre division d'enregistrement de la province;

JULIEN CHOUINARD, *Deputy Attorney General.* **W**HEREAS pursuant to section 10 of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1941, chapter 319), the Lieutenant-Governor in Council, whenever he deems it expedient, may extend, by proclamation, the provision of division 1 of this Act to any other registration division of the Province;

ATTENDU que l'application de ces dispositions législatives à une division d'enregistrement a l'effet de décréter l'exercice de la fonction de registraire à traitement;

WHEREAS the extension of these legislative provisions to a registration division has the effect of decreeing the carrying out of the duties of a salaried registrar;

ATTENDU qu'il y a lieu d'appliquer lesdites dispositions législatives à la division d'enregistrement de Richmond, à Richmond, à compter du 28 juin 1965 et de décréter l'émission d'une proclamation à cette fin.

WHEREAS it is expedient to extend the said legislative provisions to the registration division of Richmond, in Richmond, from and after June 28, 1965, and to decree that a proclamation be issued for this purpose;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1214, en date du 15 juin 1965, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que les dispositions de la section 1 de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1941, chapitre 319), s'appliquent à la division d'enregistrement de Richmond, à Richmond, à compter du 28 juin 1965.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1214, dated June 15, 1965, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that the provisions of division 1 of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1941, chapter 319), be extended to the registration division of Richmond, in Richmond, from and after June 28, 1965.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOINS: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt et unième jour de juin en l'année mil neuf cent soixante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatorzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
11239-o LUCIEN DARVEAU.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le Sous-procureur général,
JULIEN CHOUINARD. } ATTENDU que le conseil municipal de la paroisse de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot a soumis, pour approbation, son règlement numéro 40, à l'effet de soumettre le territoire de cette municipalité à la juridiction de la Cour municipale de la ville de l'Île-Perrot;

ATTENDU que le conseil municipal de la ville de l'Île-Perrot, par son règlement numéro 125, a concouru dans la teneur dudit règlement adopté par le conseil municipal de la paroisse de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot;

ATTENDU que, sous l'autorité de l'article 7 de la Loi des cours municipales (Statuts refondus, 1941, chapitre 17), le lieutenant-gouverneur en conseil a donné son approbation à ces règlements.

EN CONSÉQUENCE, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1072, en date du 26 mai 1965, et vu les dispositions des articles 693 à 697 de la Loi des cités et villes et des articles 3 à 7 de la Loi des cours municipales (Statuts refondus, 1941, chapitre 17), Nous avons décrété et décrétons qu'à compter de trente et un jours après la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le territoire de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot sera soumis à la juridiction de la Cour municipale de la ville de l'Île-Perrot.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-first day of June in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-five and in the fourteenth year of Our Reign.

By command,

LUCIEN DARVEAU,
11239 Associate Assistant Secretary of the Province.

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

JULIEN CHOUINARD, } WHEREAS the municipal Council of the Parish of Notre-Dame-de-l'Île-Perrot has submitted for approval its by-law number 40 to the effect of submitting the territory of this municipality to the jurisdiction of the municipal Court of the Town of Ile-Perrot;

WHEREAS the municipal Council of the Town of Ile-Perrot, by its by-law number 125, has agreed to the terms of the said by-law adopted by the municipal Council of the Parish of Notre-Dame-de-l'Île-Perrot;

WHEREAS, under the authority of section 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1941, chapter 17), the Lieutenant-Governor in Council has given his approval to these by-laws.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1072, dated May 26, 1965, and in view of the provisions of sections 693 to 697 of the Cities and Towns Act and of sections 3 to 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1941, chapter 17), We have decreed and do decree that from and after thirty-one days following the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the territory of the municipality of the Parish of Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, will be submitted to the jurisdiction of the municipal Court of the Town of Ile-Perrot.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôte du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce seizième jour de juin en l'année mil neuf cent soixante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatorzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
11279-0 LUCIEN DARVEAU.

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this sixteenth day of June in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-five and in the fourteenth year of Our Reign.

By command,

LUCIEN DARVEAU,
11279 Associate Assistant Secretary of the Province.

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Plan conjoint des producteurs de lait nature du marché de Saint-Jean

Avis de sanction de plan conjoint de mise en marché

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des marchés agricoles du Québec, le plan conjoint des producteurs de lait nature du marché de Saint-Jean a été approuvé par les producteurs intéressés et que la Régie des marchés agricoles du Québec a ordonné la publication du présent avis.

I — *Objet du plan conjoint*

1° Obtenir pour les producteurs régis, le prix le plus avantageux pour le produit agricole visé par le plan conjoint;

2° Rechercher de nouveaux débouchés et améliorer les débouchés existants;

3° Ordonner la production et la mise en marché du produit agricole visé afin d'éviter une surproduction et pour obtenir un produit de qualité supérieure;

4° Étudier et mettre en oeuvre les moyens de réduire le coût et d'améliorer les modes de transport du produit visé;

5° Coopérer avec les acheteurs en vue d'accroître et d'améliorer l'écoulement de ce produit;

6° Rechercher les moyens d'abaisser le prix de revient et d'améliorer les conditions de production, enquêter sur ces coûts et conditions;

7° Rechercher les moyens d'accroître la qualité, d'augmenter la productivité et mener des enquêtes à ces fins;

8° Et coopérer avec tout organisme sur les plans provincial et national en vue de la mise en marché de ce produit dans les limites et hors de la province de Québec.

II — *Désignation*

Le plan conjoint est désigné sous le nom de « Plan conjoint des producteurs de lait nature du marché de Saint-Jean ».

III — *Produit visé et juridiction*

Le produit agricole visé par ce plan conjoint est le lait provenant des troupeaux des producteurs intéressés, et destiné aux usines de pasteurisation de lait pour fin de consommation à l'état nature, sises dans la ville de Saint-Jean, et à tous les autres établissements laitiers achetant ou recevant les surplus de lait de ces mêmes producteurs.

Les producteurs-fournisseurs aux usines de pasteurisation sus-mentionnées, ainsi que toute personne engagée dans la mise en marché de ce produit agricole, sont régis par le plan conjoint.

Quebec Agricultural Marketing Board

Joint plan of raw milk producers of the Saint John Market

Notice of sanction of joint marketing plan

Notice is hereby given that, pursuant to the Quebec Agricultural Marketing Board, the joint plan of raw milk producers of the Saint John market was approved by the interested producers, and that the Quebec Agricultural Marketing Board ordered the publication of the present notice.

I — *Object of joint plan*

1. To obtain for the producers governed by the plan, the most favorable price for the farm product mentioned in the joint plan;

2. To look for new markets and to improve the existing ones;

3. To order the production and the marketing of the farm product mentioned in order to avoid over production, and to obtain a product of a superior quality;

4. To study and use means of reducing the cost and of improving the mode of transportation of the product mentioned;

5. To co-operate with the buyers in view of increasing and improving the flow of this product;

6. To seek out means of lowering the cost price and of improving the conditions of production; to conduct an inquiry into these costs and conditions;

7. To search for means of improving the quality; to increase productivity, and to hold inquiries for these purposes;

8. And to co-operate with any organization on provincial and national plans to market this product within the limits of and outside the Province.

II — *Designation*

The joint plan is designated under the name of "Joint plan of raw milk producers of the Saint John Market".

III — *Products mentioned and jurisdiction*

The farm product mentioned in this joint plan is milk coming from herds belonging to interested producers, and destined for milk pasteurization plants for drinking in the raw state and situated in the town of Saint John, and for all other dairy establishments buying or receiving milk from these same producers.

The producers-suppliers to the above-mentioned pasteurization plants, as well as all person engaged in the marketing of this farm product are governed by the joint plan.

IV — Conditions requises pour être un producteur intéressé

Aux fins des présentes, et tel qu'il appert au règlement adopté à cette fin par la Régie des marchés agricoles du Québec, un producteur intéressé est toute personne qui remplit les exigences requises par la Loi pour être fournisseur de lait à une usine de pasteurisation de lait pour fin de consommation à l'état nature de la région concernée et qui vend et/ou livre tout ou partie de la production de son troupeau à une usine de pasteurisation de lait pour fin de consommation à l'état nature sise dans la ville de Saint-Jean et à tous les autres établissements laitiers achetant ou recevant les surplus de lait de ces mêmes producteurs.

V — Extension juridique

À compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, le plan conjoint est exécutoire, régit et lie tous les producteurs actuels et à venir qui possèdent la qualité et rencontrent les conditions définies aux paragraphes précédents, ainsi que toute personne engagée dans la mise en marché du produit agricole visé par le plan conjoint.

VI — Surveillance et administration

La mise en oeuvre, la direction, la surveillance et l'administration du plan conjoint sont confiées au Syndicat des producteurs de lait du marché de Saint-Jean.

Le Syndicat a sa principale place d'affaires à Saint-Jean, comté de Saint-Jean, Province de Québec.

VII — Agent de négociation et de vente

L'agent de négociation et l'agent de vente du plan conjoint est le Syndicat des producteurs de lait du marché de Saint-Jean, ou son délégué.

VIII — Devoirs, obligations et engagements des producteurs

1° Se conformer à toutes les décisions et à tous les règlements adoptés par le Conseil d'administration du Syndicat dans l'exercice des pouvoirs dont ce dernier est investi en vertu de la Loi des marchés agricoles du Québec;

2° Honorer toute convention et tout contrat faits par le Syndicat, ou son délégué, dans l'exercice de ses fonctions soit d'agent de négociation, soit d'agent de vente du plan conjoint, soit de l'un et de l'autre;

3° Écouler toute ou une partie déterminée de leur production laitière auprès de l'acheteur ou de l'agent-acheteur désigné par le Syndicat;

4° Confier au Syndicat l'exclusivité de la vente de leur production;

5° Recourir au mode de transport et au voiturier, au mode d'entreposage et à l'entrepôt désignés par le Syndicat;

6° Respecter les quotas de production et de livraison établis par le Syndicat conformément aux lois et ordonnances en vigueur;

7° Payer les frais d'administration du plan conjoint, y compris les frais de négociation et de mise en marché, selon le montant et les modalités que le Syndicat établira, et autoriser le Syndicat à recevoir cette somme qui sera prélevée par l'acheteur sur le prix de vente du produit agricole visé par le plan conjoint;

8° Quant aux producteurs membres du Syndicat, autoriser tout acheteur à effectuer la retenue de la cotisation syndicale, et de toute

IV — Conditions necessary to be an interested producer

For these purposes, and as it appears in the by-law adopted for this purpose by the Quebec Agricultural Marketing Board, an interested producer is any person who fulfills the requirements necessitated by-law to be a milk supplier to a milk pasteurization plant for drinking in the raw state in the area concerned, and who sells and/or delivers all or part of the production of his herd to a milk pasteurization plant for drinking in the raw state, and situated in the town of Saint John, and to all other dairy establishments buying or receiving surplus milk from these same producers.

V — Legal extension

From and after its publication in the *Quebec Official Gazette*, the joint plan is executory and governs and links all present and future producers who possess the quality and meet the conditions defined in the preceding paragraphs, as well as any person engaged in the marketing of the farm product mentioned in the joint plan.

VI — Supervision and administration

The carrying out, direction, supervision and administration of the joint plan are entrusted to the Milk Producers Syndicate of the Saint John Market.

The Syndicate has its head office in Saint John, county of Saint John, Province of Quebec.

VII Trades and sales agent

The trades agent and the sales agent of the joint plan is the Milk Producers Syndicate of the Saint John Market, or its delegate.

VIII — Duties, obligations and engagements of producers

1. To conform to all the decisions and all the regulations adopted by the Board of Directors of the Syndicate in the carrying out of the powers with which the latter was invested pursuant to the Quebec Agricultural Marketing Act;

2. The honour all conventions and contracts made by the Syndicate or its delegate, in the carrying out of its functions as trades agent or as sales agent of the joint plan, or as both;

3. To sell all or a determined part of their dairy production to buyers or agent-buyers designated by the Syndicate;

4. To consign the sole rights of the sale of their production to the Syndicate;

5. To have recourse to the means of transportation and to the carrier, to the means of storage and to the warehouseman designated by the Syndicate;

6. To respect production and delivery quotas established by the Syndicate, pursuant to the laws and ordinances in force;

7. To pay the administration costs of the joint plan, including the costs of negotiation and marketing, in accordance with the amount and conditions to be established by the Syndicate, and to authorize the Syndicate to receive this sum which will be levied by the buyer on the sale price of the farm product mentioned in the joint plan;

8. With respect to the producer members of the Syndicate, to authorize all buyers to make the deduction from the union dues, and from

autre somme qui peut être due au Syndicat par ses membres, cette autorisation ne pouvant être révoquée pour toute la durée de chaque convention particulière de vente;

9° Payer sa quote-part de toute somme due à un voiturier ou un entre-positaire désigné par le Syndicat, conformément aux modalités établies par ce dernier, et autoriser tout acheteur à prélever cette part sur le prix de vente et à en faire remise au Syndicat, ou à toute personne désignée par lui;

10° Se conformer aux normes de qualité établies par l'autorité compétente et le Syndicat, et se soumettre à toute inspection visant à vérifier la qualité de son produit;

11° N'expédier le produit qu'à l'endroit désigné par le Syndicat;

12° Utiliser les contenants pour fin de livraison répondant aux normes établies par le Syndicat, en conformité avec les lois en vigueur;

13° Marquer tout contenant pour fin de livraison du produit visé par le plan conjoint de la marque arrêtée par le Syndicat, afin de distinguer ce produit comme étant visé par le plan conjoint;

14° Et fournir au Syndicat tout renseignement jugé utile à la mise en oeuvre efficace du plan conjoint, et plus spécialement concernant la composition de leur troupeau laitier, ainsi que toute maladie affectant une ou plusieurs bêtes de leur troupeau et ayant comme conséquence d'en réduire considérablement la production ou de rendre le produit agricole impropre à la consommation.

IX — Devoirs du Syndicat en tant qu'office de producteurs, agent de négociation et agent de vente

1° Tout devoir et obligation que la Loi des marchés agricoles du Québec impose à un office de producteurs;

2° Profiter des débouchés existants et orienter la production selon les besoins des marchés régionaux, provinciaux et nationaux;

3° Mener des enquêtes en vue de rechercher de nouveaux débouchés, bonifier les débouchés existants, et améliorer les conditions de mise en marché du produit visé par le plan conjoint;

4° Viser à assurer la mise en marché d'un produit de qualité conforme aux règlements et aux normes d'inspection décrétés par les autorités compétentes;

5° Et en tant qu'administrateur du plan conjoint, tenir une comptabilité distincte de celle du Syndicat professionnel.

X — Pouvoirs et attributions du Syndicat en tant qu'office de producteurs, agent de négociation et agent de vente

1° Coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché, hors de la province de Québec, de tout produit visé par le plan conjoint et exercer, à cette fin, les pouvoirs et accomplir les devoirs qui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération;

2° Arrêter la participation financière de chaque producteur à l'administration du plan conjoint, ainsi que le mode de perception de cette participation;

3° Assumer le paiement des services rendus par les voituriers, les entrepositaires et autres personnes, et déterminer la part que chaque producteur doit supporter, ainsi que le mode de perception;

any other amount which may be due to the Syndicate by its members; this authorization may not be revoked for the entire duration of each particular sales convention;

9. To pay his share of any sum due to a carrier or to a warehouseman designated by the Syndicate, pursuant to the conditions established by the latter, and to authorize all buyers to pretake this share from the sale price and to remit it to the Syndicate or to any person designated by it;

10. To conform to the standards of quality established by competent authority and the Syndicate, and to submit to any inspection aimed at verifying the quality of his product;

11. To ship the product only to the place designated by the Syndicate;

12. To use containers for delivery purposes which fill the standards established by the Syndicate, in conformity with the laws in force;

13. To mark all containers used for delivery of the product mentioned in the joint plan with the stamp fixed by the Syndicate, in order to distinguish this product as one bound by the joint plan; and

14. To furnish the Syndicate with all information judged useful in the effective carrying out of the joint plan, and more especially concerning the composition of their dairy herd, as well as any sickness affecting one or several beasts in their herd which would, consequently, considerably reduce production or make the farm product unfit for drinking.

IX — Duties of the syndicate as the producers' bureau trades agent and sales agent

1. All duties and obligations which the Quebec Agricultural Marketing Act imposes on a producers' bureau;

2. To profit by the existing markets and to guide production according to the needs of the regional, provincial and national markets;

3. To hold inquiries in view of looking for new markets, to improve existing markets, and to ameliorate the marketing conditions of the product mentioned in the joint plan;

4. To aim at insuring the marketing of a quality product which conforms to the regulations and inspection standards decreed by competent authorities; and

5. As an administrator of a joint plan, to keep a separate accounting department from that of the professional Syndicate.

X — Powers and functions of the syndicate as the producers' bureau, trades agent and sales agent

1. To co-operate with similar organizations in Canada for marketing, outside the Province of Quebec, of all products mentioned in the joint plan, and, for this purpose, to exercise the powers and to accomplish the duties which result from any law in another jurisdiction which require such cooperation;

2. To fix the financial participation of each producer in the administration of the joint plan, as well as the means of collecting this share;

3. To assume the payment for services rendered by the carriers, warehousemen and other persons, and to determine the part which each producer must bear, as well as the means of collecting;

4° Établir des postes de ramassage en vue de la livraison du produit visé par le plan conjoint, ainsi que des postes de vente en commun;

5° Garantir les quantités requises par les acheteurs et obliger les producteurs à satisfaire ces exigences;

6° Arrêter les conditions de production, de conservation, de manutention ou de déplacement du produit visé par le plan conjoint;

7° Contingenter la production et la vente et prohiber la mise en marché en violation du contingent ou quota établi;

8° Retenir les services de voituriers, d'entrepôts et de tout autre intermédiaire dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit;

9° Exiger des voituriers, entrepositaires ou autre personne, une police d'assurance-responsabilité couvrant tout risque de perte ou de détérioration du produit en leur possession;

10° Établir un comité de « Bonne Entente » pour étudier les griefs des producteurs relativement à l'exécution du plan conjoint et en déterminer les règlements;

11° Établir une procédure de règlement et d'arbitrage des griefs et différends, et en négocier la mise en oeuvre et la portée avec les parties intéressées;

12° Dans les limites de ses pouvoirs, signer tout contrat et, par là, lier chaque producteur concerné régi par le plan conjoint;

13° Déterminer la durée des contrats qu'il négocie, ainsi que les conditions de renouvellement;

14° Faire toute enquête de nature à l'aider à atteindre les buts visés par le plan conjoint;

15° Obtenir des producteurs tout renseignement jugé utile à l'exécution effective du plan conjoint. Ces renseignements devront être tenus pour confidentiels;

16° Arrêter une ou plusieurs marques distinctives permettant d'identifier le produit des producteurs comme produit visé par le plan conjoint, et imposer l'usage de telle marque;

17° Négocier avec toute personne accréditée par la Régie des marchés agricoles du Québec, ou détenant une licence émise par elle, ou engagée dans la mise en marché du produit visé par le plan conjoint, y compris les coopératives qui achètent ou reçoivent ce produit, généralement toutes les conditions de mise en marché et, spécialement:

a) Le prix de vente du produit agricole visé par ce plan et de tout service que requiert sa mise en marché;

b) Les conditions d'admission et de renvoi des producteurs aux fabriques laitières qui seront liées par le plan conjoint;

c) Les conditions, modalités et prix du transport du produit agricole visé par ce plan conjoint;

d) Les conditions, modalités et prix de l'entreposage ou de tout autre service relatif à la mise en marché du produit visé par le plan conjoint;

e) La détermination de la qualité, de la quantité et de la teneur en gras, ou autre constituant, du lait des producteurs régis par le plan conjoint, par les représentants attitrés du Syndicat;

f) Les normes de qualité, d'inspection et de pesage du produit visé;

g) Les priorités à donner aux producteurs régis par le plan conjoint quant aux sources d'approvisionnement des fabriques laitières qui sont liées par ce plan conjoint;

4. To establish collecting spots in view of the delivery of the product mentioned in the joint plan, as well as common sales spots;

5. To guarantee the quantities required by the buyers, and to oblige producers to fill these requirements;

6. To fix the conditions for production, preserving, handling or moving of the product mentioned in the joint plan;

7. To establish production and sale and to prohibit the marketing in violation of the contingent or quota established;

8. To retain the services of carriers, warehousemen and any other intermediary whose intervention is necessary for the marketing of the product;

9. To require of carriers, warehousemen or others, a liability insurance policy covering any risk of loss or deterioration of the product in their possession;

10. To establish a "Good Will" committee to study the grievances of the producers with respect to the carrying out of the joint plan, and to determine regulations to settle such matters;

11. To establish a regulation and arbitration procedure, for grievances and disputes, and to negotiate their working and bearing with the interested parties;

12. Within the limits of his powers, to sign all contracts, and, thereby, to join all producers concerned, governed by the joint plan;

13. To determine the duration of the contracts which he negotiates, as well as conditions for renewal;

14. To make all enquiries of such a nature as to attain the ends set down in the joint plan;

15. To obtain from the producers all information judged useful to carry out the joint plan effectively. This information must be kept confidential;

16. To adopt one or several distinctive marks permitting the identification of the producers' product as one alluded to in the joint plan, and to command the use of such a stamp;

17. To negotiate with all persons accredited by the Quebec Agricultural Marketing Board, or with individuals holding a license issued by it, or one engaged in the marketing of the product aimed at by the joint plan, including co-operatives which buy or receive this product, generally, all marketing conditions, and especially:

(a) the sale price of the farm product referred to by this project and of any service which requires its marketing;

(b) the conditions for the admission and dismissal of producers from dairy establishments joined by the joint plan;

(c) the conditions, methods and price of transportation of the farm product mentioned in this project;

(d) the conditions, methods and price of storage or of any other service relative to the marketing of the product mentioned in the joint plan;

(e) the determination of the quality, quantity, and the content of butterfat or other component in the milk of producers governed by the joint plan, by representatives appointed by the Syndicate;

(f) the standards of quality, inspection and weighing of the product mentioned;

(g) preferences to be given to the producers governed by the joint plan with respect to the source of supply of dairy establishments linked by this said plan;

h) L'élaboration et la mise en oeuvre d'un système de quota;

i) Les modes de retenue par l'acheteur de la contribution nécessaire au financement du plan conjoint et sa remise au Syndicat, ainsi que de toute somme que peut requérir le paiement d'un service rendu par un intermédiaire et sa remise au Syndicat, ou à son délégué;

j) Le mode de retenue de la cotisation syndicale et sa remise au Syndicat;

k) Les conditions de surveillance relatives au paiement du produit visé par le plan conjoint, suivant son utilisation;

l) Les conditions du paiement du prix de vente;

m) La durée des contrats et les conditions de renouvellement, ainsi que celles permettant la réouverture des négociations;

n) Et tant à l'occasion de la signature d'une convention qu'au cours de son exécution, une procédure de règlement et d'arbitrage.

18° Confier une partie de ses pouvoirs et attributions à un représentant dûment mandaté

(h) elaboration upon and working of a quota system;

(i) the means of deduction, by the purchaser, of the contribution necessary to finance the joint plan, and its remittance to the Syndicate, as well as any sum required for payment of a service rendered by an intermediary, and its remittance to the Syndicate or its delegate;

(j) the means of deducting the union fees, and their remittance to the Syndicate;

(k) the conditions of supervision relative to payment for the product mentioned in the joint plan, according to its use;

(l) the conditions of payment of the sale price;

(m) the duration of contracts and the conditions for renewal, as well as those permitting the re-opening of negotiations; and

(n) upon signing of an agreement as well as during the course of its execution, a regulation and arbitration procedure;

18. To entrust a part of its powers and functions to a duly commissioned representative.

XI — Administration du plan conjoint

1° Le plan conjoint est administré par le Syndicat des producteurs de lait du marché de Saint-Jean, dont le conseil d'administration est présentement composé des personnes suivantes, tous producteurs intéressés au sens des présentes:

MM. Grégoire Bessette, St-Grégoire, comté d'Iberville, P.Q.; Paul-Émile Rousselle, St-Alexandre, comté d'Iberville, P.Q.; Lorrain Mailloux, Ste-Brigide, comté d'Iberville, P.Q.; Bruno Marcell, L'Acadie, comté de St-Jean, P.Q.; Wilfrid Lefort, Sabrevois, comté d'Iberville, P.Q.; Jean-Paul Roy, Henryville, comté d'Iberville, P.Q.; Jean-Guy Guertin, Notre-Dame de Stanbridge, P.Q.

2° Les administrateurs du Syndicat doivent être des producteurs intéressés, au sens de la section IV des présentes.

3° Le mode de remplacement et d'élection ou de nomination des administrateurs subséquents est celui prévu par les règlements du Syndicat.

4° Le Syndicat doit convoquer et tenir, au moins une fois tous les ans, une assemblée générale de tous les producteurs régis par le plan conjoint, et y faire rapport de son mandat.

5° Si le Syndicat ne représente pas, dans l'opinion de la Régie, la majorité des producteurs régis par le plan conjoint, elle devra décréter, après audition des parties intéressées, qu'un office de producteurs sera chargé, à une date fixée, de l'exécution et de l'administration du plan conjoint.

Cet office de producteurs sera composé de cinq administrateurs élus par les producteurs intéressés au cours d'une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin par la Régie.

L'office de producteurs et ses administrateurs auront les pouvoirs, devoirs et attributions qui sont octroyés au Syndicat en vertu des présentes.

Si le Syndicat peut démontrer par la suite, à la satisfaction de la Régie, qu'il représente de nouveau la majorité absolue des producteurs intéressés, la Régie pourra, en suivant la même procédure, que ci-haut, lui confier l'administration et l'exécution du plan conjoint. L'office des producteurs sera alors aboli.

XII — Mode de financement

L'administration et la mise en oeuvre du plan conjoint sont financées par une contribution qui doit être payée par tous les producteurs liés par le plan conjoint, selon le mode déterminé par

XI — Administration of the joint plan

1. The joint plan is administered by the Milk Producers Syndicate of the Saint John Market, the board of directors of which is presently composed of the following persons, all interested producers in the present sense:

Messrs. Grégoire Bessette, St-Grégoire, county of Iberville, P.Q.; Paul-Émile Rousselle, St-Alexandre, county of Iberville, P.Q.; Lorrain Mailloux, Ste-Brigide, county of Iberville, P.Q.; Bruno Marcell, L'Acadie, county of St. John, P.Q.; Wilfrid Lefort, Sabrevois, county of Iberville, P.Q.; Jean-Paul Roy, Henryville, P.Q.; Jean-Guy Guertin, Notre-Dame de Stanbridge, P.Q.

2. The directors of the Syndicate must be interested producers, in the sense of Section IV of these presents.

3. The mode of replacing and electing or appointing subsequent directors is that provided for by the Syndicate's regulations.

4. At least once a year, the Syndicate must convoke and hold a general meeting of all the producers governed by the joint plan, and to make a report of its mandate.

5. If, in the opinion of the Board, the Syndicate does not represent the majority of the producers governed by the joint plan, it must decree, after hearing the interested parties, that a producers' bureau be entrusted, on a fixed date, with the carrying out and administration of the joint plan.

This producers' bureau will be composed of five directors elected by the interested producers during a special general meeting convoked for this purpose by the Board.

The producers' bureau, and its directors, will have the powers, duties and functions granted to the Syndicate under these presents.

If the Syndicate may consequently show, to the satisfaction of the Quebec Agricultural Marketing Board, that it represents, once again, the absolute majority of the interested producers, the Board may, following the same above-mentioned procedure, entrust it with the administration and execution of the joint plan. The producers' bureau will then be abolished.

XII — Means of financing

The administration and setting up of the joint plan are financed by a contribution which must be paid by all the producers bound by the joint plan, according to the way determined by the

le Syndicat des producteurs de lait du marché de Saint-Jean.

Le montant de cette contribution est déterminé par ledit Syndicat, au moyen d'une résolution qui devra être approuvée par la Régie des marchés agricoles du Québec avant d'entrer en vigueur. Jusqu'à ce qu'elle soit modifiée par une telle résolution, et considérant que les producteurs intéressés, membres du Syndicat, versent déjà une cotisation d'au moins un demi-cent ($\frac{1}{2}\text{¢}$) le cent (100) livres de lait, la contribution est de deux cents et demi ($.02\frac{1}{2}\text{¢}$) le cent (100) livres de lait vendu aux acheteurs par les producteurs qui ne sont pas membres du Syndicat, et de deux cents ($.02\text{¢}$) le cent (100) livres de lait vendu aux acheteurs par les producteurs qui sont membres du Syndicat.

Les contributions versées au Syndicat, en vertu de la Loi des marchés agricoles du Québec, doivent servir à défrayer les dépenses de l'administration et de la mise en oeuvre du plan conjoint.

Montréal, ce 8^{ème} jour de juin 1965.

Le Président,
NOLASQUE APRIL.
Le Secrétaire Exécutif,
GILLES PRÉSENT.

11283-0

Milk Producers Syndicate of the Saint John Market.

The amount of this contribution is determined by the said Syndicate, by means of a resolution which must be approved by the Quebec Agricultural Marketing Board before coming into force. Until it is amended by such a resolution, and considering that the interested producers, members of the Syndicate, already pay fees amounting to at least one-half cent ($\frac{1}{2}\text{¢}$) per one hundred (100) pounds of milk, the contribution is two and one-half cents ($.02\frac{1}{2}\text{¢}$) per one hundred (100) pounds of milk sold to buyers by producers who are not members of the Syndicate, and two cents ($.02\text{¢}$) per one hundred pounds (100) of milk sold to buyers by producers who are members of the Syndicate.

The contributions paid to the Syndicate, pursuant to the Quebec Agricultural Marketing Act, must be used to defray the expenses of administration and setting up of the joint plan.

Montreal, this 8th day of June, 1965.

NOLASQUE APRIL,
President.
GILLES PRÉSENT,
Executive Secretary.

11283

Syndicats professionnels

Association des employés du bas façonné de St-Hyacinthe

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 11 juin 1965, décrété la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel « Association des employés du bas façonné de St-Hyacinthe », dont la constitution avait été autorisée le 9 janvier 1942, avec siège social à St-Hyacinthe, et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 162.

Québec, le 15 juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11239-0

1854-41

L'Association des employés du bas façonné de St-Hyacinthe inc.

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 10 juin 1965, décrété la fin de l'existence corporative de « L'Association des employés du bas façonné de St-Hyacinthe inc. », dont la constitution, sous le nom original de « Syndicat national des employés du bas façonné de la Gotham », a été autorisée le 28 novembre 1944, avec siège social à St-Hyacinthe, et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 162.

Québec, le 15 juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11266-0

2603-44

Syndicat national des employés de garage de Rimouski, inc.

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 14 avril 1965, autorisé le changement de nom

Professional Syndicates

Association des employés du bas façonné de St-Hyacinthe

(Professional Syndicates Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on June 11, 1965, has enacted the termination of the corporation existence of the professional syndicate "Association des employés du bas façonné de St-Hyacinthe", the incorporation of which was authorized on January 9, 1942, with head office in St. Hyacinthe, and such, pursuant to the provisions of section 20a of the Professional Syndicates Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 162.

Quebec, June 15, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11239

1854-41

L'Association des employés du bas façonné de St-Hyacinthe inc.

(Professional Syndicates Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on June 10, 1965, has enacted the termination of the corporate existence of "L'Association des employés du bas façonné de St-Hyacinthe inc.", the incorporation of which, under the original name of "Syndicat national des employés du bas façonné de la Gotham", was authorized on November 28, 1944, with head office in St. Hyacinthe, and such, pursuant to the provisions of section 20a of the Professional Syndicates Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 162.

Quebec, June 15, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11266

2603-44

Syndicat national des employés de garage de Rimouski, inc.

(Professional Syndicates Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on April 14, 1965, authorized

du "Syndicat catholique des employés de garages de Rimouski, inc.", dont la constitution a été autorisée le 7 octobre 1948, et dont le siège social est situé à Rimouski, en celui de « Syndicat national des employés de garage de Rimouski, inc. », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 162.

Québec, le 20 avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11267-0

2481-48

Association des enseignants de Lalonde

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 2 juin 1965, autorisé le changement de nom de l'« Association des institutrices et institutrices de la région de La Sarre », dont la constitution sous le nom original de « L'Association catholique des institutrices rurales du district No 1 », a été autorisée le 26 juin 1941, et dont le siège social est situé à La Sarre, en celui de « Association des enseignants de Lalonde », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 162.

Québec, le 4 juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11271-0

951-42

L'Association des agents distributeurs de la Brasserie Dow du Québec Itée

(Loi des syndicats professionnels)

La construction d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association des agents distributeurs de la Brasserie Dow du Québec Itée », a été autorisée par le Secrétaire de la province, le 21 juin 1965.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 550, rue Bonaventure, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Québec, le 22 juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11292-0

65-65

the change of name of "Syndicat catholique des employés de garages de Rimouski, inc.", incorporated October 7, 1948, and which the head office is situated at Rimouski, into that of "Syndicat national des employés de garage de Rimouski, inc.", and such, pursuant to the provisions of the Professional Syndicates Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 162.

Quebec, April 20, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11267

2481-48

Association des enseignants de Lalonde

(Professional Syndicates Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on June 2, 1965, authorized the change of name of "L'Association des institutrices et institutrices de la région de La Sarre", whose constitution, under the original name of "L'Association catholique des institutrices rurales du district No 1", has been authorized on June 26, 1941, and whose head office is situated at La Sarre, to that of "Association des enseignants de Lalonde", and such, pursuant to the provisions of the Professional Syndicates Act, Quebec Revised Statutes 1941, chapter 162.

Quebec, June 4, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11271

951-42

L'Association des agents distributeurs de la Brasserie Dow du Québec Itée

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association des agents distributeurs de la Brasserie Dow du Québec Itée", has been authorized by the Provincial Secretary on June 21, 1965.

The head office of the said professional syndicate is situated at 550 Bonaventure Street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Quebec, June 22, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11292

65-65

Vente d'effets non-réclamés

Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada

Réclamations Marchandises

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de mars 1964, et non réclamés aux bureaux de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada, à divers endroits de la Région du Saint-Laurent des Chemins de Fer Nationaux du Canada seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Allan Harvey & Company, Encanteurs, 2222 Rue Ontario Est, Montréal, à 10 heures le 7 juillet, 1965, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Qué., le 14 mai, 1965.

Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada,

Le Directeur - Réclamations Marchandises,

10863-21-6-0

W. W. R. BRADFORD.

Sale of Unclaimed Goods

Canadian National Railway Company

Merchandise Claims Department

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of March 1964, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian National Railway Company, at different points in the St. Lawrence Region of the Canadian National Railways, will be sold at public auction to the highest bidder by Allan Harvey & Company, Auctioneers, 2222 Ontario Street East, Montreal, at 10:00 a.m., July 7, 1965, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Que., 14 May, 1965.

Canadian National Railway Company,

W. W. R. BRADFORD,

10863-21-6-0

Manager, Merchandise Claims.

Vente par licitation**Openshaw vs Garnett et al**

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 660-018. Dame Jane Openshaw, veuve non-remariée de feu John Sixsmith, de la cité de Verdun, district de Montréal, y résidant à 3806, avenue Verdun, demanderesse, *vs* Margaret Garnett, Moses Garnett, Mabel Asher, Gertrude Asher et Fred Asher, tous autrefois des ville et district de Montréal et présentement de lieux inconnus, défendeurs.

Avis de licitation

Avis est par les présentes, donné qu'en vertu d'un jugement de l'Honorable Juge Demers, sous le numéro 660-018 de la Cour supérieure des ville et district de Montréal, en date du 23e jour de décembre 1964, dans la cause de Jane Openshaw veuve non-remariée de feu John Sixsmith de la cité de Verdun, district de Montréal et y résidant à 3806 avenue Verdun est demanderesse et Margaret Garnett, Moses Garnett, Mabel Asher, Gertrude Asher et Fred Asher, tous autrefois des ville et district de Montréal et présentement de lieux inconnus sont défendeurs, ledit jugement ordonne la licitation de la propriété immobilière connue et désignée comme suit:

«Ce certain emplacement ayant front sur l'avenue Verdun en la cité de Verdun, connu et désigné comme étant la subdivision numéro cent quarante-six du lot originaire numéro trois mille quatre cent six (3406-146) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; avec la bâtisse dessus érigée, portant le numéro civique 3790, 3800, avenue Verdun.»

Ladite propriété immobilière décrite sera mise à l'enchère publique et adjugée au plus offrant et dernier enchérisseur, par ladite Cour siégeant à la salle d'audience de la Cour supérieure ou au bureau du Protonotaire, district de Montréal, 155, rue Notre-Dame est, le 16 juillet 1965, à 10:30 a.m., sujet aux conditions, charges et clauses contenus dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de ladite Cour supérieure; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge, ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour supérieure au moins (12) douze jours avant la date fixée comme susdit pour la vente et adjudication de la propriété immobilière décrite ci-dessus et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six (6) jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, 1er juin 1965.

Copie conforme.

Les Procureurs de la demanderesse,
11142-24-2 JACOBS, TANNENBAUM & SIROTA.

Sale of Licitation**Openshaw vs Garnett et al**

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 660-018. Dame Jane Openshaw, unremarried widow of the late John Sixsmith, of the city of Verdun, district of Montreal, residing therein at 3806 Verdun Avenue, plaintiff, *vs* Margaret Garnett, Moses Garnett, Mabel Asher, Gertrude Asher and Fred Asher, all formerly of the city and district of Montreal, and presently of parts unknown, defendants.

Notice of licitation

Notice is hereby given that under and by virtue of a Judgment of the Honourable Mr. Justice Demers under number 660-018 of the Superior Court of the city and district of Montreal dated December 23, 1964 in the case of Jane Openshaw, unremarried widow of the late John Sixsmith of the city of Verdun, district of Montreal, and residing therein at 3806 Verdun Avenue is plaintiff and Margaret Garnett, Moses Garnett, Mabel Asher, Gertrude Asher and Fred Asher, all formerly of the city and district of Montreal and presently of parts unknown are defendants, which judgment orders the licitation of the immoveable property known and described as follows:

"That certain emplacement fronting on Verdun Avenue in the city of Verdun, known and designated as subdivision number one hundred and forty-six of the original lot number three thousand four hundred and six (3406-146) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal; with the building thereon erected bearing civic number 3790, 3800 Verdun Avenue."

That said described immoveable property will be put to public auction and adjudged to the highest and last bidder by the said court at the sitting of the Superior Court or at the Prothonotary's Office, district of Montreal, 155 Notre-Dame Street East, on July 16, 1965 at 10:30 a.m., subject to the conditions, charges and clauses contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of the said Superior Court; and that any opposition to annul, secure charges, or to withdraw to be made of the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Superior Court at least (12) twelve days before the date fixed for sale and adjudication of the immoveable property described above and that any opposition for payment must be filed within six (6) days after the adjudication, and in the event that the parties failed to file such oppositions within the legal delays, that they be foreclosed from so doing.

Montreal, June 1, 1965.

True copy.

JACOBS, TANNENBAUM & SIROTA,
11142-24-2-0 Attorneys for the plaintiff.

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Beauharnois

Cour Supérieure, { DOMINION ACOUSTIC
No 671 743. { TILE LTD., corps poli-
tique légalement incorporé
ayant sa principale place d'affaires en les cité et
district de Montréal, demanderesse, contre
CHATEAUGUAY REGIONAL SHOPPING
PLAZA INC., corps politique légalement incor-
poré ayant sa principale place d'affaires en les
cité et district de Montréal, demanderesse, a
obtenu devant notre Cour Supérieure dans notre
district de Beauharnois, jugement déclarant l'im-
meuble suivant savoir:

Un immeuble situé dans le village de Châteauguay, ayant front sur le boulevard St-Jean Baptiste (Route No 3) connu et désigné comme étant le lot numéro 97-199 de la paroisse de St-Joachim de Châteauguay, division d'enregistrement de Châteauguay, avec tous les droits y appartenant et contenant en superficie approximativement 674,633.89 pieds carrés, mesure anglaise, avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Joachim de Châteauguay, comté de Châteauguay, et district de Beauharnois, le MERCREDI, le SEPTIÈME jour de JUILLET 1965 à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ERNEST LEBLANC.
Valleyfield, le 26 mai 1965. 11031-23-2-0
{Première insertion: le 5 juin 1965}

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, { RAYMOND DELISLE,
No 34,847. { commerçant domicilié à
71, rue St-Damase, en la cité
de Jonquière, district de Chicoutimi, demandeur,
vs LORENZO CÔTÉ, résidant à 58; rue Maisonneuve,
en la cité de Jonquière, district de Chicoutimi,
défendeur.

« Une propriété sise sur le lot 16-B-55, rang 4, canton Jonquière, avec les bâtisses dessus construits, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale St-Raphaël de Jonquière, le HUITIÈME jour du mois de JUILLET 1965, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, LUCIEN LABERGE.
Chicoutimi, le 26 mai 1965. 11032-23-2-0

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
District de Gaspé

Cour de Magistrat, { J. L. THÉRIAULT &
No 286-991. { FILS LTÉE, corps poli-
tique et légalement consti-
tuté ayant son siège social et sa principale place

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Beauharnois

Superior Court, { DOMINION ACOUSTIC
No. 671 743. { TILE LTD., body po-
litic and legally incorporated
having its principal place of business in city and
district of Montreal, plaintiff, vs CHATEAU-
GUAY REGIONAL SHOPPING PLAZA INC.,
body politic legally incorporated having its
principal place of business in city and district
of Montreal, defendant, has obtained before our
Superior Court, in our district of Beauharnois, a
judgment declaring the following immoveable,
to wit:

An immoveable situated in the village of Châteauguay, having front on St-Jean-Baptiste Blvd., (Route No. 3), known and designated as being lot number 97-199 of the parish of St-Joachim de Châteauguay, registration division of Châteauguay, with all the rights belonging thereto and containing approximately in supreficial area 674,633.89 square feet, English measure, with all buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of St-Joachim de Châteauguay, county of Châteauguay and district of Beauharnois, on WEDNESDAY, the SEVENTH day of JULY, 1965, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon.

ERNEST LEBLANC,

Sheriff's Office, Sheriff.
Valleyfield, May 26, 1965. 11031-23-2
{First insertion: June 5, 1965.}

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Superior Court, { RAYMOND DELISLE,
No. 34,847. { merchant, domiciled at
71 St-Damase Street, city of
Jonquière, district of Chicoutimi, plaintiff, vs
LORENZO CÔTÉ, residing at 58 Maisonneuve
Street, city of Jonquière, district of Chicoutimi,
defendant.

"A property situated on lot 16-B-55, range 4, township of Jonquière, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of St-Raphaël de Jonquière, the EIGHTH day of JULY, 1965, at THREE o'clock in the afternoon.

LUCIEN LABERGE,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Chicoutimi, May 26, 1965. 11032-23-2

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
District of Gaspé

Magistrate's Court, { J. L. THÉRIAULT &
No. 286-991. { FILS LTÉE, body po-
litic and legally incorporat-
ed having its head office and its principal place

d'affaires à 710, 1ère Avenue, Québec, Qué., demanderesse, *vs* ROGER VALLÉE, (Edgar), résidant et domicilié à St-Joachim, Petite-Tourelle, comté Gaspé, Qué., défendeur.

1° Le lot 18-C-1: de figure irrégulière, borné au nord-ouest par le lot 18-C-3 et le boulevard Perron, au nord-est par les lots 18-C-2 et 19-A-1, au sud-est par le lot 18-C-6, au sud-ouest par les lots 18-B-1 et 18-C-3; mesurant 2.74 chaînes de largeur pour 17 chaînes de profondeur moyenne; et 3.65 chaînes de largeur pour 46 chaînes de profondeur moyenne, contenant en superficie 21.37 acres, avec bâtiments, immeubles, bâtisses et autres constructions dessus construites.

2° Le lot 18-C-5: de figure irrégulière, borné au nord-ouest par le golfe St-Laurent, au sud-est par le boulevard Perron, au nord-est par le lot 19-A-11, au sud-ouest par le lot 18-C-4; mesurant 142 pieds au nord-ouest, 219 pieds au nord-est, 138 pieds au sud-est, 234 pieds au sud-ouest, contenant en superficie 31,640 pieds carrés, moins la partie de ce lot vendue par Roger Vallée à Edgar Vallée le 19 octobre 1960, par acte enregistré sous le numéro 17914.

3° Le lot 19-A-11: de figure irrégulière, borné au nord-ouest par le golfe St-Laurent, au nord-est par le lot 19-A-10, au sud-est par le boulevard Perron, au sud-ouest par le lot 18-C-5; mesurant 24 pieds de largeur sur 270 pieds de profondeur, contenant en superficie 6,480 pieds carrés.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Joachim de Tourelle, comté et district de Gaspé, LUNDI, le NEUVIÈME jour d'AOÛT 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Percé, le 15 juin 1965.

Le Shérif,
PERCY BIARD.
11274-26-2-0

of business at 710, 1st Avenue, Quebec, Que., plaintiff, *vs* ROGER VALLÉE, (Edgar), residing and domiciled at St-Joachim, Petite-Tourelle, county of Gaspé, Que., defendant.

1. Lot 18-C-1: of irregular form, bounded on the north-west by lot 18-C-3 and Perron Boulevard, on the north-east by lots 18-C-2 and 19-A-1, on the south-east by lot 18-C-6, on the south-west by lots 18-B-1 and 18-C-3; measuring 2.74 chains in width by 17 chains in average depth; and 3.65 chains in width by 46 chains in average depth, containing in area 21.37 acres, with buildings, immovables, structures and other constructions thereon erected.

2. Lot 18-C-5: of irregular form, bounded on the north-west by the gulf of St-Lawrence, on the south-east by Perron Boulevard, on the north-east by lot 19-A-11, on the south-west by lot 18-C-4; measuring 142 feet on the north-west, 219 feet on the north-east, 138 feet on the south-east, 234 feet on the south-west, containing in area 31,640 square feet, less the part of this lot sold by Roger Vallée to Edgar Vallée on October 19, 1960, by registered deed under number 17914.

3. Lot 19-A-11: of irregular figure, bounded on the north-west by the gulf of St-Lawrence, on the north-east by lot 19-A-10, on the south-east by Perron Boulevard, on the south-west by lot 18-C-5; measuring 24 feet in width by 270 feet in depth, containing in area 6,480 square feet.

To be sold at the parochial church door of St-Joachim de Tourelle, county and district of Gaspé, MONDAY, the NINTH day of AUGUST, 1965, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Percé, June 15, 1965.

PERCY BIARD,
Sheriff.
11274-26-2-0

HAUTERIVE

De Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Hauterive

Cour Supérieure, No 23,538. { IMPERIAL OIL LIMITED, corps politique et incorporé, dûment constituée selon la loi, et ayant son siège social et principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, demanderesse, *vs* ANDRÉ DUCHESNE, de la ville de Sacré-Coeur, district de Saguenay, défendeur;

« Un emplacement, sis à Sacré-Coeur, rang est, Chemin Albert, étant et composant partie du lot numéro six cent quarante-sept (P. 647) au cadastre officiel pour le canton Tadoussac, mesurant une largeur uniforme de deux cent cinquante pieds (250') par une profondeur de cent pieds (100') et borné comme suit: au nord, à la route nationale; au sud, à l'est et à l'ouest par d'autres parties du même lot appartenant par indivis à Dame Marie Morin Deschesnes et aux mineurs mentionnés dans l'acte enregistré sous le numéro 38,859, avec bâtisses, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sacré-Coeur, comté de Saguenay, JEUDI, le VINGT-NEUVIÈME jour du mois de JUILLET 1965 à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Député-Shérif, La Malbaie, le 19 juin 1965.

Le Député-Shérif,
SYLVIO TREMBLAY.

11293-26-2-0

HAUTERIVE

De Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Hauterive

Superior Court, No. 23,538. { IMPERIAL OIL LIMITED, body politic and corporate, duly incorporated according to law, and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* ANDRÉ DUCHESNE, of the town of Sacré-Coeur, district of Saguenay, defendant;

«An emplacement, situated at Sacré-Coeur, range East, Chemin Albert, being and composing part of lot number six hundred and forty-seven (P. 647) on the official cadaster for the township of Tadoussac, measuring a uniform width of two hundred and fifty feet (250') by a depth of one hundred feet (100') and bounded as follows: on the north by the national highway; on the south, on the east and on the west by other parts of the same lot belonging jointly to Dame Marie Morin Deschesnes and the miners mentioned in the registered deed under number 38,859, with buildings, circumstances and dependencies".

To be sold at the church door of the parish of Sacré-Coeur, county of Saguenay, THURSDAY, the TWENTY-NINTH day of the month of JULY, 1965, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Office of the Deputy Sheriff, SYLVIO TREMBLAY, Deputy Sheriff.
Deputy-Sheriff's Office, La Malbaie, June 19, 1965.

11293-26-2

HULL

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, { EDGAR BLAIS & HARRIS BLAIS, garagistes, domiciliés à Thurso, district de Hull, et y faisant affaires sous les nom et raison sociale de « GARAGE BLAIS », demandeurs, vs JEAN-MARC LEVERT, de Thurso, district de Hull, défendeur.

« Un morceau de terre ou emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Lochaber dans le quatrième rang, comme étant une partie du lot numéro seize C (P. 16-C, rg. 4), ayant soixante-quinze pieds de largeur, à partir de la ligne Est dudit lot 16-C, en allant vers l'Ouest, par cent vingt pieds de profondeur, à partir du chemin public en allant vers le nord; borné au nord et à l'ouest par le résidu dudit lot 16-C; à l'est par le lot numéro 16-B; au sud, par le chemin public.

Avec les servitudes actives et passives, apparentes, et occultes attachées audit immeuble... Et notamment, il est entendu que l'acquéreur aura le droit de poser des tuyaux conducteurs d'eau au nord de son emplacement, pour atteindre une source sur le terrain du vendeur à quelque six cents pieds au nord de l'emplacement, pour y conduire l'eau à son emplacement, et droit en conséquence de passage pour y faire les travaux et pour l'entretien à l'avenir, et droit de prendre l'eau à la source. » Avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église St-Jean l'Évangéliste, à Thurso, le NEUVIÈME jour de JUILLET, 1965, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. ST-PIERRE.

Bureau du Shérif,
ce 31 mai, 1965.

11075-23-2-0

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, { EDGAR BLAIS and HARRIS BLAIS, garagemen, domiciled at Thurso, district of Hull and carrying on business there under the name and style of "GARAGE BLAIS", plaintiffs, vs JEAN-MARC LEVERT, of Thurso, district of Hull, defendant.

« A piece of land or emplacement known and designated in the official plan and book of reference of the Township of Lochaber on the fourth range as being a part of lot number sixteen C (P. 16-C, Range 4), measuring seventy-five feet in width from the east line of said lot 16-C going towards the west, by one hundred and twenty feet in depth from the public road going towards the north, bounded on the north and west by the remainder of said lot 16-C, on the east by lot number 16-B, on the south by the public road.

With the active and passive servitudes, apparent or unapparent attached to the said immoveable and notably an understanding that the purchaser will have the right to install water conduits to the north of his emplacement to reach a spring on the land of the vendor at a distance of some six hundred feet north of the emplacement, to bring water therefrom to his emplacement, and, therefore, the right of way to effect works thereon, and to maintain the conduits in the future, and the right to take water from the spring. » With the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of St-Jean l'Évangéliste, in Thurso, on the NINTH day of JULY, 1965, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
May 31, 1965.

11075-23-2

MÉGANTIC

MÉGANTIC

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Québec
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { FONTAINE AUTO PARTS INC., corporation légalement constituée ayant son siège social à Victoriaville, demandeur vs J. MAURICE PARENT de St-Ferdinand, district de Mégantic, défendeur.

« Une propriété située dans le huitième rang de la paroisse de St-Ferdinand, comté de Mégantic, du côté sud-ouest de la route 49, mesurant deux cent cinquante pieds (250') de largeur en front le long de la route et deux cent dix pieds et deux dixièmes (210.2') de largeur en arrière par une profondeur de cent cinquante pieds (150'), connue au cadastre officiel de la paroisse de St-Ferdinand, canton d'Halifax, comme étant la subdivision numéro deux du lot originaire numéro six cent dix-neuf (No. 619-2), avec la bâtisse dessus érigée, circonstances et dépendances, cette bâtisse servant d'atelier de réparations et d'entretien de machineries agricoles et d'entrepôt de pièces pour lesdites machineries ».

« A property situated in the eighth range of the parish of St-Ferdinand, county of Mégantic, on the south-west side of road 49, measuring two hundred and fifty feet (250') in width in front along the road and two hundred and ten feet and two tenths of a foot (210.2') in width in arrear by a depth of one hundred and fifty feet (150'), known on the official cadaster for the parish of St-Ferdinand, township of Halifax, as being subdivision number two of original lot number six hundred and nineteen (619-2). With the building thereon erected, circumstances and dependencies, this building being used as a shop for the repairing and the maintenance of farm implements and as a warehouse for parts of the said implements. »

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Arthabaska

Superior Court, { FONTAINE AUTO PARTS INC., a corporation legally incorporated, having its head office at Victoriaville, plaintiff, vs J. MAURICE PARENT, of St-Ferdinand, district of Mégantic, defendant.

« A property situated in the eighth range of the parish of St-Ferdinand, county of Mégantic, on the south-west side of road 49, measuring two hundred and fifty feet (250') in width in front along the road and two hundred and ten feet and two tenths of a foot (210.2') in width in arrear by a depth of one hundred and fifty feet (150'), known on the official cadaster for the parish of St-Ferdinand, township of Halifax, as being subdivision number two of original lot number six hundred and nineteen (619-2). With the building thereon erected, circumstances and dependencies, this building being used as a shop for the repairing and the maintenance of farm implements and as a warehouse for parts of the said implements. »

« A property situated in the eighth range of the parish of St-Ferdinand, county of Mégantic, on the south-west side of road 49, measuring two hundred and fifty feet (250') in width in front along the road and two hundred and ten feet and two tenths of a foot (210.2') in width in arrear by a depth of one hundred and fifty feet (150'), known on the official cadaster for the parish of St-Ferdinand, township of Halifax, as being subdivision number two of original lot number six hundred and nineteen (619-2). With the building thereon erected, circumstances and dependencies, this building being used as a shop for the repairing and the maintenance of farm implements and as a warehouse for parts of the said implements. »

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Ferdinand, district de Mégantic, à DEUX heures de l'après-midi, le VINGTIÈME jour du mois de JUILLET, mil neuf cent soixante-cinq.

11071-23-2-o

Le Shérif,
DENIS GUENETTE.
(District de Mégantic).

To be sold at the parochial church door of St-Ferdinand, district of Mégantic, at TWO o'clock in the afternoon, on the TWENTIETH day of the month of JULY, one thousand nine hundred and sixty-five.

11071-23-2

DENIS GUENETTE,
Sheriff.
(District of Mégantic).

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { SUN LIFE ASSURANCE
No 674 943. { COMPANY OF CA-

NADA, demanderesse, vs
CLAUDE MARTEL, défendeur.

« Un emplacement ayant front sur le boulevard MacNamara, en la Cité de Chomedey, province de Québec, connu et désigné comme étant la subdivision cent cinquante-huit du lot trois cent quarante-neuf (349-158) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin, mesurant soixante pieds de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-dix pieds, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 2134 dudit boulevard MacNamara. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Martin, en la cité de Chomedey, comté de Laval, le NEUVIÈME jour du mois de JUILLET 1965, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 1er juin 1965.

Le Shérif,
BERNARD SARRAZIN, C.R.

11076-23-2-o

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { SUN LIFE ASSURANCE
No. 674 943. { COMPANY OF CA-

NADA, plaintiff vs
CLAUDE MARTEL, defendant.

« An emplacement having front on MacNamara Blvd., in the city of Chomedey, province of Quebec, known and designated as being subdivision one hundred and fifty-eight of lot three hundred and forty-nine (349-158) on official plan and book of reference for the parish of St. Martin, measuring sixty feet in width by a depth of ninety feet, english measure and more or less.

With the building thereon erected, bearing civic number 2134 of said MacNamara Boulevard. »

To be sold at the parochial church door of the parish of St. Martin, in the city of Chomedey, county of Laval, on the NINTH day of the month of JULY, 1965, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Montreal, June 1, 1965.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff.

11076-23-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { J. H. ROBITAILLE, plom-
Cour Supérieure, { bier, domicilié à Ste-
No. 137-937. { Foy, P.Q., contre DES-

MOND CORCORAN, do-
milié à 951, boulevard Pie XII, à Ste-Foy, P.Q.

« La subdivision numéro cent cinquante et un du lot originaire deux cent trente-deux du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foy, borné au nord-est par le lot deux cent trente-et-un (231) au sud-est par le lot 232/153, au sud-ouest par le lot 232/1 et au nord-ouest par le lot 232/149, mesurant cinquante pieds (50') de largeur par cent quarante-et-un pieds et deux dixièmes de profondeur, superficie de 7060 pieds carrés avec maison dessus construite, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Foy, comté de Québec, le NEUVIÈME jour de JUILLET prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, ME ANTOINE BOURGET, C.R.
Québec, le 1er juin 1965. 11072-23-2-o

[Première insertion: 5 juin 1965.]
[Deuxième insertion: 26 juin 1965.]

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { J. H. ROBITAILLE, plumb-
Superior Court, { er, domiciled at Ste-Foy,
No. 137-937. { P.Q., vs DESMOND CORCO-

RAN, domiciled at 951, Pie
XII boulevard, Ste-Foy, P.Q.

« Subdivision number one hundred and fifty-one of original lot two hundred and thirty-two on the official cadaster for the parish of Ste-Foy, bounded on the north-east by lot two hundred and thirty-one (231), on the southeast by lot 232/153, on the southwest by lot 232/1 and on the northwest by lot 232/149, measuring fifty feet (50') in width by one hundred and forty-one and two tenths of a foot in depth, superficial area of 7060 square feet with a house thereon erected, circumstances and dependencies. »

To be sold at the parochial church door of Ste-Foy, county of Quebec, on the NINTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Québec, June 1, 1965. 11072-23-2

[First insertion: June 5, 1965.]
[Second insertion: June 26, 1965.]

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District de Richelieu

Cour Supérieure, { **M** **LLE ALICE JODOIN**,
No 16-806. { célibataire majeure, domiciliée au No 164, de la rue Ste-Anne, de la ville de Varennes, district de Richelieu, *et al.*, demandeurs, *vs* **J** **OSEPH VINCEN-**
CENT, menuisier, domicilié dans la paroisse de Varennes, rue Ste-Marie, district de Richelieu, défenseur.

« Un emplacement, avec bâtisses dessus construites, ayant front à la rue Sainte-Marie, composé :

a) du lot connu et désigné sous le numéro vingt-trois (23) de la subdivision officielle du lot originaire numéro soixante-seize (76) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Varennes, et

b) du lot connu et désigné sous le numéro onze (11) de la subdivision officielle du lot originaire numéro soixante-dix-sept (77) aux plan et livre de renvoi officiels du village de Varennes.

Le tout formant un lot de cinquante pieds de largeur sur une profondeur de cent pieds, mesure française, et plus ou moins :

Ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées dudit immeuble. »

Pour être vendu à la porte de l'  glise paroissiale de Varennes, comté de Verchères, district de Richelieu, le **VINGT-NEUVIÈME** jour de **JUILLET** 1965,    **ONZE** heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **AD  LARD GOULET.**
Sorel, le 15 juin 1965. 11275-26-2-0

ROUYN — NORANDA

De Bonis et de Terris
District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, { **T** **HE WESTERN SAV-**
Mo 7933. { **I** **NGS AND LOAN**
A **SSOCIATION**, Bureau chef à Winnipeg, Man., demanderesse, *vs* **N** **APOL  ON NADEAU**, défenseur, menuisier, Rouyn, P.Q.

Tous les droits, intérêts, créances, titres, réclamations et propriété se rapportant au lot trente-neuf (39), Bloc cent cinquante-neuf (159), suivant les plans et cadastre officiels pour le canton de Rouyn, P.Q., possédé par le défenseur en vertu d'un bail emphyteutique, avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif, au Palais de Justice de Rouyn,    **TROIS** heures de l'après-midi, **MERCREDI**, le **VINGT-HUITIÈME** jour de **JUILLET** 1965.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **DIANIS LAFRENIÈRE.**
Rouyn, le 19 juin 1965. 11295-26-2-0

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, { **M** **LLE MARIE DUGAIN**,
No 16,692. { fille majeure, des cité et district de Montréal, demandeur, *vs* **A** **LFRID POGET** d'Acton-Vale,

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District of Richelieu

Superior Court, { **M** **ISS ALICE JODOIN**,
No. 16-806. { fille majeure, domiciled at No. 164 Ste-Anne Street, town of Varennes, district of Richelieu, *et al.*, plaintiffs, *vs* **J** **OSEPH VINCEN-**
T **CENT**, joiner, domiciled in the parish of Varennes, Ste-Marie St., district of Richelieu, defendant.

“An emplacement, with buildings thereon erected, having front on Ste-Marie St., composed of:

(a) lot known and designated under number twenty-three (23) of the official subdivision of original lot number seventy-six (76) on official plan and book of reference for the parish of Varennes, and

(b) lot known and designated under number eleven (11) of the official subdivision of original lot number seventy-seven (77) on official plan and book of reference for the village of Varennes.

The whole forming a lot of fifty feet in width by a depth of one hundred feet, french measure, and more or less.

As the whole now subsists, with all the servitudes active and passive, apparent and non-apparent attached to the said immoveable.”

To be sold at the parochial church door of Varennes, county of Verchères, district of Richelieu, on the **TWENTY-NINTH** day of **JULY**, 1965, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

AD  LARD GOULET,

Sheriff's Office, **Sheriff.**
Sorel, June 15, 1965. 11275-26-2

ROUYN — NORANDA

De Bonis et de Terris
District of Rouyn-Noranda

Superior Court, { **T** **HE WESTERN SAV-**
No. 7933. { **I** **NGS AND LOAN**
A **SSOCIATION**, Head Office: Winnipeg, Man., plaintiff, *vs* **N** **APOL  ON NADEAU**, carpenter, of Rouyn, P.Q., Defendant.

All the defendant's rights, credits, interest, titles, claims and property in and relating to lot thirty-nine (39), block one hundred and fifty-nine (159) according to the official plan and book of reference for the township of Rouyn, possessed by the defendant under emphyteutic lease, with the building thereon erected, together with all rights, members and appurtenances.

To be sold at the sheriff's office at Rouyn, P.Q., at **THREE** o'clock in the afternoon, on **WEDNESDAY**, the **TWENTY-EIGHTH** day of **JULY** 1965.

DIANIS LAFRENIÈRE,

Sheriff's Office, **Sheriff.**
Rouyn, June 19, 1965. 11295-26-2-0

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of St-Hyacinthe

Superior Court, { **M** **ISS MARIE DUGAIN**,
No. 16,692. { fille majeure of the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* **A** **LFRID**

district de St-Hyacinthe, défendeur.

« Un terrain de forme irrégulière, situé sur le quatrième rang, connu et désigné comme étant partie du lot numéro quatre cent soixante-six (Ptie 466) du cadastre officiel de la paroisse de St-André d'Acton, avec les bâtisses y érigées; ledit terrain borné en front par le chemin du quatrième rang, en profondeur par la rivière « Moose », à l'ouest, par la terre de Lionel Côté, et, à l'est, par la terre de Sinaï Bousquet et le terrain des C.N.R. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-André d'Acton, comté de Bagot, le VINGT-SEPTIÈME jour de JUILLET, 1965, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, St-Hyacinthe, le 21 juin 1965

Le Shérif,
GÉRARD BEAUDET.
11296-26-2-0

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { **E**DOUARD ST-JEAN,
No 55470. { cultivateur de St-Hermas, R.R.2, district de Terrebonne, demandeur, *vs* GILLES OUMET, menuisier, résidant à St-Hermas, R.R.1, dit district, défendeur.

Les immeubles ci-après désignés en la possession du défendeur Gilles Ouimet.

« Un morceau de terre, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de St-Colomban, comme faisant partie du numéro cent quatre-vingt-treize (Ptie 193), et mesurant soixante-quinze pieds (75') de largeur par soixante-quinze pieds (75') de longueur, mesure anglaise et plus ou moins; et est borné devant par une rue, d'un côté par M. Victor Vaillancourt, de l'autre côté par Maurice Beauchamp, avec un camp y érigé ».

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Colomban, comté des Deux-Montagnes, MERCREDI, le SEPTIÈME jour de JUILLET 1965, à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Bureau du Shérif, Saint-Jérôme, le 26 mai 1965.

Le Shérif,
VILLENEUVE HUOT.
11034-23-2-0

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { **R**OBERT P. OUELLET et
No 55 590. { **L**OMER RIVARD,
demandeurs; *vs* ANTONIO
YALE, défendeur.

Avis de vente

L'immeuble ci-après désigné et en la possession du défendeur Antonio Yale;

« Un emplacement situé sur la rue Duquette, en la cité de Ste-Thérèse, connu et désigné comme étant le lot numéro quarante-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinquante-trois (53-42) des plan et livre de renvoi officiels du village de Ste-Thérèse de Blainville, mesurant soixante-quinze pieds de largeur par cent pieds de profondeur, et contenant une superficie de sept mille cinq cents pieds carrés, mesure anglaise, avec toutes les bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu à la porte de l'église catholique, paroisse mère, rue de l'Église, Ste-Thérèse de

POGET, of Acton-Vale, district of St-Hyacinthe, defendant.

« A lot of irregular form, situated in the fourth range, known and designated as being part of lot number four hundred and sixty-six (Pt 466) of the official cadaster of the parish of St-André d'Acton, with buildings thereon erected; the said lot bounded on the front by the road of the fourth range, in depth by the "Moose" river, on the west, by the land of Lionel Côté, and the east, by the land of Sinaï Bousquet and the land of the C.N.R. »

To be sold at the parochial church door of St-André d'Acton, county of Bagot, the TWENTY-SEVENTH day of JULY, 1965, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, St-Hyacinthe, June 21, 1965.

GÉRARD BEAUDET,
Sheriff.
11296-26-2-0

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, { **E**DOUARD ST-JEAN,
No 55470. { farmer from St-Hermas, R.R.2, district of Terrebonne, plaintiff, *vs* GILLES OUMET, carpenter, residing at St-Hermas, R.R.1, said district, defendant.

The immoveables hereinafter designated and in the possession of the defendant Gilles Ouimet.

« A piece of land, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of St-Colomban, as being part of lot number one hundred and ninety-three (Pt 193), and measuring seventy-five feet in width (75') by seventy-five feet in length (75'), English measures, more or less; and bounded in front by a street, from one side by M. Victor Vaillancourt, on the other side by Maurice Beauchamp, with a camp erected thereon. »

To be sold at the church door of St-Colomban, county of Two-Mountains, WEDNESDAY, the SEVENTH day of JULY 1965, at TWO o'clock in the afternoon.

Condition: cash.

Sheriff's office, Saint-Jérôme, May 26, 1965.

VILLENEUVE HUOT,
Sheriff.
11034-23-2

Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, { **R**OBERT P. OUELLET
No. 55 590. { and **L**OMER RIVARD,
plaintiffs, *vs* ANTONIO
YALE, defendant.

Notice of sale

The immoveable hereafter designated and in the possession of the defendant Antonio Yale;

« An emplacement situated on Duquette Street, in the city of Ste-Thérèse, known and designated as being lot number forty-two of the official subdivision of original lot number fifty-three (53-42) of the official plan and book of reference of the village of Ste-Thérèse de Blainville, measuring seventy-five feet in width by one hundred feet in depth, and containing an area of seven thousand and five hundred square feet, English measure, with all the buildings thereon erected. »

To be sold at the Catholic church door, principal parish, de l'Église Street, Ste-Thérèse

Blainville, JEUDI le HUITIÈME jour de JUILLET 1965 à QUATRE heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
 Saint-Jérôme, VILLENEUVE HUOT,
 le 1er juin 1965. 11073-23-2-o

de Blainville, THURSDAY, the EIGHTH day of JULY, 1965, at FOUR o'clock in the afternoon.

Conditions: cash.

Sheriff's Office, VILLENEUVE HUOT,
 Saint-Jérôme, Sheriff,
 June 1, 1965. 11073-23-2

Canada — Province de Québec
 District de Terrebonne

Cour Supérieure, { **THE ROYAL TRUST**
 No 54418. { **COMPANY**, corpora-
 tion légalement constituée,
 ayant son siège social et sa principale place
 d'affaires à Montréal, district de Montréal,
 demanderesse, *vs* Dame **MARTHE COUTU-**
RIER, épouse séparée de biens de Jean-Marie
 Lever, domiciliée à 390, avenue Mille Iles, à Ste-
 Thérèse, district de Terrebonne, défenderesse,
 et **JEAN-MARIE LEVER**, domicilié à 390,
 Avenue Mille Iles, Ste-Thérèse, district de Ter-
 rebonne, défendeur, et **LE REGISTREUR DE**
LA DIVISION D'ENREGISTREMENT DE
TERREBONNE, mis-en-cause.

Avis de vente

L'immeuble ci-après désigné et en la possession de la défenderesse Dame Marthe Couturier.

« Un emplacement ayant front sur la rue Mille Iles, en la cité de Ste-Thérèse, comté de Terrebonne, connu comme la subdivision du lot numéro cent soixante-six du lot originaire numéro cinq cent cinquante-et-un (551-166) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville. »

Avec les bâtisses dessus construites portant le numéro civique 390 dans la rue Mille Iles susdite; le mur sud-est d'icelui est mitoyen, ayant été ainsi construit par le vendeur.

Tel que la propriété existe présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve de toute sorte de la part du vendeur et ensemble avec toutes les servitudes, actives ou passives, apparentes ou occultes, effectant celle-ci et plus particulièrement, mais sans restreindre la généralité de ce qui précède, sujet à la servitude en faveur de la compagnie de téléphone Bell du Canada, créée et établie selon acte enregistré au Bureau d'Enregistrement du comté de Terrebonne sous le numéro 254847 et aussi la servitude créée par acte enregistré audit Bureau d'Enregistrement sous le numéro 254790.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique, paroisse mère, rue de l'Église à Ste-Thérèse de Blainville, JEUDI, le HUITIÈME jour de JUILLET 1965, à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
 Saint-Jérôme, VILLENEUVE HUOT,
 le 1er juin 1965. 11077-23-2

Canada — Province de Québec
 District de Terrebonne

Cour Supérieure, { **HORMIDAS PAQUETTE**,
 No 55,357. { cultivateur demeurant
 et domicilié à St-Antoine des
 Laurentides, district de Terrebonne, demandeur
vs **ESSPIN INVESTMENT CORP.**, corps poli-
 tique et incorporé, **CRAMCO HOLDINGS**
LTD., corps politique et incorporé et **SIGDA**
HOLDINGS LTD., corps politique incorporé,
 de la Province de Québec, défendeurs.

Canada — Province of Quebec
 District of Terrebonne

Superior Court, { **THE ROYAL TRUST**
 No. 54418. { **COMPANY**, corpora-
 tion legally incorporated, hav-
 ing its head office and its principal place of busi-
 ness in Montreal, district of Montreal, plaintiff,
vs Dame **MARTHE COUTURIER**, wife separate
 as to property of Jean-Marie Lever, domiciled at
 390, Mille Iles Avenue, at Ste-Thérèse, district
 of Terrebonne, defendant, and **JEAN-MARIE**
LEVER, domiciled at 390, Mille Iles Avenue,
 Ste-Thérèse, district of Terrebonne, defendant,
 and **THE REGISTRAR OF THE REGISTRY**
DIVISION OF TERREBONNE, mis-en-cause.

Notice of sale

The immoveable hereafter designated and in the possession of the defendant Dame Marthe Couturier.

"An emplacement fronting on Mille Isles Street, in the city of Ste-Thérèse, county of Terrebonne, known as subdivision lot number one hundred and sixty-six of original lot number five hundred and fifty-one (551-166) on the official plan and book of reference of the parish of Ste-Thérèse de Blainville."

With the buildings thereon bearing civic number 390 in said Mille Isles Street; the south-east wall whereof its mitoyen, having been so constructed by the Vendor.

As the said property now subsists, with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind on the part of the Vendor and together with all servitudes, active and passive, apparent and non-apparent, affecting same and more particularly, but without restricting the generality of the foregoing, subject to the servitude in favour of the Bell Telephone Company of Canada, created and established under deed registered at Terrebonne county registry office under the number 254847 and also the servitude created by deed registered at said registry office under the number 254790.

To be sold at the Catholic church door, principal parish, de l'Église Street at Ste-Thérèse de Blainville, THURSDAY, the EIGHTH day of JULY, 1965, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: cash.

Sheriff's Office, VILLENEUVE HUOT,
 Saint-Jérôme, Sheriff,
 June 1, 1965. 11077-23-2

Canada — Province of Quebec
 District of Terrebonne

Superior Court, { **HORMIDAS PAQUETTE**,
 No. 55,357. { farmer, living and do-
 miciled at St-Antoine des
 Laurentides, district of Terrebonne, plaintiff,
vs **ESSPIN INVESTMENT CORP.**, body poli-
 tic and corporate, **CRAMCO HOLDINGS**
LTD., body politic and corporate, and **SIGDA**
HOLDINGS LTD., body politic and corporate
 of the Province of Quebec, defendants.

Avis de vente

Les immeubles ci-après désignés et en la possession des défendeurs.

a) Cette partie du lot connu et désigné sous le numéro cent quarante-quatre (P. No 144) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jérôme, située au sud-est du chemin de la Côte St-Antoine, contenant en superficie vingt-neuf mille quarante pieds carrés (29,040 p.c.) ou soixante-dix-huit centièmes d'arpents carrés (0.78) tel que montré sur le plan susmentionné; et

b) sur cette partie du lot connu et désigné sous le numéro cent quarante-trois (P. No. 143) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jérôme se trouvant au sud-est du chemin public de la Côte St-Antoine, contenant en superficie trois cent cinquante-six mille cinq cent quinze pieds carrés (356,515 p.c.) équivalent à neuf arpents et soixante-huit centièmes d'arpents carrés (9.68). »

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Antoine des Laurentides MERCREDI le VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET 1965 à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Bureau du Shérif, VILLENEUVE HUOT.
Saint-Jérôme, ce 15 juin 1965. 11276-26-2-0

Le Shérif,

Notice of sale

The immoveables hereinafter designated and in the possession of the defendants.

"(a) That part of the lot known and designated under number one hundred and forty-four (P. No. 144) in the official plan and book of reference of the Parish of Saint-Jérôme, situated south-east of Côte St-Antoine Road, having an area of twenty-nine thousand and forty square feet (29,040 sq. ft.), or seventy-eight-hundredths of a square arpent (0.78), as shown on the above-mentioned plan; and

(b) On that part of the lot known and designated under number one hundred and forty-three (P. No. 143) on the official plan and in the book of reference of the Parish of Saint-Jérôme, situated south-east of the public road of Côte St-Antoine, having an area of three hundred and fifty-six thousand five hundred and fifteen square feet (356,515 sq. ft.), equivalent to nine and sixty-eight-hundredths square arpents (9.68)."

To be sold at the church door of St-Antoine des Laurentides, WEDNESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of JULY, 1965, at TWO o'clock in the forenoon.

Conditions: Cash.

Sheriff's Office, VILLENEUVE HUOT,
Saint-Jérôme, June 15, 1965. Sheriff.
11276-26-2

Ventes pour taxes

Cité de Farnham

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité que les propriétés ci-après décrites seront vendues à l'enchère publique, en la salle des délibérations du conseil de la Cité de Farnham, JEUDI le QUINZIÈME jour de JUILLET 1965, à DIX heures de l'avant-midi (H.A.E.) pour payer les taxes municipales, avec les intérêts et les frais, plus les frais subséquemment encourus, à moins que lesdites taxes, les intérêts et les frais ne soient payés avant la vente.

Sales for Taxes

City of Farnham

Public notice is hereby given by the undersigned secretary-treasurer of the aforesaid municipality that the properties hereinafter described will be sold by public auction, at the meeting place of the council of the city of Farnham, on THURSDAY the FIFTEENTH day of JULY 1965, at TEN o'clock in the afternoon (D.S.T.), in payment of municipal taxes, with interests and costs, plus the costs subsequently incurred, unless the said taxes, interests and costs are paid prior to the sale.

| Noms Names | Lieu Location | Cadastre Cadastral | Montant du Amount |
|---|------------------------|---|----------------------|
| Boulais, René | Rue Bérard Street | P. 406, Ville de-City of Farnham | \$237.19 |
| Cadioux, Marcel | Rue McCorkill Street | P. 290, Paroisse-Parish St-Romuald | 155.55 |
| Charron, Richard | Rue J.-Cartier | 283, Subdivision 3 et 4, Ville de-City of Farnham | 198.33 |
| Dupuis, Alfred | Rue Royale Street | 208, Subdivision 1 et-2, Ville de-City of Farnham | 383.24 |
| Duquette, Jacques | Rue St-Pierre Street | P. 249, Ville de-City of Farnham | 229.78 |
| Duquette, Jacques | Rue Hde Ville Street | 336, Ville de-City of Farnham | 260.04 |
| Mintz, Janet | Rue St-Grégoire-Street | P. 209, Paroisse-Parish St-Romuald | 92.28 |
| Piette, Mme Gilbert et-and Brunette, Mme-Mrs B. | Rue Principale Street | P. 329, Paroisse-Parish St Romuald | 210.14 |
| Piette, Mme-Mrs Gilbert et-and Brunette, Mme-Mrs B. | Rue Principale Street | P. 329, Paroisse-Parish St-Romuald | 64.80 |
| Piette, Mme-Mrs Gilbert et-and Brunette, Mme-Mrs B. | Rue J.-Cartier Street | 228 Ville de-City of Farnham | 157.80 |
| Pollender, Mlle-Miss Irène | Rue Principale Street | P. 226, Paroisse-Parish St-Romuald | 370.59 |
| Rocheleau, Paul | Rue J.-Cartier Street | P. 214 Paroisse-Parish St-Romuald | 277.03 |
| Surprenant, Maurice | Rue J.-Cartier Street | P. 213, Paroisse-Parish St-Romuald | 89.25 |
| Surprenant, Philippe | Rue J.-Cartier Street | | |
| Succ.-Estate Valiquette, Corinne | Rue Principale Street | 120 et P. 319, Ville de-City of Farnham P. 119 | 281.12 |

Donné à Farnham ce 9e jour de juin mil neuf cent soixante-cinq.

11160-25-2-0

Le Secrétaire-trésorier,
J.-B. LUNEAU.

Given at Farnham this 9th day of June, one thousand nine hundred and sixty-five.

11160-25-2-0

J.-B. LUNEAU,
Secretary-Treasurer.

Ville de Malartic

Town of Malartic

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Malartic, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, au bureau du Conseil municipal à l'Hôtel de Ville de la susdite municipalité, MERCREDI, le VINGT-HUITIÈME (28) jour du mois de JUILLET 1965, à ONZE heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires et intérêts mentionnés dans l'état ci-dessous, et les frais qui seront subséquemment encourus à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente:

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the town of Malartic, that the properties hereinafter described will be sold by public auction, at the office of the Municipal Council at the Town Hall aforesaid municipality, WEDNESDAY, the TWENTY-EIGHT (28th) day of JULY 1965, at ELEVEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of municipal and school taxes with interest mentioned in the following statement and the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and cost be paid before this sale:

| Noms Names | Numéro du cadastre Cadastral number | Taxes mun. Mun. taxes | Taxes scol. School taxes | Int. et frais Interest and costs | Total |
|---------------------------------|---|--------------------------|-----------------------------|-------------------------------------|----------|
| Asselin, Succ.-Estate Jeannette | Lot No 609-9 et 609-10 Bloc-Block 3, Canton - Township Fournière, Town - Ville de Malartic) | \$430.90 | \$294.75 | | \$725.65 |
| Lazich, Andrew Succ.-Estate | Lot No 159 Bloc - Block 3, Canton - Township Fournière, Town - Ville de Malartic) | 83.65 | 41.67 | | 125.32 |
| Lazich, Andrew Succ.-Estate | Lot No 394, Bloc - Block 3, Canton - Township Fournière Town - Ville de Malartic) | 164.65 | 173.59 | | 338.24 |

Donné à Malartic, P.Q., ce dix-huitième (18) jour de juin 1965.

Given at Malartic, P.Q., this eighteenth (18) day of June 1965.

Vraie copie.

True copy.

11294-26-2-o Le Secrétaire-trésorier, RÉJEAN HAMEL.

11294-26-2-o RÉJEAN HAMEL, Secretary-Treasurer.

INDEX No 26

ACTION en séparation de biens

ACTION for Separation as to Property

Fingerhuth vs Lichtig 3563

ARRÊTÉS en Conseil

ORDERS in Council

- 1104 — Concessions fiscales aux Commissaires généraux étrangers, les membres de leur personnel, les fonctionnaires du Bureau International des expositions et l'Exposition Universelle et Internationale de Montréal 1967 3564
- 1104 — Fiscal concessions to foreign Commissioners-General, members of their staff, officials of the Bureau of International Exhibitions and the Canadian Universal and International Exhibition, Montreal 1967 3564
- 1207 — Reconnaissance de la cité de Rouyn comme centre d'apprentissage des métiers de la construction et la ville d'Amos comme sous-centre d'apprentissage pour les districts électoraux d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Rouyn-Noranda et Témiscamingue 3565
- 1207 — Recognition of the city of Rouyn as an apprenticeship center for the construction trades and the town of Amos as a secondary apprenticeship center for the electoral districts of Abitibi-East, Abitibi-West, Rouyn-Noranda and Témiscamingue 3565
- 1210-A — Coiffeur pour hommes et dames, Québec 3565
- 1210-A — Men and ladies' hairdressers, Quebec 3565
- 1210-B — Institutions religieuses, hôpitaux et maisons d'enseignement, Saint-Hyacinthe 3570
- 1210-B — Religious institutions, hospitals and educational establishments, St. Hyacinthe 3570
- 1210-C — Bâtiment, Montréal 3571
- 1210-C — Construction, Montreal 3571

ASSOCIATION coopérative

COOPERATIVE Association

Chantier coopératif de l'U.C.C. de Natashquan (Association coopérative) (Le) (Form.) 3593

AVIS

NOTICES

- Fink, Gerhard Franz Otto Karl (Requête-Petition) 3594
- Hendriks, Milton (Requête - Petition) 3594
- Iscovitch et al (Requête - Petition) 3594
- Iscovitch et al (Requête - Petition) 3594

| CAISSES | | SAVINGS | | |
|--|------|--|--|---|
| d'épargne et de crédit | | and credit unions | | |
| Caisse d'Économie des employés de l'Hôpital St-Charles Borromée (La) (Form.) | 3594 | | | |
| Caisse Populaire de St-Simon Apôtre (Montréal) (Ext. terr.) | 3595 | | | |
| Regent Credit Union (The) (Ext. terr.) | 3595 | | | |
| COMPAGNIES | | COMPANIES | | |
| Avis relatifs à la loi des Chartes — Abandon de | | Notice relative to the Act of Charters — Surrender of | | |
| Abénakis Montréal Limitée | 3596 | | | Centre de consultation conjugale de Québec |
| Credo Holdings Ltd. | 3596 | | | Québec |
| McLean Press Limited | 3595 | | | Centre d'études des arts du spectacle du Québec inc. (Le) |
| Téléphone de St-Hugues de Bagot inc. (Le) | 3596 | | | Châteauguay Beach Hotel Inc. |
| Zem Apartments Inc. | 3595 | | | Chase Realty Corp. |
| | | | | Cie d'aluminium Simalex ltée (La) |
| | | | | Cie R. O. construction ltée (La) |
| | | | | Cie Turbide et Jomphe ltée (La) |
| | | | | Compagnie de bois Hurricane ltée (La) |
| | | | | Compagnie de gestion Gemar ltée (La) |
| | | | | Compagnie R. Hamel limitée (La) |
| | | | | Comptoir des couleurs Québec ltée |
| | | | | Conseil interprofessionnel du Québec |
| | | | | Construction Cyrano inc. |
| | | | | Contract Curing Centre Inc. |
| | | | | Corporation des professionnels en arts plastiques Saguenay & Lac St-Jean inc. |
| | | | | Côte-Nord auto électrique ltée |
| | | | | Cours Bayard inc. |
| | | | | Creative Awards Association |
| | | | | Cutting Contractors Ltd. |
| | | | | Dansereau (Roland) inc. |
| | | | | Desrosiers Location inc. |
| | | | | Disques « Fantasic » limitée (Les) |
| | | | | Disques Roulette du Canada ltée (Les) |
| | | | | Domaine des Chutes inc. |
| | | | | Domon (Yvan) inc. |
| | | | | Dorlex Investments Ltd. |
| | | | | D'Orly (Jean) (1965) inc. |
| | | | | Dorwin Investments Corp. |
| | | | | Dubé (Gérard) ltée |
| | | | | Dubé (Gérard) Lumber Company Ltd. |
| | | | | Éditions M. G. P. inc. (Les) |
| | | | | Entreprises Sop-Ko ltée (Les) |
| | | | | Équipement et Machinerie Pan-Am ltée |
| | | | | Équipement général (St-Félicien) ltée |
| | | | | Equity Investment Corp. |
| | | | | Établissements Jobil ltée |
| | | | | F. D. L. plomberie ltée |
| | | | | Farrell Printing Limited |
| | | | | First National Investment Co. Ltd. |
| | | | | Fonds P. E. P. inc. (Les) |
| | | | | Foyer Notre-Dame de Trois-Pistoles inc. (Le) |
| | | | | Francine Hairstylist Studio Inc. |
| | | | | Frost Food Provisioners Inc. |
| | | | | General Equipment (St-Félicien) Ltd. |
| | | | | Giguère & fils inc. |
| | | | | Grisé (L. H.) inc. |
| | | | | Guides Textiles Ltd. (Les) |
| | | | | Habitat Developments Limited |
| | | | | Harauco inc. |
| | | | | Homier électrique inc. |
| | | | | Hôtel Donnacona ltée |
| | | | | Hôtel Motel Britannia inc. |
| | | | | Hôtel-Plage Châteauguay inc. |
| | | | | Hôtel Plaza (Macamic) inc. |
| | | | | Hurricane Lumber Company Ltd. |
| | | | | Ile de France Seafood Restaurant Hotel Inc. |
| | | | | Immeubles Nord-Américains inc. (Les) |
| | | | | Immeubles Picard & fils ltée (Les) |
| | | | | Immeubles P. Simard ltée (Les) |
| | | | | Industrial Iron Ornaments Ltd. |
| | | | | Industries Internationales inc. (Les) |
| | | | | Industries Lauzon inc. (Les) |
| | | | | Industries Soulanges limitée (Les) |
| | | | | Institut de danse des Bois Francs inc. |
| | | | | International Bakeries Inc. |
| | | | | International Industries Inc. |
| | | | | International Motor Exchange Inc. |
| | | | | Investors Acceptance Eastern Ltd. |
| | | | | Jewish Congregation Beth Yosef |
| | | | | Kebec Truck Center Inc. |
| | | | | |
| Divers | | Miscellaneous | | |
| Advanced Food Products Ltd. (Dir.) | 3599 | | | |
| American Express Company (Agent) | 3600 | | | |
| Association de Chasse et de Pêche de Lac-Saint-Paul inc. (Dir) (Règl. - By-laws) | 3599 | | | |
| Association Professionnelle des meuniers du Québec (Dir.) (Règl. - By-laws) | 3598 | | | |
| Candiac Development Corporation (Dir.) | 3599 | | | |
| Club autos sport La Licorne inc. (Règl. - By-laws) | 3599 | | | |
| Durable Upholsterers Limited (Dir.) | 3598 | | | |
| E. G. Electric Co. (Dir.) | 3599 | | | |
| Icanda Québec limitée (Dir.) | 3599 | | | |
| Lebeau Combing Mills Ltd. | 3599 | | | |
| Loi des compagnies de Québec (Nouveau tarif) | 3596 | | | |
| Quebec Companies Act (New tariff) | 3596 | | | |
| Service des loisirs Précieux-Sang (Règl. - By-laws) | 3598 | | | |
| Sherbrooke-Cavendish Corporation (Dir.) | 3598 | | | |
| Waddington Galleries Inc. (Dir.) | 3598 | | | |
| Lettres patentes | | Letters Patent | | |
| A & W Drive-In (St. Lawrence) Ltd. | 3502 | | | |
| Aida Lingerie Ltd. | 3502 | | | |
| Alpine Sales Limited | 3503 | | | |
| American Pipe & Tank Lining Co. (Canada) Ltd. | 3503 | | | |
| Aphia Limited | 3503 | | | |
| Appartements Lacordaire inc. (Les) | 3504 | | | |
| Asselin (Ray) inc. | 3504 | | | |
| Association des jeunes scientifiques | 3504 | | | |
| Association des techniciens en protection-incendie de la province de Québec (L') | 3505 | | | |
| Astroff's Ltd. | 3505 | | | |
| Auto club Ville Marie inc. | 3506 | | | |
| Automatec inc. | 3506 | | | |
| Bélisle, éditeur inc. | 3506 | | | |
| BerMor inc. | 3507 | | | |
| Bessette (G. H.) inc. | 3507 | | | |
| Binette & frère ltée | 3507 | | | |
| Blum (S.) Inc. | 3508 | | | |
| Bonaventure Reprographic Centre & Supplies Limited | 3508 | | | |
| Boulangerie Donnacona inc. | 3508 | | | |
| Boulangeries Internationales inc. | 3530 | | | |
| Braun (Quebec) Limited | 3509 | | | |
| Brifor inc. | 3509 | | | |
| Campbell (L') Apparel Sales Inc. | 3509 | | | |
| Canadart Inc. | 3510 | | | |
| Central Holdings Corp. | 3510 | | | |

| Lettres patentes (suite) | Letters Patent (continued) |
|--|--------------------------------------|
| L. A. M. Holdings Inc. | 3532 |
| Lapointe (Guy F.) & fils ltée. | 3533 |
| Laverdure (Guy) inc. | 3533 |
| Laviolette auto location inc. | 3533 |
| Laviolette Drive Yourself Inc. | 3533 |
| Layborn Enterprises Ltd. | 3534 |
| Layton Bros. Air Conditioning Inc. | 3534 |
| Lena & Gerd Hair Stylists Co. Inc. | 3534 |
| Lengat Investments Ltd. | 3535 |
| Leroux & Daoust inc. | 3535 |
| Levesque (Jean-Claude) ltée. | 3535 |
| Locations Lague ltée (Les) | 3536 |
| Logar Ltd. | 3536 |
| Loisirs de St-Hilaire inc. (Les) | 3536 |
| Loisirs St-Charles sur Richelieu inc. (Les) | 3537 |
| Louray inc. | 3537 |
| Lucerne Enterprises Ltd. | 3538 |
| Magnor inc. | 3538 |
| Marbre & terrazzo préfini de Québec ltée. | 3538 |
| McDace Construction Incorporated. | 3539 |
| Meilleur (J. H.) & Sons Ltd. | 3539 |
| Meilleur (J. H.) & fils ltée. | 3539 |
| Mercerie Gilbert ltée. | 3539 |
| Meubles St-Laurent limitée. | 3540 |
| Michaud (Willie) & fils inc. | 3540 |
| Milano Leather Inc. | 3540 |
| Module Design Ltd. | 3541 |
| Monita Administration Company | 3541 |
| Monuments A. Morissette ltée. | 3542 |
| Moss Garment Company | 3542 |
| Murray Hill Investment Corporation | 3542 |
| National Renovators Ltd. | 3543 |
| North American Realities Inc. | 3543 |
| North Perron Molybdenum Mining Corporation Limited | 3543 |
| North West Motor Sales Ltd. | 3544 |
| Pan-Am Equipment and Machinery Ltd. | 3544 |
| Parc de l'Est inc. (Le) | 3544 |
| Park Car Wash & Tire Shop Ltd. | 3545 |
| Penquin Knitting Mills Inc. | 3545 |
| Peter & Steve's Snack Bar Inc. | 3545 |
| Pisciculture Mont-Sutton inc. (La) | 3546 |
| Placements Opti inc. (Les) | 3546 |
| Placements Prestige inc. (Les) | 3546 |
| Pot Pourri Gift Boutique Ltd. | 3547 |
| Powertron Corporation (1965) Ltd. | 3554 |
| Productions Figaro inc. (Les) | 3547 |
| Produits forestiers M. P. inc. | 3547 |
| Provost (R.) inc. | 3548 |
| Publicité Trans-Québec inc. | 3548 |
| Quebec Interprofessional Council | 3514 |
| Quebec Sofwood Limited. | 3548 |
| Quoddy Investment Ltd. | 3549 |
| R. O. Construction Co. Ltd. | 3512 |
| Raad Corporation | 3549 |
| Racine & Chamberland inc. | 3549 |
| Roulette Records of Canada Ltd. | 3550 |
| Royal David construction inc. | 3550 |
| Roy (Cyrille) inc. | 3550 |
| Roy (Alphonse) & fils limitée. | 3551 |
| St. Johns Kinsmen Club Inc. | 3551 |
| Salon de coiffure Chez Francine inc. | 3551 |
| Sand Associates Inc. | 3552 |
| Santos Investment Corp. | 3552 |
| Secrétariat des syndicats nationaux d'Alma inc. (Le) | 3553 |
| Shamrock Transport Co. Ltd. | 3553 |
| Simalex Aluminum Co. Ltd. | 3512 |
| Snap Industrial Construction Inc. | 3553 |
| Société de l'Expo de Shawinigan inc. (La) | 3554 |

| | |
|--|------|
| Société d'entraide pédagogique Québec | |
| Audivisu inc. (La) | 3554 |
| Société Powertron (1965) ltée. | 3554 |
| Sop-Ko Enterprises Ltd. | 3521 |
| Soulanges Industries Limited | 3555 |
| Sparta Restaurant Ltd. | 3555 |
| Spencer - Lewin & Company Ltd. | 3555 |
| Spotless Cleaners Inc. | 3556 |
| T. C. C. inc. | 3556 |
| Textiles de Guigues ltée. | 3556 |
| Total industries inc. | 3557 |
| Tout-Net service inc. | 3557 |
| Tradcom Inc. | 3558 |
| Trans Caribbean Research Corp. | 3558 |
| Trans-Quebec Advertising Inc. | 3548 |
| Tremblay & fils (Rouyn) inc. | 3558 |
| Truchon & fils ltée. | 3559 |
| Turbide and Jomphe Co. Ltd. | 3513 |
| Twenty Seven Sixty-Five Corp. Ltd. (The) | 3559 |
| Vallée isolation limitée. | 3559 |
| Vézina (Marcel) ltée. | 3560 |
| Vinet (G.) inc. | 3560 |
| Viway Equipment Limited | 3560 |
| 5850 Côte de Liesse Road Inc. | 3561 |

Lettres patentes supplémentaires **Supplementary Letters Patent**

| | |
|--------------------------------------|------|
| Cie de Téléphone Soulanges Ltée (La) | 3561 |
|--------------------------------------|------|

Sièges sociaux **Head Offices**

| | |
|--|------|
| Association de Natation Briarwood Inc. | 3600 |
| Association Professionnelle des Meuniers du Québec | 3600 |
| Briarwood Swimming Association Inc. | 3600 |
| Carrara Marble Inc. | 3600 |
| Construction Plœrmel Inc. | 3601 |
| Credit Total Inc. | 3601 |
| David Inc. | 3601 |
| Du-Mon Verdure inc. | 3602 |
| Dupuis (A. J.) Inc. | 3600 |
| Emdeco Limited | 3601 |
| Emdeco Limitée. | 3601 |
| Eastern Enterprises Inc. | 3602 |
| Entreprises de l'Est Inc. (Les) | 3602 |
| Immeubles Guertin Ltée (Les) | 3602 |
| Marble Carrara Inc. | 3600 |
| Papineau Transport Inc. | 3602 |
| Placements J. G. F. inc. (Les) | 3603 |
| Ploermel Construction Inc. | 3601 |
| Renaud & fils Assurances Inc. | 3602 |

EXAMEN du Barreau **EXAMINATION Bar**

| | |
|-------------------------|------|
| Hull, pratique-practice | 3603 |
|-------------------------|------|

LIQUIDATION **WINDING**

| | |
|----------------------------------|------|
| Syndicat de Travail de St-Edmond | 3603 |
|----------------------------------|------|

MINISTÈRES **DEPARTMENTAL**

Éducation **Education**

| | |
|--|------|
| <i>Municipalité scolaire de:</i> School Municipality of: | |
| Baie des Chaleurs, c.s.r.-r.s.b. (Acc. - Grant) | 3605 |
| Chambly, c.s.r.-r.s.b. (Acc. - Grant.) | 3604 |
| Cuivre, c.s.r.-r.s.b. (Acc. - Grant.) | 3607 |
| Honoré Mercier, c.s.r.-r.s.b. (Acc. - Grant.) | 3606 |
| Lalonde, c.s.r.-r.s.b. (Acc. - Grant.) | 3607 |
| Lanaudière, c.s.r.-r.s.b. (Acc. - Grant.) | 3604 |
| Matane (Acc. - Grant.) | 3604 |
| Meilleur, c.s.r.-r.s.b. (Acc. - Grant.) | 3606 |
| Monts, c.s.r.-r.s.b. (Acc. - Grant.) | 3606 |

| Éducation (suite) | Education (continued) | SYNDICATS Professionnels | SYNDICATES Professional |
|--|-------------------------------------|---|--|
| Outaouais, c.s.r.-r.s.b. (Acc. - Grant.)... | 3605 | Association des agents distributeurs de la Brasserie Dow du Québec ltée (L') (Const. - Inc.)..... | 3617 |
| Pascal Taché, c.s.r.-r.s.b. (Acc. - Grant.)... | 3606 | Association des employés du bas façonné de St-Hyacinthe (Exist. term.)..... | 3616 |
| Péninsule, c.s.r.-r.s.b. (Acc. - Grant.)... | 3607 | Association des employés du bas façonné de St-Hyacinthe inc. (L') (Exist. term.)..... | 3616 |
| Rimouski, ville-town (Acc. - Grant.)..... | 3605 | Association des enseignants de Lalonde (Nom - Name ch.)..... | 3617 |
| Rimouski, ville-town (Acc. - Grant.)..... | 3607 | Syndicat national des employés de garage de Rimouski, inc. (Nom - Name ch.) | 3616 |
| Saint-Barnabé (Dem.-App.)..... | 3604 | | |
| Saint-Nazaire-de-Burry (Dem.-App.)... | 3603 | | |
| St-Louise, (Acc. - Grant.)..... | 3605 | | |
| Finances | Finance | VENTES | SALES |
| <i>Assurances:</i> | <i>Insurance:</i> | Effets non-réclamés | Unclaimed Goods |
| General Security Insurance Company of Canada..... | 3608 | Canadian National Railway Company | 3617 |
| Sécurité (La), Compagnie d'Assurances Générales du Canada..... | 3608 | Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada..... | 3617 |
| Industrie et Commerce | Industry and Commerce | Licitation | Licitation |
| Avis de pêche aux coques..... | 3608 | Openshaw vs Garnett et al..... | 3618 |
| Shell fishing notice..... | 3608 | | |
| Terres et Forêts | Lands and Forests | SHÉRIFS | SHERIFFS |
| <i>Cadastre:</i> | <i>Cadastre:</i> | Beauharnois | Beauharnois |
| Bellecourt, canton-township..... | 3609 | Dominion Acoustic Tile Ltd. vs Châteauguay Regional Shopping Plaza Inc..... | 3619 |
| St-Jean-Chrysostome, par..... | 3609 | | |
| Travail | Labour | Chicoutimi | Chicoutimi |
| <i>Industrie ou métiers de:</i> | <i>Industry or Trades of:</i> | Delisle vs Côté..... | 3619 |
| Chapeaux en toile et casquette pour hommes, garçons et enfants, Province (Prél.)..... | 3590 | Gaspé | Gaspé |
| Construction, Québec (Appr.)..... | 3572 | Thériault (J. L.) & Fils Ltée vs Vallée... | 3619 |
| Employés de garages, Dolbeau et al (Mod.)..... | 3578 | Hauterive | Hauterive |
| Employés de garages, Granby (Mod.)... | 3590 | Imperial Oil Limited vs Duchesne..... | 3620 |
| Employés de garage, Shawinigan et al (Avis)..... | 3572 | Hull | Hull |
| Furniture, Province (Mod.)..... | 3582 | Blais et al vs Levert..... | 3621 |
| Garage employees, Dolbeau et al (Amend.) | 3578 | Mégantic | Mégantic |
| Garage employees, Granby (Amend.)... | 3590 | Fontaine Auto Parts Inc. vs Parent.... | 3621 |
| Garage employees, Shawinigan et al (Notice)..... | 3572 | Montréal | Montreal |
| Men and boys' hat and cap, Province (Levy)..... | 3590 | Sun Life Assurance Company of Canada vs Martel..... | 3622 |
| Métallurgie, Québec (Prél.)..... | 3592 | | |
| Metallurgy, Québec (Levy)..... | 3592 | Québec | Quebec |
| Meuble, Province (Mod.)..... | 3582 | Robitaille vs Corcoran..... | 3622 |
| PROCLAMATIONS | PROCLAMATIONS | Richelieu | Richelieu |
| Bureau d'enregistrement de Richmond, à Richmond..... | 3609 | Jodoin vs Vincent..... | 3623 |
| Extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de l'Île-Perrot, au territoire de la paroisse de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot..... | 3610 | Rouyn-Noranda | Rouyn-Noranda |
| Extension of the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Ile-Perrot to the territory of the parish of Notre-Dame-de-l'Île-Perrot..... | 3610 | Western Savings and Loan Association (The) vs Nadeau..... | 3623 |
| Office of the registration division of Richmond, at Richmond..... | 3609 | Saint-Hyacinthe | Saint-Hyacinthe |
| | | Dugain vs Poget..... | 3623 |
| RÉGIE | QUEBEC | Terrebonne | Terrebonne |
| des marchés agricoles | Agricultural Marketing Board | Ouellet et al vs Yale..... | 3624 |
| du Québec | | Paquette vs Esspin Investment Corp.... | 3625 |
| Saint-Jean (Lait nature) (Sanction).... | 3611 | Royal Trust Company (The) vs Couturier et al..... | 3625 |
| Saint John (Raw milk) (Sanction).... | 3611 | | |

| Terrebonne | Terrebonne | Taxes | Taxes |
|-----------------------------|--------------------|--------------------------------|--------------|
| <i>(suite)</i> | <i>(continued)</i> | Farnham, cité-city | 3626 |
| St-Jean vs Ouimet | 3624 | Malartic, ville-town | 3627 |

